

**Sénat et Chambre  
des représentants  
de Belgique**

**SESSION DE 1999-2000**

13 JUIN 2000

**Le plan fédéral de sécurité et de politique  
pénitentiaire**

**Belgische Senaat  
en Kamer van  
volksvertegenwoordigers**

**ZITTING 1999-2000**

13 JUNI 2000

**Het federaal veiligheids- en detentieplan**

SOMMAIRE

	Pages
Avant-propos . . . . .	3
1. Introduction . . . . .	4
2. Sécurité . . . . .	8
3. Concept de la gestion intégrale de la sécurité: la prévention avant la répression, la répression en tant que moyen ultime et le suivi en tant que clé de voûte indispensable . . . . .	13
4. Objectifs et méthodologie . . . . .	18
5. Fondement scientifique et instrument de mesure et de suivi . . . . .	20
6. Une administration de la justice rapide et humaine	28
7. Programmes fédéraux . . . . .	38
7.1. Délits avec violence . . . . .	38
7.2. Crime organisé . . . . .	44
7.3. Criminalité en col blanc . . . . .	53
7.4. Traite et exploitation des êtres humains . .	63
7.5. Délits sexuels . . . . .	67
7.6. Délinquance juvénile . . . . .	73
7.7. Hooliganisme . . . . .	78
7.8. Nuisances et criminalité liées à la drogue . .	80
7.9. Accidents de la circulation ayant entraîné des lésions corporelles . . . . .	81
8. Moyens d'action . . . . .	85
8.1. Une police moderne . . . . .	85
8.2. Simplification du droit pénal et amélioration de la procédure pénale . . . . .	88
8.3. Renforcement de la médiation pénale et des peines alternatives . . . . .	90
8.3.1. Maisons de justice . . . . .	90
8.3.2. Mesures et peines alternatives . . . . .	92
8.3.3. Politique en faveur des victimes . . . . .	94
8.4. Lutte contre la corruption et création d'un office fédéral anti-corruption . . . . .	97
8.5. Rappel à la norme . . . . .	100
8.6. Coopération internationale . . . . .	101
8.7. Blocage et saisie du patrimoine provenant d'activités criminelles et perception efficace des amendes . . . . .	103
9. Domaines dérivés . . . . .	106
9.1. La politique intégrale de sécurité au niveau zonal et le plan zonal de sécurité — politique des grandes villes . . . . .	106
9.2. Les instruments de sécurité . . . . .	120
10. Plan de politique pénitentiaire . . . . .	124
Annexe 1: Aperçu des projets et sous-projets . . . . .	132
Annexe 2: Accord de gouvernement — 3. Une société sûre . . . . .	141

	INHOUD	Blz.
Voorwoord . . . . .	3	3
1. Inleiding . . . . .	4	4
2. Veiligheid . . . . .	8	8
3. Het concept integrale veiligheidszorg: preventie voor repressie, repressie als ultiem middel en nazorg als onmisbaar sluitstuk . . . . .	13	13
4. Doelstellingen en methodologie . . . . .	18	18
5. Een wetenschappelijke onderbouw en een meet- en opvolgingsinstrument . . . . .	20	20
6. Een snelle en humane rechtsbedeling . . . . .	28	28
7. De federale programma's . . . . .	38	38
7.1. Gewelddelicten . . . . .	38	38
7.2. Georganiseerde misdaad . . . . .	44	44
7.3. Witteboordencriminaliteit . . . . .	53	53
7.4. Mensenhandel en -uitbuiting . . . . .	63	63
7.5. Seksuele misdrijven . . . . .	67	67
7.6. Jeugddelinquentie . . . . .	73	73
7.7. Hooliganisme . . . . .	78	78
7.8. Drugsoverlast en -criminaliteit . . . . .	80	80
7.9. Verkeersongevallen met persoonlijk letsel .	81	81
8. Actiemiddelen . . . . .	85	85
8.1. Een moderne politie . . . . .	85	85
8.2. Vereenvoudiging van het strafrecht en een meer efficiënte strafprocedure . . . . .	88	88
8.3. Versterken strafbemiddeling en alternatieve straffen . . . . .	90	90
8.3.1. Justitiehuizen . . . . .	90	90
8.3.2. Alternatieve maatregelen en straffen .	92	92
8.3.3. Slachtofferzorg . . . . .	94	94
8.4. Bestrijden van corruptie en de oprichting van een federale anti-corruptiedienst . . . . .	97	97
8.5. Normstellend optreden . . . . .	100	100
8.6. Internationale samenwerking . . . . .	101	101
8.7. Blokkering en inbeslagneming van criminale vermogens en een efficiënte inning van de geldboetes . . . . .	103	103
9. Afgeleide domeinen . . . . .	106	106
9.1. Het zonaal integraal veiligheidsbeleid en het zonaal veiligheidsplan — het grootsteden beleid . . . . .	106	106
9.2. De veiligheidsinstrumenten . . . . .	120	120
10. Het detentieplan . . . . .	124	124
Bijlage 1: Overzicht van de projecten en deelprojecten	132	132
Bijlage 2: Het federale regeerakkoord — 3. Een veilige samenleving . . . . .	141	141

**AVANT-PROPOS**

Dans le cadre du développement de « l'État social actif », dont les pierres angulaires sont, d'une part, la croissance économique et, d'autre part, la protection sociale, la nécessité de prévoir un élément sécurité est essentielle. Les autorités mêmes et la population, à savoir les citoyens et le secteur économique, dans un rapport organisé ou non, ont droit à une « société sûre ».

C'est la raison pour laquelle il est fait référence dans notre accord de gouvernement fédéral, « la voie vers le 21<sup>e</sup> siècle », aux éléments suivants : l'exécution des accords Octopus, l'établissement d'un plan de sécurité, l'élaboration d'une nouvelle politique d'exécution des peines et pénitentiaire et une administration de la justice rapide et humaine afin de parvenir à une plus grande sécurité et à un meilleur fonctionnement de la justice. Pour notre population, c'est prioritaire.

Le gouvernement fédéral a décidé, dans les limites de ses compétences fédérales et en respectant pleinement celles des régions et des communautés, de rédiger un plan fédéral de sécurité. Le gouvernement fédéral en a confié la mise en scène à Marc Verwilghen, ministre de la Justice. Ce plan a été établi en concertation avec tous les ministres fédéraux compétents et avec les communautés et régions. Il sera également exécuté en concertation avec ces instances.

Au nom du gouvernement fédéral, du ministre de la Justice et du ministre de l'Intérieur, nous déposons le plan de sécurité, une nouvelle politique d'exécution des peines et pénitentiaire ainsi qu'un plan d'action en vue d'une administration de la justice rapide et humaine, le tout intitulé plan fédéral de sécurité et de politique pénitentiaire.

*Le premier ministre,*

Guy VERHOFSTADT.

**VOORWOORD**

In de uitbouw van de « actieve welvaartsstaat », die enerzijds wordt gedragen door de economische groei en anderzijds door de sociale bescherming, is de noodzaak aan een veiligheidscomponent onontbeerlijk. De overheid zelf en de bevolking, zijnde de burger en het bedrijfsleven, al dan niet in georganiseerd verband, hebben recht op een « veilige samenleving ».

In ons federaal regeerakkoord, « de brug naar de eenentwintigste eeuw », wordt daarom verwezen naar : de uitvoering van de Octopusakkoorden, het opstellen van een veiligheidsplan, een nieuw strafuitvoerings- en gevangenisbeleid en een snelle en humane rechtsbedeling om meer veiligheid en een betere werking van het gerecht te realiseren. Dit is voor onze bevolking prioritair.

Binnen de perken van haar federale bevoegdheden en met het volle respect voor de bevoegdheden van de gemeenschappen en de gewesten heeft de federale regering beslist om een federaal veiligheidsplan op te stellen. De federale regering heeft de « regierol » opgedragen aan Marc Verwilghen, minister van Justitie. In overleg met alle bevoegde federale ministers en met de gemeenschappen en de gewesten is dit plan tot stand gekomen. Het zal ook in overleg met deze instanties worden uitgevoerd.

Namens de federale regering, de minister van Justitie en de minister van Binnenlandse Zaken leggen we het veiligheidsplan, een nieuw strafuitvoerings- en gevangenisbeleid en een actieplan voor een snelle en humane rechtsbedeling neer als het federaal veiligheids- en detentieplan.

*De eerste minister,*

Guy VERHOFSTADT.

## 1. INTRODUCTION

En exécution de l'accord de gouvernement fédéral, « la voie vers le 21<sup>e</sup> siècle », et, en particulier, du point 3, « Une société sûre », le gouvernement fédéral nous a confié le rôle de metteur en scène en ce qui concerne la rédaction d'un plan de sécurité, l'élaboration d'une nouvelle politique d'exécution des peines et pénitentiaire ainsi que la réalisation d'une justice rapide et humaine. Nous déposons dans ce cadre notre plan fédéral de sécurité et de politique pénitentiaire.

En référence à l'accord de gouvernement fédéral, augmenter la sécurité et assurer un meilleur fonctionnement de la justice sont prioritaires pour la population. Mais une politique de sécurité ne se résume pas seulement à la lutte contre la criminalité. Un grand nombre de facteurs contribuent au sentiment d'in sécurité chez nos concitoyens.

La lutte contre l'insécurité passe par une plus grande efficacité de l'appareil judiciaire et policier. Dans le même temps, il faudra également mener une politique de renouveau des villes qui devra conduire à une intégration sociale de personnes et de groupes de population marginalisés ou exclus. Il conviendra en outre de veiller à une plus grande accessibilité à tous les services publics, notamment à ceux de la Justice.

Nous allons rapidement nous atteler, dans les limites de nos compétences fédérales, à l'exécution intégrale des accords Octopus. À ce propos, nous avons mis sur pied les « *task forces* » nécessaires en concertation permanente avec notre collègue, le ministre de l'Intérieur. Des collaborateurs de nos cabinets travaillent conjointement avec les services de police concernés et les experts externes dans le groupe d'experts, les groupes de travail et le groupe d'accompagnement. La réalisation de cet immense processus de changement est une condition indispensable à l'exécution du plan fédéral de sécurité.

Le Collège des procureurs généraux, le Service de la Politique Criminelle, l'Institut National de Criministique et de Criminologie, l'État-Major Général de la Gendarmerie, le Commissariat général de la Police Judiciaire, la Commission Permanente de la Police Communale, la Sûreté de l'État, la Police Générale du Royaume, l'Office des Étrangers, le Secrétariat Permanent à la Politique de Prévention, l'Institut Belge de la Sécurité Routière, les Douanes et Accises, l'Inspection Spéciale des Impôts et le Centre pour l'Égalité des Chances et la lutte contre le Racisme ont pu formuler à cet égard leur avis spécialisé. Tous ces acteurs seront associés activement à l'exécution de ce plan fédéral de sécurité sur la base des avis qu'ils ont émis.

## 1. INLEIDING

In uitvoering van het federaal regeerakkoord, « een brug naar de eenentwintigste eeuw », en, meer in het bijzonder, van punt 3 « Een veilige samenleving », hebben we van de federale regering de regierol gekregen in het opstellen van een veiligheidsplan, het uitwerken van een nieuw strafuitvoerings- en gevangenisbeleid en te komen tot een snelle en humane rechtspleging. Hierbij leggen we ons federaal veiligheids- en detentieplan voor.

Met verwijzing naar het federaal regeerakkoord is meer veiligheid en een betere werking van het gerecht voor de bevolking prioritair. Een veiligheidsbeleid kan echter niet worden herleid tot het bestrijden van de criminaliteit alleen. Een groot aantal factoren dragen bij tot het gevoel van onveiligheid bij onze medeburgers.

Voor het bestrijden van de onveiligheid is er een efficiëntere werking nodig van het politie- en justieapparaat. Tegelijk zal er echter ook een stadsvernieuwing beleid moeten worden gevoerd dat zal moeten leiden tot een maatschappelijke integratie van personen en bevolkingsgroepen die gemarginaliseerd of uitgesloten zijn. Ook zal er moeten gewerkt worden aan een grotere toegankelijkheid tot alle overheidsdiensten, inzonderheid deze van het gerecht.

Binnen de perken van onze federale bevoegdheden zullen we snel werk maken van een integrale uitvoering van de Octopusakkoorden. In permanent overleg met onze collega, de minister van Binnenlandse Zaken, hebben we met betrekking tot de uitvoering van de Octopusakkoorden, de hiervoor noodzakelijke « *task forces* » opgericht. Medewerkers uit onze kabinetten participeren samen met de betrokken politiediensten en externe experts in de stuurgroep, de werkgroepen en de begeleidingsgroep. De verwezenlijking van dit immens veranderingsproces is een noodzakelijke voorwaarde opdat het federaal veiligheidsplan zou worden uitgevoerd.

Het College van procureurs-generaal, de Dienst voor het Strafrechtelijk Beleid, het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, het Algemeen Commando van de Rijkswacht, het Commissariaat-generaal van de Gerechtelijke Politie, de Vaste Commissie voor de Gemeentepolitie, de Veiligheid van de Staat, de Algemene Rijkspolitie, de Dienst Vreemdelingenzaken, het Vast Secretariaat voor het Preventiebeleid, het Belgisch Instituut voor Verkeersveiligheid, de Douane en Accijnzen, de Bijzondere Belastingsinspectie en het Centrum voor Gelijkheid van Kansen en voor Racismebestrijding hebben terzake hun deskundig advies kunnen formuleren. In de uitvoering van dit federaal veiligheidsplan zullen al deze actoren, op basis van de door hen geformuleerde adviezen, op een actieve wijze betrokken worden.

Notre plan fédéral de sécurité est le « *blueprint* » et le cadre politique plus large des « plans de police » prévus dans la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

Conformément à l'article 4 de la loi précitée, les ministres de l'Intérieur et de la Justice sont chargés de coordonner la politique générale en matière de police ainsi que de coordonner la gestion de la police fédérale et de la police locale. À cette fin, nous établirons chaque année un « plan national de sécurité ». Ce plan national de sécurité garantira une approche globale et intégrée de la sécurité et assurera la cohérence entre l'action des services de police. De son côté, le conseil fédéral de police rendra un avis motivé conformément à l'article 7 et procédera régulièrement à l'évaluation de l'application.

Le groupe de travail Plans de sécurité qui s'occupe activement de la réforme des polices rédigera cette année un premier plan national de sécurité, un « plan-test ».

L'article 35 prévoit que dans chaque zone de police est instauré un conseil zonal de sécurité au sein duquel est organisée une concertation systématique entre le bourgmestre, le procureur du Roi, le chef de corps de la police locale et le directeur coordonnateur administratif de la police fédérale. Ce conseil zonal de sécurité est chargé de discuter du « plan zonal de sécurité », de le préparer et d'en évaluer l'exécution. Conformément à l'article 4, le plan zonal de sécurité doit tenir compte du plan national de sécurité.

Le plan zonal de sécurité à rédiger annuellement contient, conformément à l'article 36, les missions et objectifs prioritaires déterminés par les bourgmestres et le procureur du Roi et intégrés dans une approche globale de la sécurité, et prévoit la manière dont ces missions et objectifs seront réalisés.

Le groupe de travail Plans de sécurité précité établira également un vade-mecum ou manuel en vue de préparer les plans zonaux de sécurité.

L'exécution du plan fédéral de sécurité, du plan national de sécurité et des plans zonaux de sécurité a une grande influence sur les capacités entre la police fédérale et la police locale. En outre, en qualité de ministre de la Justice, nous harmoniserons notre politique criminelle conjointement avec le Collège des procureurs généraux. À ce niveau, le Service de la Politique Criminelle a également une importante mission à remplir.

Le contrôle démocratique via des canaux fiables et transparents est et reste la clé de voûte de la réforme des polices. À cette fin, le Parlement a procédé à la mise en place rapide du Comité P rénové et de la

Ons federaal veiligheidsplan is de blauwdruk en het ruimer beleidskader voor de « politieplannen » zoals ze voorzien zijn in de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus.

Krachtens artikel 4 zijn de minister van Justitie en de minister van Binnenlandse Zaken belast met het coördineren van het algemeen politiebeleid, evenals met de coördinatie van het beheer van de federale politie en de lokale politie. Te dien einde zullen we jaarlijks een « nationaal veiligheidsplan » opstellen. Dit nationaal veiligheidsplan waarborgt een globale en geïntegreerde aanpak van de veiligheid en verzekert de samenhang van het optreden van de politiediensten. Op zijn beurt zal de federale politieraad krachtens artikel 7 een gemotiveerd advies geven en de uitvoering ervan geregeld evalueren.

De werkgroep Veiligheidsplannen dat actief is binnen de politiehervorming zal dit jaar een eerste nationaal veiligheidsplan opstellen als « testplan ».

Artikel 35 bepaalt dat er in elke politiezone een zonale veiligheidsraad wordt opgericht waarbinnen systematisch overleg wordt georganiseerd tussen de burgemeester, de procureur des Konings, de korpschef van de lokale politie en de bestuurlijke directeur-coördinator van de federale politie. Deze zonale veiligheidsraad heeft tot taak het « zонаal veiligheidsplan » te bespreken, voor te bereiden en de uitvoering ervan te evalueren. Artikel 4 stelt dat het zonale veiligheidsplan rekening moet houden met het nationaal veiligheidsplan.

Het jaarlijks op te stellen zonale veiligheidsplan omvat krachtens artikel 36 de prioritaire opdrachten en doelstellingen, vastgelegd door de burgemeesters en de procureurs des Konings, die in een globale veiligheidsaanpak worden geïntegreerd, evenals de wijze waarop de opdrachten en doelstellingen zullen worden bereikt.

De werkgroep Veiligheidsplannen dat actief is binnen de politiehervorming zal dit jaar eveneens een vademeucum of handleiding opstellen om de zonale veiligheidsplannen voor te bereiden.

De uitvoering van het federaal veiligheidsplan, het nationaal veiligheidsplan en de zonale veiligheidsplannen heeft een grote invloed op de capaciteiten van de federale en lokale politie. Bovendien zullen we als minister van Justitie samen met het College van procureurs-generaal ons Strafrechtelijk Beleid hierop afstemmen. De Dienst voor het Strafrechtelijk Beleid heeft hierin ook een belangrijke taak te vervullen.

De democratische controle via betrouwbare en doorzichtige kanalen is en blijft het sluitstuk van de politiehervorming. Daartoe is het Parlement overgaan tot een snelle installatie van het vernieuwde

Commission spéciale chargé de l'accompagnement parlementaire des Comités permanents de contrôle des services de police et de renseignements. Le Conseil Supérieur de la Justice déjà créé par le gouvernement fédéral a également une tâche à remplir en vue de la politique de sécurité.

Conformément à l'accord de gouvernement fédéral, le gouvernement fédéral rédige un plan de sécurité qui fonctionnera selon le concept de la gestion intégrale de la sécurité. Cette gestion de la sécurité se traduit par une chaîne constituée successivement d'un maillon préventif, d'un maillon répressif et du suivi des victimes et des auteurs. Les accords de coopération avec les régions et les communautés doivent faire l'objet de discussions au sein de la Conférence intergouvernementale et interparlementaire en vue de la réforme institutionnelle ou de conférences interministérielles.

Il va de soi que le gouvernement fédéral reconnaît l'entièrre compétence des régions et des communautés et il leur demandera d'envisager et/ou d'entreprendre des actions là où cela s'avérera nécessaire.

Le plan sera étayé par des apports scientifiques et se traduit par deux objectifs : une réduction effective de toutes les formes de criminalité et un accroissement substantiel du taux d'éluïcation des infractions. Le plan comprendra les priorités suivantes :

- diminuer le nombre des délits avec violence;
- circonscrire et combattre la criminalité organisée;
- mieux dépister et réprimer la criminalité en col blanc;
- lutter contre la traite des êtres humains et les autres formes d'exploitation;
- prévenir au maximum les délits sexuels;
- combattre la délinquance juvénile;
- endiguer le hooliganisme;
- limiter les troubles et la criminalité liés à la drogue;
- réduire les accidents de la circulation entraînant des dommages corporels.

Pour chacune de ces priorités, le plan prévoira comme modèle méthodologique des instruments spécifiques et des moyens d'action.

Une police moderne, ancrée dans la société et orientée vers les véritables tâches policières fondamentales. À cet égard, on aura recours à un management actualisé et à une approche professionnelle : les agents de la police locale autonome devront être davantage présents dans la rue au service et à l'écoute du citoyen.

En effet, une présence accrue d'agents dans les quartiers favorise le sentiment de sécurité du citoyen

Comité P en de Bijzondere Commissie belast met de parlementaire begeleiding van de Vaste Comités van toezicht op de politie- en inlichtingendiensten. Ook de door de federale regering reeds opgerichte Hoge Raad voor de Justitie heeft binnen haar bevoegdheden een taak te vervullen naar het veiligheidsbeleid.

In overeenstemming met het federaal regeerakkoord stelt de federale regering een veiligheidsplan op, dat volgens het concept van de integrale veiligheidszorg zal werken. Deze veiligheidszorg concretiseert zich in een keten, die achtereenvolgens bestaat uit een preventieve schakel, een repressieve schakel en de nazorg voor slachtoffers en daders. De samenwerkingsakkoorden met de gemeenschappen en de gewesten moeten het voorwerp uitmaken van gesprekken in de Intergouvernementele en Interparlementaire Conferentie voor institutionele vernieuwing of moeten het voorwerp uitmaken van interministeriële conferenties.

Het spreekt voor zich dat de federale regering de volle bevoegdheid van de gemeenschappen en de gewesten erkent en waar nodig deze zal verzoeken om acties te overwegen en/of te ondernemen.

Het plan zal wetenschappelijk worden onderbouwd en beoogt twee doelstellingen : een daadwerkelijke daling van alle vormen van criminaliteit en een wezenlijke verhoging van de lage ophelderingsgraad van misdrijven. Het plan zal zich daarbij toespitsen op volgende prioriteiten :

- de gewelddelicten terugschroeven;
- de georganiseerde misdaad in kaart brengen en bestrijden;
- de witteboordencriminaliteit beter opsporen en doen dalen;
- het bestrijden van mensenhandel en andere vormen van uitbuiting;
- de seksuele misdrijven maximaal voorkomen;
- de jeugddelinquentie bestrijden;
- het hooliganisme indijken;
- de drugsoverlast en -criminaliteit inperken;
- de verkeersongevallen met persoonlijk letsel beperken;

Voor elke van deze prioriteiten zal het plan als methodologisch model voorzien in specifieke instrumenten en actiemiddelen.

Een moderne politie, verankerd in de samenleving en georiënteerd op de echte politiekerntaken. Daartoe zal werk worden gemaakt van een vernieuwd management en een bedrijfsgerichte aanpak. Het doel hiervan is dat de agenten van de autonome lokale politiediensten meer op straat aanwezig zullen zijn, ten dienste van en luisterbereidheid tegenover de burgers.

Een verhoogde aanwezigheid van agenten in de wijken verhoogt immers het veiligheidsgevoel van de

et combat préventivement la criminalité. À cet égard, les citoyens doivent avoir accès 24h/24h à un poste de police par zone de police.

Une réforme du droit pénal, liée à une procédure pénale plus efficace. Le rappel à la norme, une approche rapide et adaptée de la criminalité sur le plan préventif ou répressif. La lutte contre la corruption, les comportements corrupteurs et l'estompe de la norme par le renforcement d'un service anti-corruption au sein de la police fédérale.

La sécurité de quartier et la gestion des risques doivent être intensifiées, ce en particulier dans les quartiers les plus touchés. Le ministre de l'Économie et de la Recherche scientifique, chargé de la politique des grandes villes, assume cette mission.

En concertation avec ce ministre, la vision établie par ses services sera intégrée au plan fédéral de sécurité.

La coopération internationale contre le crime organisé et la criminalité en col blanc, le renforcement de la médiation pénale et des peines alternatives, la mise en place d'un système efficace de saisie et de confiscation du patrimoine d'origine criminelle et une meilleure perception des amendes. C'est dans ce contexte, comme on le verra plus tard, que nous proposerons notre politique d'exécution des peines et pénitentiaire en tant que plan de politique pénitentiaire.

Chaque intervenant, agent de police ou travailleur social remplira sa tâche dans le strict respect des règles déontologiques de sa profession. Le renforcement de l'appareil répressif ira de pair avec une meilleure protection des droits fondamentaux des citoyens qui sont confrontés à cet appareil répressif. Des mesures seront en particulier prises pour contrer l'abus du droit d'enquête et les dénonciations malveillantes.

Beaucoup de nos concitoyens sont convaincus qu'une fois condamnés, un certain nombre de dangereux criminels sont prématûrement remis en liberté. Des tribunaux d'application des peines seront mis en place afin d'appaiser ces inquiétudes.

Il sera également veillé à ce que les justiciables puissent en appeler à une justice rapide et humaine et à ce qu'ils puissent être jugés dans des délais raisonnables au sens de la Convention européenne des droits de l'homme.

En outre, le gouvernement fédéral œuvrera à la modernisation de la politique pénitentiaire, en favorisant notamment les peines alternatives à la privation de liberté, telles que l'assignation à résidence avec surveillance électronique, la médiation pénale et les travaux d'intérêt général.

*Le ministre de la Justice,  
Marc VERWILGHEN.*

burgers en zal de criminaliteit preventief tegengaan. Per politiezone moeten de burgers 24 uur op 24 uur toegang hebben tot een politiepost.

Een hervorming van het strafrecht, gekoppeld aan een meer efficiënte strafprocedure. Een normstellend optreden, een snelle en aangepaste aanpak van de criminaliteit, en dit preventief of repressief. Het bestrijden van corruptie, corruptief gedrag en normvervaging dient te gebeuren door de versterking, binnen het kader van de federale politie, van een anticorruptiedienst.

De wijkveiligheid en risicobeheersing moeten worden opgedreven en dit vooral in de meest getroffen wijken. De minister van Economie, Grootstedenbeleid en Wetenschappelijk Onderzoek neemt deze opdracht waar.

In samenspraak met deze minister zal de door zijn diensten opgestelde visie deel uitmaken van het federaal veiligheidsplan.

De internationale samenwerking tegen de georganiseerde misdaad en de witteboordencriminaliteit, het versterken van de strafbemiddeling en de alternatieve straffen, de efficiënte blokkering en inbeslagname van criminale vermogens en de efficiënte inning van de geldboetes. Het is in deze context, zoals later blijkt, dat we ons nieuw strafuitvoerings- en gevangenisbeleid voorleggen als een detentieplan.

Bovendien zal elke interveniënt, politieagent of sociaal werker daarbij zijn taak uitvoeren met strikte naleving van zijn deontologie. De versterking van het repressieapparaat zal wel gepaard gaan met een betere bescherming van de fundamentele rechten van de burgers die er mee worden geconfronteerd. Inzonderheid zullen maatregelen worden genomen om misbruik van het recht van onderzoek en valse aanklachten tegen te gaan.

Talrijke medeburgers zijn er van overtuigd dat een aantal gevraaglijke misdadigers na hun veroordeling voortijdig worden vrijgelaten. Om deze onrust weg te nemen zullen strafuitvoeringsrechtbanken worden opgericht.

Er zal ook voor gezorgd worden dat de rechtsonderhorigen zich kunnen beroepen op een snelle en humane rechtspleging en berecht worden binnen redelijke termijnen zoals voorzien in de Europese Conventie van de rechten van de mens.

Verder zal de federale regering werk maken van een modernisering van het gevangenisbeleid, waarbij onder meer alternatieven voor vrijheidsberoving zoals onder andere het elektronisch huisarrest, de strafbemiddeling en de gemeenschapsdienst aangemoedigd zullen worden.

*De minister van Justitie,  
Marc VERWILGHEN.*

## 2. SÉCURITÉ

### 2.1. Introduction

La sécurité et l'insécurité, ce n'est pas seulement une question de criminalité. La définition de ces notions est en outre arbitraire. Dans ce plan fédéral de sécurité, on entend par sécurité un droit de l'homme et une condition nécessaire au maintien de l'État de droit. Dans le cadre du développement de «l'État social actif», dont les pierres angulaires sont la croissance économique et la protection sociale, la gestion de la sécurité par les autorités s'impose.

### 2.2. Sécurité objective, sécurité subjective et troubles

L'insécurité porte sérieusement atteinte à la sûreté et à la qualité de notre vie. Les gens demandent en effet à être protégées contre les dangers pour et les menaces de leur intégrité physique et mentale. Fondamentalement, la sécurité revient dès lors à éliminer les dangers ou à assurer une protection contre les dangers.

À première vue, la sécurité a surtout un rapport avec la justice et la police. C'est généralement le sens que la population y donne. Cependant, la sécurité est une notion plus large et s'inscrit dans le cadre d'une approche globale de la société. À cet égard, la question suivante est décisive : « Dans quel genre de société souhaitons-nous vivre ? » La sécurité porte donc surtout sur les perspectives qu'offre la société. Que voulons-nous atteindre avec notre société ? Quels filets de sécurité faut-il développer pour les gens confrontés à des revers ? Sur quoi les victimes de délits peuvent-elles compter ? La sécurité tant individuelle que collective est mesurable objectivement via des sondages et des analyses statistiques. Le sentiment de sécurité est, et reste toujours bien évidemment, une donnée subjective, mais peut toutefois être sondé et évalué. Il est donc possible de déterminer si le sentiment de sécurité augmente ou diminue. Pour le décrire, il faut distinguer trois notions :

— l'insécurité objective porte sur le risque effectif d'être victime de troubles criminels et/ou sociaux, sur une situation réelle de vulnérabilité sociale ;

— l'insécurité subjective porte sur des sentiments de crainte d'être victime et sur des sentiments d'incertitude ;

— les troubles qui sont synonymes d'atteinte à la qualité de vie par des facteurs environnementaux de nature matérielle ou personnelle et qui occasionnent le sentiment d'insécurité.

En fait, la sécurité comporte tout ce qui peut compromettre la sûreté personnelle, tant sur le plan

## 2. VEILIGHEID

### 2.1. Inleiding.

Veiligheid en onveiligheid zijn meer dan criminaliteit alleen. Het definiëren van begrippen is bovendien een arbitraire aangelegenheid. Veiligheid is in dit federaal veiligheidsplan : een mensenrecht en een noodzakelijke voorwaarde voor het behoud van de rechtsstaat. In de uitbouw van de actieve welvaartsstaat, gedragen door economische groei en sociale bescherming, is een veiligheidszorg door de overheid noodzakelijk.

### 2.2. Objectieve veiligheid, subjectieve veiligheid en overlast

Onveiligheid tast deze zekerheid en de kwaliteit van ons leven ingrijpend aan. Mensen vragen immers beschermd te worden tegen gevaren en bedreigingen van hun fysieke of psychische integriteit. Fundamenteel komt veiligheid dan ook neer op het ontbreken van of het beschermen tegen gevaren.

Op het eerste gezicht heeft veiligheid vooral te maken met justitie en politie. Dat is meestal ook de invulling die de bevolking eraan geeft. Veiligheid omvat echter veel meer en kadert in een globale benadering van de samenleving. Doorslaggevend is in dit opzicht de vraag : « In welk soort maatschappij willen wij leven ? » Veiligheid heeft dus vooral te maken met de perspectieven die de maatschappij biedt. Waar willen we heen met onze samenleving ? Welke vangnetten ontwikkelen we voor mensen die met tegenslag worden geconfronteerd ? Waarop mogen slachtoffers van misdaden rekenen ? Via steekproeven en statistische analyses zijn zowel de individuele als de collectieve veiligheid objectief meetbaar. Het veiligheidsgevoel is en blijft uiteraard steeds subjectief, maar kan toch worden gepeild of worden geëvalueerd. Het is dus mogelijk om vast te stellen of het veiligheidsgevoel groter of kleiner wordt. Bij het in kaart brengen hiervan, moeten drie begrippen uit elkaar worden gehouden :

— de objectieve onveiligheid refereert naar het effectieve risico op slachtofferschap van criminale en/ of maatschappelijke overlast, naar een werkelijke situatie van maatschappelijke kwetsbaarheid.

— de subjectieve onveiligheid houdt verband met gevoelens van angst voor slachtofferschap en met gevoelens van onzekerheid.

— de overlast die de aantasting van de leefbaarheid of het leefbaarheidsgevoel door omgevingsfactoren van materiële of personele aard betekent en die mee het onveiligheidsgevoel veroorzaakt.

Eigenlijk behelst veiligheid alles wat de persoonlijke zekerheid in het gedrang zou kunnen brengen,

relationnel que sur le plan matériel. Quoi qu'il en soit, il existe indubitablement un rapport entre la sécurité objective et le sentiment de sécurité, «la sécurité subjective». En effet, ils déterminent la qualité de notre vie. Il est clair qu'une sécurité accrue n'entraîne pas automatiquement un plus grand sentiment de sécurité. Il semble toutefois peu probable que le sentiment d'insécurité régnant dans notre pays puisse également naître dans une société qui soit objectivement extrêmement sûre.

### **2.3. La sécurité: un droit fondamental**

Il ressort nettement de toutes les enquêtes de population que le citoyen considère la sécurité comme une valeur importante. Si ce besoin n'est pas satisfait, la crainte et le mécontentement surgissent rapidement. Des sentiments négatifs qui peuvent conduire tant à l'indifférence qu'à l'extrémisme.

Dans une société anonyme, très individualisée et axée sur les prestations, le besoin de sécurité et de sûreté risque de devenir un bien de consommation pouvant être acheté comme tout autre bien de consommation. De ce fait, la sécurité et la sûreté de la société et des personnes ne sont plus garanties dans la même mesure pour tous les citoyens.

En d'autres termes, la dualité socio-économique risque de trouver un prolongement dans les besoins fondamentaux de sécurité et de sûreté. Cette évolution constitue non seulement une menace pour notre société, mais elle signifie également une violation d'un droit fondamentalinaliénable.

### **2.4. Sécurité nécessaire pour le maintien de l'État de droit**

Bon nombre de citoyens menacent de perdre leur confiance en l'État de droit. Ainsi, des centaines de milliers de citoyens ont exprimé pendant la Marche blanche leur insatisfaction fondamentale sur le fonctionnement du système de droit pénal. La tension émotionnelle qui a entouré les travaux des commissions d'enquête parlementaire sur les meurtres et enlèvements d'enfants, sur la répression et l'élimination de la traite des êtres humains, sur les tueurs du Brabant et sur le crime organisé ainsi que les attentes énormes à l'égard de ces commissions sont autant de signaux à ne pas négliger.

Cette perte de confiance en l'État de droit est un développement dangereux. Elle touche aux fondements de l'État de droit démocratique. La réflexion sur la société en termes de contrat social notamment est mise en question. Ce contrat social peut être résumé comme suit: le citoyen confère à l'État de droit l'autorité et le pouvoir et l'État de droit lui assure en échange la protection de ses droits et de ses libertés. Si cette «philosophie du contrat social» est

zowel op het relationele als op het materiële vlak. Hoe dan ook, er bestaat ongetwijfeld een samenhang tussen de objectieve veiligheid en het veiligheidsgevoel, de zogenaamde subjectieve veiligheid. Zij bepalen immers de kwaliteit van ons leven. Vast staat dat meer veiligheid niet automatisch tot een groter veiligheidsgevoel leidt. Het lijkt echter weinig waarschijnlijk dat het in ons land heersende onveiligheidsgevoel ook zou kunnen ontstaan in een samenleving die objectief buitengewoon veilig is.

### **2.3. Veiligheid: een mensenrecht**

Uit alle bevolkingsonderzoeken blijkt zeer nadrukkelijk dat de burger veiligheid een belangrijke waarde vindt. Indien die behoefte niet wordt bevredigd ontstaat spoedig angst en onvrede. Negatieve gevoelens die zowel tot onverschilligheid als tot extremisme kunnen leiden.

In een anonieme, sterk individualistische en op prestatie gerichte samenleving dreigt de behoefte aan veiligheid en zekerheid een consumptiegoed te worden dat zich laat betalen zoals elk ander consumptiegoed. Hierdoor zijn de maatschappelijke en persoonlijke veiligheid en zekerheid niet meer in gelijke mate voor alle burgers verzekerd.

De socio-economische dualiteit dreigt met andere woorden te worden doorgetrokken naar de basisbehoeften veiligheid en zekerheid. Deze evolutie is niet alleen bedreigend voor onze samenleving, ze betekent tevens een schending van een onvervreemdbaar mensenrecht.

### **2.4. Veiligheid noodzakelijk voor het behoud van de rechtsstaat**

Heel wat burgers dreigen hun vertrouwen in de rechtsstaat te verliezen. Zo hebben honderdduizenden burgers tijdens de Witte Mars uiting gegeven aan hun fundamentele ongenoegen over de werking van het strafrechtsysteem. Ook de emotionele geladenheid rond de werkzaamheden van de parlementaire onderzoekscommissies: vermoorde en vermiste kinderen, de bestrafing en de uitroeiing van de mensenhandel, Bende van Nijvelbis en de georganiseerde criminaliteit en het enorme verwachtingspatroon dat op deze commissies rustten, zijn niet mis te verstane signalen.

Dit verlies aan vertrouwen in de rechtsstaat is een gevvaarlijke ontwikkeling. Ze raakt aan de grondslagen van de democratische rechtsstaat. Met name wordt het denken over de samenleving in termen van een sociaal contract in vraag gesteld. Dit sociaal contract komt samengevat hier op neer: de burger verleent de rechtsstaat gezag en macht in ruil voor de bescherming van zijn rechten en vrijheden door die rechtsstaat. Indien dit «sociaal contractdenken»

abandonnée, la menace pèse non seulement sur l'État de droit, mais également sur la démocratie. L'insécurité et le mécontentement alimentent la déflection à l'égard des partis politiques traditionnels et font que les gens se tournent vers des partis présentant des solutions simples, des partis qui préconisent une structure autre que celle d'un État de droit démocratique.

Quiconque préfère l'État de droit doit se préparer à investir dans une politique de sécurité performante; cela implique que les conditions annexes suivantes doivent être remplies:

- un équilibre entre la protection des droits et le maintien du droit;
- une harmonisation politique horizontale entre l'administration de la justice pénale et les autres secteurs de la politique socio-économique;
- une harmonisation politique verticale entre les différents niveaux politiques;
- une administration de la justice pénale performante et une citoyenneté rénovée.

En d'autres termes, sans une politique efficace en matière de sécurité, un État de droit démocratique risque d'aboutir dans une spirale négative.

## 2.5. La politique de sécurité et une citoyenneté rénovée

Respect mutuel, valeurs et normes partagées: voilà les pierres angulaires d'un État de droit démocratique et d'une politique de sécurité réussie. L'intégrité personnelle, la propriété de biens et l'accès sûr à l'espace public sont des droits inaliénables. Toute violation de ces droits doit dès lors être combattue de manière conséquente. Si les gens ont un sentiment d'insécurité chez eux ou dans la rue, les autorités manquent à leurs devoirs et l'État de droit est menacé.

Cependant, la sécurité concerne non seulement les autorités, mais également l'ensemble des citoyens. La reconquête de l'espace public, par exemple, exige clairement un effort commun des citoyens, du milieu associatif, du secteur économique et des autorités. Une politique de la sécurité efficace suppose, en d'autres termes, une citoyenneté responsable. Cette citoyenneté doit être stimulée.

La police joue un rôle important dans toute société démocratique. L'organisation et le fonctionnement de cette police doivent toutefois être transparents et efficaces. À cet égard, certains services de police ont réalisé une évolution positive ces dernières années. Cette tendance doit être généralisée rapidement. La réorganisation du paysage policier constitue à ce propos une occasion unique. Les prestations de la police doivent pouvoir être évaluées et corrigées si les objectifs fixés ne sont pas atteints.

losgelaten wordt, wordt niet alleen de rechtsstaat bedreigd, maar ook de democratie. Onveiligheid en onvrede voeden de afkeer van de traditionele politieke partijen en maken dat mensen de weg vinden naar partijen met eenvoudige oplossingen; partijen die een ander bestel dan een democratische rechtsstaat voorstaan.

Wie de rechtsstaat lief heeft moet bereid zijn te investeren in een performant veiligheidsbeleid; dit impliceert dat de volgende randvoorwaarden vervuld zijn:

- een evenwicht tussen rechtsbescherming en rechtshandhaving
- een horizontale beleidsafstemming tussen strafrechtsbedeling en de andere sectoren van het sociaal-economisch beleid
- een verticale beleidsafstemming tussen de diverse beleidsniveaus
- een performante strafrechtsbedeling en een vernieuwd burgerschap

Met andere woorden: zonder een efficiënt veiligheidsbeleid dreigt een democratische rechtsstaat in een negatieve spiraal terecht te komen.

## 2.5. Het veiligheidsbeleid en een vernieuwd burgerschap

Wederzijds respect en gedeelde waarden en normen: dat zijn de hoekstenen van een democratische rechtsstaat en van een geslaagd veiligheidsbeleid. De persoonlijke integriteit, de eigendom van goederen en de veilige toegang tot de openbare ruimte zijn onaantastbare rechten. Elke schending van die rechten moet dan ook consequent worden bestreden. Als mensen zich thuis of op straat onveilig voelen, dan faalt de overheid en wordt de rechtsstaat bedreigd.

Toch is veiligheid niet alleen een zaak van de overheid maar van alle mensen. De herovering van de openbare ruimte, bijvoorbeeld, vergt duidelijk een gezamenlijke inspanning van de burgers, de verenigingen, het bedrijfsleven en de overheid. Een efficiënt veiligheidsbeleid veronderstelt met andere woorden een verantwoordelijk burgerschap. Dat burgerschap moet gestimuleerd worden.

In elke democratische samenleving speelt de politie een belangrijke rol. De organisatie en de werking van die politie moeten echter doorzichtig en doeltreffend zijn. De afgelopen jaren hebben bepaalde politiediensten hier een positieve ontwikkeling doorgebracht. Deze trend moet snel veralgemeend worden. De reorganisatie van het politielandschap vormt een unieke gelegenheid daartoe. De dienstverlening van de politie moet kunnen worden geëvalueerd en, indien de opgelegde doelstellingen niet worden gerealiseerd, bijgestuurd.

Dans le concept de la gestion intégrale de la sécurité, il est nécessaire non seulement que la police puisse être évaluée, mais également que les efforts fournis par l'ensemble des acteurs associés à la chaîne de sécurité conduisent à une société « sensiblement plus sûre ». Chaque acteur doit être évalué quant à sa contribution en ce sens, sans être désigné comme unique responsable du résultat final.

La lutte contre l'exclusion sociale est également une condition importante pour une politique de sécurité réussie. Une société qui exclut de grands groupes de personnes aboutit inévitablement à un modèle conflictuel. La contrainte externe y prend la place de normes généralement admises. Dans une telle société, la violence institutionnelle prime et il n'y a pas de place ni pour la concertation, ni pour la citoyenneté participative, ni pour d'autres principes structurels visant au consensus social.

La sécurité est un droit du citoyen et une obligation pour chacun.

## 2.6. Évolutions sociales et problèmes

Le monde n'est pas immobile. La société change rapidement et sur le plan de la sécurité également, on constate de nettes évolutions, tant négatives que positives. Les problèmes auxquels sont confrontées aujourd'hui la justice et la police sont pour la plupart relativement récents ou ont échappé trop longtemps à l'attention de la politique. Il est certain que de nouveaux problèmes se poseront également régulièrement dans le futur. Espérons qu'ils seront identifiés à temps et éliminés dès leur émergence. En fait, on peut difficilement envisager un meilleur test de l'efficacité de la politique de sécurité.

## 2.7. Déontologie

Les instances, telles que la justice et la police, qui doivent intervenir pour corriger certains excès commis par la société, se doivent d'être elles-mêmes intègres et fiables. Elles sont en effet chargées du maintien de la norme, au besoin par la force ou la contrainte, et sont dès lors censées utiliser ce pouvoir de manière légale et déontologiquement responsable.

Toute forme de comportement s'écartant de la norme porte atteinte à la crédibilité de l'institution, tant en son sein qu'à l'extérieur, et ébranle la confiance du citoyen. Il s'agit surtout d'une source d'estompe de la norme en soi. Il convient dès lors avant tout de définir clairement ce qu'est la norme, sous peine de voir la norme permissive devenir la norme usuelle et correcte.

### 2.7.1. Code de déontologie

C'est dans ce contexte que le ministre de Justice et le ministre de l'Intérieur se chargeront d'élaborer un

In het concept van de integrale veiligheidszorg is het noodzakelijk dat niet alleen de politie mag worden beoordeeld maar dat de inspanningen van alle actoren in de veiligheidsketen moeten leiden tot een « aantoonbaar veiliger » samenleving. Elke actor moet beoordeeld worden op zijn bijdrage daartoe zonder als enige verantwoordelijk te worden gesteld voor het eindresultaat.

Ook de strijd tegen maatschappelijke uitsluiting is een belangrijke voorwaarde voor een geslaagd veiligheidsbeleid. Een samenleving die grote groepen mensen uitsluit, komt onvermijdelijk in een conflictmodel terecht. Externe dwang neemt er de plaats in van algemeen aanvaarde normen. In zo'n samenleving primeert institutioneel geweld en is er geen ruimte voor overleg, participatief burgerschap en andere naar maatschappelijke consensus strevende ordeningsbeginselen.

Veiligheid is een recht van de burger en een plicht van iedereen.

## 2.6. Maatschappelijke evoluties en knelpunten

De wereld staat niet stil. De maatschappij verandert snel en ook op het vlak van de veiligheid zijn er duidelijke evoluties, zowel in positieve als in negatieve zin. De problemen waarmee justitie en politie vandaag worden geconfronteerd, zijn grotendeels vrij recent of ontsnapt al te lang aan de aandacht van het beleid. Ook in de toekomst zullen ongetwijfeld regelmatig nieuwe problemen opduiken. Hopelijk worden die dan wel tijdig geïdentificeerd en in de kiem gesmoord. Een betere test voor de efficiëntie van het veiligheidsbeleid kan men in feite nauwelijks bedenken.

## 2.7. Deontologie

De instanties die corrigerend dienen op te treden tegen bepaalde uitwassen in de samenleving zoals justitie en politie moeten zelf integer en betrouwbaar zijn. Zij staan immers in voor de normhandhaving, desnoods met dwang of geweld, en worden derhalve geacht deze macht op een wettelijk en deontologisch verantwoorde wijze aan te wenden.

Normafwijkend gedrag, in al zijn vormen, tast de geloofwaardigheid van de organisatie, zowel intern als extern, aan en ondermijnt het vertrouwen van de burger. Bovenal is dit een bron van normvervaging op zichzelf. Er dient dus in eerste instantie duidelijk te worden gesteld wat de norm is zonet wordt de oogluikend toegelaten norm verheven tot de gangbare en juiste norm.

### 2.7.1. Deontologische code

In deze context zal ter uitvoering van de Octopus-akkoorden door de minister van Justitie en de minis-

code de déontologie, en exécution des accords Octopus. Ce code déontologique doit servir de fil conducteur à chacun pour savoir quelle attitude adopter vis-à-vis des règles et des normes.

À ce propos, les dirigeants de l'institution jouent un rôle clé et doivent servir d'exemple pour leurs collaborateurs. En effet, si eux-mêmes affichent un comportement qui s'écarte de la norme, s'ils tolèrent le comportement indésirable d'autrui ou s'ils attribuent une autre signification à leur fonction — en adoptant une attitude incorrecte vis-à-vis des responsabilités et des compétences — l'effet obtenu est toujours négatif.

Le code de déontologie doit reposer sur les principes suivants : le respect de la dignité humaine individuelle ainsi que des droits fondamentaux et libertés des citoyens, l'interdiction de la discrimination, l'application proportionnelle de moyens de coercition, le rejet des abus de pouvoir et des actes qui portent atteinte à la dignité de la fonction, la fonction d'exemple, une impartialité et une discréction absolues, un esprit permanent de prestation de service, la disponibilité, l'accessibilité et la qualité d'écoute.

### 2.7.2. Politique

Outre l'élaboration d'une politique préventive de lutte contre la corruption au sein de l'institution, une politique judiciaire et policière cohérente permettra de clarifier les attentes que l'institution place en ses collaborateurs et contribuera ainsi largement à la prévention des écarts par rapport à la norme.

Le respect du code de déontologie doit être le fil rouge de la gestion des ressources humaines de l'institution et ce, dans toutes ses facettes : le recrutement et la sélection, la formation et surtout la formation continue « on the job », l'attribution des charges, l'évaluation, la promotion et les sanctions.

Le sens de la norme souhaité doit être développé et renforcé en introduisant au sein de l'institution une culture de participation active à l'élaboration de la politique et de concertation professionnelle.

Il convient enfin de parvenir à une politique unique en matière de traitement des et de recours aux plaintes à tous les niveaux de l'institution, ceci en vue d'adapter la politique générale et de tirer un enseignement des erreurs du passé dans un esprit de transparence externe.

ter van Binnenlandse Zaken werk worden gemaakt van het uitschrijven van een deontologische code. Deze deontologische code moet voor elkeen een richtbaken zijn voor hoe hij moet omgaan met regels en normen.

De leidinggevenden in de organisatie hebben hierin een sleutel- en voorbeeldfunctie te vervullen naar de medewerkers toe. Het eigen normafwijkend gedrag, het tolereren van het ongewenst gedrag van anderen of het geven van een verkeerde inhoud aan de eigen functie - door onjuist om te gaan met verantwoordelijkheden en bevoegdheden - heeft immers steeds een negatief uitstralingseffect.

De deontologische code moet gestoeld zijn op volgende principes : respect voor de individuele menselijke waardigheid en voor de fundamentele rechten en vrijheden van de burger, het verbod op discriminatie, het proportioneel aanwenden van dwangmiddelen, het afzweren van machtsmisbruik en daden die afbreuk kunnen doen aan de waardigheid van het ambt, de voorbeeldfunctie, een volstrekte onpartijdigheid en discretie, een permanente geest van dienstverlening, beschikbaarheid, aanspreekbaarheid en luisterbereidheid.

### 2.7.2. Beleid

Naast het uitbouwen van een preventief anticorruptiebeleid binnen de organisatie zal een coherent justitieel en politieel beleid, duidelijkheid scheppen omtrent de verwachtingen die de organisatie in haar medewerkers heeft en derhalve een belangrijke bijdrage leveren bij de preventie van normafwijkend gedrag.

Het respecteren van de deontologische code moet een rode draad vormen in het « human resources management » van de organisatie en dit in al zijn facetten : de werving en de selectie, de opleiding en dan vooral de voortgezette opleiding « on the job », de toewijzing van bedieningen, de evaluatie, de bevordering en de sanctionering.

Het gewenst normgevoel dient verder ontwikkeld en versterkt te worden door het introduceren binnen de organisatie van een cultuur van participerende beleidsvorming en werkoverleg.

Uiteindelijk moet er een éénduidig beleid inzake klachtenbehandeling en -hantering in alle geledingen van de organisatie ontstaan. Dit met het oog op de bijsturing van het algemeen beleid en op het leren uit fouten van het verleden in een geest van externe transparantie.

### **3. CONCEPT DE LA GESTION INTEGRALE DE LA SECURITE: LA PREVENTION AVANT LA REPRESSION, LA REPRESION EN TANT QUE REMEDE ULTIME ET LE SUIVI EN TANT QUE CLE DE VOUTE INDISPENSABLE**

#### **3.1. Introduction**

Une politique de sécurité efficace offre une réponse aux développements sociaux décrits ci-dessus. Une telle politique doit dès lors être soutenue par une stratégie univoque, par un concept qui oriente et met en accord tous les éléments et les acteurs sur le terrain. Le concept à la base du présent plan fédéral de sécurité est celui d'une politique qui aspire à la «gestion intégrale de la sécurité», c'est-à-dire une politique qui répond aux besoins et aux sentiments tant objectifs que subjectifs de sécurité/d'insécurité. La mise sur pied d'une «chaîne de sécurité» doit permettre d'atteindre cet objectif.

#### **3.2. La chaîne de sécurité**

Après la deuxième guerre mondiale, le développement d'un État social était l'objectif premier de la politique. Aujourd'hui, la sécurité est pour beaucoup de gens aussi importante, voire plus importante, que le bien-être et le risque que nous évoluons vers une sorte d'État-sécuritaire surgit. Pour éviter cela, nous optons pour un système de gestion intégrale de la sécurité. En tant que concept, ce système s'inscrit dans l'État social actif.

Dans la pratique, la gestion intégrale de la sécurité revient à une approche globale qui tient compte de tous les facteurs susceptibles de menacer ou de favoriser la sécurité. Cette approche suppose une intégration horizontale et verticale de la sécurité et la mise sur pied d'une chaîne de sécurité souple dont chaque maillon soutient et renforce tous les autres maillons.

Concrètement, la chaîne de sécurité doit se composer des trois maillons suivants:

- mesures préventives;
- mesures répressives;
- suivi.

Les mesures préventives sont axées sur l'élimination des causes directes de l'insécurité ou sur la limitation des conséquences d'infractions réelles. Les mesures préventives englobent également la prévention policière et sociale. Elles seront explicitées dans le chapitre 9.2 relatif aux contrats de sécurité et de prévention.

La prévention doit être considérée comme prioritaire lorsqu'elle concerne la délinquance émanant de

### **3. HET CONCEPT INTEGRALE VEILIGHEIDS-ZORG: PREVENTIE VOOR REPRESSIE, REPRESSIE ALS ULTIEM MIDDEL EN NAZORG ALS ONMISBAAR SLUITSTUK**

#### **3.1. Inleiding**

Een doeltreffend veiligheidsbeleid biedt een antwoord op de hierboven beschreven maatschappelijke ontwikkelingen. Zo'n beleid moet dan ook gedragen worden door een éenduidige strategie, door een concept dat alle componenten en actoren op het veld richting geeft en op elkaar afstemt. Het concept achter dit federaal veiligheidsplan is dit van een beleid dat een «integrale veiligheidszorg» nastreeft, met andere woorden een beleid dat een antwoord biedt op zowel de objectieve als op de subjectieve noden en gevoelens van (on)veiligheid. Dit moet geschieden door het opzetten van een zogenaamde «veiligheidsketen».

#### **3.2. De veiligheidsketen**

Na de Tweede Wereldoorlog was de ontwikkeling van een welvaartsstaat de hoofddoelstelling van het beleid. Vandaag is veiligheid voor veel mensen net zo belangrijk of zelfs belangrijker dan welvaart en ontstaat het risico te evolueren naar een soort van veiligheidsstaat. Om dit te voorkomen, kiezen we voor een systeem van integrale veiligheidszorg. Als concept past het in de actieve welvaartsstaat.

Integrale veiligheidszorg komt in de praktijk neer op een allesomvattende aanpak die rekening houdt met alle factoren die de veiligheid kunnen bedreigen of bevorderen. Deze aanpak veronderstelt een horizontale en een verticale integratie van de veiligheid en het smeden van een soepele veiligheidsketen waarvan elke schakel alle andere schakels ondersteunt en versterkt.

Concreet moet de veiligheidsketen zijn samengesteld uit de volgende drie schakels:

- preventieve maatregelen;
- repressieve maatregelen;
- nazorg.

Preventieve maatregelen zijn gericht op het verwijderen van de directe oorzaken van onveiligheid of op het beperken van de gevolgen van feitelijke inbreuken. Bij de preventieve maatregelen erkennen we de politiële en de sociale preventie. Deze worden verduidelijkt in hoofdstuk 9.2 met betrekking tot de veiligheids- en preventiecontracten.

Preventie moet als prioritair beschouwd worden op bijzondere gebieden zoals delinquentie bij jongeren

groupes de population marginalisés. Il faut souvent trouver la cause de cette délinquance dans les bouleversements liés à la crise économique qui a pendant plus de vingt ans ébranlé le modèle de l'État social qui régule notre société.

Ce mal-être sous-jacent doit évidemment être pris en compte en matière de prévention sous peine de limiter les actions à entreprendre à une simple juxtaposition de remèdes individuels sans prendre en compte les phénomènes de société qui les produisent.

Le chômage a brutalement touché les jeunes peu qualifiés, les installant dans une spirale d'exclusion qui les prive de tout espoir d'un monde meilleur.

Le sentiment d'insécurité qu'expriment les citoyens naît d'abord de la perte du lien social, de la solitude, de l'individualisation et de l'absence d'identité culturelle.

En ce sens, la lutte contre l'insécurité, c'est d'abord la lutte pour restaurer la dignité des citoyens défavorisés à qui il faut redonner confiance et espérance, c'est-à-dire activité et partant, intégration sociale.

Dans notre société qui traverse actuellement une grave crise de confiance, le sentiment d'insécurité est peut-être ressenti par les citoyens de manière plus exacerbée qu'à d'autres époques pourtant non moins violentes. La crise économique a conduit les citoyens à se retrouver dans un processus d'exclusion sociale qui génère un sentiment de rejet, d'agressivité et de violence.

La manifestation bruyante du mal-être des jeunes est le reflet d'une société en souffrance. Leur révolte s'illustre, par exemple, dans la dégradation du mobilier urbain ou sur les façades marquées de «tags».

Face à la fracture sociale, aux risques permanents d'une explosion sociale, aux mécanismes qui produisent chaque jour un peu plus d'exclusion, les différents gouvernements de ce pays ont décidé de mettre en œuvre des programmes ambitieux de lutte contre la précarité et la pauvreté.

Ce sentiment d'insécurité est un problème qu'on ne peut ignorer. Lorsque certains de nos concitoyens n'osent plus, à tort ou à raison, sortir de chez eux le soir par crainte d'une agression, la démocratie est en danger à un double titre.

D'une part, certains d'entre nous n'ont plus accès à la pleine expression de leur citoyenneté car ils estiment qu'il est trop dangereux pour eux de sortir pour participer à la vie de la cité.

die zich buiten de maatschappij geplaatst hebben en misdrijven met geweld. De oorzaak hiervan is vaak terug te vinden in de veranderingen die in verband staan met de economische crisis die gedurende meer dan 20 jaar het model van de welvaartsstaat verstoord heeft.

Om aan preventie te doen moet men uiteraard rekening houden met dit onderliggend onbehagen op het gevaar af de geplande acties te beperken tot een opsomming van individuele remedies, zonder rekening te houden met de maatschappelijke verschijnselen die ze veroorzaken.

De werkloosheid heeft laaggeschoold jongeren zwaar getroffen. Ze zijn in een spiraal van uitsluiting terechtgekomen die hun elke hoop op een betere wereld ontneemt.

Het onveiligheidsgevoel dat bij onze burgers tot uiting komt, is vooral te wijten aan het wegvalen van de sociale band, de vereenzaming, ook het individualisme en het ontbreken van culturele identiteit spelen een rol.

In die zin is de strijd tegen de onveiligheid eerst en vooral een strijd om de waardigheid van de minder bedeelde burgers te herstellen, bij wie wij het vertrouwen en de hoop opnieuw moeten opbouwen door sociale activiteit en integratie.

In onze samenleving, die momenteel een ernstige vertrouwenscrisis doormaakt, is het onveiligheidsgevoel bij de burgers waarschijnlijk meer uitgesproken dan in andere, niet minder gewelddadige, periodes. De economische crisis heeft de burgers in een situatie van maatschappelijke uitsluiting geplaatst die op haar beurt een gevoel van verworpenheid, agressiviteit en gewelddadigheid schept.

De luidruchtige uiting van het onbehagen bij de jeugd is de weerspiegeling van een samenleving die niet goed draait. Hun stille opstand komt bijvoorbeeld tot uiting in het vernielen van stadsmeubilair of het bekladden van muren met «tags».

Geconfronteerd met de sociale breuk, met het permanente risico van een sociale explosie, met mechanismen die elke dag een beetje meer uitsluiting veroorzaken, hebben de verschillende Regeringen van dit land besloten ambitieuze programma's tegen de onzekerheid en armoede op touw te zetten.

Dit onveiligheidsgevoel is een probleem dat niet kan ontkend worden. Wanneer sommige van onze medeburgers 's avonds, terecht of niet, niet meer buiten durven te komen omdat ze bang zijn aangevallen te worden, is onze democratie om twee redenen in gevaar.

Enerzijds hebben sommigen onder ons geen toegang meer tot de volwaardige beleving van hun burgerschap en nemen ze geen deel meer aan het gemeenschapsleven omdat ze het te gevaarlijk vinden hun huis te verlaten.

D'autre part, et le danger est sans doute plus tangible, le sentiment d'insécurité rend les plus fragiles de nos concitoyens sensibles aux sirènes de l'extrême-droite et à leurs solutions simplistes.

Avant de se pencher sur les réponses à apporter au sentiment d'insécurité qui hante nos villes et leurs banlieues,, il est indispensable de s'interroger sur les causes structurelles de ce sentiment.

Il est essentiel aujourd'hui de mettre en œuvre des actions sociales qui visent la resocialisation et permettent de retisser le lien social entre les citoyens.

La responsabilisation du citoyen en matière de sécurité doit aller de pair avec l'accentuation des mécanismes de solidarité.

Les mesures répressives relèvent exclusivement de la police et de la justice. Elles visent la lutte et la répression effectives des délits. Le suivi porte tant sur l'accueil et l'accompagnement des victimes que sur la guidance et le suivi des auteurs, ainsi que sur la réparation au niveau de la société.

Ces trois maillons doivent être liés sur le plan horizontal en considérant en premier lieu la politique de sécurité comme une tâche qui incombe à tous.

La police et la justice doivent pouvoir faire appel à des collaborateurs de qualité irréprochable qui disposent des moyens les plus modernes pour mener à bien leurs tâches. Cela signifie que leurs instruments de travail doivent également être de la plus grande qualité. Il va de soi qu'ils doivent être sélectionnés de manière objective sur la base de leurs capacités et de leurs aptitudes et qu'une évaluation permanente de leur travail est nécessaire. L'introduction d'un système de mesure et de suivi adapté avec un contrôle surtout interne, mais également externe, est indiquée dans les deux cas.

La population mérite la meilleure protection possible et donc les meilleures police et justice qui soient possibles. Les autorités doivent dès lors y veiller. Cependant, il est clair que même la meilleure police et la meilleure justice ne peuvent tout résoudre. La sécurité est l'affaire de tous, tous les éléments de la société doivent y contribuer.

L'intégration horizontale de la sécurité signifie que le plus grand nombre possible de problèmes de sécurité seront abordés et résolus à la source. Les autorités peuvent et doivent stimuler l'intégration horizontale, mais en fin de compte, il appartient aux citoyens individuels, aux familles, aux habitants du quartier, aux écoles, aux associations, aux institutions et aux entreprises de tous les secteurs de prendre leurs responsabilités et de s'engager activement pour une société plus sûre.

L'intégration verticale de la sécurité qui est nécessaire signifie dans la pratique que les diverses structu-

Anderzijds, en hier is het gevaar wellicht tastbaarder, maakt dit onveiligheidsgevoel de zwakste onder ons gevoeliger voor de lokroep van uiterst rechts en voor hun simplistische oplossingen.

Vooraleer ons te verdiepen in de oplossingen voor het onveiligheidsgevoel dat onze steden en voorsteden teistert, is het noodzakelijk dat we ons over de structurele oorzaken van dit gevoel buigen.

Het is vandaag belangrijk om acties aan te moedigen die de sociale banden tussen de burgers aanhalen. De verantwoordelijkheid van de burger met betrekking tot de veiligheid moet gepaard gaan met de verscherping van de solidariteitsmechanismen.

Repressieve maatregelen zijn het exclusieve terrein van politie en justitie. Ze beogen de daadwerkelijke bestrijding en bestrafing van misdrijven.

De nazorg heeft zowel aandacht voor de opvang en de begeleiding van slachtoffers als voor de begeleiding en de opvolging van daders als voor het herstel van de maatschappij.

Deze drie schakels moeten met elkaar horizontaal verbonden zijn door het veiligheidsbeleid in de eerste plaats als een taak van iedereen te beschouwen.

Politie en justitie moeten beroep kunnen doen op medewerkers van topkwaliteit die over de meest moderne middelen beschikken om hun taken efficiënt uit te voeren. Dat betekent dat ook hun werkinstrumenten van de hoogst mogelijke kwaliteit moeten zijn. Uiteraard moeten ze objectief worden geselecteerd op basis van hun capaciteiten en vaardigheden en dringt een permanente evaluatie van hun werk zich op. De invoering van een aangepast meet- en opvolgingsysteem met vooral interne maar ook externe controle, is in beide gevallen aangewezen.

De bevolking verdient de best mogelijke bescherming en dus ook de best mogelijke politie en justitie. Daar moet de overheid dan ook voor zorgen. Het is echter duidelijk dat zelfs de beste politie en justitie onmogelijk alles kunnen oplossen. Veiligheid is een zaak van iedereen, waaraan alle componenten van de samenleving moeten meewerken.

De horizontale integratie van de veiligheid komt erop neer dat zoveel mogelijk veiligheidsproblemen aan de bron worden aangepakt en opgelost. De overheid kan en moet dit weliswaar stimuleren, maar uiteindelijk moeten individuele burgers, gezinnen, huurten, scholen, verenigingen, instellingen en bedrijven uit alle sectoren zelf hun verantwoordelijkheid opnemen en zich actief inzetten voor een veiliger samenleving.

De verticale integratie van de veiligheid die noodzakelijk is, betekent in de praktijk enerzijds dat de

res communales, d'arrondissement, provinciales, régionales, fédérales et même internationales, d'une part, et les éléments de l'administration de la justice pénale, d'autre part, sont en parfaite harmonie.

Ainsi, il convient, par exemple, que l'enseignement, le bien-être, l'aménagement du territoire et l'environnement, les affaires sociales, la santé publique, le développement économique, les transports, la police et la justice soient des partenaires dans le cadre d'une politique de sécurité. Compte tenu de la répartition des compétences entre le niveau fédéral d'une part et les communautés et régions d'autre part, il est absolument nécessaire que la politique soit concertée.

Cette intégration verticale est également une condition d'efficacité pour la politique strictement judiciaire et policière. Cela a peu de sens que la police arrête des contrevenants si la justice n'a pas l'intention de les poursuivre par la suite. Au contraire, cette situation entraîne un effet contre-productif étant donné qu'elle augmente le sentiment d'impunité et provoque un estompement de la norme.

La politique pénale sert en premier lieu à fixer des priorités. Cette tâche incombe au Collège des procureurs généraux, présidé par le ministre de la Justice. À ce propos, il faut tenir compte des besoins sociaux et de l'évolution du crime. Cela nécessite une approche scientifique et un accompagnement professionnel. La politique pénale doit faire l'objet au Parlement d'un débat public, comme toute autre composante de la politique.

La politique pénale détermine en première instance la politique des poursuites, sur laquelle se base la politique de dépistage. De cette manière, on évite les décalages et on veille à ce que les crimes les plus perturbants fassent également l'objet de l'approche la plus dure. De plus, il est alors relativement simple d'évaluer l'efficacité de la politique pénale. En effet, le type de délits qui doit être attaqué en priorité doit être dépisté et poursuivi proportionnellement plus souvent pour diminuer effectivement.

Permettre la maîtrise de la multitude de lois pénales est avant tout une mission du législateur. Tout indique qu'il est nécessaire d'élargir l'actuelle législation pénale et de la rendre plus opérationnelle. Il est également manifeste que l'on ne peut pas tout régler par la voie pénale. La régulation sociale doit également être possible en dehors de la Justice.

### 3.3. Gestion intégrale de la sécurité à deux niveaux

Comme la gestion de la sécurité relève en premier lieu des autorités fédérales et locales, c'est à ces deux niveaux que la politique de sécurité doit être coordon-

verschillende gemeentelijke, arrondissementele, provinciale, gewestelijke, federale en zelfs internationale structuren en anderzijds dat elementen van de strafrechtbedeling perfect op elkaar zijn afgestemd.

Zo moeten bijvoorbeeld onderwijs, welzijn, ruimtelijke ordening en leefmilieu, sociale zaken, volksgezondheid, economische ontwikkeling, verkeer, politie en justitie partners zijn in een veiligheidsbeleid. In acht genomen de bevoegdheidsverdeling tussen het federale niveau en de gemeenschappen en de gewesten is beleidsafstemming absoluut noodzakelijk.

Ook voor het strikte justitiële en politiële beleid is deze verticale integratie een voorwaarde voor efficiëntie. Het heeft weinig zin dat de politie overtreders arresteert indien de justitie toch niet van plan is om die ook effectief te vervolgen. Dat werkt integendeel contraproductief, want het verhoogt het gevoel van straffeloosheid en werkt normvervaging in de hand.

Het strafbeleid dient in de eerste plaats prioriteiten vast te leggen. Dat is de taak van het College van procureurs-generaal, voorgezeten door de minister van Justitie. Daarbij moet men rekening houden met de maatschappelijke noden en de evolutie van de misdaad. Dit vergt een wetenschappelijke aanpak en een professionele begeleiding. Het strafbeleid moet in het Parlement worden onderworpen aan een openbaar debat, net zoals elk ander onderdeel van het beleid.

Het strafbeleid bepaalt in eerste instantie het vervolgingsbeleid. Daarop wordt dan weer het opsporingsbeleid gebaseerd. Op die manier voorkomt men discrepanties en zorgt men ervoor dat de meest stortende misdaden ook het hardst worden aangepakt. Bovendien is het dan relatief eenvoudig om de efficiëntie van het strafbeleid te evalueren. Het soort misdrijven dat prioritair moet worden aangepakt, moet immers relatief vaker worden opgespoord en vervolgd om liefst ook effectief af te nemen.

De beheersbaarheid van de massa strafwetten is in de eerste plaats een taak van de wetgever. Alles wijst erop dat het noodzakelijk is om de huidige strafwetgeving af te slanken en meer werkbaar te maken. Het is ook overduidelijk dat men niet alles langs strafrechtelijke weg kan of mag willen regelen. Sociale reguleren moet ook buiten het gerecht mogelijk zijn.

### 3.3. Integrale veiligheidszorg op twee niveaus

Vermits de veiligheidszorg op de eerste plaats een taak is van de federale en de lokale autoriteiten, zijn dit de twee niveaus waarop het veiligheidsbeleid moet

née. Cela doit se concrétiser respectivement en un plan fédéral de sécurité, un plan national de sécurité et des plans zonaux de sécurité. Il appartient à ces deux niveaux politiques de réaliser l'harmonie politique postulée.

C'est entièrement conforme au concept de la gestion de la police intégrée à deux niveaux prévue par les accords Octopus et définie dans la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

### **3.4. Coopération et/ou concertation public-privé**

La gestion intégrale de la sécurité est souvent soutenue par une coopération et/ou une concertation public-privé. Le gouvernement fédéral constate la tendance selon laquelle il est fait appel pour les problèmes de sécurité aux acteurs privés de la sécurité tels que : les stewards, les entreprises de gardiennage, les entreprises de sécurité, les services internes de gardiennage, les détectives privés et les réseaux d'information de quartier. Une coopération et/ou une concertation entre les autorités et les acteurs précités existe dans des domaines de sécurité très concrets.

Cette coopération et/ou concertation a lieu dans le cadre actuel de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football, de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, de la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé, de la circulaire du 27 octobre 1993 concernant l'exercice d'activités de surveillance au profit de personnes morales publiques et de la circulaire du 13 octobre 1995 concernant les initiatives en matière de gardes civiles.

La coopération est possible mais uniquement sous le stricte contrôle final du ministre de l'Intérieur. En outre, le principe selon lequel le secteur privé paie à chaque fois qu'il fait appel au secteur public de la sécurité pour des matières qui dépassent les dispositifs normaux de sécurité est maintenu.

Afin de soumettre les acteurs privés de la sécurité à un contrôle démocratique, il convient de voir si les Comités permanents de contrôle des services de police et de renseignements peuvent apporter leur contribution en la matière dans les limites de leur mission légale.

gecoördineerd worden. Dit dient zich te concretiseren in respectievelijk een federaal veiligheidsplan, een nationaal veiligheidsplan en zonale veiligheidsplannen. Er rust op deze twee beleidsniveaus de taak om de vooropgestelde beleidsafstemming te bewerkstelligen.

Dit is volledig in overeenstemming met het concept van geïntegreerde politiezorg op twee niveaus, zoals overeengekomen op het Octopusoverleg en vastgelegd in de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus.

### **3.4. Publiek-private samewerking en/of overleg**

De integrale veiligheidszorg wordt dikwijls gedragen door publiek-private samenwerking en/of overleg. De federale regering stelt de tendens vast dat er voor veiligheidsproblemen een beroep wordt gedaan op private veiligheidsactoren zoals daar zijn: stewards, bewakingsondernemingen, beveiligingsondernemingen, interne bewakingsdiensten, privé-detectives en buurtinformatienetwerken. In zeer concrete veiligheidsdomeinen bestaat tussen de overheid en hogergenoemde actoren samenwerking en/of overleg.

Deze samenwerking en/of overleg vindt plaats binnen het huidig kader van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden, de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, de wet van 19 juli 1991 tot regeling van het beroep van privé-detective, de omzendbrief van 27 oktober 1993 betreffende de uitoefening van bewakingsactiviteiten ten behoeve van openbare rechtspersonen en de omzendbrief van 13 oktober 1995 betreffende de burgerwachtinitiatieven.

Samenwerking kan maar dan onder een strikte controle, final van de minister van Binnenlandse Zaken. Bovendien blijft het principe gehandhaafd dat de private sector, telkens wanneer ze een beroep doet op de openbare veiligheidssector voor aangelegenheden die de normale veiligheidsvoorzieningen te boven gaan, ervoor betaalt.

Om de democratische controle op de private veiligheidsactoren te realiseren is het opportuun te onderzoeken of de Vaste Comités van toezicht op de politie- en de inlichtingendiensten binnen hun wettelijke taak hiertoe kunnen bijdragen.

## 4. OBJECTIFS ET METHODOLOGIE

### 4.1. Introduction

Il convient tout d'abord d'observer que le plan fédéral de sécurité, fondé sur le concept de la gestion intégrale de la sécurité et sur des apports scientifiques, se concrétise en une chaîne de sécurité composée d'un maillon préventif, d'un maillon répressif et d'un maillon réservé au suivi des victimes et des auteurs. Cela signifie que dans la chaîne de sécurité, le maillon proactif et le maillon préparatoire font partie intégrante du maillon préventif. Afin de pouvoir atteindre les objectifs que s'est fixés le gouvernement fédéral, il est souhaitable d'indiquer ci-après la méthodologie à suivre.

### 4.2. Objectifs

Le gouvernement fédéral doit contrôler la gestion intégrale de la sécurité comme un phénomène social, ce au moyen du plan fédéral de sécurité dont l'objectif est double: la diminution effective de toutes les formes de criminalité et l'augmentation sensible du faible taux d'élucidation des infractions.

Le gouvernement fédéral a opté plus particulièrement pour de larges notions de criminologie ainsi que pour des définitions juridiques strictes des différentes infractions. Il peut ainsi — dans le cadre de ces notions de criminologie telles que les délits accompagnés d'actes de violence, la criminalité organisée, la criminalité en col blanc, la traite des êtres humains et des autres formes d'exploitation, les délits à caractère sexuel, la délinquance juvénile, le hooliganisme, les nuisances et la criminalité liés à la drogue ainsi que les accidents de la circulation ayant entraîné des dommages corporels — définir et mettre en évidence des formes particulières de criminalité. Ce choix permet au gouvernement fédéral de répondre dans les limites des priorités retenues en matière de sécurité aux changements susceptibles de survenir au niveau des formes de criminalité existantes mais également des nouvelles formes de criminalité.

### 4.3. Structure du plan fédéral de sécurité

À partir de la définition de l'élément sécurité et du concept de la gestion intégrale de la sécurité, il sera fait référence par le biais de la méthodologie définie aux priorités retenues par le gouvernement fédéral.

En premier lieu, il conviendra de réfléchir à la nécessité de donner un fondement scientifique à la gestion intégrale de la sécurité. Cela signifie qu'il faudra procéder à un inventaire de la recherche scientifique pertinente et existante. À cet égard, il semble que la recherche scientifique devra encore être trans-

## 4. DOELSTELLINGEN EN METHODOLOGIE

### 4.1. Inleiding

Voorafgaandelijk moet worden opgemerkt dat het federaal veiligheidsplan, gedragen door het concept van de integrale veiligheidszorg en wetenschappelijk onderbouwd, zich concretiseert in een veiligheidsketen die bestaat uit een preventieve schakel, een represieve schakel en de nazorg voor slachtoffers en daders. Dit wil zeggen dat de proactieve en preparatieve schakels uit de veiligheidsketen volledig opgaan in de preventieve schakel. Opdat de doelstellingen van de federale regering zouden worden gerealiseerd, is het wenselijk de achterliggende methodologie te duiden.

### 4.2. Doelstellingen

De federale regering dient de veiligheidszorg als een maatschappelijk proces te beheersen door middel van het federaal veiligheidsplan dat twee doelstellingen beoogt: een daadwerkelijke daling van alle vormen van criminaliteit en een wezenlijke verhoging van de lage ophelderingsgraad van misdrijven.

Meer in het bijzonder heeft de federale regering gekozen voor ruime criminologische begrippen dan wel voor de strikt juridische omschrijvingen van de verschillende misdrijven. Dit maakt het de federale regering mogelijk om binnen deze criminologische begrippen zoals: de gewelddelicten, de georganiseerde misdaad, de witteboordencriminaliteit, de mensenhandel en andere vormen van uitbuiting, de seksuele misdrijven, de jeugddelinquentie, het hooliganisme, de drugsoverlast- en criminaliteit en de verkeersongevallen met persoonlijk letsel, bijzondere « criminale figuren » weer te geven en te benadrukken. Deze keuze biedt de federale regering de mogelijkheid om binnen de nu weerhouden veiligheidsprioriteiten flexibel in te spelen op de wijzigingen die zich met betrekking tot bestaande en nieuwe criminale figuren kunnen voordoen.

### 4.3. Opbouw federaal veiligheidsplan.

Vanuit de definiëring van het gegeven veiligheid en het concept van de integrale veiligheidszorg zal door middel van de vastgelegde methodologie verwezen worden naar de door de federale regering weerhouden prioriteiten.

In eerste instantie zal worden stilgestaan bij de noodzaak aan een wetenschappelijke onderbouw van de integrale veiligheidszorg. Dit wil zeggen dat het bestaande en relevante wetenschappelijk onderzoek moet worden geïnventariseerd. Hieruit blijkt dat veel wetenschappelijk onderzoek nog moet worden ver-

posée dans une large mesure dans le domaine de la politique et qu'il conviendra d'effectuer au besoin une nouvelle évaluation. Pour certaines priorités, il faudra procéder à une nouvelle recherche scientifique. La Plate-forme de Concertation pour la Justice et la Sécurité, qui doit être créée par le ministre de la Justice et le ministre de l'Intérieur, et les universités devront se charger de cette tâche.

Étant donné que le gouvernement fédéral a explicitement opéré le choix stratégique (la fixation des priorités) de contrôler méthodiquement la gestion intégrale de la sécurité sur le plan tactique (traduction en actions concrètes) et opérationnel ou effectif, chaque priorité est considérée comme un programme de sécurité. Cette méthode est conforme à l'article 95 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

Cette approche en termes de programmes a pour avantage de maintenir les priorités du gouvernement fédéral en matière de sécurité tout au long de la législature et de garantir la continuité nécessaire pour tous les acteurs concernés.

Cette approche en termes de programmes prévoit des projets et des sous-projets temporaires à court, à moyen et à long terme qui seront exécutés par le biais de la gestion de projet et maintenus là où cela s'avère nécessaire. Ces projets et sous-projets peuvent être de nature scientifique, matérielle et légistique.

Dans l'élaboration de l'approche en termes de programmes, il a été tenu compte des analyses existantes sur la base desquelles des choix ont été opérés pour ensuite être transformés en applications concrètes qui seront jugées sur la base de leurs résultats. Ce cycle stratégique permet au gouvernement fédéral d'apporter, là où c'est nécessaire, des corrections mesurables. Dans cette optique, les acteurs impliqués dans la Plate-forme de Concertation pour la Justice et la Sécurité élaboreront et appliqueront un système concret de mesure et de suivi qui servira de rapport en matière de sécurité intégrale.

En ce qui concerne la gestion de la sécurité intégrale, il est établi clairement dans l'approche en termes de programmes et de projets quels acteurs assureront la mise en scène au plan horizontal et au plan vertical, ce au niveau des ministères fédéraux, des communautés et des régions, ainsi que des autorités locales. Il va de soi que les compétences de chaque instance seront pleinement respectées.

taald naar het beleid toe en dat er zonodig opnieuw een evaluatie moet plaatsvinden. In bepaalde prioriteiten zal er nieuw wetenschappelijk onderzoek moeten plaatsvinden. Het door de minister van Justitie en de minister van Binnenlandse Zaken op te starten Overlegplatform voor Justitie en Veiligheid en de universiteiten zullen deze taak op zich moeten nemen.

Daar de federale regering explicet de strategische keuze, dit is de prioriteitenstelling, heeft gemaakt voor een planmatige beheersing van de veiligheidszorg op het tactische, dit wil zeggen de vertaling naar concrete acties, en operationele of daadwerkelijke niveau, wordt elke prioriteit beschouwd als een veiligheidsprogramma. Deze werkwijze sluit aan bij artikel 95 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus.

De programma-aanpak heeft het voordeel om gedurende de hele legislatuur van de federale regering de veiligheidsprioriteiten te bestendigen en de nodige continuïteit te vrijwaren voor alle betrokken actoren.

Binnen deze programma-aanpak kunnen op korte, middellange en lange termijn projecten en deelprojecten worden gedefinieerd die door middel van het projectmanagement worden gerealiseerd en waar nodig worden bestendigd. Deze projecten en deelprojecten kunnen van wetenschappelijke, feitelijke en legistieke aard zijn.

In de uitwerking van de programma-aanpak werd rekening gehouden met de bestaande analyses op basis waarvan keuzes werden gemaakt om vervolgens te worden omgezet in concrete implementaties die op hun resultaten zullen worden beoordeeld. Deze strategische plancyclus stelt de federale regering in staat om, waar nodig, meetbaar bij te sturen. De actoren betrokken in het Overlegplatform voor Justitie en Veiligheid zullen hiervoor een concreet meet- en opvolgingssysteem als integrale veiligheidsrapportage uitwerken en toepassen.

Eigen aan de integrale veiligheidszorg wordt binnen de programma- en projectbenadering duidelijk gemaakt welke actoren op niveau van de federale ministeries, de gemeenschappen en de gewesten, de lokale overheden de regierol waarnemen op het horizontale en het verticale niveau. Uiteraard met het volle respect voor de respectievelijke bevoegdheden.

## 5. FONDEMENT SCIENTIFIQUE ET INSTRUMENT DE MESURE ET DE SUIVI

### 5.1. Introduction

La promotion de la sécurité objective et/ou subjective par le biais de la gestion intégrale de la sécurité requiert en tout cas une approche scientifique. La réputation de notre pays dans le domaine de la recherche scientifique en matière de criminalité et de contrôle de la criminalité est reconnue sur le plan international.

L'étude scientifique du droit pénal, du droit de procédure pénale et de la criminologie en général ainsi que des sciences du comportement sur le plan légal, de la victimologie et de la pénologie en particulier est très estimée d'un point de vue académique, tant en Belgique qu'à l'étranger. De même, de nombreux juristes, criminologues, sociologues, psychologues et pédagogues sont actifs dans le domaine judiciaire. En outre, il est à signaler que nos universités sont les seules au monde à dispenser la formation en criminologie en tant que matière à part entière.

En d'autres mots, il manque dans notre pays une structure de concertation de la recherche scientifique en tant que support de la politique.

En Belgique, une part importante de la recherche scientifique est confiée aux unités d'enseignement et de recherche en droit pénal, en droit de procédure pénale et/ou en criminologie des facultés de droit. Les autorités ont également pris part à la recherche scientifique, en coopération ou non avec les universités. Au cours de ces dernières années, le ministère de la Politique scientifique, le ministère de l'Intérieur et le ministère de la Justice ont développé un dispositif interne et externe en matière de recherche.

Sous l'impulsion de divers programmes de recherche scientifique tels que la « Recherche prospective socio-économique » menée au ministère de la Politique scientifique, des études ont été effectuées sur le profil des toxicomanes dans les prisons, l'avenir de la politique criminelle, la détention préventive et la libération conditionnelle. Le programme « Recherche scientifique en vue de soutenir la politique judiciaire » s'est penché quant à lui sur les jeunes en milieu carcéral et sur les mesures alternatives, le règlement judiciaire alternatif chez les toxicomanes délinquants, les fondements d'une politique en matière de justice cohérente et axée sur la réparation et la victime, les nouvelles formes de médiation entre les citoyens et la Justice et l'observatoire permanent de l'opinion publique au profit des services de police et de la Justice.

Au ministère de l'Intérieur, une étude scientifique menée dans le cadre du programme de recherche

## 5. EEN WETENSCHAPPELIJKE ONDERBOUW EN EEN MEET- EN OPVOLGINGSINSTRUMENT

### 5.1. Inleiding

Het bevorderen van de objectieve en/of subjectieve veiligheid door middel van de integrale veiligheidszorg vergt in elk geval een wetenschappelijke aanpak. Ons land heeft een internationaal erkende reputatie op het domein van het wetenschappelijk onderzoek naar criminaliteit en criminaliteitsbeheersing.

De wetenschappelijke studie van het strafrecht, het strafprocesrecht en de criminologie in het algemeen en de forensische gedragswetenschappen, de victimologie en de penologie in het bijzonder staat academisch in binnen- en buitenland zeer hoog aangeschreven. Ook op de werkvlak van het justitiële bedrijf zijn tal van juristen, criminologen, sociologen, psychologen en pedagogen actief. Bovendien is de volwaardige opleiding criminologie aan onze universiteiten zelfs uniek in de wereld te noemen.

Het ontbreekt ons land met andere woorden aan een structuur waarbinnen het beleidsondersteunend wetenschappelijk onderzoek kan worden overlegd.

In België wordt er veel wetenschappelijk onderzoek verricht in de vakgroepen strafrecht, strafprocesrecht en/of criminologie van de universitaire rechtsfaculteiten. Ook de overheid heeft dit gedaan, al dan niet in samenwerking met de universiteiten. De laatste jaren hebben het ministerie van Wetenschapsbeleid, het ministerie van Binnenlandse Zaken en het ministerie van Justitie een extern en intern onderzoeksdispositief uitgebouwd.

Onder impuls van diverse wetenschappelijke onderzoeksprogramma's zoals het « Sociaal-economisch prospectief onderzoek », die liepen bij het ministerie van Wetenschapsbeleid, werd bijvoorbeeld onderzoek verricht naar het profiel van de drugsverslaafden in de gevangenissen, de toekomst van het strafrechtelijk beleid, de voorlopige hechtenis en de voorwaardelijke invrijheidstelling. Het programma « Wetenschappelijk onderzoek ter ondersteuning van het gerechtelijk beleid » had dan weer aandacht voor gesloten jongeren en alternatieve maatregelen, de alternatieve gerechtelijke afdoening bij delinquenten drugsgebruikers, de bouwstenen voor een coherent herstel- en slachtoffergericht justitiebeleid, nieuwe vormen van intermediatie tussen burgers en justitie en het permanent observatorium van de publieke opinie ten behoeve van de politiediensten en het gerecht.

Binnen het ministerie van Binnenlandse Zaken werd in het kader van het onderzoeksprogramma

«Police et sécurité du citoyen» s'est intéressée notamment à la coopération policière internationale, à l'étude-évaluation relative aux contrats de sécurité, au «*community policing*», à l'aide aux victimes, à la sécurité intégrale, au sondage d'opinion auprès de la population, à la coopération policière, à la coordination, à la statistique policière intégrée, à l'ordre public et en particulier à la problématique du football ainsi que du gardiennage et de la surveillance privés, au statut disciplinaire, à la problématique de la formation et à l'assistance policière spécialisée.

Pour sa part, le ministère de la Justice avait notamment financé des études scientifiques sur le vademecum pénologique, le screening et la loi de principe pénitentiaire.

Le ministère de la Recherche scientifique peut être considéré comme le moteur pour ce qui est de l'étude scientifique menée au ministère de l'Intérieur dans le domaine de la statistique policière articulée autour des modules suivants: morphologie des services de police, événements-ordre public et statistique inter-policière intégrée en matière de criminalité. Il en va de même pour la construction de points d'appui universitaires qui devraient conduire au développement de groupes de recherche scientifique à la Police Générale du Royaume (PGR) et au Service Général d'Appui Policier (SGAP), en particulier la division Appui en matière de Politique Policière (APP). Cette division a été active dans les domaines suivants: statistique, moniteur de sécurité, perception de l'action de la police par la population, problèmes de quartier, moyens de prévention et évaluation des contrats de sécurité et de prévention. De même, des impulsions ont été données à la recherche scientifique au sein du Secrétariat Permanent à la Politique de Prévention (SPPP).

Le Service de la Politique Criminelle (SPC) du ministère de la Justice a surtout rendu des avis sur les études à financer ou a participé à des comités d'accompagnement. Nous pensons ici par exemple aux programmes précités réalisés au ministère de la Recherche scientifique et à la recherche scientifique quant au profil du toxicomane qui aboutit dans un établissement et qui suit un traitement à la méthadone, à l'organisation et au fonctionnement de l'appareil judiciaire sur le plan des infractions au Code de la route, à l'exclusion sociale des jeunes et à la criminalité de rue en ville, à l'influence de la politique socio-pénale sur les relations sociales et au sentiment d'insécurité dans les villes, à l'affaiblissement du tissu social et à l'insécurité en milieu urbain, aux données épidémiologiques relatives à la consommation de drogues, à un nouveau ministère public pour le 21ème siècle, aux fondements d'une politique criminelle intégrée, à l'insécurité en milieu urbain et à une politique criminelle intégrée.

«De Politie en de Veiligheid van de Burger» wetenschappelijk onderzoek verricht naar bijvoorbeeld: internationale politiesamenwerking, evaluatie-onderzoeken met betrekking tot de veiligheidscontracten, «*community policing*», slachtofferzorg, integrale veiligheid, opinieonderzoek bij de bevolking, politiesamenwerking en -coördinatie, geïntegreerde politiestatistiek, openbare orde en in het bijzonder de voetbalproblematiek en de private bewaking en beveiliging, het tuchtstatuut, de opleidingsproblematiek en de gespecialiseerde politiezorg.

Het ministerie van Justitie had dan weer wetenschappelijk onderzoek gefinancierd naar bijvoorbeeld het penologisch vademecum, de screening en de penitentiaire beginselenwet.

Het ministerie van Wetenschappelijk Onderzoek mag als de trekker worden beschouwd voor het wetenschappelijk onderzoek dat plaats vond bij het ministerie van Binnenlandse Zaken in het domein van de politiële statistiek met de modules: morfologie van de politiediensten, gebeurtenissen openbare orde en de geïntegreerde interpolitiële criminaliteitsstatistiek. Hetzelfde mag worden opgemerkt met betrekking tot de constructie van de universitaire steunpuntpolen die uiteindelijk zouden leiden tot de uitbouw van wetenschappelijke onderzoeksgroepen bij de Algemene Rijkspolitie (ARP) en bij de Algemene Politie-steundiend (APSD), in het bijzonder de afdeling Politiebeleidsondersteuning (PBO). Deze afdeling heeft werk gedaan op het gebied van de statistiek, de veiligheidsmonitor, de perceptie van de bevolking over het politie-optreden, de buurtproblemen, de preventiemiddelen en de evaluatie van de veiligheids- en preventiecontracten. Ook binnen het Vast Secretariaat voor het Preventiebeleid (VSPP) werden soms aanzetten voor wetenschappelijk onderzoek gegeven.

De Dienst voor het Strafrechtelijk Beleid (DSB) binnen het ministerie van Justitie gaf vooral advies over de te financieren onderzoeksopdrachten of nam deel aan begeleidingscomités. We denken hier bijvoorbeeld aan hogergenoemde programma's bij het ministerie van Wetenschappelijk Onderzoek en aan het wetenschappelijk onderzoek naar het profiel van de drugsverslaafde die in een inrichting terechtkomt en een methadonbehandeling volgt, de organisatie en de werking van het gerechtelijk apparaat op het stuk van wegverkeersovertredingen, de sociale uitsluiting van jongeren en straatcriminaliteit in de stad, de invloed van een nieuw socio-penal beleid op de sociale relaties en het onveiligheidsgevoel in de steden, de verzwakking van het sociaal weefsel en de onveiligheid in het stedelijk milieu, de epidemiologische gegevens omtrent het gebruik van drugs, een openbaar ministerie voor de 21ste eeuw, bouwstenen voor een geïntegreerde criminale politiek, onveiligheid in het stedelijk milieu, een geïntegreerd strafrechtelijk beleid.

L’Institut National de Criminalistique et de Criminologie (INCC) a mis l’accent sur l’application de la détention préventive et de la liberté sous conditions, de la politique criminelle, de la rédaction d’un vademecum pour la recherche scientifique en criminologie et la police proactive.

## 5.2. Problématique

Les autorités ont également poursuivi la recherche en droit pénal, en droit de procédure pénale et en criminologie par le biais du ministère de la Politique scientifique, du ministère de l’Intérieur et du ministère de la Justice ainsi que de leurs services respectifs, à savoir la PGR, le SGAP, le SPPP, le SPC et l’INCC.

Le développement d’un ensemble, certes nécessaire, d’études scientifiques de soutien à la politique au sujet d’un dispositif tant externe qu’interne a toutefois entraîné une dispersion et une perte de moyens parce qu’il n’a pas été tenu compte des avantages économiques liés à l’extension. Les résultats dans le domaine de la sécurité étaient parfois absents ou n’étaient pas directement perceptibles et pas mesurables. La nécessité de centres d’experts ou de « competence centers » et la nécessité de fixer des priorités n’ont pas toujours été reconnues.

### Projet 1: Création d’une Plate-forme de Concertation pour la Justice et pour la Sécurité

Notre pays éprouve le besoin que soit créée une Plate-forme de Concertation pour la Justice et pour la Sécurité (PCJS) en tant qu’instance centrale pour mieux harmoniser la recherche scientifique à l’appui de la politique qui est effectuée par les différentes institutions et les différents services existants. Cette plate-forme est gérée par le ministre de l’Intérieur, le ministre de la Justice et le ministre de la Recherche scientifique.

La Plate-forme de Concertation pour la Justice et pour la Sécurité oriente ses compétences vers les domaines clés suivants: la gestion intégrale de la sécurité, le droit pénal, le droit de procédure pénale, le droit pénitentiaire, la criminologie, la victimologie, la pénologie, la gestion publique judiciaire et les sciences du comportement légal.

Voici une liste non-limitative des services et organismes qui siégeront dans cette plate-forme de concertation : le Service de la Politique Criminelle, l’Institut National de Criminalistique et de Criminologie, la Police Générale du Royaume, le Secrétariat Permanent à la Prévention et le Service Général d’Appui policier. Il va de soi que les branches spécialisées en droit pénal et/ou en criminologie de nos universités y participeront également.

Het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie (NICC) heeft de aandacht vooral gericht op de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden, de criminale politiek, het opstellen van een vademeicum voor criminologisch wetenschappelijk onderzoek en de proactieve politie.

## 5.2. Probleemstelling

De overheid heeft bij monde van het ministerie van Wetenschapsbeleid, het ministerie van Binnenlandse Zaken en het ministerie van Justitie en hun respectieve diensten zoals de ARP, APSD, VSPP, DSB en NICC het wetenschappelijk onderzoek in het strafrecht, het strafprocesrecht en de criminologie voortgezet.

De uitbouw van een terecht noodzakelijk arsenaal aan beleidsondersteunend wetenschappelijk onderzoek over een extern en een intern dispositief leidde echter tot versnippering en verlies aan middelen omdat er geen gebruik werd gemaakt van economische schaalvoordelen. De resultaten op het veiligheidsdomein bleven soms uit, of waren niet onmiddellijk zichtbaar en niet meetbaar. De noodzaak aan expertencentra of « competence centers » en prioriteitstellerij zijn niet altijd onderkend geweest.

### Project 1: De oprichting van een Overlegplatform voor Justitie en Veiligheid

Ons land heeft nood aan de oprichting van een Overlegplatform voor Justitie en Veiligheid (OPJV) als centrale instantie om het beleidsondersteunend wetenschappelijk onderzoek, dat binnen de verschillende bestaande instellingen en diensten wordt gevoerd, beter af te stemmen. Dit overlegplatform wordt beheerd door de minister van Binnenlandse Zaken, de minister van Justitie en de minister voor Wetenschappelijk Onderzoek.

Het Overlegplatform voor Justitie en Veiligheid richt haar competentie op de kerndomeinen: integrale veiligheidszorg, strafrecht, strafprocesrecht, penitentiair recht, criminologie, victimologie, penologie, justitiële overheidsmanagement en forensische gedragswetenschappen.

In dit overlegplatform zullen, niet-limitatief, de volgende diensten en instellingen zetelen: de Dienst voor het Strafrechtelijk Beleid, het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, de Algemene Rijkspolitie, het Vast Secretariaat voor de Preventie en de Algemene Politieëndienst. Het spreekt voor zich dat ook de vakgroepen strafrecht en/of criminologie van onze universiteiten hierin zullen participeren.

### 5.3. Criminalistique

#### 5.3.1. Problématique

Si l'on considère les normes internationales, la qualité de la criminalistique en général et de la recherche d'indices en particulier peut s'améliorer dans notre pays.

Il convient de trouver une solution de manière à ce qu'un organisme de coordination et d'appui puisse être créé, que des normes de qualité internationales soient imposées aux laboratoires et que les services de police puissent recevoir la formation et l'appui nécessaires.

En ce qui concerne la police fédérale, cette réforme s'inscrit dans le cadre de la mission de police technique et scientifique visée à l'article 102, 4<sup>o</sup>, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

#### Projet 2: Institut National de Criminalistique et de Criminologie

On va examiner la possibilité de transformer l'Institut National de Criminalistique et de Criminologie en un Institut National de Criminalistique. En plus d'une mission expérimentale, cet Institut se verra attribuer principalement une mission coordinatrice, organisatrice et administrative. La section criminologie sera intégrée dans le Service de la Politique Criminelle dans le respect de l'indépendance scientifique des chercheurs.

L'Institut National de Criminalistique exécutera en particulier les tâches suivantes: constituer des banques de données notamment en matière de balistique, de drogues, de voitures, d'empreintes digitales, de peinture et de textile.

Cet Institut se chargera également de l'appui de la police technique et scientifique ainsi que de la magistrature. Il faudra insister davantage sur la criminalité informatique. La conservation des pièces à conviction et la destruction du matériel biologique entreront également dans ses compétences.

Afin de réaliser cette réforme, un audit externe et un «benchmarking» seront effectués.

Afin de maîtriser les frais de justice, il s'indique que la magistrature ait recours au maximum à cet Institut.

#### Projet 3: Laboratoires et centres de référence

Outre le rôle central précité de l'Institut National de Criminalistique, il va de soi que des laboratoires et

### 5.3. Criminalistiek

#### 5.3.1. Probleemstelling

De kwaliteit van de criminalistiek in het algemeen en deze van het sporenonderzoek, in het bijzonder, kan naar internationale normen in ons land nog beter.

Er moet een oplossing gevonden worden zodanig dat een coördinerend en een ondersteunend orga-nisme tot stand kan komen, aan de laboratoria internationale kwaliteitsnormen worden opgelegd en de politiediensten de nodige opleiding en ondersteuning kunnen krijgen.

Met betrekking tot de federale politie kadert deze hervorming in de opdracht van technische en wetenschappelijke politie zoals bepaald in artikel 102, 4<sup>o</sup> van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructu-reerd op twee niveaus.

#### Project 2: Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie

Er zal worden onderzocht om het Nationaal Insti-tuut voor Criminalistiek en Criminologie om te vormen tot een Nationaal Instituut voor Criminalis-tiek. Dit instituut zal naast een experimentele vooral een coördinerende, organiserende en administratieve taak krijgen. De afdeling criminologie wordt geïntegreerd in de Dienst voor het Strafrechtelijk Beleid met respect voor de wetenschappelijke onaf-hankelijkheid van de onderzoekers.

Het Nationaal Instituut voor Criminalistiek zal ondermeer de volgende taken uitvoeren: het aanleg-gen van gespecialiseerde databanken in ondermeer: ballistiek, drugs, wagens, vingerafdrukken, verven en textiel.

Ook zal dit Instituut instaan voor de ondersteuning van de technische en wetenschappelijke politie en de magistratuur. Extra nadruk zal moeten gelegd worden op de informaticacriminaliteit. De bewaring van de overtuigingsstukken en de vernietiging van het biologisch materiaal zal evenzeer tot haar takenpak-ket behoren.

Teneinde deze hervorming te bewerkstelligen zal een externe audit en «benchmarking» worden door-gevoerd.

De magistratuur dient maximaal gebruik te maken van dit Instituut om de gerechtskosten te beheersen.

#### Project 3: Laboratoria en excellentiecentra

Naast hogergenoemde centrale rol voor het Natio-naal Instituut voor Criminalistiek zijn er uiteraard

des centres de référence habilités à rechercher des indices seront nécessaires. Tous les laboratoires et les centres de référence qui effectuent des examens légaux doivent être accrédités par l'organisme externe indépendant Beltest, mis sur pied par le ministère des Affaires économiques et faisant lui-même partie des European Accredited Laboratories.

Cette accréditation constituera une condition nécessaire à leur agrément. Les laboratoires et les centres de référence ainsi agréés effectuent les analyses à la demande de la magistrature et doivent déposer leur rapport dans un délai d'un mois. La magistrature s'adresse aux laboratoires et aux centres d'experts accrédités par Beltest.

À leur tour, les laboratoires et centres experts accrédités doivent suivre les développements scientifiques, travailler selon des normes internationales et communiquer leurs données à l'Institut National de la Criminalistique.

#### 5.4. Un instrument de mesure et de suivi

##### 5.4.1. Problématique

La réalisation des objectifs et des priorités du plan fédéral de sécurité sera fortement hypothéquée par l'existence ou l'inexistence d'un instrument de mesure et de suivi qui doit permettre de contrôler l'efficacité des objectifs stratégiques choisis, mais également et surtout de transposer effectivement les intentions opérationnelles et tactiques formulées en programmes, projets et sous-projets mesurables. En Belgique, un tel instrument de mesure et de suivi fait le plus souvent défaut dans le domaine de la gestion de la sécurité, si ce n'est quelques exceptions dans certaines institutions publiques.

Dans le domaine du contrôle général en matière de gestion et de la mesure des prestations, il est fait principalement usage des instruments financiers de mesure et de suivi pour permettre le «contrôle financier». Le contrôle budgétaire en est un exemple. L'unique contrôle financier n'a conduit que trop souvent à une réflexion à court terme.

Compte tenu de cette constatation, d'autres instruments de mesure et de suivi sont apparus. Ainsi, il est possible d'insister sur une «mesure intégrée des prestations» qui prend en considération la stratégie, les actions et les mesures ou sur une «mesure plutôt hiérarchisée des prestations» qui fait appel à une certaine hiérarchie d'indicateurs de prestation aux divers niveaux de l'organisation. Le système du «tableau de bord» — le passage en revue de toutes les sections et sous-sections de l'organisation et la mesure des facteurs de succès critiques par (sous-)section — a également été utilisé.

laboratoria en excellentiecentra nodig die het sporenonderzoek kunnen uitvoeren. Al de laboratoria en excellentiecentra die forensisch onderzoek uitvoeren dienen geaccrediteerd te zijn door het onafhankelijk extern organisme Beltest, opgericht door het Ministerie van Economische Zaken en zelf behorend tot de European Accredited Laboratories.

Deze accreditatie zal een noodzakelijke voorwaarde zijn voor hun erkenning. De aldus erkende laboratoria en excellentiecentra voeren de analyses uit in opdracht van de magistratuur en moeten hun verslag indienen binnen een tijdsbestek van één maand. De magistratuur wendt zich tot de door Beltest geaccrediteerde laboratoria en expertencentra.

De geaccrediteerde laboratoria en expertencentra dienen op hun beurt de wetenschappelijke ontwikkelingen te volgen en volgens internationaal erkende normen te werken en hun gegevens door te geven aan het Nationaal Instituut voor Criminalistiek.

#### 5.4. Een meet- en opvolgingsinstrument

##### 5.4.1. Probleemstelling

De realisatie van de doelstellingen en de prioriteiten van het federaal veiligheidsplan zal sterk worden gehypothekeerd door het al dan niet bestaan van een meet- en opvolgingsinstrument dat moet toelaten de effectiviteit van de gekozen strategische doelstellingen te toetsen maar vooral ook om de geformuleerde tactische en operationele intenties daadwerkelijk om te zetten in meetbare programma's, projecten en deelprojecten. In België ontbreekt het in de veiligheidszorg, de uitzonderingen bij sommige overhedeninstellingen niet nagesproken, doorgaans aan het bestaan van een dergelijk meet- en opvolgingsinstrument.

In het domein van de algemene beheerscontrole en de prestatiemeting worden in hoofdzaak financiële meet- en opvolgingsinstrumenten gehanteerd om de zogenaamde «financiële controle» mogelijk te maken. De begrotingscontrole is hiervan een voorbeeld. Het zich beperken tot een financiële controle leidde al te dikwijls tot korte termijn denken.

Rekening houdend met deze vaststelling ontstonden andere meet- en opvolgingsinstrumenten. Zo kan men de nadruk leggen op een «geïntegreerde prestatiemeting» die rekening houdt met de strategie, de acties en de maatregelen of op een eerder «hiërarchische prestatiemeting» die een bepaalde hiërarchie van prestatie-indicatoren over de diverse niveaus in de organisatie gebruikt. Het systeem van het «tableau de bord» of het doorlopen van alle afdelingen en subafdelingen van de organisatie, en het meten van de kritische succesfactoren per (sub)afdeling, werd eveneens gehanteerd.

De même, l'accent mis sur le concept de 'total quality' a également conduit à la création d'un système de mesure et de suivi propre. C'est ainsi que l'European Foundation for Total Quality Management a développé le « modèle EFQM ». Les organisations sont évaluées sur leur style de direction, le « *people management* », la stratégie et les déclarations concernant la politique à suivre, les moyens, les processus, la satisfaction du travailleur, la satisfaction de la clientèle, l'influence sur la société et les résultats d'exploitation.

Tous ces systèmes de mesure et de suivi sont d'une part trop partiaux et d'autre part ne tiennent pas compte de l'environnement externe complexe et de la viabilité de l'organisation. Dans cette optique, une nouvelle approche a été développée sur la base de la science du management. Il est opté aujourd'hui pour un contrôle stratégique qui offre un cadre à la mesure des prestations où l'objectif est de parvenir à un équilibre entre les indicateurs de prestation à court, moyen et long terme et les indicateurs de prestation envisagés sous différents angles.

En matière de la gestion intégrale de la sécurité, cela implique concrètement la nécessité d'un instrument de mesure et de suivi qui doit permettre au gouvernement fédéral de voir dans quelle mesure la politique formulée est exécutée en pratique. Cet instrument de mesure et de suivi peut être utilisé par tous les acteurs impliqués dans la gestion intégrale de la sécurité pour évaluer leurs propres performances. Cette situation engendre donc des garanties en ce qui concerne la réalisation dans la pratique quotidienne et sur le terrain des objectifs et des priorités du gouvernement fédéral.

#### *5.4.2. Balanced Scoreboard*

Le « *balanced scoreboard* » (BSC) en tant qu'instrument de mesure et de suivi rétablit l'équilibre entre les indicateurs de prestation à court, moyen et long terme et les indicateurs de prestation envisagés sous différents angles. Le balanced scorecard est une technique qui permet de traduire les objectifs stratégiques en indicateurs de prestation très concrets.

Le balanced scoreboard tient compte du fait que l'organisation peut être approchée sous quatre angles différents. La perspective du client, la perspective de l'organisation interne, la perspective financière et la perspective de l'innovation et de l'apprentissage. L'application de cette technique à la gestion intégrale de la sécurité permet au gouvernement fédéral de prêter attention aux attentes des citoyens, à l'organisation interne des services publics qui agissent en tant qu'acteurs dans la gestion intégrale de la sécurité, au budget et à la perspective d'apprentissage et d'innovation des services publics précités. Ce système

Ook de nadruk die werd gelegd op de « *total quality* » gedachte heeft een eigen meet- en opvolgingssysteem doen ontstaan. Zo ontwierp de European Foundation for Total Quality Management het « EFQM-model ». Organisaties worden beoordeeld op leiderschapsstijl, « *people management* », strategie en beleidsverklaringen, middelen, processen, werknemerstevredenheid, klantentevredenheid, invloed op de maatschappij en de bedrijfsresultaten.

Al deze meet- en opvolgingssystemen zijn enerzijds eenzijdig en houden anderzijds geen rekening met de externe complexe omgeving en de levensvatbaarheid van de organisatie. In die optiek werd er vanuit de managementwetenschap een nieuwe benadering ontwikkeld. Vandaag opteert men voor een strategische controle die een raamwerk voor prestatiemeting inhoudt waarbij gestreefd wordt naar een evenwicht tussen korte, middellange en lange termijn prestatie-indicatoren en prestatie-indicatoren uit verschillende invalshoeken.

In het domein van de integrale veiligheidszorg impliceert dit concreet dat er nood is aan een meet- en opvolgingsinstrument dat de federale regering moet toelaten om te kunnen nagaan in welke mate het geformuleerde beleid in de praktijk wordt uitgevoerd, doch dat dit meet- en opvolgingsinstrument door alle actoren in de integrale veiligheidszorg kan worden aangewend om de eigen prestaties te beoordelen. Hierdoor ontstaan er garanties dat de doelstellingen en de prioriteiten van de federale regering in de dagelijkse praktijk en op het terrein worden gerealiseerd.

#### *5.4.2. Balanced Scorecard*

De « *balanced scorecard* » (BSC) als meet- en opvolgingsinstrument verzoent het evenwicht tussen de prestatie-indicatoren op korte, middellange en lange termijn met prestatie-indicatoren uit verschillende invalshoeken. De balanced scorecard lukt er als techniek in om de strategische doelstellingen te vertalen in zeer concrete prestatie-indicatoren.

De balanced scorecard houdt rekening met het gegeven dat de organisatie vanuit vier invalshoeken kan worden benaderd. Het klantenperspectief, het interne organisatieperspectief, het financieel perspectief en het innovatie- en leerperspectief. Het vertalen van deze techniek naar de integrale veiligheidszorg laat de federale regering toe aandacht te besteden aan de verwachtingen van de burgers, de interne organisatie van de overhedsdiensten die als actoren in de integrale veiligheidszorg optreden, de begroting en het leer- en innovatieperspectief van hogergenoemde overhedsdiensten. Bovenal laat dit meet- en opvol-

de mesure et de suivi permet avant tout de réaliser le processus de changement nécessaire dans la gestion intégrale de sécurité.

**Projet 4: Application du Balanced scorecard dans le cadre de la gestion intégrale de la sécurité**

Le ministre de l'Intérieur et le ministre de la Justice rendront opérationnelle la technique du balanced scorecard en tant qu'instrument de mesure et de suivi dans le cadre de la gestion intégrale de la sécurité.

La meilleure façon de mettre en oeuvre cet instrument de mesure et de suivi est de se baser sur la manière dont certaines autorités procèdent actuellement pour mesurer les prestations. La base sur laquelle la performance actuelle est évaluée peut non seulement fournir des explications quant à la pratique journalière, mais également susciter un débat sur la mesure dans laquelle ce suivi est conforme à ou en opposition avec la technique du «balanced scorecard» choisie par le gouvernement fédéral.

En initialisant un certain nombre de projets devant permettre de se faire rapidement une idée de la direction à donner aux services concernés, il est possible de faire apparaître ce qui se passe aujourd'hui sur le terrain. L'objectif doit donc être d'adapter et de nuancer les instruments de mesure et de suivi actuels de manière à ce que le fonctionnement des services impliqués dans la gestion de la sécurité soit nuancé et équilibré. Des formes de ces systèmes de direction nuancés, qui ont déjà prouvé leur utilité à l'étranger, doivent pouvoir être testées afin qu'à moyen et à long terme, la direction des acteurs impliqués dans la gestion intégrale de la sécurité puisse être effectuée selon les objectifs et les priorités proposés par le gouvernement fédéral.

Il sera examiné au sein de la Plate-forme de Concertation pour la Justice et pour la Sécurité comment mettre en oeuvre cet ambitieux projet de mesure et de suivi selon une méthodologie répartie en plusieurs phases.

Tout d'abord, il convient de procéder à la création d'un «groupe d'experts», qui élaborera ce projet au terme d'une brève introduction intensive en collaboration avec les services publics concernés en Belgique et à l'étranger où la technique du balanced scorecard est déjà utilisée. En d'autres termes, par programme, projet et sous-projet, dans les neuf priorités retenues par le gouvernement fédéral, il faut définir et rendre opérationnels des indicateurs de prestation à court, moyen et long terme. Ces indicateurs doivent avoir un rapport avec les 4 angles d'incidence précités, à savoir les attentes des citoyens concernant la gestion de la sécurité, l'organisation interne des services publics en tant qu'acteurs intervenant au niveau de la gestion intégrale de la sécurité, le budget et les perspectives

gingssysteem toe om het noodzakelijke veranderingsproces in de veiligheidszorg te bewerkstelligen.

**Project 4: Het opzetten van de Balanced Scorecard in het raam van de integrale veiligheidszorg**

De minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Justitie zullen de techniek van de balanced scorecard operationaliseren als meet- en opvolgingsinstrument voor de integrale veiligheidszorg.

De beste manier om dit meet- en opvolgingsinstrument op te zetten is te vertrekken van de wijze waarop in de huidige situatie sommige overheidsinstellingen binnen de veiligheidszorg reeds aan prestatiemeting doen. De basis waarop de actuele performantie wordt beoordeeld kan niet alleen duiding geven over de dagelijkse praktijk maar bovendien een debat losweken over de mate waarin deze opvolging strookt of conflicteert met de balanced scorecard waarvoor federale regering kiest.

Door een aantal projecten op te zetten via dewelke zeer snel een inzicht moet kunnen worden gegeven in de sturing van de betrokken diensten, kan zichtbaar worden gemaakt wat er vandaag op het terrein gebeurt. Het moet dan ook de bedoeling zijn om de bestaande meet- en opvolgingsinstrumenten dermate om te buigen en te nuanceren dat de werking van de bij de veiligheidszorg betrokken diensten op een genuanceerde en evenwichtige manier worden gestuurd. Vormen van dit genuanceerde stuursysteem, die ook reeds in het buitenland hun diensten hebben bewezen, moeten kunnen worden uitgetest zodat op middellange en lange termijn de sturing van de bij de integrale veiligheidszorg betrokken actoren kan geschieden volgens de doelstellingen en prioriteiten die door de federale regering voorgesteld.

Binnen het Overlegplatform voor Justitie en Veiligheid zal onderzocht worden hoe dit ambitieus meet- en opvolgsproject in een gefaseerde methodologie zal worden opgesteld.

Vooreerst moet er worden overgegaan tot de creatie van een «stuurgroep» die, na een korte intensieve introductie in samenwerking met de betrokken overheidsdiensten in binnen- en buitenland waar de techniek van de balanced scorecard reeds wordt gebruikt, de opbouw van dit project uittekent. Dit wil zeggen dat er per programma, project en deelproject in de negen door de federale regering weerhouden prioriteiten prestatie-indicatoren op korte, middellange en lange termijn moeten worden gedefinieerd en geoperationaliseerd. Deze dienen verband te houden met de reeds genoemde vier invalshoeken. Dit zijn de verwachtingen van de burgers met betrekking tot de veiligheidszorg, de interne organisatie van de overheidsdiensten die als actoren in de integrale veiligheidszorg

d'apprentissage et d'innovation des services publics susmentionnés. La technique du balanced scorecard permet avant tout de réaliser le processus de changement indispensable au niveau de la gestion de la sécurité.

Ensuite, des « projets pilotes » sont mis sur pied, qui à très court terme doivent pouvoir donner une idée de la manière dont les systèmes de mesure et de suivi actuels sont dirigés et donner le feed-back nécessaire au groupe d'experts afin de révéler l'existence d'un éventuel fossé entre la réalité actuelle et les objectifs et priorités postulés.

Les connaissances acquises dans le cadre des projets pilotes doivent à leur tour être soumises au groupe d'experts qui peut juger dans quelle mesure il est possible de généraliser les constations et les conclusions aux autres acteurs impliqués dans la gestion de la sécurité.

Enfin, le groupe d'experts établira la technique du balanced scorecard en tant qu'instrument de mesure et de suivi pour le rapport relatif à la gestion intégrale de la sécurité.

optreden, de begroting en het leer- en innovatieperspectief van hoger genoemde overheidsdiensten. Bovenal laat de balanced scorecard toe om het noodzakelijke veranderingsproces in de veiligheidszorg te bewerkstelligen.

Vervolgens worden er « pilootprojecten » opgezet die binnen een zeer korte termijn inzicht moeten kunnen geven in de wijze waarop actuele meet- en opvolgingssystemen worden aangestuurd en die de noodzakelijke terugkoppeling moet kunnen geven naar de stuurgroep teneinde duidelijkheid te brengen over het bestaan van een eventuele kloof tussen de huidige realiteit en de vooropgestelde doelstellingen en prioriteiten.

De ervaringen van de pilootprojecten moeten op hun beurt worden teruggekoppeld naar de stuurgroep die kan oordelen over de mate waarin de vaststellingen en conclusies kunnen worden veralgemeend naar de andere actoren in de veiligheidszorg.

Uiteindelijk zal de stuurgroep de balanced scorecard opstellen als meet- en opvolgingsinstrument voor de integrale veiligheidsrapportage.

## 6. UNE ADMINISTRATION DE LA JUSTICE RAPIDE ET HUMAINE

### 6.1. Introduction

En ce qui concerne une administration de la justice rapide et humaine, les éléments suivants sont abordés: l'accessibilité de la justice, l'arriéré judiciaire, une administration judiciaire simple, efficace et performante, le personnel de l'organisation judiciaire et l'approche des délits graves liés à l'environnement.

### 6.2. Accessibilité de la justice

La population doit pouvoir se rendre compte que la justice est un service public qui est à sa disposition. On devra veiller à rendre les services judiciaires plus transparents et plus accessibles.

#### Projet 5: Assistance judiciaire.

L'aide aux justiciables existante doit être améliorée. Pour pouvoir rendre la justice plus accessible, il convient de travailler dans le sens d'une prise en charge totale ou partielle des coûts de justice, de défense et d'assistance.

Cette prise en charge pourrait être rendue possible de plusieurs manières. Il existe d'une part une étude visant à mutualiser les coûts judiciaires de manière à permettre la répartition des coûts des procédures judiciaires sur l'ensemble de la communauté. Moyennant paiement d'une cotisation obligatoire annuelle, le citoyen - affilié à une mutuelle - serait ainsi assuré, par le concours des mutuelles, pour un certain nombre de procédures.

D'autre part, on pourrait également préserver le citoyen face aux dépenses engagées pour régler les coûts excessifs des dépens et ceux liés à la défense en le faisant contracter une assurance d'assistance judiciaire contre le paiement d'une prime intéressante.

Sans préjudice du renforcement de la médiation pénale et des peines alternatives et de la politique en faveur des victimes qui sont traités ailleurs dans le plan fédéral de sécurité et de politique pénitentiaire, les projets énumérés ci-dessous devront contribuer à une administration de la justice rapide et humaine à l'égard des victimes au cours de leur procès.

#### Projet 6: Service d'accueil et guichet électronique.

Dans une première phase, il sera demandé aux services locaux des principaux palais de justice d'organiser un service d'accueil. De nouvelles initiatives pourront être envisagées à titre complémentaire

## 6. EEN SNELLE EN HUMANE RECHTSBEDELING

### 6.1. Inleiding

Met betrekking tot de snelle en humane rechtsbedeling worden de volgende elementen weergegeven: de toegang tot het gerecht, de gerechtelijke achterstand, een eenvoudige, efficiënte en performante gerechtelijke administratie, het personeel van de rechterlijke organisatie en de aanpak van zware milieudelicten.

### 6.2. Toegang tot het gerecht.

De bevolking moet kunnen ervaren dat het gerecht een openbare dienst is die ter huner beschikking staat. Er dient gezorgd te worden voor een grotere transparantie en toegankelijkheid van alle gerechtelijke diensten.

#### Project 5: Rechtsbijstand

De bestaande rechtshulp dient te worden verbeterd. Om aan elke burger een betere toegang te verschaffen tot het gerecht, zal er moeten gewerkt worden in de richting van een gehele of een gedeeltelijke ten laste neming van de gerechts-, verdedigings- en bijstandskosten.

Dit kan op verschillende manieren. Er is enerzijds de studie naar de mutualisering van de gerechtskosten met het oog op de verdeling van de kosten van gerechtelijke procedures over het geheel van de gemeenschap. Mits een verplichte bijdrage, die men jaarlijks betaalt, zou de burger — aangeslotene bij een ziekenfonds — verzekerd zijn in hoofde van de mutualiteiten voor een aantal procedures.

Anderzijds zou men de burger ook kunnen behoeven voor de uitgave van excessieve gerechts- en verdedigingskosten door hem een rechtsbijstandsverzekering te laten nemen tegen een aantrekkelijk tarief.

Onverminderd het versterken van de strafbemiddeling en de alternatieve straffen alsook het slachtofferbeleid die elders in het federaal veiligheids- en detentieplan worden behandeld dienen de hierna opgesomde projecten bij te dragen tot een snelle en humane rechtsbedeling ten aanzien van de slachtoffers in het strafproces.

#### Project 6: Onthaaldienst en elektronisch loket.

In een eerste fase zullen de lokale diensten van de belangrijkste gerechtsgebouwen worden aangesproken om een onthaaldienst te organiseren. In bijkomende orde kunnen initiatieven worden overwogen

pour renforcer le service et insister sur l'aspect humain des services publics. L'objectif est de simplifier et de grouper les formalités administratives. Dans les services judiciaires, le guichet électronique pourra notamment apporter la preuve de son utilité dans le cadre de la consultation du registre de commerce. On examinera dans quelle mesure ce principe pourra être étendu à d'autres opérations dans le but d'offrir une plus grande accessibilité aux justiciables.

Le coût d'un procès représente, pour de nombreuses personnes, un obstacle majeur. La justice doit pourtant être un service public, humain et accessible à tous. Depuis la réforme de la Constitution du 1993, l'article 23 de la Constitution prévoit que tout citoyen a droit à une aide juridique. Une maigre tranche de la population, notamment les indigents, bénéficie actuellement de ce droit. Ces derniers ont ainsi accès à une aide juridique organisée sur base des articles 508/1 à 508/23 du Code judiciaire.

#### Projet 7: Ecoute et accueil des victimes.

##### Sous-projet 7.1.: Accueil des victimes

Outre la première assistance aux victimes par les services de police, la directive ministérielle du 15 septembre 1997 relative à l'accueil des victimes au sein des parquets et tribunaux présente une description du rôle et des tâches de base des personnes chargées d'assurer un accueil correct.

Cette directive fait actuellement l'objet d'une évaluation. Un nouveau texte est en préparation et est débattu avec les instances concernées.

Les assistants de justice pour l'accueil aux victimes constatent en effet que tout ce qui relève des victimes est systématiquement renvoyé à l'accueil des victimes alors qu'un renvoi ne s'avère utile que dans certains cas. Pas moins de 35 % des interventions concernent en effet l'état du dossier et la procédure judiciaire en général.

Si, appuyés par une informatisation poussée, le secrétariat du parquet et le greffe pouvaient prendre en charge ces questions, un plus grand nombre de victimes seraient concernées par rapport à aujourd'hui étant donné le cadre du personnel actuel. La directive ministérielle en matière d'accueil des victimes donne une définition très vague et générale du rôle de « tous les membres du personnel du parquet et du tribunal ». Il est donc nécessaire de définir concrètement les missions qui n'ont pas encore été traduites en tâches journalières pour chacun des différents collaborateurs de l'appareil judiciaire. Un nombre important de collaborateurs de justice pourraient ainsi tirer profit d'un manuel concret, une sorte de vade-mecum pour l'accueil des victimes. Il offrirait plus de clarté aux magistrats et à l'administration

om de dienstverlening en het aspect van humane overheidsdienst te versterken door een elektronisch loket op te richten. Het is de bedoeling de administratieve plichtplegingen te vereenvoudigen én te bundelen. In de gerechtelijke dienst zal het elektronisch loket onder meer zijn nut kunnen bewijzen voor de raadplegingen eigen aan het handelsregister. Er zal worden nagegaan in welke mate dit principe kan uitgebreid worden tot andere verrichtingen met als finaleiteit drempelverlagend te werken ten aanzien van de rechtszoekenden.

Voor talrijke mensen vormt de kostprijs van een proces een grote hinderpaal. Het gerecht moet nochtans een overheidsdienst zijn die voor iedereen toegankelijk en humaan is. Sinds de Grondwetsherziening van 1993 kent artikel 23 van de Grondwet aan elke burger het recht toe op juridische bijstand. Dit recht is momenteel slechts effectief voor een klein deel van de bevolking, met name de personen die onvermogend zijn en bijgevolg toegang hebben tot de rechtsbijstand georganiseerd door de artikelen 508/1 tot 508/23 van het Gerechtelijk Wetboek.

#### Project 7: Luisterbereidheid en opvang slachtoffers

##### Deelproject 7.1: Slachtofferonthaal

Naast de politiële slachtofferbejegening omschrijft de ministeriële richtlijn van 15 september 1997 inzake het onthaal van slachtoffers op parketten en rechtbanken de rol en de kerntaken van de personen die moeten instaan voor een correct onthaal.

Deze richtlijn wordt momenteel geëvalueerd. Een nieuwe tekst wordt voorbereid en besproken met de betrokken instanties.

Justitieassistenten slachtofferonthaal stellen vast dat alles wat met slachtoffers te maken heeft, wordt doorgeschoven naar slachtofferonthaal terwijl men in een aantal gevallen zelf een afdoend antwoord zou kunnen geven. Niet minder dan 35 % van de tussenkomsten betreffen immers de stand van het dossier en de algemene gerechtelijke procedure.

Indien het parketsecretariaat en de griffie, ondersteund door een doorgedreven informatisering, deze aspecten zou kunnen overnemen, zou een veel grotere groep slachtoffers bereikt worden dan momenteel het geval is met het huidige personeelskader. De ministeriële richtlijn inzake slachtofferonthaal omschrijft de rol van « alle personeelsleden van het parket en de rechtbank » echter zeer vaag en algemeen. Er is dus nood aan een zeer concrete omschrijving van deze opdrachten die tot op heden nooit vertaald werden naar de dagelijkse praktijk van de diverse medewerkers van het gerechtelijk apparaat. Vele medewerkers van justitie zouden dan ook voordeel hebben bij een concrete handleiding, een soort vademecum voor het slachtofferonthaal. Het zou magistraten en administratie meer duidelijkheid verschaffen over hoe ze in

quant aux méthodes à suivre pour mieux accueillir et informer la victime dans les différentes phases de la procédure. Il serait donc un instrument précieux pour les assistants de justice en formation ainsi que dans leurs fonctions quotidiennes de sensibilisation. La mise au point d'un tel instrument est dès lors utile.

Vu l'effectif actuel des assistants de justice pour l'accueil aux victimes, ces services sont obligés de rendre de plus en plus sévères les critères de sélection en matière d'accueil. La crainte de ne pas atteindre les objectifs initiaux des services de l'accueil aux victimes deviendra réalité si l'ensemble des tâches n'est pas adapté au cadre du personnel.

Malgré tous les efforts déjà réalisés et les réformes en faveur des victimes, il est nécessaire que d'autres initiatives soient prises pour améliorer sensiblement la position de la victime pendant la phase d'instruction préparatoire et au cours de l'audience. En effet, un accueil correct et une diffusion claire de l'information à ce stade de la procédure a un impact positif sur l'analyse des faits. Une telle reconnaissance de l'état de victime dans la première phase de la procédure judiciaire est la base essentielle pour donner toutes les chances de réussite aux initiatives orientées vers la réparation au moment de l'exécution de la peine.

Au sein de chaque parquet, des locaux d'accueil appropriés devront être aménagés pour accueillir les victimes. Il faudra en tenir compte dans la construction de nouveaux palais de justice, mais également lorsqu'il n'est pas question de nouvelle construction.

#### Sous-projet 7.2.: Première assistance en faveur des victimes

Il serait judicieux de mettre sur pied un groupe de travail qui pourrait développer un nombre d'idées pour introduire une première assistance aux victimes aux parquets et aux greffes. Aux Pays-Bas, par exemple, une «cellule victime» a été créée auprès du parquet et est composée d'un personnel administratif chargé de la correspondance avec les victimes. Cette cellule administrative veille à ce qu'une victime soit mise en contact avec le magistrat si celle-ci en fait la demande et d'orienter la victime vers un service d'aide si nécessaire. Les dépliants d'information pour les victimes doivent être diffusés à partir de ce service.

#### Sous-projet 7.3.: Dernier hommage à rendre au défunt

La directive ministérielle du 16 septembre 1988 concernant un dernier hommage à rendre au défunt en cas d'intervention des autorités judiciaires vise à harmoniser les comportements des autorités judiciaires à l'égard des victimes et des proches. À cet effet,

de verschillende fasen van de gerechtelijke procedure het slachtoffer beter kunnen opvangen en informeren. Voor de justitieassistenten zou het een zeer bruikbaar instrument zijn op vormingsmomenten en bij hun dagelijkse sensibiliseringenfunctie. Het op punt stellen van een dergelijk instrument is dan ook noodzakelijk.

Het huidig personeelsbestand van de justitieassistenten slachtofferonthaal noopt deze diensten om de selectiecriteria waarin slachtofferonthaal tussenkomt hoe langer hoe scherper te stellen. De vrees dat aan de oorspronkelijke doelstellingen van de diensten slachtofferonthaal niet meer kan gewerkt worden zal realiteit worden wanneer het takenpakket niet afgestemd wordt op het personeelskader.

Ondanks alle reeds geleverde inspanningen en hervormingen ten voordele van slachtoffers is het noodzakelijk dat er tijdens de fase van het vooronderzoek en van de terechting nog veel bijkomende initiatieven worden genomen om de positie van het slachtoffer daadwerkelijk te verbeteren. Een goede opvang en een duidelijke informatieverstrekking in deze fase van de gerechtelijke procedure heeft immers een positieve impact op de verwerking van de feiten. Dergelijke erkenning van het slachtofferschap in de eerste fase van de gerechtelijke procedure is een noodzakelijke basis om herstelgerichte initiatieven op het moment van de strafuitvoering alle kans op slagen te geven.

Op elk parket zullen in dat opzicht aangepaste ontvangstruimtes nodig zijn voor de opvang van slachtoffers. Bij de bouw van nieuwe gerechtsgebouwen dient hiermee rekening te worden gehouden. Maar ook wanneer er geen sprake is van nieuwbouw zal men hiermee rekening moeten houden.

#### Deelproject 7.2: Slachtofferbejegening

Het is zinvol een werkgroep op te richten die een aantal ideeën kan uitwerken om de slachtofferbejegening meer ingang te doen vinden bij de parketten en de griffies. Zo wordt in Nederland bijvoorbeeld gewerkt met een «slachtoffercel» in het parket die bestaat uit administratieve krachten die alle briefwisseling aan de slachtoffers verzorgen. Deze administratieve cel zorgt ervoor dat een slachtoffer met de magistraat in contact komt als dat de vraag is en verwijzen het slachtoffer door naar de hulpverlening indien nodig. Folders met informatie voor slachtoffers worden vanuit deze dienst verspreid.

#### Deelproject 7.3: Waardig afscheid nemen

De ministeriële richtlijn van 16 september 1998 inzake het waardig afscheid nemen van een overledene in geval van interventie door de gerechtelijke overheden, wil het optreden van de gerechtelijke overheden ten aanzien van slachtoffers en hun nab-

elle décrit le rôle et les missions des personnes chargées d'assurer un accueil, une information et un encadrement corrects des proches.

Des problèmes subsistent en ce qui concerne les scellés administratifs, l'organisation de l'accueil des proches dans les institutions de médecine légale, l'organisation pratique de la première assistance des proches et la formation des services de police en matière de communication de mauvaises nouvelles.

Comme le prévoit la directive, elle fera l'objet d'une évaluation encore cette année (deux ans après son entrée en vigueur). En effet, il est très important pour les proches de pouvoir rendre un dernier hommage tant avant qu'après l'autopsie. De plus, le local d'accueil de chaque institut de médecine légale ainsi que les endroits où sont effectuées les autopsies ont grand besoin d'être rénovés. Il est aussi très important de fournir immédiatement aux parents des informations correctes sur les résultats de l'autopsie avec l'accord des magistrats compétents ainsi que sur ce qui s'est passé. Ils finiront tout de même par apprendre la vérité lors du procès.

#### Sous-projet 7.4.: Droits des victimes

La loi du 12 mars 1998 relative à l'amélioration de la procédure pénale au stade de l'information et de l'instruction a un impact important sur le déroulement de l'instruction préparatoire en matière pénale. La loi prévoit un certain nombre de droits qui s'appliquent (également) aux victimes d'infractions. Il est important que les droits octroyés par la « Loi Franchimont » aux victimes soient portés activement à la connaissance des victimes avant et au cours de la procédure. Entre les arrondissements judiciaires, il existe de grandes disparités au niveau des coûts de constitution de partie civile (la caution à verser). Une uniformisation et une tarification s'imposent.

### 6.3. L'arrière judiciaire

Outre l'élaboration d'une vision à long terme, il y a lieu de prendre directement des mesures pour endiguer l'arrière judiciaire. Le leitmotive sera de relever la qualité de la justice de première ligne et de s'attaquer en priorité à l'arrière judiciaire. Il convient également de veiller en priorité à la nomination de magistrats du siège et du parquet dans les cadres actuellement vacants. Des solutions devront être en particulier dégagées pour le tribunal de première instance de Bruxelles.

#### Projet 8: Analyse de l'ampleur et des causes de l'arrière

Il sera du ressort du Conseil Supérieur de la Justice de prendre des initiatives, de formuler des proposi-

staanden harmoniseren. Hiertoe omschrijft de richtlijn de rol en de opdrachten van de personen belast met het onthaal, de opvang, de informatieverlening aan en de gepaste bejegening van de nabestaanden.

Er blijven problemen bestaan inzake de administratieve verzegelingen, de organisatie van het onthaal van nabestaanden bij de instituten voor wetelijke heelkunde, de praktische organisatie van de bejegening van de nabestaanden en de vorming van de politiediensten voor het melden van het slechte nieuws.

Zoals de richtlijn het voorziet, zal ze dit jaar nog worden geëvalueerd (na twee jaar werking). Zo is het voor de nabestaanden zeer belangrijk dat zij zowel voor als na de autopsie het recht hebben op afscheid nemen. Bovendien moet de onthaalruimte in elk medico-legaal instituut en de toestand van de autopseruimtes nog veel verbeterd worden. Ook het belang van onmiddellijke en correcte informatie aan de ouders, met akkoord van de bevoegde magistraat, over de resultaten van de autopsie en wat gebeurde is zeer belangrijk. Uiteindelijk komen zij de waarheid toch te weten tijdens het proces.

#### Deelproject 7.4: Slachtofferrechten

De wet van 12 maart 1998 tot verbetering van de strafrechtspleging in het stadium van het opsporings-onderzoek en het gerechtelijk onderzoek heeft een belangrijke impact op het verloop van het vooronderzoek in strafzaken. De wet voorziet in een aantal rechten die (ook) gelden voor de slachtoffers van misdrijven. Het is belangrijk dat de rechten die de « Wet Franchimont » toekent aan de slachtoffers ook op een actieve manier aan de slachtoffers worden kenbaar gemaakt vóór en tijdens de procedure. Tussen de gerechtelijke arrondissementen bestaan opvallend grote verschillen in de kosten van burgerlijke partijstelling (de borgsom die moet worden gestort). Een uniformering en tarifering dringen zich op.

### 6.3. De gerechtelijke achterstand

Naast het ontwikkelen van een lange termijnvisie dient werk te worden gemaakt van enkele maatregelen die de gerechtelijke achterstand moeten indijken. Daarbij zal het leidmotief zijn het verhogen van de kwaliteit van de eerstelijnsrechtspraak en het prioritair bestrijden van de gerechtelijke achterstand. Er moeten eveneens bij voorrang magistraten van de zetel en van het parket worden benoemd en dit binnen het bestaande personeelskader. Oplossingen moeten in het bijzonder worden gevonden voor de rechtbank van eerste aanleg te Brussel.

#### Project 8: Analyse omvang en oorzaken achterstand

Het zal behoren tot de opdracht van de Hoge Raad voor de Justitie om initiatieven uit te werken en

tions pour suivre en permanence l'évolution des affaires entrantes et sortantes de chaque juridiction, de mettre au point une méthode afin de mesurer l'ampleur du travail et d'évaluer l'organisation de chaque juridiction. A l'aide de ces données, le Conseil sera à même de préconiser des mesures visant à résorber l'arriéré. Des facteurs très hétérogènes peuvent expliquer cet arriéré judiciaire : la désorganisation des services, l'incompétence, la négligence ou un manque de personnel.

#### Projet 9: Répartition du volume de travail et mobilité

Le chef de corps doit être responsabilisé. Il devra veiller à ce que certains n'abusent pas de la bonne volonté des autres.

Les tâches ne seront pas seulement réparties par rapport au volume mais également en fonction de la spécialisation. Le seul but de cette répartition est de motiver les magistrats. Et grâce à la mobilité, les magistrats pourront travailler là où il y a urgence.

#### Projet 10: Réforme de la procédure judiciaire

##### Sous-projet 10.1.: Procédure en matière d'opposition et de requête unilatérale

La réforme de la procédure en matière d'opposition et de requête unilatérale est un des points qui mérite notre attention. Ces deux procédures feront l'objet d'une étude scientifique.

##### Sous-projet 10.2: Délais fixés pour le dépôt des conclusions

Un autre point qui peut faire l'objet d'une réforme fondamentale concerne les délais fixés pour le dépôt des conclusions. Les travaux préparatoires parlementaires afférents à la loi du 3 août 1992 montrent que l'arriéré judiciaire est à attribuer d'une part au comportement des parties au procès et d'autre part à une magistrature qui n'a pas réagi assez fermement pour couper court à ces attitudes. La modification de la loi précitée peut, dix années après, faire à nouveau l'objet d'une évaluation. La première question est de savoir si son ratio legis est suffisamment marqué. Le cas échéant, on plaidera pour une plus grande implication du juge dans la procédure civile. Deuxièmement, il y a lieu de s'attaquer à un nombre de problèmes d'application afin de parvenir à une jurisprudence uniforme, comme la loi du 23 mars 1995 s'y est déjà appliquée.

##### Sous-projet 10.3.: Arbitrage et médiation

Outre la rationalisation des procédures pour les cours et tribunaux, et en référence à la médiation en

voorstellen te formuleren om op permanente wijze voor ieder rechtscollege de evolutie van inkomende en uitgaande zaken op te volgen, een methode van werklastmeting uit te werken, een organisatorische evaluatie van ieder rechtscollege op te maken en aan de hand van deze verschillende elementen maatregelen ter sanering te adviseren. De gerechtelijke achterstand kan inderdaad aan de meest diverse factoren te wijten zijn: desorganisatie der diensten, onbekwaamheid, nalatigheid of gewoon onderbezetting.

#### Project 9: Verdeling werkvolume en mobiliteit

De korpsoverste dient geresponsabiliseerd te worden. Hij moet er over waken dat sommigen de bereidwilligheid van anderen niet misbruiken.

De taken moeten niet alleen naar volume billijk worden verdeeld, er moet ook gestreefd worden naar specialisatie. Deze beide punten zullen de magistraten enkel maar motiveren. Door mobiliteit wordt er naar gestreefd magistraten te kunnen inzetten waar de nood zich het meest laat voelen.

#### Project 10: Herziening gerechtelijke procedure

##### Deelproject 10.1: Procedure op verzet en op éénzijdig verzoekschrift

Eén van de punten die de nodige aandacht verdient, betreft de hervorming van de procedure op verzet en op éénzijdig verzoekschrift. Beiden zullen het voorwerp uitmaken van het nodige wetenschappelijk onderzoek.

##### Deelproject 10.2: Termijnen neerleggen conclusies

Een ander punt dat het voorwerp kan uitmaken van een grondige herziening betreft de termijnen die voorzien zijn voor het neerleggen van conclusies. Tijdens de parlementaire voorbereidingen van de wet van 3 augustus 1992 werd gewezen op het feit dat de gerechtelijke achterstand te wijten was aan de houding van de partijen in een geding en evenzeer aan een magistratuur die te weinig kordaat optrad tegen deze attitudes. Tien jaar later kan de voormalde wetswijziging opnieuw geëvalueerd worden. De eerste vraag stelt zich daarbij of haar ratio legis voldoende tot uiting komt. Desgevallend kan men pleiten voor een nauwere betrokkenheid van de rechter bij de procesgang in burgerlijke zaken. Ten tweede dient men een aantal knelpunten aan te pakken die zich voordoen bij de toepassing teneinde een éénvormige rechtspraak te bekomen, zoals dit reeds gebeurde door de wet van 23 maart 1995.

##### Deelproject 10.3: Arbitrage en bemiddeling

Naast het stroomlijnen van de procedures voor de hoven en rechtbanken, en met verwijzing naar de

matière pénale et familiale, il y a lieu de réfléchir à des formes de résolutions alternatives de conflits, tels que l'arbitrage ad hoc et une résolution de conflits plus systématique dans des commissions de conciliation et des commissions de litiges dans des secteurs bien spécifiques. La rapidité, la souplesse, l'expertise sectorielle et un faible seuil financier en seront les atouts essentiels rendant ces procédures adaptées à résoudre les conflits mineurs. On devra toutefois veiller à un trop grand éparpillement de la 'jurisprudence'. Il faudra donc positionner ces commissions dans une plus grande structure avec la transparence et la visibilité nécessaires.

#### **Projet 11: Davantage de performance lors de l'expertise judiciaire**

En rapport avec la réforme de l'expertise judiciaire, il est opportun de se référer à l'article 991 du Code judiciaire qui prévoit que les cours et les tribunaux peuvent établir des listes d'experts, conformément aux règles fixées par le Roi. Un arrêté royal est prévu bien qu'à l'heure actuelle, aucun arrêté royal visant à déterminer les critères auxquels doivent répondre les listes d'experts n'a été pris pour exécuter l'article précité. Ce retard est à attribuer aux difficultés à définir des critères qui doivent être acceptés dans leur généralité par les différents groupes professionnels.

Afin de garantir la qualité des experts juridiques et d'encourager un déroulement efficace et juridiquement correct de l'expertise, il conviendra de veiller à ce que des personnes soient désignées en qualité d'experts, bénéficiant d'une expérience utile, d'une formation et d'une instruction sérieuses en matière d'expertise judiciaire, connaissant les réglementations judiciaires spécifiques à ce domaine et dont l'intégrité ne peut être mise en doute. Il va sans dire qu'on peut également épingle le rôle de l'Institut National de Criminalistique dans le cadre de ce projet. En ayant davantage recours à cette expertise, on permettra ainsi de réduire les dépens.

#### **6.4. Une administration judiciaire simple, efficace et performante**

##### **Projet 12: Automatisation**

Un projet d'automatisation est à l'étude en vue d'une part d'harmoniser la circulation d'argent dans les services judiciaires aux moyens de paiement actuels et d'autre part de la sécuriser. Une très grande attention sera portée à l'application de la signature

bemiddeling in straf- en familiezaken, dient eveneens gereflecteerd te worden over vormen van alternatieve geschillenbeslechting, zoals ad hoc arbitrage en meer systematische geschillenbeslechting in de schoot van verzoeningscommissies en commissies voor geschillen in bepaalde specifieke sectoren. Snelheid, soepelheid, sectoriële expertise en een lage financiële drempel zijn daarbij belangrijke troeven, en maken deze procedures geschikt voor de beslechting van kleinere geschillen. Tevens moet echter gewaakt worden over een te verregaande versnippering van 'rechtspraak'. Het is derhalve noodzakelijk deze commissies te plaatsen in een ruimer gestructureerd kader met de nodige transparantie en zichtbaarheid naar de burger toe.

#### **Project 11: Meer performantie in de gerechtelijke expertise**

Met betrekking tot de hervorming van de gerechtelijke expertise is het gepast te verwijzen naar artikel 991 van het Gerechtelijk Wetboek dat voorziet dat hoven en rechtbanken lijsten van deskundigen mogen opmaken, overeenkomstig de regels die de Koning bepaalt. Er zal worden voorzien in een koninklijk besluit betreffende de lijsten van deskundigen in gerechtszaken. Er is tot op heden geen koninklijk besluit uitgevaardigd ter uitvoering van vooroemd artikel en dus ter bepaling van de criteria die de opstelling van de lijsten van deskundigen moet beheersen. Dit is te wijten aan de moeilijkheid om criteria uit te werken, die algemeen aanvaard worden door de verschillende beroepsgroepen.

Teneinde de kwaliteit van de gerechtsdeskundigen te waarborgen en het efficiënt en juridisch correct verloop van het deskundigenonderzoek te bevorderen, dient erover gewaakt te worden dat als gerechtelijk expert enkel personen kunnen worden aangesteld die beschikken over een werkelijke ervaring in het betrokken domein, over een gedegen vorming en opleiding inzake gerechtelijke expertise, die kennis hebben van de specifieke rechtsregels ter zake, en waarvan de integriteit niet kan betwijfeld worden. Het spreekt voor zich dat er in het kader van dit project ook mag worden verwezen naar de rol van het Nationaal Instituut voor Criminalistiek. Door meer gebruik te maken van deze expertise kunnen de gerechtskosten worden gedrukt.

#### **6.4. Een eenvoudige, efficiënte en performante gerechtelijke administratie**

##### **Project 12: Automatisering**

Om het geldverkeer in de gerechtelijke diensten af te stemmen op de eigentijdse betaalmiddelen, en te beveiligen, dient de studie van het opgestart automatiseringsproject te worden gefinaliseerd. Aan de toepassing van de digitale handtekening zal de volle aan-

digitale afin d'optimiser les actes administratifs et procéduraux.

Une gestion de l'informatique, constructive, professionnelle et structurée, devrait remédier aux difficultés de transmission d'informations et de communication entre les services de justice dont l'origine se trouve dans la juxtaposition de divers projets. Pour assurer le rendement et le maintien de l'informatisation, il est opportun d'envisager un soutien professionnel aux utilisateurs et de prévoir la mise à disposition de gestionnaires de système spécialisés (grade particulier).

#### Projet 13: Administration dynamique

Pour améliorer de manière significative le contrôle du rendement et le fonctionnement rationnel des services, stimuler l'uniformité des méthodes de travail, optimaliser l'utilisation des moyens et organiser une meilleure communication fonctionnelle entre l'administration, la hiérarchie et le terrain, il y a lieu de suivre avec attention les informations et les indications recueillies au moyen d'audits et des techniques de radioscopie. On cherchera à créer un organe de gestion et de contrôle administratif dans le cadre d'une meilleure surveillance de la qualité et du rendement de tous les services.

Par souci d'un management correct des greffes et parquets, des mesures peuvent être élaborées pour assurer une collaboration harmonieuse axée sur les résultats entre l'administration centrale et les services judiciaires, en particulier les greffiers en chef et les secrétaires. Lors de la préparation des nouvelles initiatives, de la législation et des procédures, il est souhaitable que la cellule de coordination de l'administration centrale planifie un scénario afin d'impliquer à temps du personnel de terrain et de prévenir les problèmes pratiques.

La cellule statistique du département sera chargée d'analyser les activités des services judiciaires et d'automatiser davantage la collecte de données statistiques. Les résultats obtenus doivent permettre de mesurer la charge de travail, d'évaluer le rendement, de rechercher les points délicats et de mentionner avec précision l'arriéré éventuel.

#### Projet 14.: Télécommunication

Une modernisation technique de la procédure judiciaire s'inscrit parfaitement dans ce projet. Un excellent moyen pour y parvenir est d'utiliser les nouveaux moyens de télécommunication, entre autres le fax et le e-mail. Dans notre société actuelle, ces moyens de communication sont indispensables et nous sommes amenés à les utiliser plusieurs fois par jour. Il ressort néanmoins que notre appareil judiciaire n'a en sa

dacht worden voorbehouden om het verloop van de administratieve en de processuele handelingen te optimaliseren.

Aan de belemmering van de gegevensoverdracht en de communicatie tussen de justitiële diensten, voortvloeiend uit het naast elkaar bestaan van diverse projecten, kan worden verholpen door een constructief, professioneel en gestructureerd informaticabeleid. Om het rendement en de instandhouding van de informatisering te verzekeren, is het aangewezen een professionele ondersteuning van de gebruikers en de beschikbaarheid over gespecialiseerde systeembeheerders (bijzondere graad) te voorzien.

#### Project 13: Dynamische administratie

Om het toezicht op het rendement en de rationele werking van de diensten te verbeteren, de éénvormigheid van werklijnen te stimuleren, de aanwending van middelen te optimaliseren en de functionele communicatie tussen bestuur, hiërarchie en werkfeld beter te organiseren, zal ruime aandacht worden voorbehouden aan de informatie en de aanwijzingen verstrekt door auditing en doorlichtingstechnieken. De oprichting van een administratief beheers- en controleorgaan zal worden onderzocht in het bestek van een betere kwaliteits- en rendementsbewaking van alle diensten.

Maatregelen kunnen worden uitgewerkt om een resultaatsgerichte en accurate samenwerking tussen het centraal bestuur en de gerechtelijke diensten, in het bijzonder de hoofdgriffiers en secretarissen te verwezenlijken in het belang van een goed management van de griffiers en de parketten. Bij de voorbereiding van nieuwe initiatieven, wetgeving en procedures zou het aangewezen zijn dat een coördinatiecel van het centraal bestuur een scenario-planning vastlegt ten einde personen uit het werkfeld tijdig in te schakelen en praktische problemen te voorkomen.

De cel beheersstatistieken van het departement zal de analyse van de werkzaamheden van de gerechtelijke diensten doorvoeren en de statistische gegevensverzameling verder automatiseren. De verworven resultaten moeten metingen inzake werklast, beoordeling van het rendement, opsporing van knelpunten en nauwkeurige duiding van mogelijke achterstand toelaten.

#### Project 14: Telecommunicatie

Een technische modernisering van de gerechtelijke procedure past perfect binnen dit kader. Een uitstekend middel hiervoor is het gebruik van nieuwe telecommunicatiemiddelen waaronder de fax en de e-mail. In onze huidige samenleving zijn deze communicatiemiddelen onmisbaar en maken we er dagelijks meermalen gebruik van. Het blijkt echter enkel ons justitieel apparaat te zijn dat deze middelen nog niet

possession que très peu de moyens, voire pas du tout. Pour parer à ce manque, nous souhaitons procéder le plus rapidement possible à la modernisation de l'appareil. L'introduction de ces outils dans la procédure judiciaire entraînera la réduction d'une part importante de la charge de travail des tribunaux et permettra au justiciable et au juge de réagir plus rapidement.

C'est pourquoi chaque initiative en cette matière sera soutenue. De plus, dans un délai très court, il sera mis sur pied un groupe de travail qui discutera de ces initiatives et examinera quelles adaptations sont à apporter sur le plan législatif pour mener à bien la réalisation de ces projets.

## 6.5. Le personnel de l'organisation judiciaire

Une organisation flexible et performante des services judiciaires suppose une politique du personnel cohérente et objective. Une meilleure sélection et formation devront en être les fils conducteurs en permanence. Les responsables des services devront, en concertation avec leur personnel, sans cesse être stimulés pour mettre en œuvre des changements et apporter de nouvelles idées. La politique s'appliquera, en collaboration avec l'administration centrale, à mettre des moyens à disposition en vue du bon fonctionnement de l'administration judiciaire et sera vigilante aux signaux du personnel de terrain.

### Projet 15: Greffiers et secrétaires de parquet

L'intention du législateur de donner, par la loi du 17 février 1997, une nouvelle dimension aux tâches des greffiers et des secrétaires de parquet, de développer une formation sérieuse et d'envisager un brevet de direction pour les fonctions dirigeantes, était restée lettre morte. La priorité est désormais de revaloriser les tâches et le statut des greffiers et des secrétaires de parquet.

Conformément aux attentes actuelles quant au profil des greffiers et des secrétaires de parquet, ces fonctions comporteront une nouvelle dimension et de nouvelles tâches. Cet exercice doit permettre d'octroyer une plus-value qualitative et fonctionnelle à cette catégorie importante de collaborateurs de l'ordre judiciaire chargés notamment de l'importante mission de coordonner, de contrôler et de permettre efficacement le déroulement de la procédure. Un engagement optimal de ces personnes peut permettre de décharger partiellement les magistrats des tâches qui ne consistent pas à rendre la justice et peut permettre de renforcer le bon fonctionnement des services judiciaires et d'accélérer l'administration de la justice. Les critères de sélection et les exigences en matière de formation seront adaptés pour rapprocher davantage les fonctions de greffier et de secrétaire de parquet des fonctions intrinsèquement importantes qui leur sont réservées. La valorisation des tâches et

of slechts zeer miniem in gebruik heeft. Om hieraan te verhelpen willen we zo spoedig mogelijk werk maken van een modernisering. De invoering van deze middelen binnen de gerechtelijke procedure zal een belangrijke ontlasting van de werklast van de rechtbanken met zich brengen en zal de rechtsonderhorige en de rechter in staat stellen veel sneller te reageren.

Elk initiatief in dit verband zal dan ook worden gesteund. Bovendien zal binnen zeer korte termijn een werkgroep worden opgericht waarbinnen deze initiatieven zullen worden besproken en zal worden nagegaan welke aanpassingen op wetgevend vlak vereist zijn om deze projecten uitvoerbaar te maken.

## 6.5. Het personeel van de rechterlijke organisatie

Een flexibele en performante organisatie van de gerechtelijke diensten veronderstelt een coherent en geobjectiveerd personeelsbeleid. Betere selectie en vorming zullen een constante leidraad vormen. De dienstverantwoordelijken moeten, in overleg met hun personeel, voortdurend gestimuleerd worden om veranderingen door te voeren en nieuwe ideeën aan te brengen. Het beleid zal in samenwerking met het centraal bestuur ijveren om de middelen ter beschikking te stellen die de goede werking van de gerechtelijke administratie ondersteunt en zal alert inspelen op signalen van het werkveld.

### Project 15: Griffiers en parketsecretaris

Het voornemen van de wetgever om middels de wet van 17 februari 1997 een nieuwe dimensie toe te voegen aan de taken van de griffiers en parketsecretarissen, een degelijke vorming uit te bouwen en een directebrevet te overwegen voor de leidinggevende functies, bleef oningevid. Voorrang wordt nu verleend aan een reële opwaardering van de taken en het statuut van griffiers en parketsecretarissen.

Overeenkomstig eigentijdse profielverwachtingen voor de ambten van griffier en parketsecretaris zal een nieuwe dimensie worden gegeven aan het ambt en nieuwe taken worden geëxpliciteerd. Deze oefening moet toelaten een kwalitatieve en functionele meerwaarde te verlenen aan dit aanzienlijk segment medewerkers van de rechterlijke orde die o.m. als belangrijke opdracht hebben de procesvoering efficiënt te begeleiden, te bewaken en te helpen uitvoeren. Door hun geoptimaliseerde inzet kunnen de magistraten deels worden onlast van niet-rechtsprekende opdrachten, de accurate werking van de gerechtelijke diensten worden versterkt en het verloop van de rechtsbedeling worden bespoedigd. De selectiecriteria en de vormingsvereisten zullen worden aangepast om het ambt van griffier en parketsecretaris nauwer te laten aansluiten bij de intrinsiek belangrijke taken die hen zijn voorbehouden. Door de opwaardering van de taken en de aanpassing van het

l'adaptation du statut rendront les fonctions attrayantes aux yeux des diplômés en droit.

Un groupe de travail sera chargé de la programmation et de l'organisation et de la formation initiale et permanente de tous les membres du personnel des greffes et des parquets.

La création d'un conseil fédéral des greffiers et des secrétaires de parquet offrira à ces fonctionnaires un organe de concertation et de consultation avec les autorités, par analogie aux magistrats.

Le droit disciplinaire à l'égard des greffiers, des secrétaires de parquet et du personnel des greffes et parquets sera retouché en propriété absolue, par analogie au nouveau droit disciplinaire à l'égard de la magistrature.

En ce qui concerne les services judiciaires soumis à la réglementation en matière de bilinguisme, une révision des normes s'impose suite à la loi sur l'emploi des langues en matière judiciaire. L'objectif est de remplir effectivement les cadres du personnel et de répondre à la demande d'une carrière correcte pour le personnel concerné en procédant à un remaniement adapté aux exigences fonctionnelles pour un bon fonctionnement des services.

#### Projet 16: Référendaires et juristes de parquet

On procédera rapidement au recrutement sous contrat de référendaires et de juristes de parquet dans diverses juridictions en vue d'apporter une aide juridique aux magistrats. À cette fin, la justification des besoins locaux et l'enveloppe budgétaire devront être pris en considération.

L'examen prévu dans la loi sera organisé dès la mise en place du Conseil Supérieur de la Justice. La détermination d'un cadre fixe et la régularisation via des recrutements statutaires peuvent déjà faire l'objet d'une étude. Des recrutements contractuels doivent être rendus possibles en fonction des qualifications particulières comme par exemple des fiscalistes, des comptables et autres dans le cadre de la lutte contre la criminalité en col blanc, la criminalité organisée et les délits liés à l'environnement en particulier.

#### Projet 17: L'approche des délits graves liés à l'environnement

En concertation avec le Collège des procureurs généraux, des magistrats de parquet spécialisés seront désignés à titre définitif pour cette matière, aussi bien dans les parquets de première instance que dans les parquets généraux. Ils formeront une cellule environnementale. L'importance de ces cellules devra être

statutuaal het ambt opnieuw aan aantrekkelijkheid winnen voor de juridisch geschoolden.

Een werkgroep moet gelast worden met de programmering en organisatie van de initiële en permanente vorming van alle personeelsleden van de griffies en de parketten.

Door de oprichting van de federale raad van griffies en parketsecretarissen zal voor de betrokken functionarissen, naar analogie met de magistraten, een overleg- en consultatieorgaan met de overheid worden gecreëerd.

Met absolute voorrang wordt het tuchtrecht voor de griffies, de parketsecretarissen en het personeel van de griffies en parketten herschreven naar analogie met het vernieuwde tuchtrecht voor de magistratuur.

Wat betreft de gerechtelijke diensten onderworpen aan de reglementering inzake tweetaligheid dringt zich een herziening op van de normen voortspruitend uit de wet op het gebruik van de talen in gerechtszaken. Door een herschikking afgestemd op de functionele vereisten voor een goede werking van de diensten wordt de effectieve invulling van de personeelskaders en de aanspraak op een verantwoorde loopbaan voor het betrokken personeel nagestreefd.

#### Project 16: Referendarissen en parketjuristen

De aanwerving op arbeidsovereenkomst van referendarissen/parketjuristen bij diverse rechtsmachten, met het oog op het verlenen van juridische bijstand aan magistraten, wordt versneld uitgevoerd. Daarbij wordt uiteraard rekening gehouden met de verantwoording van de lokale behoeften, en de voorbehouden budgettaire enveloppe.

Na de installatie van de Hoge Raad voor de Justitie zal onverwijld het bij wet voorgeschreven examen worden georganiseerd. De uittekening van een vast kader en de regularisering via statutaire aanwervingen kan inmiddels worden voorbereid. Het moet ook mogelijk zijn om contractuele aanwervingen te doen in functie van bijzondere kwalificaties zoals bijvoorbeeld fiscalisten, boekhouders en anderen in het kader van de bestrijding van de witteboorden-criminaliteit, de georganiseerde misdaad en de milieudelicten in het bijzonder.

#### Project 17: De aanpak van zware milieudelicten

In overleg met het College van procureurs-generaal zullen gespecialiseerde parketmagistraten aangewezen worden, zowel binnen de parketten van eerste aanleg als binnen de parketten-generaal. Deze moeten worden ondergebracht in een milieucel. De omvang van deze cellen dient naargelang het gerechtelijk

adaptée en fonction de la charge de travail de l'arrondissement judiciaire en matière de délits liés à l'environnement.

De surcroît, un magistrat d'assistance sera désigné et assistera le Collège des procureurs généraux dans la problématique de la criminalité environnementale. En ce qui concerne le développement de la politique en matière de criminalité environnementale, ce magistrat d'assistance sera sous l'autorité et la direction du procureur général de Bruxelles étant donné que cette matière spécifique de la criminalité environnementale lui a été conférée par arrêté royal du 6 mai 1997.

Sur base des données statistiques sur la charge de travail (à l'étude) en matière de délits liés à l'environnement près les cours et tribunaux, il sera décidé si des chambres spéciales doivent être légalement créées au sein de ces juridictions ou si l'on peut se contenter du fait que, comme c'est déjà le cas dans certains lieux, via une répartition du travail interne, les affaires environnementales soient attribuées à une chambre bien spécifique.

arrondissement te worden aangepast aan de (te verwachten) case-load met betrekking tot milieudelicten.

Daarenboven zal er een bijstandsmagistraat worden aangeduid die het College van procureurs-generaal zal bijstaan inzake de problematiek van de milieucriminaliteit. Deze bijstandsmagistraat zal, voor de ontwikkeling van het beleid inzake milieucriminaliteit, onder het toezicht en de leiding van de procureur-generaal te Brussel staan daar de specifieke materie van de leefmilieucriminaliteit door het koninklijk besluit van 6 mei 1997 aan deze procureur-generaal werd toebedeeld.

Op basis van de (te verwachten) case-load inzake milieudelicten bij hoven en rechtkranken, zal besloten worden of er binnen deze rechtscolleges op wettelijke basis speciale kamers worden opgericht, dan wel of het kan volstaan dat, zoals op bepaalde plaatsen reeds het geval is, middels interne werkverdeling deze milieuzaken worden toegewezen aan één welbepaalde kamer.

## 7. PROGRAMMES FEDERAUX

### 7.1. Délits avec violence

#### 1. Analyse

Bien que la plupart des délits soient commis sans armes ni violence, le recours à la violence augmente. La violence joue un rôle dans le sentiment d'insécurité subjectif et objectif du citoyen. Celui-ci se sent en effet directement concerné. Certains quartiers et certaines rues sont considérés comme dangereux.

Le programme des délits accompagnés d'actes de violence aborde les modèles criminels suivants : noyaux durs de jeunes, criminalité liée aux grandes villes en fonction du lieu où celle-ci est commise ou du domicile des auteurs, violence en rue et violence commise par des jeunes, violence au sein des familles et dans les transports en commun, « homejacking », « carjacking », violence à l'égard des indépendants, organisations sectaires nuisibles, délits avec violence à l'égard d'entreprises et leurs employés et les infractions sur la législation en matière d'armes.

#### 2. Objectifs

L'accord de gouvernement entend réduire le nombre de délits accompagnés d'actes de violence.

#### 3. Chaîne de sécurité

##### 3.1. Mesures préventives

Les causes des délits accompagnés d'actes de violence peuvent souvent être attribuées à des « mécanismes de marginalisation » sociaux et structuraux.

On entend par noyaux durs de jeunes : tant les bandes de jeunes composées de mineurs que les bandes mixtes composées d'individus mineurs et majeurs, liées ou non à un territoire ou qui recouvrent des formes spécifiques de délinquance. Aborder la problématique de ces noyaux et assurer une véritable prise en charge de leurs membres constituent déjà en soi un travail de prévention afin que les bandes ne deviennent un réservoir de recrutement pour des formes plus graves de criminalité parfois organisée.

Projet 18: Prévention de noyaux durs de jeunes (violence en rue et dans les quartiers)

Il sera demandé aussi bien aux régions et aux communautés qu'aux instances locales de prévoir d'un point de vue structurel des alternatives supplémentaires afin que ces jeunes de noyau dur puissent montrer d'une façon positive ce dont ils sont capa-

## 7. DE FEDERALE PROGRAMMA'S

### 7.1. Gewelddelicten

#### 1. Analyse

Ook al worden de meeste delicten zonder wapenvertoon noch geweld gepleegd, het gebruik van geweld neemt steeds toe. Zowel bij het subjectieve als het objectieve onveiligheidsgevoel van de burger speelt geweld een rol. Hij voelt er zich immers rechtstreeks bij betrokken. Sommige straten en buurten worden als onveilig ervaren.

In het programma gewelddelicten worden volgende criminale figuren behandeld : hardekernjongeren, criminaliteit die met grootsteden kan verbonnen worden door de plaats van uitvoering of de woonplaats van de daders, straat- en jongerengeweld, geweld in gezinnen en in het openbaar vervoer, « homejacking », « carjacking », geweld tegen zelfstandige ondernemers, schadelijke sektarische organisaties, gewelddelicten tegen ondernemingen en werknemers en inbreuken op de wapenwetgeving.

#### 2. Doelstelling

Het federaal regeerakkoord stelt de gewelddelicten te zullen terugschroeven.

#### 3. Veiligheidsketen

##### 3.1. Preventief

Bij gewelddelicten zijn de oorzaken dikwijls terug te brengen tot sociale en structurele « achteruitstellingsmechanismen ».

Onder hardekernjongeren verstaan we: zowel jeugdbendes bestaande uit minderjarigen, gemengde bendes bestaande uit minderjarigen en meerderjarigen, al dan niet territoriaal gebonden of zich toeleggend op specifieke vormen van ernstige delinquentie. Het aanpakken van de hardekernjongeren met een degelijke opvang van de leden kan op zich al preventief werken en voorkomen dat ze een recruteringsveld worden voor zwaardere vormen van soms georganiseerde criminaliteit.

Project 18: Preventie hardekernjongeren (straat- en buurtgeweld)

De gewesten en de gemeenschappen net als de lokale overheden worden verzocht te zorgen voor bijkomende structurele alternatieven zodat hardekernjongeren zich op een positieve manier kunnen waarmaken. Hierbij zal verder gebouwd worden op,

bles. À cet égard, on se basera sur les initiatives existantes qu'il faudra développer davantage. La surveillance et le contrôle social doivent également être stimulés dans les quartiers où se rencontrent les noyaux durs de jeunes. De ce fait, une partie du domaine public redeviendra à nouveau réellement publique.

#### Projet 19: Prévention de la violence au sein des familles

Plusieurs études ont démontré que la violence dans les foyers était un phénomène fréquent qui se présente sous différentes formes: violence sexuelle, violence psychologique et physique, violence entre conjoints, actes de violence commis par les parents à l'égard de leurs enfants et vice versa, violence à l'égard de membres de la famille nécessitant des soins comme les handicapés et les personnes âgées. Cette forme de violence est souvent considérée à tort comme une question relevant de la vie privée et non comme un délit accompagné d'actes de violence. Pour ce qui concerne les actions spécifiques destinées aux délits à caractère sexuel, il est renvoyé au chapitre 6.5. Ce sont généralement les femmes et les jeunes filles qui sont victimes de la violence commise par des hommes au sein des foyers. Cette situation est la conséquence de rapports de force sociaux, historiques et inégaux qui ne peuvent être tolérés par les autorités publiques. Le point de départ d'une politique structurée et continue de lutte contre la violence au sein des familles doit dès lors se fonder sur l'égalité, l'émancipation, le partenariat et le respect mutuel entre homme et femme. Cette approche se traduira concrètement dans une série de projets distincts sur la formation et l'information, une réaction sociale réelle en termes de médiation, d'accompagnement et de répression, les droits de la victime, le traitement des auteurs ainsi que le suivi et l'évaluation de la politique à l'égard de la violence au sein des foyers.

#### Projet 20: Violence dans les transports en commun

La violence dans les transports en commun a un double impact, d'une part, sur les sociétés de transports en commun et leur personnel et, d'autre part, sur les usagers, ces deux groupes pouvant en être les victimes directes. Une large publicité est donnée au phénomène, étant donné que la population se sent étroitement concernée. En coopération avec les sociétés de transport, il s'agit d'organiser les transports publics de façon à ce que le personnel ainsi que les clients non seulement aient le sentiment d'être en sécurité, mais également qu'ils soient réellement en sécurité. Les délinquants doivent savoir qu'ils sont observés. C'est possible par le développement de mesures techniques préventives: des caméras de surveillance dans les stations, des lignes reliées directement avec le dispatching à utiliser en cas d'urgence

en overgegaan worden tot het uitbouwen van, bestaande initiatieven. Ook het toezicht en de sociale controle moet worden gestimuleerd in die wijken waar harde kernjongeren hun opwachting maken. Hierdoor wordt een deel van het publiek domein ook daadwerkelijk weer terug publiek domein.

#### Project 19: Preventie geweld in gezinnen

Uit meerdere studies blijkt dat huiselijk geweld veel voorkomt en diverse vormen aanneemt: seksueel, psychologisch en fysiek geweld, geweld tussen partners, door ouders tegenover hun kinderen en omgekeerd, geweld ten aanzien van zorgbehoefende gezinsleden zoals gehandicapten en bejaarden. Dit huiselijk geweld wordt ten onrechte vaak gezien als een privé-kwestie en niet als een geweldmisdaad. Voor wat betreft de specifieke acties ten aanzien van seksuele misdrijven wordt verwezen naar hoofdstuk 6.5. Meestal zijn vrouwen en meisjes het slachtoffer van geweldpleging binnen het gezin en wordt het geweld door mannen gepleegd. Deze situatie is het gevolg van een maatschappelijke, historisch gegroeide, ongelijke machtsverhouding die door de overheid niet kan aanvaard worden. Gelijkheid, emancipatie, partnerschap en wederzijds respect tussen mannen en vrouwen moeten dan ook het uitgangspunt vormen van een gestructureerd en continu beleid tegen gezinsgeweld. Concreet zal dit vertaald worden in een aantal afzonderlijke projecten die betrekking hebben op: vorming en informatie, een effectieve maatschappelijke reactie via bemiddeling, begeleiding en bestrafting, de rechten van de slachtoffers, de behandeling van de daders en de opvolging en evaluatie van het beleid ten aanzien van huiselijk geweld.

#### Project 20: Geweld in het openbaar vervoer

Geweldpleging in het openbaar vervoer heeft een dubbele impact enerzijds op de vervoersmaatschappijen en hun personeel en anderzijds op de gebruikers, wie van beide groepen ook het rechtstreekse slachtoffer moge zijn. Er wordt tevens een ruime publiciteit aan gegeven daar de bevolking zich nauw bij de zaak betrokken voelt. In samenspraak met de vervoersmaatschappijen dient het openbaar vervoer zo geconcieerd te worden dat het personeel zowel als de klanten zich niet alleen veilig voelen maar ook veilig zijn. Delinquenten moeten zich geobserveerd weten. Dit kan door de ontwikkeling van technopreventieve maatregelen zoals: bewakingscamera's in stations, rechtstreekse noodlijnen met de dispatching en stewards in rijtuigen. Er moet een voortdurende interactie zijn tussen het personeel van de vervoersmaat-

et des stewards dans les voitures. Il faut une interaction constante entre le personnel des sociétés de transports en commun et les services de police. Les parquets et les tribunaux doivent veiller à des poursuites et des sanctions rapides et adaptées. Seule la sécurité dans les transports en communs peut être un pilier du plan de mobilité dans le cadre d'une politique en faveur d'une circulation routière plus sûre.

#### Projet 21: Violence provenant de chiens dangereux

L'insécurité et la violence engendrée par des chiens agressifs est également un facteur d'importance. Une étude récente a démontré un important sentiment d'insécurité (objectif et subjectif) causé par la présence de chiens agressifs et est souvent lié au comportement criminel de propriétaires. Ce phénomène suscite auprès de la plupart des villes et communes belges des demandes en termes de mesures de contrôle supplémentaires. Des indices sérieux prouvent que cette forme de violence se manifeste de plus en plus en Belgique. Compte tenu de ces évolutions, le gouvernement fédéral souhaite examiner les actions suivantes: création de points de contact, gestion centralisée de l'identité des chiens, étude quant aux possibilités de réagir de façon adéquate.

#### 3.2. Répression

La police intégrée et le parquet doivent prendre la balle au bond. Une politique de répression à l'égard de tout recours à la violence doit permettre aux parquets de mener une politique adéquate. Les auteurs doivent également être effectivement poursuivis et la procédure doit déboucher sur un résultat tangible.

#### Projet 22: Répression des noyaux durs de jeunes

En ce qui concerne les noyaux durs de jeunes, le ministre de la Justice va demander à la police intégrée le rappel à la norme. Les parquets doivent réagir immédiatement et avec la même sévérité.

#### 3.3. Le suivi

En ce qui concerne le suivi, il convient de concilier les intérêts de l'auteur et de la victime. L'accueil des victimes et l'aide aux victimes jouent un rôle important à ce niveau. En outre, le fait que dans de nombreux cas l'auteur et la victime vivent dans le même quartier ou appartiennent à la même communauté de vie peut être d'autant plus traumatisant pour la victime.

Les projets relatifs à l'accueil et à l'aide aux victimes doivent se concentrer sur la criminalité violente.

schappijen en de politiediensten. De parketten en de rechtbanken dienen voor een snelle en aangepaste vervolging en bestrafing in te staan. Enkel een veilig openbaar vervoer kan een peiler van het mobiliteitsplan, binnen een veiliger verkeersbeleid, zijn.

#### Project 21: Geweld door middel van gevaarlijke honden

Ook de onveiligheid en het geweld door middel van agressieve honden zijn van belang. Een recente studie heeft aangetoond dat er bij de burgers een belangrijk gevoel van onveiligheid (objectief en subjectief) bestaat dat wordt veroorzaakt door agressieve honden gekoppeld aan het criminelen gedrag van de eigenaars. Dit roept bij het merendeel van de gemeenten en steden in België de vraag op naar aanvullende beheersingsmaatregelen. Er zijn ernstige aanduidingen dat deze vorm van geweld zich ook meer en meer manifesteert in België. In het licht van deze ontwikkelingen wil de federale regering volgende acties onderzoeken: de oprichting van meldpunten, een gecentraliseerd beheer van de identificatie van honden en een onderzoek naar de mogelijkheden tot een adequate reactie.

#### 3.2 Repressie

De geïntegreerde politie en het parket moeten dicht op de bal spelen. Een streng handhavingsbeleid ten opzichte van elk gebruik van geweld moeten de parketten toelaten een adequaat beleid te voeren. Daders moeten ook daadwerkelijk vervolgd worden en de procedure moet resulteren in een tastbaar resultaat.

#### Project 22: Repressie hardekernjongeren

De minister van Justitie zal naar hardekernjongeren toe een normstellend optreden vragen door de geïntegreerde politie. Er dient door de parketten een strenge en onmiddellijke reactie te volgen.

#### 3.3. Nazorg

Wat de nazorg betreft, dient men de belangen van dader en slachtoffer te verzoenen. Slachtofferonthaal en -zorg hebben hierin een belangrijke rol te vervullen. Bovendien kan door het feit dat dader en slachtoffer in vele gevallen tot dezelfde buurt of leefgemeenschap behoren, dit voor het slachtoffer extra traumatiserend overkomen.

De projecten inzake slachtofferonthaal en -zorg dienen zich toe te spitsen op de geweldcriminaliteit.

Dans ce domaine, les régions et les communautés possèdent des compétences non négligeables.

Outre les modèles criminels précités, il convient d'adopter une approche conforme aux projets en ce qui concerne le gardiennage et la sécurité chez les indépendants, les organisations sectaires nuisibles, les délits accompagnés de violence à l'égard des entreprises et de leurs travailleurs, y compris les « hold-up » et la violence sur les lieux de travail ainsi que les armes.

#### Projet 23: Gardiennage et sécurité chez les indépendants

Après d'audacieuses attaques lancées sur la personne et sur les biens de certains indépendants, le ministre de la Justice et le ministre de l'Intérieur ont immédiatement pris l'initiative d'organiser une Table Ronde concernant le gardiennage et la sécurité des indépendants. Cette Table Ronde aura comme prolongement une concertation entre les secteurs public et privé avec le ministre de l'Intérieur. Le Collège des procureurs généraux, le parquet fédéral, le Bureau Central de Recherche de la Gendarmerie, la Police communale représentée par sa Commission Permanente, le Secrétariat Permanent à la Politique de Prévention ainsi que l'Union des Villes et Communes poursuivront les travaux de la Table Ronde avec des partenaires privés, à savoir les associations professionnelles d'indépendants, les réseaux d'information de quartier, les secteur du gardiennage et de la sécurité, et le secteur des assurances.

Le ministre de la Justice et le ministre de l'Intérieur prennent l'initiative de définir scientifiquement la menace et de faire l'inventaire des initiatives qu'ils ont lancées. De son côté, le secteur privé fera la même chose.

#### Projet 24: Organisations sectaires nuisibles

L'enquête parlementaire qui visait à dégager une politique de lutte contre les pratiques illégales des sectes et contre les risques qu'elles constituent pour la société et pour l'individu, en particulier les mineurs, a relevé un certain nombre de dysfonctionnements et formulé des recommandations.

Les dysfonctionnements étaient les suivants: défauts au niveau du fonctionnement des parquets et des services de police et de renseignement, manquements des services des finances et des affaires sociales en matière d'information et de coordination, existence de pratiques thérapeutiques illicites et abus sur le plan médical et paramédical, insuffisance au niveau de la surveillance et de la protection des enfants dans les sectes insuffisantes et défaillances dans l'information, la formation et les structures d'accompagnement.

Hieronder hebben de gemeenschappen en de gewesten een belangrijke bevoegdheid.

Naast de hierboven behandelde criminale figuren verdienen de bewaking en beveiliging van zelfstandige ondernemers, de schadelijke sektarische organisaties, de gewelddelicten tegen de ondernemingen en de werknemers met inbegrip van de « hold-up » en het geweld op de werkplaats en de wapens een projectmatige aanpak.

#### Project 23: Bewaking en beveiliging van zelfstandige ondernemers

Na drieste overvallen op de persoon en de goederen van de zelfstandige ondernemers namen de minister van Justitie en de minister van Binnenlandse Zaken onmiddellijk het initiatief om een Ronde Tafel bewaking en beveiliging van zelfstandige ondernemers te organiseren. Deze Ronde Tafel zal in de vorm van een publiek-privaat overleg worden voortgezet met de minister van Binnenlandse Zaken. Het College van Procureurs-Generaal, het Federaal Parket, het Centraal Bureau voor Opsporingen van de Rijkswacht, de Gemeentepolitie bij monde van haar Vaste Commissie, het Vast Secretariaat voor het Preventiebeleid en de Vereniging van Steden en Gemeenten zullen met de private partners zijnde de professionele verenigingen voor zelfstandige ondernemers, de buurtinformatienetwerken, de bewakings- en beveiligingssector en het verzekeringswezen de Ronde Tafel verder zetten.

De minister van Justitie en de minister van Binnenlandse Zaken nemen het initiatief om een wetenschappelijk verantwoord dreigingsbeeld weer te geven en de door hen genomen initiatieven te inventariseren. Op haar beurt zal de privé-sector voor dit laatste gegeven hetzelfde doen.

#### Project 24: Schadelijke sektarische organisaties

Het parlementair onderzoek met het oog op de leidsvorming ter bestrijding van de onwettige praktijken van de sekten en van de gevaren ervan voor de samenleving en voor het individu, inzonderheid voor de minderjarigen, heeft een aantal disfuncties vastgesteld en aanbevelingen gemaakt.

De disfuncties waren: de gebreken in de werking van de parketten en van de politie- en inlichtingendiensten, de tekortkomingen van de diensten van financiën en sociale zaken op het stuk van de informatieverstrekking en de coördinatie, het bestaan van ongeoorloofde therapeutische praktijken en misbruiken op medisch en paramedisch vlak, een onvoldoende waakzaamheid en bescherming voor de kinderen in de sekte en tekortkomingen op het stuk van de voorlichting, de vorming en de begeleidingsstructuren.

Le ministre de la Justice se charge de l'exécution de la loi du 2 juin 1998 portant création d'un centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles et d'une cellule administrative de coordination de la lutte contre les organisations sectaires nuisibles.

Il importe en particulier que le centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles puisse commencer ses travaux; pour sa part, la cellule administrative de coordination de la lutte contre les organisations sectaires nuisibles sera chargée d'établir un plan d'action.

Ce plan d'action doit emporter l'approbation du ministre de la Justice, du ministre de l'Intérieur, du ministre des Finances, du ministre de l'Emploi et du Travail, du ministre de la Défense nationale, et du ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement.

Il sera demandé aux communautés et aux régions de poursuivre les campagnes d'information au public.

**Projet 25: Plate-forme de concertation permanente en matière de sécurité des entreprises (délits accompagnés d'actes de violence, criminalité organisée et criminalité en col blanc)**

Le 21 mars 1996, le ministre de l'Intérieur et le ministre de la Justice ainsi que la Fédération des Entreprises de Belgique ont pris conjointement l'initiative de créer une plate-forme de concertation permanente pour la sécurité des entreprises. Sur la base de cette concertation, des groupes de travail mixtes ont vu le jour, dont un chargé de la criminalité accompagné d'actes de violence a étudié le modèle criminel du hold-up. Toutefois, les anciens ministres n'ont pas pu mener cette initiative à terme.

Le ministre de la Justice et le ministre de l'Intérieur poursuivent cette concertation.

Outre le modèle criminel du hold-up, il sera également demandé à la Fédération des entreprises de Belgique de fournir un effort en ce qui concerne la criminalité sur les lieux de travail à l'égard des employés et en ce qui concerne la lutte contre les organisations sectaires nuisibles. Cet effort vaut également en ce qui concerne la criminalité organisée. Il va de soi que les autres partenaires sociaux, en particulier les syndicats, seront, eux aussi, concernés par ces questions.

Au niveau de la criminalité en col blanc, le groupe de travail mixte chargé de la criminalité économique devra prêter attention aux modèles criminels suivants: criminalité informatique, blanchiment d'argent, corruption et espionnage économique. Les membres de la magistrature et de la police intégrée

De minister van Justitie voert de wet van 2 juni 1998 houdende oprichting van een informatie- en adviescentrum inzake schadelijke sektarische organisaties en van een administratieve coördinatiecel inzake de strijd tegen schadelijke sektarische organisaties uit.

In het bijzonder dient het informatie- en adviescentrum inzake schadelijke sektarische organisaties haar werkzaamheden te kunnen aanvatten en zal de administratieve coördinatiecel inzake de strijd tegen schadelijke sektarische organisaties gelast worden een actieplan op te stellen.

Dit actieplan dient de goedkeuring weg te dragen van de minister van Justitie, de minister van Binnenlandse Zaken, de minister van Financiën, de minister van Tewerkstelling en Arbeid, de minister van Landsverdediging en de minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu.

Aan de gemeenschappen en de gewesten zal verzocht worden om de publieksvoortlichting voort te zetten.

**Project 25: Permanent overlegplatform bedrijfsbeveiliging (gewelddelicten, georganiseerde misdaad en witteboordencriminaliteit)**

Op 21 maart 1996 werd door de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Justitie samen met het Verbond van Belgische Ondernemingen het initiatief genomen om een permanent overlegplatform bedrijfsbeveiliging op te richten. In de schoot van dit overleg werd overgegaan tot het instellen van gemengde werkgroepen waaronder binnen de werkgroep geweldcriminaliteit de criminale figuur hold-up werd bestudeerd. De vorige ministers hebben dit initiatief echter niet kunnen afronden.

De minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Justitie zetten dit overleg verder.

Naast de criminale figuur van de hold-up zal aan het Verbond van Belgische Ondernemingen ook een inspanning worden gevraagd inzake de aan de werkplaats gerelateerde criminaliteit tegen de werknemers en de strijd tegen de schadelijke sektarische organisaties. Hetzelfde kan worden gesteld met betrekking tot de georganiseerde misdaad. Het spreekt voor zich dat ook de andere sociale partners, in het bijzonder de vakbonden, hier moeten in betrokken worden.

In het domein van de witteboordencriminaliteit zal binnen de gemengde werkgroep economische criminaliteit aandacht moeten worden besteed aan de criminale figuren: informaticacriminaliteit, witwassen, corruptie en economische spionage. Tevens zullen de leden van de magistratuur en de

devront par ailleurs pouvoir bénéficier d'initiatives mixtes de formation et d'apprentissage. Les entreprises devront à ce niveau fournir des efforts supplémentaires, en particulier en ce qui concerne les enquêtes financières et l'expertise en matière de comptabilité.

#### Projet 26: Armes

Dans le cadre du programme relatif aux délits accompagnés d'actes de violence, un moyen d'action important consiste à simplifier et à adapter la loi actuelle sur les armes, à savoir la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions. La prolifération et l'usage de certaines armes sont en effet intrinsèquement liés à certaines formes de criminalité accompagnée de violence.

D'une part, au niveau de la prévention, il faut freiner la prolifération d'armes à feu parmi la population. Le commerce d'armes doit faire l'objet de contrôles renforcés et les transactions illégales doivent être autant que possible empêchées. Les autorités doivent avoir une vision globale de la diffusion de ces armes en Belgique et assumer efficacement une fonction de régulation et de contrôle. D'autre part, du point de vue de la répression, il faut prévoir une extension de certaines possibilités de sanction.

Le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur et ministre des Affaires économiques vont lancer une concertation en vue d'instaurer une obligation générale d'autorisation pour toutes les armes à feu, comme c'est déjà le cas dans la plupart des États membres de l'UE conformément à l'objectif de la directive européenne 91/477.

Le citoyen doit se voir offrir la possibilité, pendant une période limitée, de régulariser la situation des armes qu'il détient illégalement ou de s'en séparer en toute impunité. Passé ce délai, la détention d'armes prohibées devra être expressément possible de sanctions pénales.

La loi sur les armes doit être rendue plus sévère tant pour la vente que pour la fourniture d'armes aux mineurs.

Le commerce des armes et les stands de tir feront l'objet de contrôles renforcés. Ainsi, l'agrément des armuriers et des exploitants de stands sera assorti d'un certificat d'aptitude professionnelle et d'une enquête quant aux moyens financiers utilisés.

De même, en ce qui concerne le commerce international des armes, les intermédiaires qui concluent des transactions depuis la Belgique ou qui se chargent uniquement du transit de ces armes devront être soumis à un agrément. Sur le plan des poursuites, une compétence extraterritoriale est indiquée et il convient d'en étudier la faisabilité.

geïntegreerde politie beroep moeten kunnen doen op gemengde vormings- en opleidingsinitiatieven. Het bedrijfsleven moet hier een extra inspanning leveren. Zeker in het domein van de financiële recherche en de forensische accountancy.

#### Project 26: Wapens

In het kader van het programma gewelddelicten vormt een vereenvoudiging en een aanpassing van de huidige wapenwet, zijnde de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, een belangrijk actiemiddel. De verspreiding en het gebruik van sommige wapens houden immers onlosmakelijk verband met bepaalde vormen van geweldcriminaliteit.

Op het vlak van preventie dient de verspreiding van vuurwapens onder de bevolking te worden afgeremd. De wapenhandel dient beter te worden gecontroleerd en illegale transacties moeten zoveel mogelijk worden voorkomen. De overheid moet een volledig beeld krijgen van de verspreiding van vuurwapens in België en moet een efficiënte regulerende en controlerende rol spelen. Op het vlak van repressie moeten bepaalde sanctiemogelijkheden worden uitgebreid.

De minister van Justitie, de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Economische Zaken zullen een overleg opstarten teneinde te komen tot het instellen van een algemene vergunningsplicht voor alle vuurwapens, zoals thans reeds in de meeste EU-lidstaten het geval is overeenkomstig de doelstelling van de Europese richtlijn 91/477.

Aan de burgers moet de mogelijkheid worden geboden, gedurende een beperkte periode, illegaal in bezit gehouden wapens naar gelang het geval ofwel te regulariseren, ofwel er straffeloos afstand van te doen. Eens deze periode voorbij, dient ook het bezit van verboden wapens uitdrukkelijk strafbaar te worden gesteld.

De wapenwet moet evenzeer worden verstregd inzake het verkopen en het louter verschaffen van wapens aan minderjarigen.

De wapenhandel en de schietstanden zullen aan een betere controle worden onderworpen. Zo zal de erkenning van de wapenhandelaars en de uitbaters van schietstanden gekoppeld worden aan een bewijs van beroepsbekwaamheid en een onderzoek naar de aangewende financiële middelen.

Ook voor de internationale wapentrafieken zullen de tussenpersonen die transacties sluiten vanuit België of slechts instaan voor de doorvoer ervan, onderworpen worden aan een erkennung. Op het vlak van de vervolging is een extra-territoriale bevoegdheid aangewezen en dient de haalbaarheid daarvan te worden bestudeerd.

Le Registre Central des armes relèvera de la police fédérale.

## 7.2. Crime organisé

### 1. Analyse

La criminalité organisée est une notion qui recouvre plusieurs significations. Il est évident que l'idée qu'on a de la criminalité organisée varie très fort en fonction de la définition qu'on en a. Depuis 1992, le ministre de l'Intérieur et le ministre de la Justice, ainsi que le Collège des procureurs généraux, ont opté pour une définition policière opérationnelle de la criminalité organisée basée sur la définition du Bundeskriminalamt. Aux termes de cette définition, la criminalité est la perpétration méthodique de délits qui sont, chacun en soi ou dans leur totalité, d'une importance considérable, pour l'appât du gain ou du pouvoir, par plus de deux personnes agissant ensemble, durant une période assez longue ou indéterminée, suivant une répartition des tâches où l'on fait usage de structures commerciales et/ou l'on recourt à la violence ou à d'autres moyens d'intimidation et/ou l'on exerce une influence sur la vie politique, les médias, l'administration publique, la justice ou la vie économique.

De plus, il apparaît qu'une certaine continuité, dans le choix de la définition, est essentielle pour permettre une analyse quantitative et qualitative pertinente du phénomène. Toutefois, la qualification judiciaire de la criminalité organisée se retrouve dans la loi du 10 janvier 1999 relative aux organisations criminelles. Il est également fait référence à la définition de la notion d'organisation criminelle dans l'action commune européenne du 21 décembre 1998 incriminant la participation à une organisation criminelle dans les États membres de l'UE. Les données livrées par la commission d'enquête parlementaire et de suivi sur la criminalité organisée ont également leur importance.

Pour pouvoir affiner en permanence le profil de la criminalité organisée, il est indispensable de disposer de statistiques criminelles et d'une analyse de la criminalité dignes de ce nom.

#### Projet 27: Établir un profil de la criminalité organisée

Pour établir un profil de la criminalité organisée et lutter contre celle-ci, le ministre de la Justice prendra l'initiative de développer des statistiques criminelles complètes utilisables dans le cadre de nombreuses analyses sur la criminalité.

Plus encore que pour les autres priorités au niveau fédéral, le gouvernement fédéral porte un grand inté-

Het Centraal Wapenregister zal worden ondergebracht bij de federale politie.

## 7.2. Georganiseerde misdaad

### 1. Analyse

De georganiseerde misdaad is een vlag die vele ladingen dekt. Het is evident dat de beeldvorming sterk varieert al naargelang van de omschrijving van de georganiseerde misdaad. Sinds 1992 hebben de ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie, alsook het College van procureurs-generaal gekozen voor een operationele politiële definitie van de georganiseerde criminaliteit, die gebaseerd is op die van het Bundeskriminalamt. In deze definitie staat georganiseerde criminaliteit voor het planmatig plegen van misdrijven die elk op zichzelf of, in hun totaliteit, van aanzienlijke betekenis zijn, vanuit een streven naar winst of macht, waarbij meer dan twee betrokken personen samen handelen, gedurende een vrij lange of onbepaalde periode, en met een verdeling van taken waarbij gebruik wordt gemaakt van commerciële structuren, en/of toeylucht wordt genomen tot geweld of andere intimidatiemiddelen, en/of waarbij invloed wordt uitgeoefend op het politieke leven, de media, het openbaar bestuur, de justitie of het bedrijfsleven.

Daarbij komt dat een zekere continuïteit, bij de keuze van de omschrijving, essentieel is voor een relevante kwantitatieve en kwalitatieve analyse van het fenomeen. De juridische kwalificatie van de georganiseerde criminaliteit vinden we echter terug in de wet van 10 januari 1999 op de criminale organisaties. Evenzeer moet er verwezen worden naar de definitie van het begrip criminale organisatie in het kader van de Europese gemeenschappelijke actie van 21 december 1998 houdende de beschuldiging van deelname aan een criminale organisatie in de EU-lidstaten. Ook de gegevens die uit de parlementaire onderzoeks- en opvolgingscommissie inzake georganiseerde criminaliteit bleken zijn van belang.

Om te komen tot een permanente verfijning van de beeldvorming met betrekking tot de georganiseerde misdaad is er nood aan een degelijke criminale statistiek en criminaliteitsanalyse.

#### Project 27: Het in kaart brengen van de georganiseerde misdaad

Om de georganiseerde misdaad in kaart te brengen en te bestrijden zal de minister van Justitie het initiatief nemen om een volwaardige criminale statistiek die bruikbaar is voor tal van criminaliteitsanalyses te ontwikkelen.

Meer nog dan bij de andere federale prioriteiten, hecht de federale regering belang aan de beeldvor-

rêt à l'idée que l'on peut se faire des divers domaines dans lesquels se manifeste cette forme de criminalité grave. Ce profil est en passe d'évoluer d'une analyse plutôt quantitative et d'une méthodologie à court terme vers une analyse qualitative associée à une analyse stratégique à part entière.

Dans le passé, pour affiner ce profil, certaines initiatives ont déjà été prises telles que la révision du questionnaire en vue de procéder à une analyse plus approfondie, l'adaptation de la banque de données statistique, le recours à des analystes stratégiques chargés de procéder à la collecte des données, l'intégration de mécanismes de contrôles supplémentaires pour garantir que l'information fournie est correcte et l'ajout d'éléments d'évaluation qualitatifs. Cette politique sera poursuivie en précisant et en améliorant ce profil. En ce qui concerne la méthodologie à court terme, il faut s'efforcer d'organiser autant que possible la collecte automatisée des données. D'autre part et en même temps, l'analyse stratégique à part entière constitue une deuxième objectif. Il est important que tous les services qui sont confrontés à la criminalité organisée soient consultés au maximum. Si les contributions des services de police, des parquets, de la Sûreté de l'État, de la Cellule de traitement des Informations Financières sont importantes, c'est également le cas pour les informations émanant de l'inspection fiscale, sociale et économique.

À elles seules, ces données de base sont insuffisantes. Elles doivent être complétées par les données principales relatives aux poursuites, à la condamnation et à l'exécution de la peine. Ce n'est qu'alors qu'on obtient une vision plus complète des constatations et du traitement réservé à un acte criminel.

Dans un avenir plus lointain, l'analyse stratégique du phénomène que constitue la criminalité organisée sera également alimentée par des analyses contextuelles. L'analyse du contexte suit les développements d'ordre social, décèle les causes et examine l'impact de la criminalité organisée sur certaines parties de la société. L'analyse contextuelle repose sur la définition de ces indicateurs. Pour élaborer cette analyse, on cherchera avant tout les indicateurs qualitatifs qui mesurent l'impact de la criminalité organisée sur les secteurs légaux.

Les rapports annuels sur la criminalité organisée indiquent que certains secteurs économiques tels que les secteurs du transport, de l'horeca, de l'import-export, sont en gros plus sensibles que les autres secteurs. Ensuite, une analyse de ces secteurs à risque nous permettra d'évaluer la menace et, si nécessaire, de prendre les mesures appropriées. Actuellement, l'expérience dans le domaine de l'analyse contextuelle est très restreinte, tant à l'étranger qu'en Belgique. C'est pourquoi il faudra investir dans les

ming van de diverse domeinen, waarin deze vorm van zware criminaliteit zich manifesteert. De beeldvorming is gaandeweg aan het evalueren van een eerder kwantitatieve analyse en een korte termijn methodologie, naar een kwalitatieve analyse gekoppeld aan een volwaardige strategische analyse.

In het verleden werden reeds een aantal initiatieven genomen om de beeldvorming te verbeteren, zoals de herwerking van de vragenlijst om diepgaander onderzoek te kunnen verrichten, aanpassing van de statistische databank, aanwending van de strategische analisten bij de inzamelprocedure, integratie van bijkomende controlemechanismen om de juistheid van de aangeleverde informatie te garanderen en toevoeging van kwalitatieve beoordelingselementen. Deze politiek zal worden voortgezet door verfijning en verbetering van de beeldvorming. Voor wat betreft, de korte termijn methodologie, moet ernaar gestreefd worden om de inzameling van gegevens zoveel mogelijk op geautomatiseerde wijze te organiseren. Anderzijds en terzelfder tijd, is de volwaardige strategische analyse, een tweede doelstelling. Het is van belang dat alle diensten die met de georganiseerde criminaliteit worden geconfronteerd maximaal worden geconsulteerd. Niet enkel de bijdrage van de politiediensten, de parketten, de Veiligheid van de Staat, de Cel voor Financiële Informatieverwerking is van belang, maar ook de informatie van de fiscale, sociale en economische inspectie.

Deze basisgegevens alleen volstaan niet, maar moeten aangevuld worden met de belangrijkste gegevens met betrekking tot de vervolging, de veroordeling en de strafuitvoering. Pas dan krijgt men een meer volledig zicht op de vaststellingen en de verwerking van een criminale gebeuren.

De strategische analyse van het fenomeen georganiseerde criminaliteit zal, in de verdere toekomst, ook gevoed worden door omgevingsanalyses. De omgevingsanalyse volgt de ontwikkelingen op maatschappelijk vlak, spoort de oorzaken op en speurt naar de gevolgen, die de georganiseerde criminaliteit nalaat in bepaalde segmenten van de maatschappij. Het bepalen van deze indicatoren vormt de basis van de omgevingsanalyse. Om die omgevingsanalyse uit te bouwen, zal er, vooreerst, gezocht worden naar de kwalitatieve indicatoren, die de impact van de georganiseerde misdaad op de legale sectoren meten.

De jaarrapporten van de georganiseerde criminaliteit geven aan dat bepaalde economische sectoren zoals transport, horeca, import-export, gevoeliger zijn dan pakweg andere sectoren. Vervolgens, zal een analyse van deze risicosectoren ons in staat stellen de dreiging te evalueren en, zo nodig, de gepaste maatregelen te nemen. Momenteel is er noch in het buitenland, noch in België veel ervaring met betrekking tot de omgevingsanalyse. Eén en ander betekent dat er verder zal moeten geïnvesteerd worden in de crimi-

statistiques criminelles et dans l'analyse criminelle ainsi que dans l'appui scientifique lorsque l'on établira le profil.

#### Projet 28: Recherche scientifique

La Belgique connaît encore des zones d'ombre en matière d'étude scientifique du phénomène de la criminalité organisée. Il est vrai que le plan d'action du gouvernement contre le crime organisé prévoyait des mesures en vue de développer la recherche visant à dégager des politiques en la matière. Dans un certain nombre de domaines, un appui scientifique a été apporté en vue de déterminer une réglementation. Certaines études seront évaluées en termes d'utilité.

Pour établir le profil et rédiger un rapport annuel, il est justifié de prendre en compte la question de l'encadrement scientifique, mais l'appui critique d'externes au travail scientifique est en même temps la clé du succès. L'étude de la criminalité organisée requiert la collaboration des différentes disciplines et compétences en matière pénale, criminologique, financière ainsi que policière mais également une coopération internationale entre les acteurs concernés.

L'accord de gouvernement prévoit expressément la nécessité d'une coopération internationale en vue de lutter contre la criminalité organisée. En effet, la criminalité organisée est généralement un problème international. Notre pays doit dès lors adhérer à cette approche internationale.

Le ministre de la Justice évaluera les problèmes d'application de la loi sur la responsabilité pénale des personnes morales.

#### Projet 29: Coopération internationale

Au sein de l'Union Européenne, la lutte contre la criminalité organisée a toujours été une des priorités. Une position commune a d'abord été adoptée à l'égard des organisations criminelles, qui comporte une définition de la notion et les différents degrés d'incrimination. En 1997, au sommet d'Amsterdam, un plan d'action a été rédigé instituant notamment un Groupe Multidisciplinaire sur la Criminalité Organisée (GMCO).

Ce groupe, qui a rédigé récemment un nouveau plan d'action européen de lutte contre la criminalité organisée, est notamment chargé du suivi pratique et de l'évaluation dans les différents États membres des initiatives prises au sein de l'Union Européenne. Une disposition figurant dans la Convention européenne d'extradition prévoit que l'extradition ne peut être refusée lorsque la requête concerne des organisations criminelles. Dans cette optique, l'approbation

nele statistiek en criminale analyse, en in de wetenschappelijke ondersteuning bij de beeldvorming.

#### Project 28: Wetenschappelijk onderzoek

België is nog een stuk braakliggend terrein op het vlak van het wetenschappelijk onderzoek naar het fenomeen van de georganiseerde misdaad. In het actieplan van de regering tegen de georganiseerde misdaad werden weliswaar maatregelen getroffen voor de uitbouw van beleidsrelevant onderzoek. In een aantal deeldomeinen werd wetenschappelijke ondersteuning geboden met het oog op regelgeving. Een aantal studies worden geëvalueerd op de bruikbaarheid.

Wetenschappelijke begeleiding is een verantwoorde vraag bij de beeldvorming en het opstellen van een jaarrapport, maar tegelijkertijd is externe begeleiding bij wetenschappelijk werk een kritische succesfactor. De studie van de georganiseerde criminaliteit vraagt om samenwerking van de verschillende disciplines en expertises van strafrechtelijke, criminologische, financiële en politiewetenschappelijke aard, maar ook internationale samenwerking tussen de betrokken actoren.

Het federaal regeerakkoord voorziet uitdrukkelijk in de noodzaak aan een internationale samenwerking voor de bestrijding van de georganiseerde misdaad. Georganiseerde criminaliteit is immers meestal een internationale aangelegenheid. Ons land dient zich dan ook aan te sluiten in deze internationale aanpak.

De minister van Justitie zal de toepassingsproblemen van de wet van de strafrechtelijke aansprakelijkheid van de rechtspersonen evalueren.

#### Project 29: Internationale samenwerking.

In de Europese Unie is de bestrijding van de georganiseerde criminaliteit steeds één van de prioriteiten geweest. Er werd eerst een gemeenschappelijk optreden aangenomen betreffende de criminale organisaties, waarin een definitie van het begrip en verschillende gradaties van strafbaarheid zijn opgenomen. In 1997 werd op de top van Amsterdam een actieplan opgesteld waarin onder andere een Multidisciplinaire Groep Georganiseerde Criminaliteit, de MDG, opgericht werd.

Deze groep, die onlangs een nieuw Europees actieplan ter bestrijding van de georganiseerde criminaliteit heeft opgesteld, is onder meer belast met praktische ovolging en de evaluatie binnen de verschillende lidstaten van de verschillende initiatieven binnen de Europese Unie. In het Europees Uitleveringsverdrag werd een bepaling opgenomen waardoor uitlevering niet geweigerd kan worden wanneer het verzoek betrekking heeft op criminale organisa-

prochaine d'une convention d'entraide judiciaire en matière pénale est tout aussi essentielle. Enfin, au Sommet de Tampere, certaines conclusions importantes ont été prises en ce qui concerne la coopération internationale en matière pénale et la lutte contre la criminalité organisée. Ainsi, on a notamment plaidé en faveur d'un renforcement de la coopération dans la lutte contre la criminalité notamment par le biais d'équipes communes d'enquêteurs, de l'échange d'information par la création d'une Task Force opérationnelle regroupant les responsables européens de la police, du renforcement du rôle d'Europol et de la création d'Eurojust, unité composée de procureurs généraux nationaux, de magistrats ou d'officiers de police. Cet organisme aurait pour tâche de faciliter la coordination des autorités nationales et de soutenir les enquêtes criminelles relatives aux cas de criminalité organisée. Le Conseil Européen est également d'avis que les efforts menés pour parvenir à un accord sur des définitions communes, les incriminations et les peines prononcées par les tribunaux de première instance doivent concerner un nombre limité de secteurs, à savoir la criminalité financière (centres off-shore), le trafic de drogues, la traite des êtres humains, l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants, la criminalité high-tech et la criminalité liée à l'environnement.

Toujours dans le cadre du Conseil de l'Europe, une recommandation est à l'étude concernant les directives relatives à la lutte contre la criminalité organisée. Cette recommandation contiendra un certain nombre de lignes directrices à respecter par chaque État membre du Conseil de l'Europe. Il s'agit notamment de mesures contre le blanchiment et la corruption, de mesures d'enquête particulières et de mesures visant à prévenir la criminalité organisée.

Enfin, une convention générale de lutte contre la criminalité organisée fait actuellement l'objet de négociation au sein des Nations Unies. Cette convention, ainsi qu'un certain nombre de protocoles additionnels, abordent la question non seulement d'un point de vue général mais se concentrent également sur les principaux problèmes liés la criminalité organisée tels que la traite des êtres humains et le trafic d'armes.

Il va de soi que la Belgique, dans son approche de la criminalité organisée, doit prendre en considération ces développements internationaux et que les moyens nécessaires doivent être prévus pour pouvoir prendre part activement à l'élaboration de ces nouveaux instruments juridiques internationaux. Le ministre de la Justice, le ministre des Affaires étrangères et le ministre de l'Intérieur se chargeront du suivi et de la mise en oeuvre des dispositions à prendre en la matière.

ties. Tevens belangrijk in dit opzicht is de nakende goedkeuring van een overeenkomst betreffende de rechtshulp in strafzaken. Tot slot werden op de Top van Tampere een aantal belangrijke conclusies genomen met betrekking tot de internationale samenwerking in strafzaken en de strijd tegen de georganiseerde criminaliteit. Zo wordt onder meer gepleit voor een verdere versterking van de samenwerking bij de bestrijding van de criminaliteit door middel van onder andere gezamenlijke onderzoeksteams, uitwisseling van informatie door de oprichting van een operationele Task Force van Europese hoofden van politie, de versterking van de rol van Europol, en de oprichting van Eurojust, een eenheid bestaande uit nationale procureurs-generaal, magistraten of politie-officieren. Deze zou als taak hebben de coördinatie van de nationale autoriteiten te vergemakkelijken en strafrechtelijke onderzoeken inzake gevallen van georganiseerde criminaliteit te ondersteunen. Eveneens is de Europese Raad van oordeel dat de inspanningen om overeenstemming te bereiken over gemeenschappelijke definities, strafbaarstellingen en straffen in eerste instantie geconcentreerd moeten worden op een beperkt aantal sectoren, met name de financiële criminaliteit (off-shore centra), drugshandel, mensenhandel, seksuele exploitatie van vrouwen en kinderen, hightech-criminaliteit en milieucriminaliteit.

Ook in het kader van de Raad van Europa wordt momenteel gewerkt aan een aanbeveling betreffende de richtlijnen in de strijd tegen de georganiseerde criminaliteit. Deze aanbeveling zal een aantal richt-snoeren bevatten die elke lidstaat binnen de Raad van Europa zou moeten volgen. Het betreft onder meer maatregelen tegen witwassen en corruptie, bijzondere onderzoeksmaatregelen en maatregelen ter preventie van de georganiseerde criminaliteit.

Tot slot wordt binnen de Verenigde Naties momenteel een overkoepelende overeenkomst onderhandeld ter bestrijding van de georganiseerde criminaliteit. Deze overeenkomst, samen met een aantal bijkomende protocollen behandelt het probleem niet enkel in het algemeen maar concentreert zich daarnaast ook op de voornaamste probleemgebieden van de georganiseerde criminaliteit, zoals mensenhandel en wapenhandel.

Het spreekt vanzelf dat België, in zijn aanpak van de georganiseerde criminaliteit, oog moet hebben voor deze internationale ontwikkelingen en dat de nodige middelen voorzien moeten worden om het mogelijk te maken actief deel te nemen aan de uitwerking van deze nieuwe internationale rechtsinstrumenten. De minister van Justitie zal dit met de minister van Buitenlandse Zaken en de minister van Binnenlandse Zaken opvolgen en doen implementeren.

## 2. Objectif

L'accord de gouvernement propose d'établir le profil de la criminalité organisée et d'accorder la priorité à la lutte contre celle-ci.

## 3. Chaîne de sécurité

La criminalité organisée est liée à certaines formes de délits accompagnés d'actes de violence, à la criminalité en col blanc et, en particulier, aux délits graves liés à l'environnement, au trafic des êtres humains et aux délits liés à la drogue. Il convient également de prêter attention au trafic d'hormones.

### 3.1. Mesures préventives

Trop souvent on a pensé que l'on pouvait réprimer toutes les formes de criminalité organisée, sous l'angle purement répressif, et que les méthodes de recherches classiques suffisaient pour résoudre ces délits; trop longtemps on a attendu pour porter le débat sur la place publique dans ce domaine. Lentement mais sûrement, les commissions d'enquête parlementaires et le plan d'action du gouvernement contre le crime organisé, approuvé le 28 juin 1996 ont changé les choses. Les opinions ont à ce point évolué qu'aujourd'hui il est admis que la prévention occupe une place importante dans l'éventail des moyens de lutte contre la criminalité organisée. Des idées sont venues des Pays-Bas, regroupées sous le dénominateur commun de «gewapend bestuursrecht» (droit administratif armé). Il a en effet été constaté que les criminels professionnels recherchent précisément les pays et les secteurs où l'on peut user et abuser de réglementations lacunaires, et principalement du manque manifeste de contrôle administratif, pour développer et dissimuler des activités illégales.

Le «droit administratif armé» concerne un ensemble de règles et d'instruments permettant d'empêcher ou au moins de freiner la présence de la criminalité organisée. En Belgique, ce courant d'idée peut être considéré comme neuf; les péripéties sur le plan de l'application varient suivant le domaine administratif où est mené le débat. C'est principalement le ministre de l'Intérieur qui est depuis quelques années familiarisé avec cette matière. Dans l'avenir, il aura également un rôle important à remplir.

### 3.2. Répression

Dans l'approche répressive, outre l'exécution des accords Octopus, la priorité est donnée à un certain nombre d'initiatives législatives. En exécution des accords Octopus, consacrés par la loi du 22 décembre 1998 relative à l'intégration verticale du ministère public, le parquet fédéral et le conseil des procureurs

## 2. Doelstelling

Het federaal regeerakkoord stelt voor de georganiseerde misdaad in kaart te brengen en de bestrijding voorop te stellen.

## 3. Veiligheidsketen

De georganiseerde misdaad staat niet los van sommige vormen van gewelddelicten, witteboorden-criminaliteit, in het bijzonder de ernstige milieudelicten, mensenhandel en drugsdelicten. Aandacht moet tevens worden geschonken aan de hormonenhandel.

### 3.1. Preventie

Te lang heeft men gedacht dat de georganiseerde misdaad, in al zijn facetten, louter represief kon bestreden worden en dat de klassieke opsporingsmethoden volstonden voor de aanpak van deze misdaad; te lang heeft men gewacht om hieromtrent een publiek debat te voeren. Langzaam maar zeker hebben de parlementaire onderzoekscommissies en het actieplan van de regering tegen de georganiseerde criminaliteit, goedgekeurd op 28 juni 1996, hierin verandering gebracht. De opvattingen zijn in die mate geëvolueerd dat vandaag de dag aanvaard wordt dat preventie een belangrijke plaats bekleedt in het raam van de bestrijding van de georganiseerde misdaad. Vanuit Nederland zijn ideeën overgewaaid die gebundeld worden onder de noemer «gewapend bestuursrecht». Er is immers vastgesteld dat de professionele misdadijgers precies op speurtocht gaan naar die landen en die sectoren waar er gebruik of misbruik kan gemaakt worden van gebrekke reglementeringen en voornamelijk van het manifest tekort aan administratieve controle om illegale activiteiten te ontwikkelen en te verdoezelen.

Gewapend bestuursrecht beoogt een aantal regels en instrumenten om de georganiseerde misdaad te verhinderen of minstens te bemoeilijken. In België kan deze denkpiste nieuw genoemd worden; de toepassingsperikelen variëren, al naargelang van het administratieve domein, waarover het debat gevoerd wordt. Het is vooral de minister van Binnenlandse Zaken die met deze materie reeds enkele jaren vertrouwd is. Ook in de toekomst heeft de minister van Binnenlandse Zaken hierin een belangrijke rol te vervullen.

### 3.2. Repressie

Bij de repressieve aanpak wordt er naast de uitvoering van de Octopusakkoorden prioriteit gegeven aan een aantal wetgevende initiatieven. In uitvoering van het Octopusakkoord, zoals verankerd in de wet van 22 december 1998 over de verticale integratie van het openbaar ministerie, het federaal parket en de raad

du Roi, le développement du Collège des procureurs généraux en tant qu'instrument central sur le plan de la politique à mener, placé sous la direction du ministre de la Justice, et la création du parquet fédéral constituent des objectifs majeurs. Dans la perspective de la réorganisation de la justice, il importe de mettre l'accent sur l'expertise des magistrats fédéraux, des magistrats d'assistance, des magistrats de liaison, des magistrats chargés de l'assistance judiciaire et des magistrats de confiance. Ils constituent actuellement sur le terrain des maillons indispensables dans la lutte contre la criminalité organisée. Il convient non seulement de reconnaître cette expertise mais également de plaider en faveur de la préservation de ce savoir-faire dans l'avenir. La formation continue de ces magistrats mérite une attention particulière. La désignation d'un magistrat d'assistance à temps plein en charge de la criminalité organisée n'est certainement pas un luxe superflu.

#### Projet 30: Trafic d'hormones

En ce qui concerne le trafic d'hormones, la Belgique devra continuer à défendre avec ardeur une meilleure coopération européenne sur le plan des services d'inspection, des services de police et des services judiciaires. Le Service de la Politique Criminelle suit de très près ces développements. Comme dans le passé, l'action future du ministre de la Justice, du ministre de la Santé Publique et du ministre de l'Agriculture devra être principalement menée par le magistrat d'assistance et par la Cellule Interdépartementale Résidus (CIR). Les points sur lesquels devra se focaliser l'attention ces prochaines années s'annoncent déjà : une politique intégrée de lutte anticorruption, la poursuite de la mise en place des réseaux d'information, le recours à la recherche proactive et la problématique de l'étude relative à l'exécution de la peine dans le cadre des délits en matière d'hormones.

Il faut également intensifier l'action au niveau du trafic et de l'administration illégale de substances à effet hormonal, du commerce de tout ce qui n'est pas destiné à la consommation, de la viande traitée avec des substances à effet hormonal ainsi que du blanchiment, des menaces et de la corruption en tant que formes de criminalité marginale.

#### Projet 31: Techniques de recherche particulières

Les techniques de recherche particulières viennent au premier rang des initiatives menées sur le plan légal. Pour parvenir à un cadre légal, les recommandations des commissions d'enquête parlementaires doivent être suivies à la lettre. En l'absence de cadre légal, la coopération nationale et internationale entre services judiciaires et services de police demeure particulièrement problématique.

voor procureurs des Koning, zijn de verdere uitbouw van het College van procureurs-generaal het centraal beleidsinstrument onder leiding van de minister van Justitie en de oprichting van het federaal parket, belangrijke doelstellingen. In het vooruitzicht van de reorganisaties binnen Justitie, is het van belang de expertise van de federale magistraten, de bijstands-, de verbinding-, de rechtshulp- en de vertrouwensmagistraten te beklemtonen. Zij zijn momenteel op het terrein onmisbare schakels in de bestrijding van de georganiseerde misdaad. Niet alleen een erkenning van de expertise is hier op zijn plaats, maar ook een pleidooi voor vrijwaring en valorisatie van deze «intelligence» in de toekomst. De doorgedreven opleiding van deze magistraten verdient een bijzondere aandacht. De toekenning van een fulltime bijstandsmagistraat georganiseerde misdaad is zeker geen overbodige luxe.

#### Project 30: Hormonenhandel

Met betrekking tot de hormonenhandel zal België moeten blijven ijveren voor een betere Europese samenwerking op het vlak van de inspectiediensten, de politiediensten en de gerechtelijke diensten. De Dienst voor Strafrechtelijk Beleid volgt deze ontwikkelingen op de voet. Zoals in het verleden, zal de toekomstige actie van de minister van Justitie, de minister van Volksgezondheid en de minister van Landbouw voornamelijk moeten gestuurd worden door de bijstandsmagistraat en de Interdepartementale Cel Residuen (ICR). De aandachtspunten voor de eerstkomende jaren melden zich nu reeds aan: een geïntegreerd anti-corruptiebeleid, de voortzetting van de aanleg van informatienetwerken, de toepassing van de proactieve recherche en de problematiek van de studie over de strafuitvoering bij hormonendelicten.

Ook dringt verdere actie zich op in de trafiek en de illegale toediening van stoffen met hormonale werking, de handel in alles dat niet voor verbruik is bestemd en het vlees dat behandeld is met stoffen met hormonale werking en het witwassen, de bedreigingen en de corruptie als vormen van randcriminaliteit.

#### Project 31: Bijzondere opsporingstechnieken

Als eerste in het rijtje wettelijke initiatieven komen de bijzondere opsporingstechnieken aan bod. De aanbevelingen van de parlementaire onderzoekscommissies, om te komen tot een wettelijk kader, moeten strikt worden opgevolgd. Zonder wettelijk kader blijft de nationale en internationale samenwerking van gerechtelijke- en politiediensten bijzonder problematisch.

Le ministre de la Justice évaluera les données d'étude disponibles, à la lumière des développements européens, et déposera un avant-projet de loi-cadre.

Les initiatives déjà prises sur le plan légal seront réexaminées et adaptées si nécessaire. À cet égard, on attend actuellement les conclusions définitives de la recherche scientifique en la matière.

#### Projet 32: Écoutes, prise de connaissance et enregistrement de communications et de télécommunications privées

La loi du 10 juin 1998 modifiant la loi du 30 juin 1994 relative à la protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées est entrée en vigueur le 2 octobre 1998. Un point essentiel concerne l'étude d'un projet d'arrêté royal très technique portant exécution d'un certain nombre de dispositions de cette loi, notamment l'obligation de coopération des opérateurs de réseaux et services de télécommunication.

Le ministre de la Justice est chargé d'organiser les assemblées de la « Plate-forme Nationale de Concertation Télécommunication ». Les activités de cette plate-forme ne resteront toutefois pas confinées à l'exécution des mesures prévues par la loi sur les écoutes; elles s'étendront à la lutte contre toutes les formes de délinquance dans lesquelles la « télécommunication », sous quelque forme que ce soit (téléphonie fixe/mobile, via Internet ou dans tout autre environnement informatisé) est un élément constitutif ou fournit un modus operandi spécifique. Étant donné qu'il est essentiel pour les organisations criminelles d'être dotées de moyens de (télé)communication rapides et discrets pour l'accomplissement de formes de criminalité graves dans un environnement organisé, celles-ci disposent généralement des équipements les plus modernes et les plus sophistiqués. Il est par conséquent primordial d'optimaliser la concertation entre tous les acteurs concernés, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, et d'unir les forces pour faire de cette matière un fer de lance dans la lutte contre la criminalité. La plate-forme suivra la concertation entre les secteurs public et privé et veillera à la coordination et à la cohérence des travaux. Elle élaborera également des stratégies concrètes et les traduira en propositions législatives pour pouvoir lutter plus efficacement contre les formes de criminalité précitées. Enfin, sur le plan de la politique à suivre, elle pourra servir de point de contact pour les forums internationaux comme le Conseil de l'Europe. Pour garantir le bon fonctionnement de la plate-forme, il ne faudra pas perdre de vue le caractère pluridisciplinaire de la concertation et il conviendra de mener là où c'est nécessaire une concertation active

De minister van Justitie zal het voorhanden studiemateriaal evalueren, in het licht van de Europese ontwikkelingen, en een voorontwerp van kaderwet indienen.

De reeds genomen wettelijke initiatieven nopens de proactieve recherche worden opnieuw bekeken en zonodig aangepast. In dit verband wordt er momenteel uitgekeken naar de eindconclusies van het wetenschappelijk onderzoek ter zake.

#### Project 32: Afluisteren, kennisnemen en opnemen van privé-communicatie en telecommunicatie

De wet van 10 juni 1998, tot wijziging van de wet van 30 juni 1994, tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer tegen het afluisteren, kennisnemen en opnemen van privé-communicatie en telecommunicatie, trad in werking op 2 oktober 1998. Een prioritair en belangrijk punt, betreft de studie van een zeer technisch ontwerp van koninklijk besluit, tot uitvoering van een aantal bepalingen van deze wet, onder meer de medewerkingsplicht van operatoren van telecommunicatiennetwerken en -diensten.

De minister van Justitie is belast met de organisatie van de bijeenkomsten van het « Nationaal Overlegplatform Telecommunicatie ». De activiteiten van dit NOT zullen evenwel niet beperkt blijven tot de tenuitvoerlegging van de maatregelen voorzien in de afluisterwet, maar zullen zich uitstrekken tot de bestrijding van alle vormen van delinquentie waarbij het element « telecommunicatie », in welke verschijningsvorm ook (vaste en/of mobiele telefonie, via internet of binnen een andere geïnformatiseerde omgeving) een constitutief bestanddeel of specifieke modus operandi oplevert. Aangezien het beschikken over een snelle en discrete (tele-)communicatie voor criminale organisaties essentieel is voor het kunnen voltrekken van zware vormen van criminaliteit binnen een georganiseerd verband beschikken zij daartoe doorgaans over het meest moderne en gesofisticeerde instrumentarium. Het is bijgevolg van groot belang het overleg tussen alle betrokken actoren, zowel uit de publieke als de private sector te optimaliseren en de krachten te bundelen teneinde in deze materie een speerpunt te kunnen vormen in de criminaliteitsbestrijding. Het NOT zal het overleg tussen de private en publieke sector opvolgen en daarbij waken over de coördinatie en de coherentie van de werkzaamheden. Het NOT zal ook concrete strategieën uitwerken en omzetten in legislatieve voorstellen om de hoger vermelde vormen van criminaliteit beter te kunnen bestrijden en zal tenslotte op beleidsmatig vlak als aanspreekpunt kunnen gelden voor de internationale fora zoals de Raad van Europa. Voor de goede werking van het NOT zal het multidisciplinair karakter van het overleg niet uit het oog worden verloren en zal waar nodig actief overleg worden

avec le ministre des Télécommunications. L'angle d'approche spécifique des travaux de la plate-forme reste la lutte contre la criminalité.

Enfin, le ministre de la Justice créera une cellule interne qui viendra appuyer la Plate-forme Nationale de Concertation Télécommunication et qui concentrera l'expertise de tous les services concernés.

#### Projet 33: Saisie de patrimoines d'origine criminelle

L'avant-projet de loi relatif à la répartition de la charge de la preuve concernant l'origine de biens dont on suspecte qu'ils sont issus de la criminalité organisée grave a été approuvé par le Conseil des ministres du 30 avril 1999. Ce projet sera examiné plus en détail. Dans le cadre de cet examen, on pourra vérifier s'il y a lieu d'adapter l'article 35 du Code d'instruction criminelle relatif à la saisie de biens en vue de garantir une confiscation ultérieure.

#### Projet 34: Étude de l'instauration d'un régime des repentis — la protection des témoins — le témoin anonyme

Le ministre de la Justice a commandé une étude à l'Université de Gand et à l'Université libre de Bruxelles. Outre les aspects juridiques, cette étude examinera toutes les conséquences d'un régime des repentis sur les plans pratique, organisationnel, social et financier. L'étude du régime des repentis s'inscrit dans la perspective plus large de la protection des témoins et de la problématique du témoin anonyme. Sont également concernés dans ce cadre, outre les repentis, les victimes-témoins et les témoins non criminels. L'étude repose notamment sur une étude systémique comparative qui s'inspire notamment de l'expérience acquise en Italie, aux États-Unis, en Allemagne et aux Pays-Bas. Après évaluation, le ministre de la Justice soumettra les résultats au Parlement.

#### Projet 35: Qualité d'officier de police judiciaire

Le projet d'arrêté royal prévoyant la mise à disposition de l'OCDEFO de douze fonctionnaires fiscaux des administrations peut être finalisé. Ces agents pourront, dans une seconde phase, se voir octroyer la qualité d'officier de police judiciaire. L'avant-projet de loi octroyant la qualité d'officier de police judiciaire à certains agents des douanes est également à l'étude. Celui-ci doit s'inscrire dans la réforme des police en cours.

gevoerd met de minister van Telecommunicatie. De specifieke invalshoek van de werkzaamheden van het NOT blijft de criminaliteitsbestrijding.

Tenslotte zal de minister van Justitie een interne cel oprichten, ter ondersteuning van het NOT, waarin de expertise van al zijn betrokken diensten wordt gebundeld.

#### Project 33: Inbeslagname van criminale vermogens

Het voorontwerp van wet betreffende de omkering van de bewijslast, aangaande de herkomst van zaken waarvan wordt vermoed dat ze voortkomen uit de zware georganiseerde criminaliteit, werd op 30 april 1999 door de Ministerraad goedgekeurd. Dit ontwerp zal verder worden besproken. In het kader van deze besprekingen, kan er worden onderzocht of artikel 35 van het Wetboek van strafvordering met het oog op de inbeslagneming van goederen ter verzekerung van een latere verbeurdverklaring moet worden aangepast.

#### Project 34: De studie naar de invoering van een spijtoptantenregeling — de bescherming van getuigen — de anonieme getuige

De minister van Justitie heeft terzake een studie besteld bij de Universiteit van Gent en de Université Libre de Bruxelles. In dit onderzoek, worden naast de juridische aspecten, ook alle praktische, organisatorische, sociale en financiële consequenties van een spijtoptantenregeling onderzocht. De spijtoptantenregeling wordt bekeken binnen het bredere perspectief van de getuigenbescherming en van de problematiek van de anonieme getuige. Hieronder vallen, naast de spijtoptanten, ook de slachtoffer-getuigen en de niet-criminale getuigen. Het onderzoek gebeurt ondermeer op basis van een systeemvergelijkend onderzoek waarbij ondermeer geput wordt uit de ervaringen in Italië, de Verenigde Staten, Duitsland en Nederland. De minister van Justitie zal, na evaluatie, de resultaten voorleggen aan het Parlement.

#### Project 35: Hoedanigheden van officier van gerechtelijke politie

Het ontwerp van koninklijk besluit waarbij twaalf fiscale ambtenaren van de administraties ter beschikking worden gesteld van CDGEFID kan gefinaliseerd worden. Deze ambtenaren kunnen, in een tweede fase, de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie verkrijgen. Ter studie ligt ook het voorontwerp van wet betreffende de toekenning aan bepaalde douaneambtenaren van de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie. Dit dient te kaderen binnen de op gang zijnde politiehervorming.

### Projet 36: Vol et trafic de véhicules

Au cours de ces dernières années, des modifications au niveau des *modus operandi* et une augmentation sensible de la violence ont été observées dans le domaine du vol et du trafic de véhicules. Dans ce contexte, le vol et le trafic de véhicules relèvent des délits avec violence. En outre, un lien peut souvent être établi avec le crime organisé par le biais du circuit du trafic et du vol de véhicules en vue de leur utilisation.

Ainsi, le nombre de vol de voitures par la ruse est en augmentation et on constate l'émergence de phénomènes tels que les vols fictifs, les vols en présence de la victime en vue de se faire remettre les clés du véhicule après avoir commis des actes de violence ou proféré des menaces, soit dans l'habitation après effraction (homejacking), soit sur la voie publique (carjacking). Des vols dans les garages des habitants se produisent également.

Le modèle criminel de vol de véhicules est un terme générique qui regroupe les vols de voitures, de camions, de camionnettes, de bus, d'autocars et de motocyclettes. Par trafic, on entend toutes les opérations permettant à des tiers de remettre sur le marché un véhicule précédemment volé ou détourné. Chaque année, quelque 26 500 véhicules sont volés en Belgique. En 1998, le nombre de vol de voitures a enregistré une légère augmentation de 3,4 % et le nombre de vol de motos a diminué de 4,3 %. Près de la moitié des véhicules sont retrouvés. L'autre moitié est en majeure partie remise illégalement dans le circuit, tant en Belgique qu'à l'étranger. Dans une moindre mesure, certains véhicules sont soit revendus à bas prix, soit démontés pour mettre illégalement les pièces sur le marché comme pièces de rechange. L'impact économique global du trafic est estimé à 7 milliards de francs.

En 1997 a été créée une plate-forme de concertation dans laquelle étaient représentés tous les services des secteurs privé et public actifs au niveau de ce phénomène. Le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Justice et le ministre de la Mobilité et des Transports veilleront à activer et à dynamiser cette plate-forme de concertation.

Cette concertation a pour objectifs: l'élaboration de mesures préventives en coopération avec les organisations professionnelles en ce qui concerne la prévention du vol de véhicules, en particulier en matière de vol de véhicules de chantier, de carjacking, de homejacking et de vol dans les garages. À cet égard, la réaction policière doit être définie dans le cadre de systèmes « after theft », ce dans un contexte national et international.

L'élaboration de mesures proactives et préventives axées sur la neutralisation maximale du trafic de voitures par les moyens suivants: la protection des

### Project 36: Diefstallen van en zwendel in voertuigen

De afgelopen jaren wordt vastgesteld dat er inzake diefstallen van en zwendel in voertuigen verschuivingen optreden naar andere *modus operandi* en dat het geweldsaandeel substantieel stijgt. In die context schrijven de diefstallen van en zwendel in voertuigen zich in de gewelddelicten in. Ook is er via het circuit van de zwendel en de gebruiksdiefstal vaak een link naar de georganiseerde misdaad te maken.

Zo stijgt het aantal autodiebstallen door middel van list en duiken fenomenen op zoals fictieve diefstallen, diefstallen in aanwezigheid van het slachtoffer met het oog op het doen overhandigen van de autosleutels na geweld of bedreiging, hetzij in de woning na inbraak (homejacking) hetzij op de openbare weg (carjacking). Ook diefstallen uit de garage van de bewoner treden op.

De criminale figuur voertuigendiefstal is een verzamelnaam voor diefstallen van personenwagens, vrachtwagens, bestelwagens, bussen, autocars en motorfietsen. Onder zwendel verstaan we alle handelingen die bijdragen tot het door derden opnieuw op de markt aanbieden van een voordien gestolen of verduisterd voertuig. Jaarlijks worden in België om en bij de 26 500 voertuigen gestolen. In 1998 steeg het aantal van de wagens licht met 3,4 % en zakte het aantal motordiebstallen met 4,3 %. Ongeveer de helft van de voertuigen wordt teruggevonden. De andere helft wordt grotendeels illegaal opnieuw in het circuit gebracht zowel in België als in het buitenland. In mindere mate worden voertuigen hetzij gedumpt hetzij ontmanteld teneinde de onderdelen als wisselstukken illegaal op de markt te brengen. De totale economische impact van de zwendel wordt geschat op 7 miljard frank.

In 1997 werd een overlegplatform gecreëerd waarin alle diensten uit de openbare en de private sector vertegenwoordigd waren die in de rand van het fenomeen werkzaam zijn. De minister van Binnenlandse Zaken, de minister van Justitie en de minister voor Mobiliteit en Verkeer zullen dit overlegplatform activeren en dynamiseren.

Dit overleg moet leiden tot het ontwerpen van preventieve maatregelen in samenwerking met de be-roepsorganisaties met betrekking tot het voorkomen van de diefstal van voertuigen en meer in het bijzonder de diefstal van werfwagens, de car-, home- en garagediebstallen. Hierbij is het noodzakelijk de politiële reactie te definiëren bij « after theft » systemen en dit zowel in een nationale als in een internationale context.

Het ontwerpen van maatregelen in de proactieve en in de preventieve sfeer gericht op het maximaal neutraliseren van autozwendel door middel van: de

certificats d'immatriculation, la prévention de la réutilisation des numéros de chassis d'épaves, de l'importation de véhicules volés, par la vérification de documents et l'accomplissement d'opérations administratives dans le cadre de l'importation via les douanes et les agences en douane, et de l'exportation de véhicules volés.

La police intégrée sera en outre chargée de l'analyse stratégique des zones, villes et communes à risque en matière de vol de véhicules, des zones à risque pour le trafic de véhicules, des flux, en tenant compte du contexte international et avec le concours de la Coopération Policière Internationale et d'Europol, des groupes d'auteurs ainsi que de l'analyse opérationnelle permanente des vols dans les garages, des homejackings et des carjackings.

Il appartient au magistrat fédéral de répercuter ces informations aux autorités judiciaires locales et d'assurer la coordination des recherches en ce qui concerne les groupes d'auteurs.

Dans les villes et communes à risque, en matière de vol de voiture, le plan de sécurité zonal doit prêter attention aux mesures relatives à l'auteur, à la victime et à l'entourage, le cas échéant en coopérant avec le secteur privé. À cet égard, la police intégrée doit veiller à un accueil de crise efficace et au renvoi des victimes de homejacking et de carjacking dans les services d'aide aux victimes. En matière de carjacking, de homejacking et de vol dans les garages, il faut être particulièrement attentif à la qualité des constatations, à l'étude des traces, à la recherche scientifique ainsi qu'à la rapidité et au caractère complet du signalement.

Dans les zones à risque en matière de trafic, il appartient aux autorités judiciaires locales d'orienter une partie de la capacité de recherche sur le trafic de véhicules. Des contrôles seront effectués à titre dissuasif par la police fédérale sur les axes d'approvisionnement dans les ports et sur les autoroutes et par la police locale sur les marchés de voitures d'occasion et chez les garagistes véreux. De plus, des accords seront conclus avec les centres de contrôle technique.

### 7.3. Criminalité en col blanc

#### 1. Analyse

Dans sa manifestation la plus originelle et la plus traditionnelle, l'expression criminalité en col blanc renvoie au concept de « pouvoir » dans le chef du groupe-cible de délinquants qui y est associé. Progressivement, le champ de ce que l'on appelle la criminalité en col blanc s'est élargi à des critères tels que la complexité des délits concernés et la position adoptée par le groupe-cible délinquant au sein de la stratification sociale. Aujourd'hui, on entend par criminalité

beveiliging van de inschrijvingsbewijzen, het hergebruik van raamnummers van autowrakken, de import van gestolen voertuigen door de verificatie van documenten en administratieve verrichtingen rond invoer via douane en douane-agentschappen en de export van gestolen voertuigen.

Daarnaast wordt de geïntegreerde politie belast met een strategische analyse naar: risicozones, -steden en -gemeenten voor autodiefstal; risicozones voor autozwendel; de stromen, met oog voor de internationale context in samenwerking met IPS en Europol; dadergroeperingen en met de permanente operationele analyse van garage-, car- en homejacking.

De federale magistraat wordt geacht hiervan de vertaalslag naar de lokale gerechtelijke overheden te maken en de coördinatie van de onderzoeken naar dadergroeperingen op zich te nemen.

In de risicotesteden en gemeenten voor autodiefstal dient in het zonaal veiligheidsplan aandacht te worden besteed aan maatregelen gericht naar dader, slachtoffer en omgeving, in voorkomend geval, in samenwerking met de privé-sector. De geïntegreerde politie dient hierbij oog te hebben voor een effectieve crisisopvang en doorverwijzing naar slachtofferhulp van slachtoffers van home- en carjackings. Bij car-, home- en garagediefstallen wordt bijzondere aandacht gevraagd voor de kwaliteit van de vaststellingen, het sporenonderzoek, het wetenschappelijk onderzoek en de snelheid en volledigheid van de seining.

In de risicozones voor zwendel worden de lokale gerechtelijke overheden geacht een deel van de recherchecapaciteit te oriënteren naar de zwendel in voertuigen. Ontradend zullen controles worden verricht door de federale politie op de aanvoerassen naar de havens en de autowegen en door de lokale politie op automarkten van tweedehandsvoertuigen en malafide garagehouders en zullen afspraken worden gemaakt met de technische controlestations.

### 7.3. Witteboordencriminaliteit

#### 1. Analyse

De term witteboordencriminaliteit in zijn meest oorspronkelijke en orthodoxe verschijningsvorm verwees naar het concept « macht » in hoofde van de daaraan gekoppelde delinquente doelgroep. Gaandeweg is het spectrum van wat men onder witteboordencriminaliteit verstaat gaan uitdeinen en hanteerde men criteria als de complexiteit van de betrokken misdrijven en de positie dewelke de delinquente doelgroep innam binnen de sociale stratificatie. Op heden

en col blanc toute forme de délinquance financière, économique et fiscale grave. Ce même dénominateur regroupe également la criminalité en matière d'environnement et la criminalité informatique. Étant donné que non seulement de tels délits présentent souvent un caractère organisé, mais qu'en outre ils sont indispensables aux organisations criminelles, les liens avec la lutte contre la criminalité organisée, une autre priorité du plan fédéral de sécurité, sont très étroits. C'est pourquoi, de nombreux moyens d'action, instruments et conditions essentielles seront identiques.

La diversité des caractéristiques des délits distincts regroupés sous le dénominateur « criminalité en col blanc » est telle qu'elle interdit de se borner à une seule approche intégrée de type « *standard-issue* ». Par conséquent, la méthodologie qui sert de fondement au plan fédéral de sécurité devra être adaptée à chaque type de délit s'inscrivant dans le cadre de la criminalité en col blanc. Puisque cette forme de criminalité a pratiquement toujours une implication patrimoniale et qu'elle est dictée par des motifs purement matériels, certains moyens d'action et d'instruments plus globaux peuvent être désignés sous un dénominateur commun.

## 2. Objectifs

L'accord de gouvernement entend d'abord mieux détecter la criminalité en col blanc et ensuite la faire diminuer.

## 3. Chaîne de sécurité

### 3.1. Mesures préventives

Il n'est pas facile de déterminer les causes结构elles de la criminalité en col blanc et, par conséquent, d'y remédier. Ce type de délits est essentiellement dicté par des motifs purement matériels, en substance un profit financier individuel.

#### Projet 37: Recherche scientifique

L'approche préventive de la criminalité en col blanc diffère quelque peu de celle des autres priorités en matière de sécurité. Le rôle des entreprises et des autorités administratives dirigeantes est ici déterminant.

Le rôle réservé à l'autorité peut être défini comme l'élaboration d'un droit administratif « armé » et, dans le prolongement de celui-ci, d'un appareil administratif intégré capable de se défendre. Il est essentiel que la réglementation anticipe les mécanismes de

verstaat men onder de criminale figuur witteboordencriminaliteit alle vormen van ernstige financiële, economische en fiscale delinquentie. Ook milieucriminaliteit en informaticacriminaliteit worden onder diezelfde noemer gebracht. Vermits dergelijke misdrijven niet alleen vaak een georganiseerd karakter vertonen maar daarenboven een noodzakelijk instrumentarium zijn voor criminale organisaties, zijn de raakvlakken met een andere prioriteit in het federale veiligheidsplan, met name de bestrijding van de georganiseerde criminaliteit, zeer intens. Om die reden zullen vele actiemiddelen, instrumenten en randvoorwaarden identiek zijn.

De afzonderlijke misdrijven die onder de noemer witteboordencriminaliteit begrepen zijn, vertonen een zodanige diversiteit aan karakteristieken dat één enkele « *standard-issue* » geïntegreerde aanpak niet opgaat. Dit maakt dat de methodiek die ten grondslag ligt aan het federale veiligheidsplan zal moeten vertaald worden naar elke afzonderlijke typologie van misdrijf binnen die zogenaamde witteboordencriminaliteit. Vermits deze vorm van criminaliteit nage-noeg altijd een vermogensrechtelijke implicatie heeft en ingegeven wordt door louter materieel gerichte motieven zijn er een aantal meer globale actiemiddelen en instrumenten onder een gemeenschappelijke noemer te duiden.

### 2. Doelstelling

Het federaal regeerakkoord wil de witteboordencriminaliteit beter opsporen en vervolgens doen dalen.

### 3. Veiligheidsketen

#### 3.1. Preventief

De structurele oorzaken van witteboordencriminaliteit zijn niet gemakkelijk te duiden en derhalve zeer moeilijk te remediëren. Dit soort van misdrijven wordt overwegend ingegeven vanuit louter materieel gerichte motieven, in hoofdzaak individueel geldge-win.

#### Project 37: Wetenschappelijk onderzoek

Inzake de witteboordencriminaliteit verhoudt de preventieve aanpak van deze delinquentie zich enigszins anders dan bij de andere veiligheidsprioriteiten.

De rol van het bedrijfsleven en de bestuurlijke overheden is hier van doorslaggevend belang. De rol die hierin voor de overheid is weggelegd, laat zich omschrijven als het uitbouwen van een « gewapend » bestuursrecht en in het verlengde hiervan een weer-

fraude dans les secteurs sensibles à la fraude et qu'elle y pallie ab initio en augmentant sa qualité. De même, la qualité des procédures d'autorisation, d'octroi, d'habilitation, de perception et d'établissement peut constituer une prophylaxie inhérente appréciable. Enfin, la responsabilisation des différents départements de sécurité dans la lutte contre la fraude est un facteur de succès critique.

Un droit administratif armé implique également un « bras armé » sous la forme de services de contrôle et d'audit interdépartementaux et performants. Ainsi, la détection des fraudes est ramenée au niveau où se concentre l'expertise et où le suivi peut s'effectuer en temps réel.

#### Projet 38: Fraude aux subventions sur le plan national et international

La loi du 7 juin 1994 a sensiblement modifié la réglementation concernant la fraude aux subventions contenue dans l'arrêté royal du 31 mai 1933. Pratiquement tous les objectifs poursuivis avec cette loi, à savoir la modernisation de la réglementation et une extension de la lutte contre la fraude aux subventions jusqu'au niveau des institutions internationales et supranationales, ont été atteints. Cela signifie plus particulièrement que les instruments répressifs permettant une politique des poursuites nuancée et stricte en matière de lutte contre la fraude aux subventions sont disponibles. Une initiative législative en la matière ne paraît donc pas indiquée.

En dépit du fait que la fraude aux subventions ait été généralisée et incriminée à un stade précoce, quelle que soit la partie lésée et la nature du flux monétaire, et à défaut d'une politique de poursuites effective, réfléchie, univoque et nuancée, la réglementation en matière de fraude aux subventions semble à ce jour avoir été peu appliquée. Ainsi, il conviendra tout d'abord de saisir le magistrat d'assistance près l'OCRC au sujet des propositions à formuler pour donner forme à une pareille politique, y compris en ce qui concerne l'encadrement structurel. Ensuite, grâce à une politique de poursuites explicitée et univoque, on prendra à l'égard des administrations publiques concernées l'initiative de déceler à un stade précoce la fraude aux subventions par le biais de services d'inspection et de contrôle interdépartementaux, niveau auquel se situent la compétence et l'expertise relatives à cette réglementation souvent très spécifique. Cela implique nécessairement que des accords clairs soient conclus pour aligner la politique des poursuites et la politique pénale en matière de fraude aux subventions sur l'application extrajudiciaire de la loi par les départements mêmes.

baar en integer bestuurlijk apparaat. Niet alleen is het noodzakelijk dat de regelgeving in fraudegevoelige sectoren anticipeert op fraudemechanismen en deze ab initio ondervangt door de kwaliteit van de regelgeving op te trekken. Ook de kwaliteit van de gunnings-, de toekennings-, de machtingings-, de invorderings- en de vestigingsprocedures kan een aanzienlijke inhrente profylaxe bewerkstelligen. Tenslotte is het responsabiliseren van de afzonderlijke veiligheidsdepartementen in de fraudebestrijding een kritische succesfactor.

Een gewapend bestuursrecht impliceert eveneens een «gewapende arm» onder de vorm van performante intra-departementale controle- en auditdiensten. Op deze manier denivelleert men de detectie van fraude naar het niveau waar de expertise geconcentreerd is en kan de opvolging in «real time» gescheiden.

#### Project 38: Internationale en nationale subsidiefraude

De reglementering van de subsidiefraude, vervat in koninklijk besluit van 31 mei 1933, werd bij wet van 7 juni 1994 gevoelig aangepast. De doelstellingen die met deze wet werden nastreefd, namelijk het moderniseren van de reglementering en een uitbreiding van de subsidiefraudebestrijding tot op het niveau van internationale en supranationale instellingen werden nagenoeg volledig ingelost. Meer in het bijzonder betekent dit dat het strafrechtelijk instrumentarium voorhanden is om een genuanceerd en gestreng vervolgingsbeleid inzake subsidiefraudebestrijding mogelijk te maken. Een wetgevend initiatief in deze materie lijkt aldus niet aangewezen.

Ondanks het feit dat de subsidiefraude werd veralgemeend en in een pril stadium strafbaar gesteld, ongeacht de benadeelde partij en de aard van de geldstroom, blijkt dat tot nu toe weinig gebruik wordt gemaakt van de bestaande subsidiefraudereglementering, bij ontstentenis van een effectief, overdacht, éenduidig en genuanceerd vervolgingsbeleid. In eerste instantie zal aldus prioriteit worden verleend om de bijstandsmagistraat CDBC te vatten, terzake voorstellen te formuleren om een dergelijk beleid vorm te geven, ook voor wat betreft de structurele omkadering. In tweede instantie zal in functie van een geëxpliqueerd en éenduidig vervolgingsbeleid het initiatief worden genomen naar de betrokken overheidsadministraties toe, om de detectie van subsidiefraude in een zeer vroeg stadium mogelijk te maken door de intra-departementale inspectie- en controlediensten, niveau waar de competentie en expertise inzake de vaak erg specifieke reglementering zich situeert. Noodzakelijkerwijze impliceert dit dat duidelijke afspraken dienen te worden gemaakt om het straf- en vervolgingsbeleid inzake subsidiefraude af te stemmen op de buitenstrafrechtelijke wetshandhaving door de departementen zelf.

Enfin, le caractère obligatoire de la confiscation des biens patrimoniaux obtenus directement par la fraude aux subventions, des biens et valeurs qui s'y sont substitués et des revenus issus des bénéfices investis implique que l'orientation et la rationalisation de la politique de privation des avantages constituera ici aussi le fil rouge du développement de la politique criminelle. Dans ce même domaine, des mesures d'ordre organisationnel seront prises afin qu'une recherche axée sur le butin ciblée et efficace puisse également se développer en matière de fraude aux subventions.

De même, en ce qui concerne la « fraude horizontale », c'est-à-dire la fraude qui n'implique aucune autorité de droit public, des initiatives seront prises en vue de répondre aux besoins du secteur des finances et des assurances notamment afin de fournir une assistance accessible et efficace dans le domaine de la lutte contre les techniques de fraude spécifiques à ce secteur. Concrètement, la création d'un point central d'information spécialisé et le développement de fonctions de liaison avec les secteurs respectifs peuvent être envisagés.

### *3.2. Mesures répressives*

Alors que dans le maillon préalable de la chaîne de sécurité l'accent est mis principalement sur la diminution de la criminalité en col blanc — d'abord en reconnaissant les causes structurelles et directes et ensuite en y remédiant —, la répression a pour principal objectif d'améliorer la recherche et d'augmenter le taux d'élucidation. Alors qu'au travers de la responsabilisation de l'autorité administrative et de l'aspiration à un respect maximal de la loi administrative la réalisation des objectifs précités s'inscrit déjà partiellement dans le cadre préventif, le point noir dans la lutte contre les formes graves de criminalité en col blanc et certainement contre celles qui sont étroitement liées à la criminalité organisée, se situera, dans un proche avenir, sur le plan de l'approche répressive. Par conséquent, l'amélioration de la qualité de la recherche proactive et de la recherche réactive en matière de criminalité financière est incontestablement une option stratégique à prendre.

Puisque sur le plan répressif cette option ne diffère pas fondamentalement de la politique menée sous la législature précédente, il ne se justifie pas de forcer une rupture totale de la tendance avec le plan d'action de l'ancien ministre de la Justice. Un grand nombre d'instruments et de moyens d'action proposés ont été préparés mais n'ont pas encore été mis en œuvre à ce jour.

Tenslotte betekent het verplichtend karakter van de verbeurdverklaring van de vermogensbestanden die rechtstreeks uit subsidiefraude zijn verkregen, de goederen en waarden die in de plaats ervan zijn gesteld en de inkomsten uit belegde voordelen, dat het aansturen en stroomlijnen van het ont namingsbeleid ook hier de rode draad zal uitmaken bij de ontwikkeling van de criminale politiek. Daarop aansluitend zullen organisatorische maatregelen getroffen worden opdat ook inzake subsidiefraude een doelgerichte en efficiënte buitgerichte recherche zal kunnen ontplooid worden.

Ook voor wat betreft de zogenaamde « horizontale fraude », dat wil zeggen fraude waarbij geen publiek-rechtelijke overheden bij betrokken zijn, zullen initiatieven genomen worden die erop gericht zijn in te spelen op de noden van ondermeer de financiële- en de verzekeringssector opdat een toegankelijke en efficiënte dienstverlening zou kunnen verstrekkt worden voor wat betreft de bestrijding van sector-specifieke fraudetechnieken. Concreet kan hier gedacht worden aan een gespecialiseerd centraal meldpunt en het uitbouwen van liaisonfuncties naar de respectieve sectoren.

### *3.2. Repressie*

Daar waar het accent in de prealable schakel van de veiligheidsketen voornamelijk gelegen is in de betrachting de witteboordencriminaliteit te doen dalen, door in de eerste plaats de structurele en de directe oorzaken te onderkennen en vervolgens te remediëren, is de voornaamste doelstelling van de repressie en de beteugeling een betere opsporing en het verhogen van de ophelderingsgraad. Daar waar door de responsabilisering van de bestuurlijke overheid en de betrachting van een maximale administratiefrechtelijke wetshandaving, het realiseren van voormelde doelstellingen zich reeds voor een stuk op het preventieve niveau situeren, zal het zwaartepunt in de strijd tegen de ernstige vormen van witteboordencriminaliteit en zeker deze die nauw gerelateerd zijn aan de georganiseerde misdaad, in de onmiddellijke toekomst in de repressieve benadering blijven liggen. Een te nemen strategische optie is aldus onmiskenbaar het optrekken van de kwaliteit van zowel proactieve als reactieve recherche inzake de financiële criminaliteit.

Omdat deze optie op het repressieve vlak weliswaar, niet wezenlijk verschilt van het beleid onder de vorige legislatuur, is het niet verantwoord een volledige trendbreuk te forceren met het actieplan van de vorige minister van Justitie. Een groot aantal vooropgestelde instrumenten en actiemiddelen werden voorbereid doch werden tot op heden nog niet geïmplementeerd.

### Projet 39: Plate-forme permanente de concertation en matière de délinquance financière et économique

L'initiative tendant à créer et à institutionnaliser une cellule interdépartementale en matière de délinquance financière, économique et fiscale sera poursuivie. Plus précisément, le magistrat d'assistance chargé de cette matière élaborera, sous l'égide du Collège des procureurs généraux et en étroite concertation avec les départements concernés, un projet de protocole qui pourra servir de base à l'élaboration de règles de fonctionnement organique. Outre la rationalisation et l'optimisation de l'échange d'informations en matière de fraude fiscale, cette cellule pourra prendre l'initiative de proposer des mesures structurelles, notamment mais pas exclusivement, dans le domaine de la lutte contre la fraude fiscale grave que constituent, par exemple, les carrousels à la TVA.

Le fait d'apporter aux divers acteurs de cette plate-forme une contribution au développement d'une vision stratégique et à la conception d'initiatives tactiques augmente indéniablement le potentiel.

La Justice doit recevoir plus de moyens pour s'attaquer à cette délinquance. Il faut tout d'abord recruter un plus grand nombre de substituts spécialisés en matière fiscale dont la formation (continue) doit être de bon niveau. En outre, il est utile d'élaborer pour ces magistrats un «système d'incentive» visant à diminuer la pression financière et l'attraction exercée par le secteur privé.

Outre les magistrats spécialisés en matière fiscale, des experts financiers chargés d'appuyer les parquets seront recrutés en qualité de fonctionnaire. Le système du détachement de fonctionnaires fiscaux est remplacé. Les fonctionnaires employés actuellement au ministère des Finances pourront travailler pour le parquet en qualité de fonctionnaires experts en matière financière mais ils devront entrer en service au ministère de la Justice et quitter le ministère des Finances. L'Office Central de lutte contre la Délinquance Économique et Financière Organisée sera intégré dans la police fédérale en tant que service spécialisé.

### Projet 40: Privation des avantages

Le ministre de la Justice prendra à court terme un certain nombre d'initiatives législatives qui sont impératives pour permettre une politique pénale et une politique de recherche efficaces axées sur la privation des avantages.

En outre, la réglementation en vigueur sur le plan international doit être harmonisée. La mobilité croissante des capitaux et des personnes sur le plan international ainsi que la mondialisation de notre écono-

### Project 39: Permanent overlegforum inzake financiële en economische delinquentie

Het initiatief strekkende tot de oprichting en institutionalisering van een interdepartemente cel inzake de financiële, de economische en de fiscale delinquentie, zal worden verder gezet. Meer bepaald, zal onder de auspiciën van het College van procureurs-generaal, de bijstandsmagistraat belast met deze materie, in nauw overleg met de betrokken departementen een ontwerp-protocol uittekenen dat als vertrekbasis kan dienen voor het nader uit te werken organieke werkingsregels. Naast het stroomlijnen en het optimaliseren van de informatie-uitwisseling inzake de fiscale fraude kan deze cel tevens het initiatief nemen om structurele maatregelen voor te stellen, onder meer doch niet uitsluitend, in de strijd tegen de zware fiscale fraude zoals het fenomeen van de BTW-carrousels.

Door de verschillende actoren via dit forum een inbreng te bieden in het ontwikkelen van een strategische visie en bij de conceptie van de tactische initiatieven creëert men ontegensprekelijk een breder draagvlak.

Justitie moet meer middelen krijgen om deze delinquentie aan te pakken. In eerste instantie dienen meer fiscale substituten te worden aangetrokken. Het is nodig ze goed op te leiden en bij te scholen. Bovendien is het nuttig om voor fiscale magistraten een «incentive-systeem» uit te werken. De bedoeling hiervan is de financiële druk en aantrekkingskracht vanwege de private sector te verlichten.

Naast de fiscale substituten worden, ter ondersteuning van de parketten, financiële deskundigen als ambtenaar aangetrokken. Het stelsel van de detachering van fiscale ambtenaren wordt vervangen. Ambtenaren die tot op heden voor het ministerie van Financiën werken, kunnen in de toekomst wel als ambtenaar financieel deskundige voor het parket werken maar ze treden dan wel in dienst van het ministerie van Justitie en verlaten het ministerie van Financiën. De Centrale Dienst ter bestrijding van de Georganiseerde Economische en Financiële Delinquentie wordt als gespecialiseerde dienst geïntegreerd in de federale politie.

### Project 40: Voordeelontneming

Op korte termijn zal de minister van Justitie een aantal wetgevende initiatieven nemen die imperatief zijn om een op een efficiënte voordeelontneming gericht straf- en opsporingsbeleid mogelijk te maken.

Daarbij moet de gangbare regelgeving afgestemd worden op het internationale niveau. Door de stijgende internationale mobiliteit van kapitaal en personen en de mondialisering van onze economie is het

mie nécessitent que les mécanismes répressifs dans le domaine de la délinquance financière, économique et fiscale soient placés dans un contexte international. Il faut que ces mécanismes soient au moins harmonisés et que l'on tende vers une compatibilité maximale.

Il convient en particulier d'accroître sensiblement, non seulement sur le plan théorique mais également pratique, le champ d'action des autorités judiciaires belges en matière de confiscations. Le peaufinement de la loi du 20 mai 1997 sur la coopération policière internationale en ce qui concerne l'exécution de saisies et de confiscations et de notre Code pénal devrait permettre, par analogie, la prise de mesures conservatoires et même l'exécution de mesures de saisies étrangères. Cela permettra de respecter les obligations conventionnelles et de tracer le chemin pour invoquer la réciprocité requise pour l'exécution en dehors du substrat territorial national de mesures de saisie similaires prises par la Belgique concernant des éléments patrimoniaux. De même, la conclusion d'« *asset-sharing treaties* », question sur laquelle il est d'ailleurs urgent de se pencher, se trouvera considérablement simplifiée lorsque la réglementation en matière de confiscation sera alignée sur les « normes internationales » en vigueur.

En outre, il convient de séparer sur le plan chronologique et sur le plan du contenu le prononcé relatif, d'une part, à la culpabilité et à la fixation de la peine sensu stricto et, d'autre part, à la procédure de privation d'avantages. Cela doit se traduire également sur le terrain dans la division de la recherche tactique relative au fait sur lequel sont fondées la procédure et l'enquête patrimoniale dans le cadre de la procédure de privation d'avantages. Idéalement, cette évolution devrait pouvoir déboucher sur l'élaboration de procédures « *in-rem* » permettant même la privation d'avantages indépendamment de toute condamnation pénale d'une personne physique ou morale.

Tout aussi essentielle est l'introduction de la possibilité de « répartir la charge de la preuve » en ce qui concerne l'origine illégale de patrimoines de délinquants condamnés et, par analogie, de prendre des mesures conservatoires dans le cadre d'une information ou d'une instruction.

Enfin, il convient d'évaluer si, à la lumière de ce qui précède, il ne serait pas préférable de renoncer au système actuel de confiscation axé sur l'objet pour se tourner vers un système axé sur la valeur afin de pouvoir conserver un minimum de cohérence et de consistance dans la réglementation en la matière.

#### Projet 41: Recherche axée sur le butin

Il est clair qu'intrinsèquement l'élaboration d'instruments juridiques permettant la recherche axée

noodzakelijk dat de betrouwelijke mechanismen voor financiële, economische en fiscale delinquentie in een internationale context worden geplaatst. Minstens moeten de noden op elkaar afgestemd worden en maximale compatibiliteit moet worden nagestreefd.

Meer in het bijzonder moet de actieradius van de Belgische gerechtelijke overheid inzake verbeurdverklaringen niet alleen in theorie maar ook in de praktijk gevoelig worden uitgebreid. Het fijn afstellen van de wet van 20 mei 1997 betreffende de internationale samenwerking inzake de tenuitvoerlegging van inbeslagnemingen en verbeurdverklaringen en ons Wetboek van Strafvordering zou bewarende maatregelen bij equivalent en zelfs de tenuitvoerlegging bij equivalent van buitenlandse beslagmaatregelen mogelijk moeten maken. Niet alleen worden daar door verdragsrechtelijke verplichtingen ingelost, eveneens wordt de weg voorbereid voor het inroepen van de vereiste reciprociteit voor de tenuitvoerlegging van gelijkaardige Belgische beslagmaatregelen op patrimoniumbestanddelen buiten het Belgische territoriaal substratum. Ook het afsluiten van zogenaamde « *asset-sharing treaties* », waar overigens dringend werk van moet worden gemaakt, wordt aanzienlijk vereenvoudigd wanneer de regelgeving inzake verbeurdverklaringen wordt afgestemd op wat geldt als de « internationale standaardnormen ».

Verder dringt zich een chronologische en een inhoudelijke ontkoppeling op van de uitspraak omtrent de schuldvraag en de straftoemeting sensu stricto enerzijds en de ontnemingsprocedure anderzijds. Ook op het terrein dient dit vertaald te worden in de opdeling van de tactische recherche omtrent het basisfeit en het vermogensonderzoek in het kader van de voordeelontnemingsprocedure. Idealiter zou deze evolutie kunnen uitmonden in de uitwerking van zogenaamde « *in-rem* »-procedures waarbij de voordeelsontneming mogelijk is onafhankelijk van de strafrechtelijke veroordeling van een fysieke of morele persoon.

Minstens even belangrijk is de introductie van de mogelijkheid tot « verdeling van de bewijslast » nopens de onrechtmatige herkomst van de vermogens van veroordeelde delinquenten en de bewarende maatregelen bij equivalent in het kader van een opsporings- of gerechtelijk onderzoek.

Tenslotte dient een evaluatie te worden gemaakt of, in het licht van wat voorafgaat, niet beter zou worden afgestapt van het huidig stelsel van verbeurdverklaring dat objectgericht is en te evolueren naar een stelsel dat waarde-gericht is teneinde enige coherentie en consistentie in de desbetreffende regelgeving te kunnen behouden.

#### Project 41: Buitgerichte recherche

Het laat zich verstaan dat het uitbouwen van het legistiek instrumentarium om buitgerichte recherche

sur le butin ne suffit pas si elle ne s'inscrit pas dans un cadre structurel suffisant. Des unités chargées de donner corps à la recherche axée sur le butin doivent être formées sur le plan fédéral et local. Dans ce domaine également, les autorités judiciaires doivent assurer la coordination et la conduite de la politique en matière de poursuites et de recherche. Compte tenu de la spécialisation et de la spécificité que requiert cette matière, il est recommandé de procéder à une analyse fonctionnelle quant à la faisabilité et à l'opportunité de désigner des magistrats fédéraux et locaux chargés spécifiquement de la question de la privation d'avantages. Dans cette optique, il paraît aussi nécessaire de désigner un magistrat fédéral en charge de la coordination de la dimension internationale des confiscations.

#### Projet 42: Élaboration d'une coopération policière et judiciaire performante sur le plan international en matière pénale

La délinquance patrimoniale ne connaît pas les frontières. L'appareil judiciaire n'est pas suffisamment à même de suivre l'évolution rapide d'une économie globale qui bénéficie d'une mobilité internationale extrême et d'une technologie de la communication moderne. La concrétisation d'une coopération judiciaire internationale performante repose sur deux exigences. La coopération judiciaire suppose une certaine compatibilité des modèles répressifs nationaux respectifs tant au niveau de l'incrimination que de la procédure pénale. Ensuite, il faut pouvoir disposer d'instruments conventionnels flexibles et aussi complets que possible qui garantissent la réciprocité maximale sur le plan de l'entraide judiciaire en matière pénale. Il est clair que ces deux conditions sont indissociables. Le ministre de la Justice prendra à cet égard les initiatives législatives nécessaires.

#### Projet 43: Criminalité informatique

L'évolution de la société de l'informatique vers la société de l'information a également une dimension criminologique. L'étude scientifique menée par l'OCDE entre 1983 et 1987 a montré que le droit pénal et le droit de procédure pénale belges n'étaient pas adaptés au concept phénoménologique de la criminalité informatique (manipulation informatique, espionnage informatique, sabotage informatique, accès illicite et usage illicite). Cette étude a été recommencée et légèrement complétée pour donner lieu à l'actuel avant-projet de loi sur la criminalité informatique.

Le ministre de la Justice a déposé ce projet de loi en s'appuyant sur les lignes de force suivantes: en droit pénal, de nouveaux comportements sont incriminés tels que le faux en informatique, (et l'usage de fausses

mogelijk te maken op zich niet volstaat indien dit onvoldoende structureel omkaderd wordt. Federaal en lokaal dienen multidisciplinaire eenheden gevormd te worden die het buitgericht onderzoek gestalte moeten geven. Ook hier moet de gerechtelijke overheid instaan voor de coördinatie en de sturing van het vervolgings- en opsporingsbeleid. Gelet op de vereiste specialisatie en specificiteit van de materie verdient het dan ook aanbeveling een functionele analyse door te voeren omtrent de haalbaarheid en de wenselijkheid van de aanwijzing van federale en lokale magistraten, specifiek belast met de materie van de voordeelontneming. In die optiek lijkt ook de aanstelling van een federaal magistraat gelast met de coördinatie van de internationale dimensie van de verbeurdverklaringen noodzakelijk.

#### Project 42: Uitwerken van een performante internationale politiële en justitiële samenwerking in strafzaken

Vermogensgerichte delinquentie laat zich niet aan banden leggen door landsgrenzen. In een globale economie met extreme internationale mobiliteit en moderne communicatietechnologie is het justitieel apparaat onvoldoende bij machte om de snelle evolutie bij te benen. Om een performante internationale justitiële samenwerking te kunnen realiseren spelen twee noodzakelijke voorwaarden. Justitiële samenwerking veronderstelt een zekere compatibiliteit van de respectieve nationale strafrechtelijke beteugelingsmodellen zowel naar de incriminatie toe als naar de strafprocedurele inbedding. In tweede instantie dient men te kunnen beschikken over een flexibel en zo volledig mogelijk verdragsrechtelijk instrumentarium dat garant staat voor maximale reciprociteit inzake de rechtshulp in strafzaken. Het is duidelijk dat het inlossen van beide voorwaarden niet los van elkaar kunnen worden gezien. De minister van Justitie zal hiervoor de nodige legistieke initiatieven nemen.

#### Project 43: Informaticacriminaliteit

De evolutie van de computer- naar de informatiesamenleving heeft ook een criminologische dimensie. Uit het tussen 1983 en 1987 gevoerde wetenschappelijk onderzoek van de OESO, bleek dat het Belgisch straf- en strafprocesrecht niet aangepast was aan het fenomenologische concept computercriminaliteit (computermanipulatie, -spionage, -sabotage, onrechtmatige toegang en onrechtmatig gebruik). Dit wetenschappelijk onderzoek werd nog eens overgaan en enigszins aangevuld hetwelk resulteerde in het huidig voorontwerp van wet inzake informaticacriminaliteit.

De minister van Justitie diende dit wetsontwerp in op basis van volgende krachtlijnen: in het strafrecht komt men tot incriminatie van nieuwe gedragingen zoals de valsheid in informatica, (en het gebruik van

données, la tentative et un régime spécifique en matière de récidive), la fraude informatique (la tentative et un régime spécifique en matière de récidive), l'accès illicite à un système informatique dans le chef de personnes internes et externes à l'organisation (la tentative, les circonstances aggravantes, les actions préparatoires, le fait de permettre l'accès illicite et le recel des données obtenues) ainsi que le sabotage de données et le sabotage informatique (la tentative et les actions préparatoires).

Le droit de procédure pénale prévoit quatre nouvelles techniques de recherche: la confiscation de données, la recherche sur réseau, l'obligation de collaboration et l'interception de communications.

Ce projet de loi s'inspire des recommandations du Conseil de l'Europe relatives à la criminalité informatique et aux questions de droit de procédure pénale liées à la technologie informatique. Par ailleurs, ce projet de loi s'aligne sur le projet de convention en matière de criminalité dans le cyberspace dont il est débattu actuellement dans le cadre du Conseil de l'Europe.

#### Projet 44: Criminalité liée à l'environnement

##### Sous-projet 44.1: Une législation transparente et cohérente en matière d'environnement

Une première action essentielle dans la lutte contre la criminalité liée à l'environnement consiste à établir des normes claires en matière de défense de l'environnement. Il est indispensable de procéder à une étude sur l'éventuelle rationalisation et simplification de la législation sur l'environnement (notamment en ce qui concerne les perquisitions, la prise d'échantillons, les laboratoires et les amendes administratives) qui ne diminue pas le niveau de protection de la population et de l'environnement. Ainsi, les contrevenants potentiels sauront mieux à quoi s'en tenir et les infractions à cette législation transparente pourront être plus facilement établies.

En outre, il est à noter que le degré des peines à l'égard de formes similaires de criminalité liée à l'environnement varie souvent. Par conséquent, une étude inventoriant et uniformisant ces degrés de peine s'impose.

Ces deux études seront menées au niveau fédéral à l'initiative du ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement et aboutiront à l'adaptation de la législation en la matière.

Une concertation interviendra entre les deux niveaux de pouvoir afin de garantir la cohérence nécessaire entre les législations fédérale et régionales en matière d'environnement.

##### Sous-projet 44.2: Des services d'inspection spécialisés efficaces sur le terrain

valse gegevens, de poging en een bijzonder regime van herhaling), het informaticabedrog (de poging en een bijzonder regime van herhaling), de ongeoorloofde toegang tot een informaticasysteem door mensen van binnen en buiten de organisatie (de poging, de verzwarende omstandigheden, de voorbereidende handelingen, het opdracht geven tot de ongeoorloofde toegang en de heling van de bekomen data) en de data- en informaticasabotage (de poging en de voorbereidende handelingen).

In het strafprocesrecht werden vier nieuwe opsporingstechnieken voorzien: het databeslag, de netwerkzoeking, de medewerkingsverplichting en de interceptie van communicatie.

De inspiratiebronnen van dit wetsontwerp zijn terug te vinden in de aanbevelingen van de Raad van Europa inzake computergerelateerde criminaliteit en inzake problemen van strafprocesrecht die gelieerd zijn aan de informaticatechnologie. Bovendien lijnt dit wetsontwerp op met de ontwerpconventie inzake criminaliteit in cyberspace die momenteel besproken wordt in het kader van de Raad van Europa.

#### Project 44: Milieucriminaliteit

##### Deelproject 44.1: Transparante en coherente milieuwetgeving

Een eerste noodzakelijke actie bij de bestrijding van milieucriminaliteit bestaat uit de opstelling van éénduidige normen inzake milieuhandhaving. Een onderzoek naar mogelijke rationalisatie en vereenvoudiging van de milieuhandhavingswetgeving (onder meer inzake huiszoeking, monstername, laboratoria en administratieve geldboetes), zonder dat dit voor mens en milieu resulteert in een lager beschermingsniveau, dringt zich op. Potentiële overtreders zullen hierdoor beter weten waaraan zich te houden, terwijl overtredingen op dergelijke transparante wetgeving makkelijker vast te stellen zijn.

Daarnaast moet men vaststellen dat de strafmaten die ten aanzien van gelijkaardige vormen van milieucriminaliteit gehanteerd worden, vaak verschillen. Een studie die deze strafmaten inventariseert en uniformiseert is dan ook noodzakelijk.

Beide studies zullen op het federale niveau plaatsvinden op initiatief van de minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu en leiden tot de aanpassing van de desbetreffende wetgeving.

Tussen beide bevoegdheidsniveaus zal overlegd worden om de noodzakelijke coherentie tussen de federale en gewestelijke milieuregelgeving te waarborgen.

##### Deelproject 44.2: Efficiënte en gespecialiseerde inspectiediensten op het terrein

Il va sans dire qu'en matière de criminalité liée à l'environnement un contrôle du respect de la législation effectué par des fonctionnaires est indispensable. Ce contrôle n'a pas un caractère exclusivement répressif; son existence apporte une contribution substantielle sur le plan préventif. La prévention de la criminalité liée à l'environnement est fondamentale parce que la restauration a posteriori est soit rarement possible, soit difficile et onéreuse. Un contrôle efficace du respect de la législation en matière d'environnement a un effet dissuasif sur la perpétration de délits à caractère environnemental. Il constitue en outre un moyen efficace de lutter contre la concurrence déloyale si bien que les entreprises et les entrepreneurs qui investissent dans le respect de la législation sur l'environnement ne sont plus indirectement pénalisés pour leur sens civique. Enfin, des services spécialisés présents régulièrement sur le terrain jouent également un rôle d'information important sur la réglementation à appliquer, qui est souvent complexe.

Dans le cadre des compétences fédérales et régionales, divers services d'inspection (appartenant à différents départements) se chargent de contrôler le respect de la législation fédérale et régionale en matière d'environnement (normes de produits, transit de déchets, milieu marin, réglementation du travail).

D'une part, à l'initiative du ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement, on examinera de quelle manière ces services doivent être renforcés, tant en termes d'unités que d'organisation, pour pouvoir assurer une présence plus efficace sur le terrain. D'autre part, à l'initiative du même ministre, on procédera prioritairement à la rédaction d'un protocole de coopération qui devra orienter correctement la collaboration et la coordination entre les différents services d'inspection fédéraux et régionaux concernés par la défense du droit en matière d'environnement.

**Sous-projet 44.3: Concertation et harmonisation de la politique en matière de criminalité liée à l'environnement**

En raison de la répartition des compétences, la majeure plupart des infractions liées à l'environnement sont constatées par les autorités régionales alors que l'autorité fédérale reste compétente au point de vue de la politique des poursuites. Cette situation appelle une concertation structurée entre les autorités concernées et les parquets.

Le ministre de la Justice, les ministres fédéraux et régionaux de l'Environnement, leurs administrations et les parquets se concerteront sur la conduite de la politique de défense et de poursuites relative aux délits liés à l'environnement. Les services de police doivent être également associés au développement de cette vision.

Er is met betrekking tot milieucriminaliteit een overduidelijke noodzaak aan toezicht door ambtenaren van de naleving van de wetgeving. Dit toezicht is niet steeds gericht op strafrechtelijke handhaving, maar levert door zijn bestaan een belangrijke bijdrage aan de preventieve handhaving. Preventie van milieucriminaliteit is fundamenteel omdat herstel achteraf vaak niet mogelijk is, of alvast heel moeilijk en duur. Een efficiënt toezicht op de naleving van de milieuwetgeving heeft een ontraden effect op het plegen van milieudelicten. Bovendien vormt het een effectief middel in de bestrijding van concurrentievervalsing zodat de bedrijven en de ondernemers die investeren in de naleving van de milieuwetgeving niet langer onrechtstreeks gestraft worden voor hun burgerzin. Gespecialiseerde diensten die regelmatig op het terrein aanwezig zijn vervullen ten slotte ook een belangrijke rol inzake informatie en voorlichting over de toe te passen, vaak ingewikkelde, regelgeving.

In het kader van de federale en de gewestelijke bevoegdheden zijn er diverse inspectiediensten (die behoren tot verschillende departementen) betrokken bij het toezicht inzake de naleving van de federale en de gewestelijke milieuwetgeving (productnormen, doorvoer van afvalstoffen, marine milieu, arbeidsreglementering).

Enerzijds zal, op initiatief van de minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, onderzocht worden op welke manier deze diensten versterkt moeten worden, zowel qua eenheden als qua organisatie, om een efficiëntere aanwezigheid op het terrein te kunnen verzekeren. Anderzijds zal, op initiatief van dezelfde minister, prioritair werk worden gemaakt van de opstelling van een samenwerkingsprotocol dat de samenwerking en coördinatie tussen de diverse federale en gewestelijke inspectiediensten betrokken bij de handhaving van het milieuricht in goede banen moet leiden.

**Deelproject 44.3: Overleg en beleidsafstemming inzake milieucriminaliteit**

De bevoegdheidsverdeling heeft ertoe geleid dat het merendeel van de milieumisdrijven wordt vastgesteld door de gewestelijke overheden terwijl het federaal niveau bevoegd is gebleven voor het vervolgingsbeleid. Dit maakt een gestructureerd overleg tussen de betrokken overheden en de parketten noodzakelijk.

De minister van Justitie en de bevoegde federale en gewestelijke ministers van Leefmilieu, hun administraties en de parketten zullen overleg plegen over het te voeren handhavings- en vervolgingsbeleid inzake milieudelicten. Ook de politiediensten moeten bij deze visievorming worden betrokken.

Les résultats de cette concertation seront pris en considération dans une directive en matière de poursuites relative à la criminalité liée à l'environnement élaborée par le ministre de la Justice après concertation avec le Collège des procureurs généraux.

#### Sous-projet 44.4: Surveillance et contrôle des délits liés à l'environnement commis en mer et des délits internationaux en matière d'environnement

Après une série de pollutions récentes par le pétrole, dont la plus importante est celle de l'« Erica », la mise en place d'une meilleure politique de poursuites en la matière paraît indispensable.

À cet effet, une première contribution peut être apportée en demandant aux parquets compétents d'accorder une grande priorité aux dossiers de pollution marine. Les parquets concernés sont : le parquet de Bruges, compétent pour poursuivre pénalement les déversements illégaux en provenance de navires se trouvant dans les eaux territoriales belges; les parquets de l'arrondissement dans lequel est situé le port d'attache d'un navire polluant belge (concerne les infractions commises n'importe où dans le monde); et, en ce qui concerne les navires étrangers, les parquets dans l'arrondissement desquels est situé le port d'escale ou de départ (concerne les infractions commises dans nos eaux territoriales).

Étant donné que le manque d'expertise en droit maritime est à l'origine du classement sans suite de la majeure partie des affaires, il y a lieu de désigner un magistrat de parquet qui puisse développer l'expertise légale et technique nécessaire en matière d'environnement et qui assume une fonction de coordination entre les parquets compétents. Ce magistrat de parquet devrait être associé aux travaux de l'actuelle Sous-commission IEC/Mer du Nord et de son groupe de travail Garde côtière, créé en 1999 sous la présidence du ministère des Affaires économiques.

Pour pouvoir s'attaquer plus efficacement à cette forme de criminalité internationale en matière d'environnement, il convient d'étudier, dans le cadre des accords internationaux en vigueur, les possibilités et les limites des canaux internationaux de communication et de collaboration. C'est d'ailleurs le cas pour diverses formes de criminalité internationale en matière d'environnement telles que : le trafic illicite d'espèces protégées (flore et faune), la pêche illicite, l'exploitation et le trafic illicite du bois, la production et le trafic illicites de substances appauvrissant la couche d'ozone, le trafic illicite de déchets (y compris de matières/déchets nucléaires). La coopération internationale doit se concentrer sur la collecte de données relatives à cette criminalité et leur mise à disposition des autorités. Les mécanismes de cette criminalité doivent également être étudiés. Il faut procéder à un plus grand nombre d'inspections sur les véhicules utilisés pour commettre cette criminalité. Ainsi, en vue de prévenir la pollution marine par bateau, les

Met de resultaten van dit overleg zal rekening worden gehouden bij de uitwerking van een vervolgingsrichtlijn milieucriminaliteit door de minister van Justitie, na overleg met het College van procureurs-generaal.

#### Deelproject 44.4: Toezicht en controle op milieudelicten op zee en op internationale milieudelicten

Na een reeks recente olieverontreinigingen, waarvan deze van de « Erica » de grootste was, blijkt de nood aan een optimaler vervolgingsbeleid in dit verband.

Een eerste bijdrage hiertoe kan geleverd worden door de bevoegde parketten opdracht te geven een hoge prioriteit te verlenen aan dossiers van marine verontreiniging. De betrokken parketten zijn : het parket van Brugge, bevoegd voor de gerechtelijke vervolging van illegale lozingen afkomstig van schepen in de Belgische zeegebieden; de parketten van het arrondissement waarin de thuishaven van een vervuilend Belgisch schip is gelegen (inzake overtredingen waar ook ter wereld gepleegd); en de parketten binnen wiens rechtsgebied de aanloop- of vertrekhaven in België is gelegen voor wat vreemde schepen betreft (met betrekking tot overtredingen in onze zeegebieden).

Aangezien gebrek aan expertise inzake het mari- tieme recht ervoor zorgt dat veelal wordt gesepo- neerd, moet een parketmagistraat worden aangesteld die de nodige wettelijke en technische milieuexpertise kan uitbouwen en een coördinatierol vervult tussen de bevoegde parketten. Deze parketmagistraat zou betrokken moeten worden bij de werkzaamheden van de bestaande Subcommissie IEC/Noordzee en de bijhorende werkgroep Kustwacht die in 1999 werd opgericht onder voorzitterschap van het ministerie van Economische Zaken.

Om deze vorm van internationale milieucriminaliteit beter te kunnen aanpakken dienen in het kader van de bestaande internationale afspraken de mogelijkheden en beperkingen van internationale samenwerkings- en communicatiekanalen onderzocht te worden. Dit is trouwens het geval voor allerlei vormen van internationale milieucriminaliteit, zoals daar zijn : illegale handel in beschermd soorten (flora en fauna), illegale visvangst, illegale exploitatie en handel in hout, illegale productie en trafiek van ozon- afbrekende stoffen, illegale trafiek van afvalstoffen (inclusief nucleaire (afval)stoffen). De internationale samenwerking moet zich concentreren op het verzamelen en voor handhavers beschikbaar maken van gegevens inzake deze criminaliteit. Onderzoek dient ook te gebeuren met betrekking tot de mechanismen ervan. Meer inspecties zijn vereist op voertuigen die bij het plegen van deze criminaliteit worden gebruikt. Zo moeten, met het oog op de preventie van de zeeverontreiniging door vaartuigen, de inspecties opge-

inspections doivent être menées sur les navires qui entrent dans nos ports. C'est la seule manière de s'assurer qu'ils satisfont aux diverses normes. Les diverses autorités portuaires doivent veiller, par le biais d'une coordination internationale ou européenne et en ayant la possibilité de consulter certaines banques de données, à ce que chaque navire soit contrôlé périodiquement.

#### Sous-projet 44.5: Programmes de formation

Les ministres compétents doivent mettre à disposition les structures et les moyens en vue de former tous les acteurs impliqués dans la lutte contre la criminalité liée à l'environnement (dans ce cadre, il s'agit avant tout des magistrats de parquet et des juges concernés mais également des services de police et des fonctionnaires chargés des contrôles). Cette exigence est justifiée par la nature particulière de la criminalité liée à l'environnement (mécanismes propres, etc.) et par la complexité de la lutte dont elle fait l'objet (notamment les difficultés de constater et de poursuivre les infractions, la complexité de la réglementation). À cet égard, les besoins se situent au niveau non seulement des connaissances juridiques mais également des connaissances techniques et scientifiques. Ceci englobe notamment des programmes de formation et le développement d'ouvrages de référence axés sur la pratique. La rentabilité de ces efforts de formation sera d'autant meilleure qu'il y a un certain degré de spécialisation dans les organisations générales et que le départ des membres de ces services spécialisés vers d'autres services n'est pas trop important.

### 7.4. Traite et exploitation des êtres humains

#### 1. Analyse

La traite des êtres humains se caractérise par une dimension transfrontalière et par une grande diversité. Les principaux instruments en la matière sont les lois du 27 mars et 13 avril 1995 relatives à la répression de la traite des êtres humains, de la pornographie enfantine et de l'abus sexuel de mineurs.

Le domaine d'application de ces lois ne s'étend pas uniquement à l'exploitation sexuelle et économique d'étrangers (traite des êtres humains), mais également à l'exploitation d'étrangers dans le cadre de filières d'immigration clandestines organisées (trafic des êtres humains). Le gouvernement fédéral envisage une approche large: traite des êtres humains, pornographie enfantine et autres formes d'exploitation. En ce qui concerne la pornographie enfantine, il convient également de préciser la qualification juridique pour éviter les problèmes d'interprétation.

Aux côtés de la promotion de l'intégration des étrangers, d'une politique d'asile et d'immigration humaine et réaliste et de la lutte contre le racisme et

voerd worden op de vaartuigen die onze havens aan doen. Enkel zo kan worden verzekerd dat ze voldoen aan de diverse normen. De diverse havenautoriteiten dienen, via een internationale of Europese coördinatie, hierbij gesteund door consulteerbare gegevensbanken, ervoor te zorgen dat elk vaartuig periodiek wordt gecontroleerd.

#### Deelproject 44.5: Vorming en opleidingsprogramma's

De bevoegde ministers moeten de structuren en de middelen ter beschikking stellen om de vorming te verzorgen voor allen die bij de handhaving van milieucriminaliteit betrokken zijn (in dit kader in de eerste plaats de betrokken parketmagistraten en rechters, maar ook de politiediensten en controleambtenaren). Dit is een vereiste in het licht van de bijzondere aard van de milieucriminaliteit (eigen mechanismen, en dergelijk) en de complexiteit van de bestrijding ervan (onder andere de moeilijkheden inzake het vaststellen en vervolgen, en de complexiteit van de reglementering). Het gaat hierbij niet enkel om de noodzaak aan juridische maar ook aan technische en wetenschappelijke kennis. Dit omvat onder andere opleidingsprogramma's en de ontwikkeling van op de praktijk gerichte naslagwerken. De vormingsinspanningen zullen des te meer renderen naarmate er een bepaalde specialisatiegraad bestaat in de algemene organisaties en het verloop van mensen van deze gespecialiseerde diensten naar andere diensten niet te groot is.

### 7.4. Mensenhandel en -uitbuiting

#### 1. Analyse

Mensenhandel kenmerkt zich door een grensoverschrijdend optreden en door een grote verscheidenheid. De belangrijkste instrumenten zijn de wetten van 27 maart en 13 april 1995 met betrekking tot de bestrijding van de mensenhandel, de kinderpornografie en het seksueel misbruik van minderjarigen.

Het toepassingsgebied van deze wetten strekt zich niet alleen uit tot de seksuele en economische uitbuiting van vreemdelingen (mensenhandel) maar ook tot de uitbuiting van vreemdelingen in het raam van de georganiseerde clandestiene immigratiekanalen (mensensmokkel). De federale regering beoogt een brede aanpak: mensenhandel, kinderpornografie en andere vormen van uitbuiting. Met betrekking tot de kinderpornografie dringt zich bijkomend een verduidelijking op van de juridische kwalificatie teneinde interpretatieproblemen te voorkomen.

De bestrijding van de mensenhandel en -uitbuiting is, naast de bevordering van de integratie van vreemdelingen, van een humaan en realistisch asiel- en

l'intolérance, la lutte contre la traite et l'exploitation des êtres humains constitue un pilier de la politique belge menée à l'égard des étrangers. Une politique que notre pays a également exprimé au Sommet européen de Tampere.

Sur le plan de la lutte contre la traite et l'exploitation des être humains, il est essentiel de pouvoir disposer d'une statistique criminelle et d'une analyse criminelle qui prennent en considération le caractère généralement transfrontalier, mobile et flexible de cette forme de criminalité. Notre objectif consiste à parvenir à une lecture complète et cohérente du déroulement des faits et le parcours des personnes, dans l'administration de la justice pénale, depuis le procès-verbal jusqu'à l'exécution pénale. Dans ce domaine, l'existence d'un volet administratif et d'un volet social, qui doivent également être traduits en chiffres, pose un problème.

Il n'est pas exagéré de parler d'une surabondance et d'une prolifération de rapports et de notes. En effet, on peut citer les rapports annuels du gouvernement fédéral sur la traite des êtres humains et le crime organisé, le rapport annuel du Service de la Politique Criminelle, le rapport annuel du Collège des procureurs généraux, le rapport annuel du Centre pour l'Égalité des Chances et la lutte contre le Racisme et le rapport annuel du Commissariat général aux Réfugiés et aux Apatrides. Au moment de leur publication, certains rapports annuels sont déjà largement dépassés par les faits. En ce qui concerne la politique à suivre, c'est principalement une approche méthodique à court, moyen et long terme qui s'impose. De plus, des bilans intermédiaires en vue de modifier si nécessaire la politique sont indispensables.

#### Projet 45 Statistiques criminelles et analyse de la criminalité

Le ministre de la Justice et le ministre de l'Intérieur créeront un service unique de statistique et développeront une « *datawarehouse* », c'est-à-dire le traitement des données judiciaires au départ d'une banque de données statistiques qui traitera, déchiffrera et publiera de façon cohérente les informations émanant des différentes branches de l'administration de la justice pénale.

La police intégrée, en tant qu'unique productrice et principale utilisatrice de la statistique policière, restera responsable de son élaboration.

#### *2. Objectif*

L'accord de gouvernement entend lutter contre la traite et l'exploitation des êtres humains.

immigratiebeleid en van de strijd tegen het racisme en de onverdraagzaamheid, een pijler van het Belgisch vreemdelingenbeleid. Een beleid dat door ons land ook werd vertolkt op de Europese Top van Tampere.

Inzake de bestrijding van de mensenhandel en -uitbuiting is het van enorm belang om te kunnen beschikken over een criminale statistiek en een criminale analyse die rekening houdt met het meestal grensoverschrijdend, mobiel en flexibel karakter van deze criminaliteitsvorm. Ons opzet bestaat erin om een volledige en coherente lezing mogelijk te maken van het verloop van de feiten en van de personen in de strafrechtsbedeling, van bij het proces-verbaal tot en met de strafuitvoering. Problematisch, in dit domein, is dat er tevens een administratiefrechtelijk luik en een sociaalrechtelijk luik is, die beiden ook cijfermatig moet vertaald worden.

Het is niet overdreven te spreken van een overaanbod of wildgroei van rapporten en nota's. Er zijn de jaarrapporten van de federale regering over mensenhandel en georganiseerde misdaad, het jaarrapport van de Dienst voor Strafrechtelijk Beleid, het jaarrapport van het College van procureurs-generaal, het jaarrapport van het Centrum voor Gelijkheid van Kansen en Racismebestrijding en het jaarrapport van het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen. Op het ogenblik van de publicatie zijn sommige jaarrapporten reeds ruimschoots door de feiten achterhaald. Beleidsmatig is er voornamelijk nood aan een planmatige aanpak op een korte, een middellange en lange termijn. Daarnaast is er nood aan tussentijdse balansen teneinde het beleid zonodig bij te sturen.

#### Project 45: Criminale statistiek en criminaliteitsanalyse

De minister van Justitie en de minister van Binnenlandse Zaken zullen één dienst statistiek oprichten alsook de uitbouw van een « *datawarehouse* », dit is de verwerking van justitiële gegevens vanuit één statistische databank, die de informatie uit de verschillende geledingen van de strafrechtsbedeling op een coherente manier verwerkt, ontcijfert en publiceert.

Met betrekking tot de politiële statistiek zal de geïntegreerde politie als enige producent en de belangrijkste gebruiker ervan de verantwoordelijkheid behouden voor de aanmaak ervan.

#### *2. Doelstelling*

Het federaal regeerakkoord wenst de mensenhandel en -uitbuiting te bestrijden.

### **3. Chaîne de sécurité**

#### *3.1. Prévention*

L'origine de la traite et du trafic des êtres humains est avant tout structurelle. Peuvent notamment être cités les facteurs socio-culturels (la différenciation culturelle), les facteurs économiques et les facteurs relatifs à la sécurité. Les différences considérables entre les pays d'origine (offre) et les pays de destination (demande) ont une très grande influence sur l'organisation de la traite et du trafic des êtres humains.

Seul un accord permanent entre les Ministres de la Justice, des Affaires étrangères, de l'Intérieur, de l'Emploi et du Travail, le secrétaire d'État à la Coopération au développement et le secteur de l'enseignement permettra d'influer sur ces origines structurelles à l'étranger.

La prévention peut commencer dans le pays d'origine même et ensuite s'intégrer dans la politique d'immigration et dans le contrôle des groupes à risque comme, par exemple, les auteurs de délits à caractère sexuel et des secteurs à risque tels que la prostitution.

Sur le plan du droit social, il y a lieu de mettre en place une concertation sur un certain nombre de mesures préventives concrètes concernant les contrats de travail de victimes de la traite des êtres humains dans le domaine de la prostitution, le statut des jeunes « au pair », le statut du personnel de maison des diplomates, la responsabilité solidaire de l'exploitant et le statut des sportifs étrangers.

La question des mariages blancs, la problématique des négriers, la politique anticorruption et le droit administratif armé doivent également y être associés.

#### *3.2. Répression*

Dans le cadre du volet répressif, on peut tout d'abord plaider en faveur de l'application de la recherche proactive. Cette méthode de recherche est justifiée lorsque l'on a certaines raisons de supposer qu'une organisation criminelle est à l'oeuvre. La lutte contre la traite et l'exploitation des êtres humains requiert des instruments uniformes, clairs et dont la portée légale est suffisamment vaste.

L'approche pénale s'appuie ensuite sur des actions coordonnées régulières et sur des contrôles interdisciplinaires sur les groupes et les secteurs à risque effectués en collaboration avec le ministre de l'Intérieur et le ministre de l'Emploi et du Travail.

Seul un nombre limité de dossiers répressifs débouchent, à court terme, sur une condamnation sévère des auteurs. Hormis les questions d'interprétation de la législation, l'administration de la preuve pose de

### **3. Veiligheidsketen**

#### *3.1. Preventie*

Aan de basis van de mensenhandel en de mensen-smokkel, liggen vooreerst structurele oorzaken. Er zijn, ondermeer de socio-culturele factoren (de cultu-rele differentiatie), de economische factoren en de veiligheidsfactoren. De aanzielijke verschilpunten tussen de landen van herkomst (aanbod) en de landen van bestemming (vraag) beïnvloeden sterk de organisa-tie van de mensenhandel en de mensensmokkel.

Inwerken op deze structurele oorzaken in de vreemde probleemgebieden kan enkel tot stand komen door permanente afstemming tussen de minister van Justitie, de minister van Buitenlandse Zaken, de Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, de minister van Binnenlandse Zaken, de minister van Arbeid en Tewerkstelling en het Onderwijs.

Preventie kan reeds starten in het land van herkomst en vervolgens ingebouwd worden bij het migratiebeleid en in de controle van de risicogroepen zoals daders van seksuele misdrijven en risicosectoren zoals de prostitutie.

Op sociaalrechtelijk vlak dient overleg georganiseerd voor een aantal concrete preventieve maatre-gelen met betrekking tot de arbeidsovereenkomst van slachtoffers van mensenhandel in het domein van de prostitutie, het statuut van de « au pair », het statuut van huispersoneel van diplomaten en de hoofdelijke aansprakelijkheid van de exploitant en het statuut van de buitenlandse sportbeoefenaars.

Ook de problematiek van de schijnhuwelijken, de koppelbazerij, het anti-corruptiebeleid en het gewapend bestuursrecht dienen hierin te worden betrokken.

#### *3.2. Repressie*

Binnen het repressieve luik kan er vooreerst een lans worden gebroken voor de toepassing van de proactieve recherche. Deze wijze van onderzoeken is verantwoord wanneer er een zeker vermoeden is dat een criminale organisatie aan het werk is. Er is nood aan een uniform, duidelijk en voldoende ruim wette-lijk instrumentarium voor de bestrijding van de mensenhandel en -uitbuiting.

Vervolgens steunt de strafrechtelijke aanpak op regelmatige gecoördineerde acties en interdiscipli-naire controles van de risicogroepen en risicosectoren in samenwerking met de minister van Binnenlandse Zaken en de minister voor Arbeid en Tewerkstelling.

Slechts een beperkt aantal strafdossiers worden op korte termijn afgehandeld met een strenge veroorde-leing van de daders. Behoudens de interpretatieproblemen van de wetgeving zijn er heel wat knelpunten in

nombreux problèmes. En l'absence de déclarations de victimes, de témoignages et d'aveux des auteurs, l'administration de la preuve s'appuie, d'une part, sur des observations visuelles et techniques et, d'autre part, sur une enquête financière. Dès lors, l'attention des services judiciaires et des services de police devra se concentrer sur ces méthodes de recherche typiques. L'approche transfrontalière et répressive de la traite des êtres humains nécessite absolument sur le plan international un système d'échange de données policières et d'entraide judiciaire performant.

#### Projet 46: Échange d'informations

L'approche multidisciplinaire de la traite des êtres humains suppose un système efficace d'échange d'informations entre les services administratifs et judiciaires. Le ministre de la Justice prendra l'initiative dans ce but.

#### 3.3. *Suivi*

En matière de suivi, il convient de mettre l'accent sur la protection, l'accueil, la défense et l'intégration des victimes majeures et mineures de la traite des êtres humains. Tant au niveau européen qu'aux niveaux fédéral et local, on demande d'accorder une attention particulière aux victimes les plus faibles, à savoir les enfants et les femmes.

#### Projet 47: Rapport annuel du Centre d'Égalité des Chances et de la lutte contre le Racisme

Le gouvernement fédéral insiste sur la plus-value du rapport annuel. Il contribue à donner forme à l'approche intégrée comme l'a recommandé à l'époque la commission d'enquête parlementaire sur la traite des êtres humains. Le rapport annuel donne une très bonne synthèse de l'analyse du phénomène, de l'approche préventive, de l'approche répressive, de l'accueil des victimes notamment par les ONG, de la coopération nationale et internationale et d'autres éléments de ce phénomène multidimensionnel.

Grâce à ce rapport annuel notamment, le phénomène continue à faire l'objet d'une grande attention de la part de tous les secteurs concernés et la Belgique adopte au sein de l'Union européenne une position qui fait autorité dans la lutte contre la traite des êtres humains.

Le gouvernement fédéral procédera à une évaluation des constatations et des recommandations des rapports annuels. Le dernier rapport annuel publié en mai 1999 (pour l'année 1998) attire l'attention sur le profil, le jeune âge, le statut précaire et l'origine des victimes. L'analyse d'une série de dossiers judiciaires permet de tirer les conclusions suivantes : les lois du 13 avril 1995 devraient être soumises à une évaluation, les témoignages des victimes sont de la première

de bewijsvoering. Bij gebrek aan verklaringen van slachtoffers, van getuigen en van bekentenissen van daders steunt de bewijsvoering enerzijds, op visuele en technische observaties, en anderzijds op financieel onderzoek. De aandacht van de gerechtelijke- en politiediensten zal dan ook op deze typische opsporingsmethoden moeten gevestigd worden. Essentieel in de repressieve grensoverschrijdende aanpak van de mensenhandel blijft de noodzaak van een performant systeem van internationale politiële gegevensuitwisseling en rechtshulp.

#### Project 46: Informatieuwisseling

De multidisciplinaire aanpak van de mensenhandel veronderstelt een performant systeem van informatie-uitwisseling tussen de administratieve en de gerechtelijke diensten. Om dit mogelijk te maken zal de minister van Justitie ter zake het initiatief nemen.

#### 3.3. *Nazorg*

Voor de nazorg dient de nadruk te liggen op de bescherming, de opvang, de beveiliging en de integratie van meerderjarige en minderjarige slachtoffers van de mensenhandel. Zowel in Europees verband als op federaal en lokaal niveau wordt er bijzondere aandacht gevraagd voor de zwakste slachtoffers, met name de kinderen en de vrouwen.

#### Project 47: Jaarrapport Centrum voor Gelijkheid van Kansen en voor Racismebestrijding

De federale regering benadrukt de meerwaarde van het jaarrapport. Het geeft mee gestalte aan de geïntegreerde aanpak zoals destijds werd aanbevolen door de parlementaire onderzoekscommissie mensenhandel. Het jaarrapport brengt een zeer degelijke synthese tussen de fenomeenanalyse, de preventieve aanpak, de repressieve aanpak, de opvang van de slachtoffers via onder andere de NGO's, de nationale en internationale samenwerking en andere componenten van dit multidimensioneel fenomeen.

Door ondermeer dit jaarrapport blijft de aandacht voor het fenomeen bij alle betrokken sectoren groot en neemt België, binnen de Europese Unie, een toonaangevende positie in in de strijd tegen de mensenhandel.

De federale regering zal de vaststellingen en de aanbevelingen van de jaarrapporten evalueren. Het laatste jaarrapport van mei 1999 (over 1998) vestigt de aandacht op het profiel, de jonge leeftijd, het precaire statuut en de herkomst van de slachtoffers. Uit de analyse van een reeks gerechtelijke dossiers, wordt geconcludeerd dat: de wetten van 13 april 1995 aan een evaluatie toe zijn, de getuigenissen van de slachtoffers van doorslaggevend belang zijn in de bewijs-

importance dans l'établissement de la preuve, le dédommagement effectif reste problématique, le volet financier de l'enquête ne doit pas être négligé, les commanditaires de la traite des êtres humains échappent généralement aux poursuites et aux condamnations, les victimes devraient pouvoir faire appel à la Commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence et les possibilités offertes aux associations de procéder devant les tribunaux doivent être élargies davantage. Par ailleurs, les centres d'accueil spécialisés doivent pouvoir bénéficier d'un financement structurel.

**Projet 48: Adaptation des circulaires communes relatives à la délivrance des permis de séjour et de travail aux victimes de la traite des êtres humains**

L'adaptation vise à protéger davantage les intérêts des victimes et à développer des perspectives d'avenir.

**Projet 49: Mineurs étrangers non accompagnés**

Les mineurs étrangers non accompagnés constituent une catégorie de plus en plus importante de personnes qui sont particulièrement fragiles vu leur âge, leur situation et leurs conditions de séjour généralement précaires. Sans préjudice des obligations internationales énumérées dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant et d'une résolution du Conseil de l'Union Européenne du 26 juillet 1997, la Belgique est à ce jour un des rares pays dont la législation et la réglementation présentent encore de nombreuses lacunes en la matière.

Il convient de mettre en place un système légal de protection, de prise en charge et de placement adéquat ainsi que de réglementer la tutelle. Le ministre de l'Intérieur organisera avec les communautés une concertation coordonnée afin d'aboutir à une solution et de satisfaire aux obligations internationales.

## 7.5. Délits Sexuels

### 1. Analyse

On entend par délits sexuels les délits visés aux articles 372 à 386ter du Code pénal.

En ce qui concerne les délits sexuels, il convient d'établir une distinction entre l'exploitation sexuelle et les autres formes d'abus sexuel. L'exploitation sexuelle qui touche surtout des femmes et des enfants peut revêtir plusieurs formes. La différence entre

voering, de effectieve schadeloosstelling problematisch blijft, het financiële luik in het onderzoek niet mag verwaarloosd worden, de opdrachtgevers van mensenhandel vooral ontsnappen aan vervolging en veroordeling, de slachtoffers zouden moeten kunnen een beroep doen op de Commissie voor hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden en de mogelijkheden om in rechte op te treden voor de rechtbank voor verenigingen nog moet worden uitgebreid. De gespecialiseerde opvangcentra moeten in een structurele financiering worden voorzien.

**Project 48: Aanpassing van de gemeenschappelijke omzendbrieven met betrekking tot de afgifte van verblijfs- en arbeidsvergunningen aan slachtoffers van mensenhandel**

De aanpassing beoogt een betere bescherming van de belangen van de slachtoffers en het ontwikkelen van toekomstperspectieven.

**Project 49: Niet-begeleide minderjarige vreemdelingen**

De niet-begeleide minderjarige vreemdelingen betreffen een steeds groter wordende categorie van personen, die wegens hun leeftijd, hun situatie en meestal precaire verblijfstoestand een bijzonder kwetsbare groep zijn. Niettegenstaande de internationale verplichtingen, zoals ingeschreven in het VN-verdrag nopens de rechten van het kind en een resolutie van de Raad van de Europese Unie van 26 juli 1997, is België tot op heden één van de weinige landen wiens wetgeving en reglementering in dit domein nog talrijke leemtes vertoont.

Een wettelijk systeem van bescherming, tenlasteneming, aangepaste plaatsing en voogdijregeling dringt zich op. De minister van Binnenlandse Zaken zal samen met de gemeenschappen werk maken van een gecoördineerd overleg teneinde tot een oplossing te komen en te voldoen aan de internationale verplichtingen.

## 7.5. Seksuele misdrijven

### 1. Analyse

Met seksuele misdrijven worden bedoeld: de misdrijven zoals die werden omschreven in de artikelen 372 tot 386ter van het Strafwetboek.

Wat de seksuele misdrijven betreft, moet men de seksuele exploitatie onderscheiden van andere vormen van seksueel misbruik. De seksuele exploitatie van vooral vrouwen en kinderen kent verschillende vormen. Het onderscheid tussen commercieel

l'abus sexuel commercial et l'abus sexuel non commercial est importante quant aux mesures préventives et répressives et au suivi, et il faut en tenir compte dans tous les projets.

Afin de prévenir au maximum les délits sexuels, une bonne connaissance des causes du phénomène ainsi que des caractéristiques des victimes et des auteurs est d'une importance capitale. Il convient de se demander si on dispose en Belgique de suffisamment de données scientifiques pour ce faire.

Il importe surtout de savoir quel est profil des enfants et des adultes qui deviennent des victimes. Il faut en outre prêter attention à la problématique de l'inceste.

Une justice qui veut être axée sur la réparation doit prêter attention aux conséquences des délits sexuels sur les victimes. Distinguons les conséquences sur les plans psychique, physique et social. La question se pose également de savoir si ces conséquences sont suffisamment connues et si cette connaissance s'est traduite par des solutions adaptées.

Il faut également disposer de suffisamment d'informations sur l'auteur (l'abuseur et/ou l'exploiteur). On peut partir du principe que l'auteur type de délits sexuels n'existe pas. Une typologie scientifique peut cependant se révéler utile dans toute la chaîne de sécurité. C'est pourquoi il importe de savoir si un auteur a agi à cause de circonstances, s'il a une préférence sexuelle spécifique, perverse ou non, ou s'il faut le classer dans la catégorie des auteurs antisociaux sans plus. Il faut également savoir à partir de quel âge les auteurs de délits sexuels ont commis leurs premiers méfaits et quels en ont été les victimes.

Nous devons attacher une attention particulière aux auteurs d'exploitation sexuelle. À cet égard, il faut établir la distinction entre les consommateurs ou les clients, d'une part, et les trafiquants, d'autre part. Nous devons également savoir à quels trafiquants nous avons à faire. On peut supposer que certains trafiquants opèrent uniquement pour des motifs commerciaux, alors que d'autres se rendent plutôt coupables occasionnellement d'exploitation sexuelle. Il n'est pas rare que des personnes se fassent exploiter par des individus de leur propre entourage. On sait également que certaines personnes se mettent elles-mêmes à disposition sur le marché.

Enfin, l'ampleur de la problématique doit être évaluée. À ce propos, se pose immédiatement la question de la qualité de l'enregistrement, liée de manière indissociable à la question de la disposition à dénoncer, de l'éventuel devoir de dénonciation et du secret professionnel.

en niet-commercieel seksueel misbruik is van belang bij de preventieve en de repressieve maatregelen alsook bij de nazorg en dient doorgetrokken te worden in alle projecten.

Om de seksuele misdrijven maximaal te voorkomen, is een goede kennis van de oorzaken en van de kenmerken van slachtoffers en daders van het grootste belang. De vraag moet worden gesteld of in België hierover voldoende wetenschappelijk bruikbaar materiaal bestaat.

Wij willen vooral weten wat het profiel is van de kinderen en de volwassenen die het slachtoffer worden. Veel aandacht moet daarbij uitgaan naar de problematiek van incest.

Een justitie die herstelgericht wil werken, moet aandacht hebben voor de gevolgen van de seksuele misdrijven voor de slachtoffers. We onderscheiden de gevolgen op psychisch, fysisch en sociaal vlak. De vraag stelt zich eveneens of deze gevolgen voldoende zijn gekend en of deze kennis werd vertaald in aangepaste voorzieningen.

Ook over de dader (de misbruiker en/of de exploitant) moet voldoende informatie bestaan. Men mag er vanuit gaan dat de typische dader van seksuele misdrijven niet bestaat. Een wetenschappelijk gefundeerde typologie kan evenwel nuttig zijn doorheen de volledige veiligheidsketen. Zo is het van belang te weten of een dader eerder door omstandigheden handelt dan wel of hij een specifieke, al dan niet perverse, seksuele voorkeur heeft of zonder meer tot de groep van de anti-sociale daders moet worden gerekend. Evenzeer moet bekend zijn vanaf welke leeftijd de daders van seksuele misdrijven hun eerste feiten plegen en welke dan hun slachtoffers zijn.

De daders van seksuele exploitatie vragen onze bijzondere aandacht. Hier moeten we de gebruikers of de klanten enerzijds en de handelaars anderzijds van elkaar onderscheiden. Ook moeten we weten met welke handelaars we te maken hebben. Men kan zich voorstellen dat sommige handelaars uit zuivere commerciële overwegingen opereren, terwijl anderen zich dan weer eerder occasioneel schuldig maken aan seksuele exploitatie. Niet zelden worden mensen uitgebuit door personen uit de eigen kennissenkring. Ook is het bekend dat sommigen zichzelf ter beschikking houden van de markt.

Tenslotte moet de omvang van de problematiek in kaart worden gebracht. Hier stelt zich meteen de vraag naar de kwaliteit van de registratie die onlosmakelijk verbonden is met de kwestie van de bereidheid tot aangifte, de eventuele aangifteplicht en het beroepsgeheim.

**Projet 50: Inventaire de la recherche scientifique sur les délits à caractère sexuel**

Il s'agit, dans un premier temps, d'inventorier les recherches scientifiques déjà accomplies en la matière afin de pouvoir effectuer une évaluation et, au besoin, de commander de nouvelles études.

## ***2. Objectif***

L'accord de gouvernement souhaite prévenir au maximum les délits sexuels. Cet objectif est tout à fait dans la ligne du Traité relatif aux droits de l'enfant ratifié par notre pays le 20 novembre 1989.

De plus, les dommages subis par les victimes à la suite de ces délits doivent être réduits à un minimum. Mais il convient également de tenir compte du principe de la limitation des dommages à l'égard de l'auteur.

## ***3. Chaîne de sécurité***

### ***3.1. Mesures préventives***

Point élémentaire: il faut améliorer la capacité des victimes potentielles à se défendre face à une intimidation sexuelle, à un abus sexuel, à des violences sexuelles ou à l'exploitation sexuelle. Une attention particulière doit être prêtée aux enfants qui risquent d'être victimes d'un abus sexuel au sein de leur propre entourage social. Améliorer la capacité à se défendre signifie travailler la confiance en soi, apprendre à distinguer les abus de pouvoir, apprendre à assumer ses propres choix et apprendre à prévenir les situations délicates.

Il apparaît qu'outre les enfants les handicapés sont également souvent victimes d'abus sexuels. La faiblesse de ce groupe cible et la position de dépendance dans laquelle ils se trouvent généralement en font des victimes potentielles. Nous devons nous concentrer de façon très spécifique sur l'abus sexuel de personnes nécessitant des soins par les dispensateurs mêmes de ces soins.

Des mesures doivent également être prises à l'égard des jeunes en vue de prévenir très tôt un comportement sexuel intimidant et violent.

Enfin, il est très important que les services de « première ligne » aient une compétence suffisante pour diagnostiquer un abus sexuel ou une déviance sexuelle et pour pouvoir décider (éventuellement signaler) un accueil adapté et/ou un renvoi vers une structure appropriée.

**Projet 51: Capacité à se défendre et formation en matière de prévention de l'abus sexuel**

Toutes les autorités doivent se demander si elles doivent encore fournir des efforts (supplémentaires)

**Project 50: Inventarisatie van het wetenschappelijk onderzoek - seksuele misdrijven**

Er dient in eerste instantie een inventarisatie te gebeuren van het reeds gedane wetenschappelijk onderzoek inzake seksuele misdrijven teneinde een evaluatie mogelijk te maken en zonodig nieuw wetenschappelijk onderzoek uit te schrijven.

## ***2. Doelstelling***

Het federaal regeerakkoord wil de seksuele misdrijven maximaal voorkomen. Deze doelstelling leunt volledig aan bij het door ons land op 20 november 1989 bekragtigde Verdrag inzake de rechten van het kind.

Daarnaast dient de schade die deze misdrijven meebrengt voor slachtoffers tot een minimum te worden herleid. Maar ook naar de dader toe moet met het schadebeperkingsprincipe rekening worden gehouden.

## ***3. Veiligheidsketen***

### ***3.1. Preventief***

Elementair is het verhogen van de weerbaarheid van potentiële slachtoffers van seksuele intimidatie, misbruik, geweld en exploitatie. Bijzondere aandacht dient te gaan naar de kinderen die het slachtoffer dreigen te worden van seksueel misbruik binnen hun eigen vertrouwde sociale netwerk. Verhogen van de weerbaarheid betekent werken aan het zelfvertrouwen, het leren herkennen van machtsmisbruik, het leren opkomen voor eigen keuzes en het aanleren hoe ongewenste situaties kunnen worden voorkomen.

Naast kinderen blijken ook gehandicapten vaak het slachtoffer te zijn van seksueel misbruik. De zwakte van deze doelgroep en de afhankelijkheidspositie waarin zij zich doorgaans bevinden, maken hen tot potentieel slachtoffer. Zeer specifiek moet onze aandacht dan ook uitgaan naar het seksueel misbruik van zorgbehoedenden door de personen die instaan voor hun verzorging.

Verder moeten acties naar jongeren worden ondernomen met het oog op de vroegtijdige preventie van seksueel intimiderend en gewelddadig gedrag.

Tenslotte is van groot belang dat de diensten van de « eerste lijn » voldoende competentie hebben om seksueel misbruik of seksuele deviantie te diagnosticeren en om tot een adequate opvang en/of doorverwijzing (eventueel melding) te kunnen beslissen.

**Project 51: Weerbaarheid en vorming inzake het voorkomen van seksueel misbruik**

Alle overheden moeten overwegen of zij nog (bijkomende) inspanningen dienen te leveren met het

en vue d'améliorer la capacité des citoyens, des enseignants et des élèves à se défendre. Il convient en outre qu'elles procèdent à une évaluation permanente de leur offre en la matière.

#### Projet 52: La « première ligne » : détection et dénonciation ou orientation

L'ensemble des autorités concernées doivent, chacune dans le cadre de leurs compétences ou de leur secteur, se poser la question de savoir si les différents acteurs et services actifs « en première ligne » (médecins de famille, enseignants, avocats, centres PMS et CPAS) sont conscients de leur rôle en matière de prévention d'abus sexuel. Il leur appartient également de prêter en permanence une attention aux indices d'abus sexuel et de dénoncer à temps les problèmes ou les infractions aux autorités judiciaires ou d'orienter les personnes concernées vers une structure d'assistance spécialisée. À cet égard, c'est la question des compétences et de l'information permanente qui se pose.

Pour rappel, en matière de prévention d'abus sexuels, il faut s'attacher à optimaliser les circonstances rendant possible une dénonciation rapide. Il ressort de la criminogénèse de nombreux délits sexuels qu'il y avait déjà eu des antécédents d'abus, parfois même à un jeune âge, avant l'arrestation. Une détection et une dénonciation faites à temps permettront d'intervenir rapidement.

En vue surtout de la prévention d'abus sexuels chez les enfants et chez les handicapés, les différents acteurs doivent développer leurs compétences au niveau de la détection. Les éventuels problèmes peuvent se situer au niveau de la volonté de dénoncer les faits aux autorités judiciaires et, éventuellement, du secret professionnel.

#### Projet 53: Actions spécifiques en faveur des personnes nécessitant des soins

Le ministre de la Santé publique, les communautés et les régions sont invités à faire l'inventaire de l'ensemble des initiatives qui ont déjà été prises dans les matières suivantes: l'information des personnes nécessitant des soins — toute personne à laquelle sont dispensées des soins tant dans une institution qu'à la maison par des dispensateurs de soins — et/ou de leur famille, le développement de leur capacité à se défendre et l'expertise des prestataires de soins. C'est sur cette base que des initiatives complémentaires et/ou nouvelles peuvent être prises.

Les ministres de la Justice et de la Santé publique, en concertation avec les communautés, doivent élaborer une réglementation rendant obligatoire la dénonciation, dans le secteur des soins aux handicapés, de tout abus sexuel commis sur des personnes

oog op de verhoging van de weerbaarheid van burgers, leerkrachten en leerlingen in het bijzonder. Daarenboven moeten zij hun aanbod ter zake permanent evalueren.

#### Project 52: De « eerste lijn » : detectie en melding of doorverwijzing

Verder moeten alle betrokken overheden zich binnen hun bevoegdheid of sector de vraag stellen of de diverse personen en diensten die actief zijn op de « eerste lijn » (huisartsen, leerkrachten, advocaten, PMS-centra en OCMW's) zich bewust zijn van hun rol bij de preventie van seksueel misbruik. Ook zij moeten permanent aandacht hebben voor signalen van seksueel misbruik en tijdig problemen of misdrijven melden naar justitie of doorverwijzen naar de gespecialiseerde hulpverlening. Hierbij stelt zich vooral de vraag naar competenties en permanente voorlichting.

Zoals gezegd moet men zich bij de preventie van seksueel misbruik richten op het optimaliseren van de omstandigheden die een vroegtijdige signalering mogelijk maken. Uit de criminogenese van vele seksuele delicten blijkt dat er zich vóór de aanhouding dikwijls reeds een geschiedenis van misbruik heeft afgespeeld, soms reeds vanaf jeugdige leeftijd. Dank zij een vroegtijdige detectie en melding zal ook een vroegtijdige interventie mogelijk zijn.

Vooral met het oog op de preventie van seksueel misbruik van kinderen en gehandicapten moeten de diverse actoren investeren in deskundigheid inzake detectie. Mogelijke problemen kunnen verband houden met de aangiftebereidheid naar justitie en eventueel met het beroepsgeheim.

#### Project 53: Specifieke acties ten aanzien van zorgbehoevenden.

De minister van Volksgezondheid, de gemeenschappen en de gewesten worden verzocht een inventarisatie te maken van alle reeds genomen initiatieven met betrekking tot: de voorlichting van de zorgbehoevenden — iedereen die zowel tijdens een verblijf in een instelling als in het kader van thuiszorg afhankelijk is van de zorg door zorgverleners —, en/of hun familie, hun weerbaarheidstrainingen en de deskundigheid van de hulpverleners. Op basis hiervan kunnen aanvullende en/of nieuwe initiatieven worden genomen.

De minister van Justitie en de minister van Volksgezondheid in overleg met de gemeenschappen dienen een regelgeving te ontwikkelen die de melding van seksueel misbruik ten aanzien van zorgbehoevenden in hoofde van elke werknemer in de gehandicap-

nécessitant des soins par toute personne employée dans le secteur des soins. Il convient en outre d'évaluer dans quelle mesure les normes légales existantes répondent à cette exigence (voir par exemple l'article 422bis du Code pénal concernant les personnes exposées à un péril grave).

### *3.2 Répression*

En ce qui concerne le dépistage de délits sexuels, les autorités judiciaires doivent donner la priorité aux délits sexuels à l'égard de mineurs, prêter attention à leur gestion de l'information et veiller à un accueil approprié des victimes. Il convient d'investir de façon permanente et suffisante dans l'expertise relative à l'audition de jeunes et de personnes handicapées. La définition du profil de l'auteur doit également être développée convenablement.

En ce qui concerne la peine et l'exécution de la peine, on peut se référer intégralement au plan de politique pénitentiaire. Nous tenons toutefois à préciser ce qui suit.

À l'égard de certaines catégories de délinquants sexuels, comme les vendeurs de matériel pornographique et les souteneurs qui n'ont pas obligatoirement un comportement sexuel délictueux, une intervention répressive classique suffit généralement (à savoir, l'imposition d'une peine alternative ou d'une peine d'emprisonnement). Cependant, leurs agissements peuvent être menaçants pour la société à un point tel qu'une tutelle et un contrôle permanents peuvent être nécessaires.

Pour ce qui est des autres auteurs d'abus sexuel et de faits de violence sexuelle, il faut reconnaître que, même s'ils ont été arrêtés à l'occasion d'un délit relativement peu important, on ne peut exclure un sérieux trouble sous-jacent de la personnalité. Lors de la fixation du taux de la peine, le juge doit tenir compte de la gravité du fait et de la peine maximale prévue dans le Code pénal, alors qu'un contrôle judiciaire plus long peut s'avérer nécessaire en fonction de la protection de la société.

### Projet 54: Appel de Lausanne

Conformément à l'Appel de Lausanne et à toutes les autres initiatives européennes, le ministre de la Justice élaborera une réglementation légale reconnaissant comme un crime contre l'humanité, donc non susceptible de prescription et dont le jugement revient à la Cour pénale internationale, l'exploitation organisée d'enfants en vue d'abus sexuel.

tenzorg verplicht stelt. Daarbij dient te worden geëvalueerd in welke mate bestaande wettelijke normen aan deze eis voldoen (bijvoorbeeld artikel 422bis van het Strafwetboek en de noodtoestand).

### *3.2 Repressie*

Inzake de opsporing van de seksuele misdrijven moeten de gerechtelijke overheden vooral de seksuele misdrijven ten aanzien van minderjarigen prioritair stellen, aandacht hebben voor hun informatie-management en zorg dragen voor een aangepast slachtofferonthaal. Er moet voldoende en permanent worden geïnvesteerd in de expertise met betrekking tot het verhoren van jongeren en gehandicapten. Ook de daderprofileren moet degelijk worden uitgebouwd.

Inzake de bestrafing en de uitvoering ervan kan integraal worden verwezen naar het detentieplan. Wel willen wij het volgende preciseren.

Ten aanzien van sommige categorieën van seksuele delinquenten, zoals handelaars in pornografisch materiaal of pootiers die niet noodzakelijk seksueel delinquent zijn, volstaat doorgaans een klassiek strafrechtelijk optreden (dit is het opleggen van een alternatieve bestrafning of een gevangenisstraf). Toch kunnen hun daden dermate bedreigend zijn voor de samenleving dat een permanente controle en voogdij noodzakelijk kunnen zijn.

Wat andere daders van seksueel misbruik en geweld betreft, moet worden erkend dat, zelfs indien zij gevallen worden naar aanleiding van een relatief klein vergrijp, een ernstige onderliggende persoonlijkheidsstoornis niet kan worden uitgesloten. Bij het bepalen van de strafmaat moet de rechter rekening houden met de ernst van het feit en het in het Strafwetboek bepaalde maximum, terwijl, in functie van de beveiliging van de maatschappij, een langere justitiële controle noodzakelijk kan zijn.

### Project 54: Oproep van Lausanne

De minister van Justitie zal, in overeenstemming met de Oproep van Lausanne en alle andere Europese initiatieven werk maken van een wettelijke regeling waarbij georganiseerde uitbuiting van kinderen, met het oog op seksueel misbruik, erkend wordt als een misdaad tegen de mensheid waarbij deze misdrijven niet voor verjaring vatbaar zijn en de berechting ervan wordt overgedragen aan het « Cour Pénale Internationale ».

### 3.3. *Le suivi*

Etre victime d'un délit sexuel constitue indiscutablement une des expériences les plus traumatisantes. C'est la raison pour laquelle il faut disposer de suffisamment de structures d'accueil, de traitement et d'accompagnement.

Cependant, il convient de prêter également l'attention nécessaire à l'encadrement thérapeutique des auteurs, qu'ils aient déjà été aux prises avec la justice ou non.

#### Projet 55: Initiatives à l'égard des victimes

Il est nécessaire de disposer de centres reconnaissables, facilement accessibles, où les abus sexuels peuvent être dénoncés, où un premier entretien peut être organisé et où les personnes concernées peuvent être renvoyées vers des structures adaptées. L'ensemble des autorités compétentes doivent créer des services supplémentaires si nécessaire et évaluer l'offre de façon permanente.

Il faut en outre prévoir un nombre suffisant de centres spécialisés susceptibles de traiter et de guider les victimes d'une façon adéquate. Cette offre doit, elle aussi, être évaluée de façon permanente et être adaptée le cas échéant.

#### Projet 56: Initiatives à l'égard des auteurs

Le ministre de la Justice attribuera également à terme aux tribunaux de l'application des peines la compétence de se prononcer sur les internés. La loi de défense sociale a été examinée par une commission d'experts. Le rapport de cette commission fera l'objet d'une évaluation et les conclusions nécessaires seront tirées à la lumière de l'optique susmentionnée.

Il est absolument indispensable de développer et d'offrir suffisamment de know-how scientifique en ce qui concerne le traitement de certains auteurs de délits sexuels. Une offre thérapeutique adéquate s'impose au sein de la société, tant dans le cadre d'initiatives de moindre ampleur que dans le secteur psychiatrique, dans les établissements pénitentiaires ainsi que dans les sections psychiatriques de ces établissements pénitentiaires. À cet égard, il n'est pas sans importance de se référer aux accords de coopération existants concernant les délinquants sexuels.

Le ministre de la Santé publique doit, conjointement avec le ministre de la Justice et le ministre des Affaires sociales, examiner les possibilités d'accueil de patients qui tombent sous le coup d'une mesure de mise à disposition du gouvernement (ou d'une mesure du tribunal de l'application des peines) ou d'une mesure d'internement. C'est particulièrement le cas en ce qui concerne les délinquants sexuels qu'il ne convient pas de compter parmi les patients à haut risque.

### 3.3. *Nazorg*

Slachtoffer worden van een seksueel misdrijf vormt ongetwijfeld één van de meest traumatiserende ervaringen. Er dienen dan ook voldoende voorzieningen te bestaan die kunnen instaan voor de opvang, de behandeling en de begeleiding.

Maar ook naar daders toe moet de nodige aandacht worden besteed met betrekking tot de therapeutische omkadering, los van het feit of ze reeds in aanraking zijn gekomen met justitie.

#### Project 55: Initiatieven voor slachtoffers

Er is nood aan herkenbare, laagdrempelige en vlot toegankelijke centra waar seksueel misbruik kan worden gemeld en waar een eerste gesprek en een doorverwijzing kan gebeuren. Alle bevoegde overheden dienen, indien nodig, bijkomende diensten op te richten en het aanbod permanent te evalueren.

Daarnaast zijn er voldoende gespecialiseerde centra nodig die deze slachtoffers op een adequate wijze kunnen behandelen en begeleiden. Ook dit aanbod dient permanent te worden geëvalueerd en desgevallend aangepast.

#### Project 56: Initiatieven voor daders

De minister van Justitie zal de strafuitvoeringsrechtbanken op termijn eveneens de bevoegdheid verlenen uitspraak te doen over de geïnterneerden. De wet ter bescherming van de maatschappij werd onderzocht door een commissie van deskundigen. Het rapport van deze commissie zal worden geëvalueerd en de nodige conclusies zullen worden getrokken in het licht van hogerstaande visie.

Het is absoluut noodzakelijk dat er voldoende wetenschappelijke know-how wordt ontwikkeld en aangeboden inzake de behandeling van bepaalde daders van seksuele misdrijven. Een adequaat therapeutisch aanbod is noodzakelijk in de samenleving, zowel binnen kleinschalige initiatieven als binnen de psychiatrische sector, in de penitentiaire inrichtingen en in de psychiatrische afdelingen van de strafinrichtingen. In dit verband is het niet onbelangrijk te verwijzen naar de bestaande samenwerkingsakkoorden inzake seksuele delinquenten.

De minister van Volksgezondheid moet, samen met de minister van Justitie en de minister van Sociale Zaken, de mogelijkheden tot opvang van patiënten onderzoeken die onder een Terbeschikkingstelling van de Regering (of strafuitvoeringsrechtbank) of een interneringsmaatregel vallen. Meer in het bijzonder wat betreft de seksuele delinquenten die niet tot de 'high-risk' patiënten moeten worden gerekend.

Le ministre de la Justice adaptera, en concertation avec le ministre de la Santé publique, les conditions de détention des patients à haut risque présentant des troubles mentaux aux conditions qui sont d'application en hygiène mentale.

Il appartient au ministre de la Santé publique d'évaluer la qualité de l'offre en matière de thérapie interne et externe en fonction du contrôle de la récidive.

#### Projet 57: Eviter les troubles au sein de la société

Il importe que les délinquants sexuels, une fois libérés temporairement ou définitivement de la structure pénitentiaire ou psychiatrique, ne provoquent pas de troubles inutiles. Non seulement les troubles ne sont pas souhaitables d'un point de vue social, mais ils peuvent également perturber la victime dans son processus thérapeutique.

Le ministre de la Justice doit veiller à ce que les victimes soient informées à temps de la libération d'auteurs de délits sexuels et imposer, si nécessaire, des conditions d'établissement, à la demande de la victime ou non.

#### 7.6. Délinquance de jeunes à problèmes

##### *1. Analyse*

En matière de « délinquance juvénile » comme on l'appelle, il convient d'être très prudent quant à la stigmatisation d'une catégorie déterminée de la population, *in casu*, « les jeunes ». Ce gouvernement fédéral ne veut pas du tout susciter l'impression, comme certains tentent de le faire, que les « jeunes » suivent le chemin de la criminalité ou qu'ils constituent un groupe problématique dans leur ensemble. Bien au contraire, le gouvernement fédéral souhaite émettre un message positif concernant les jeunes et dire clairement que seule une très petite minorité parmi eux pose problème à certains égards comme la sécurité et la qualité de vie.

La meilleure preuve, et personne ne l'ignore, en est que le comportement le plus délinquant se situe dans la tranche d'âge 19-25 ans et que ces « jeunes » ou plutôt ces jeunes adultes ne relèvent plus de la compétence d'un juge spécialisé, à savoir du juge de la jeunesse. Cette « délinquance juvénile » doit dès lors être ramenée à de justes proportions; en d'autres termes, sans disposer à ce jour de données statistiques, on peut dire que par arrondissement judiciaire, il y a quelques dizaines de jeunes qui se rendent coupables de délits graves. C'est sur ces jeunes à problèmes dont, on ne le répétera jamais assez, le nombre est relativement restreint et sur lesquels les mesures classiques de protection de la jeunesse semblent n'avoir aucune

De minister van Justitie, in overleg met de minister van Volksgezondheid, zal de detentieomstandigheden van 'high-risk' forensische patiënten aanpassen aan de condities die in de geestelijke gezondheidszorg van toepassing zijn.

De minister van Volksgezondheid moet de kwaliteit van het aanbod inzake interne en externe therapie evalueren in functie van de beheersing van de recidive.

#### Project 57: Vermijden van onrust in de samenleving

Het is van belang dat seksuele delinquenten bij tijdelijke of permanente overgang van een gestructureerde penitentiaire of psychiatrische omgeving naar de vrije samenleving geen onnodige commotie te weegbrengen. Onrust is niet alleen maatschappelijk ongewenst, het kan ook het slachtoffer verstoren in zijn of haar therapeutisch proces.

De minister van Justitie moet er zorg voor dragen dat bij de invrijheidstelling van de daders van seksuele delicten de slachtoffers tijdig worden ingelicht en wanneer nodig, al dan niet op verzoek van het slachtoffer, vestigingsvoorwaarden worden opgelegd.

#### 7.6. Delinquentie door probleemjongeren

##### *1. Analyse*

Met betrekking tot de zogenaamde jeugddelinquentie moet zeer omzichtig worden omgesprongen met het stigmatiseren van een bepaalde bevolkingsgroep, *in casu* « de jongeren ». Deze federale regering wil allerminst de indruk wekken, hetgeen sommigen proberen te doen, dat de « jeugd » het criminale pad zou opgaan of, in zijn geheel genomen, een problematische groep zou vormen. Integendeel, de federale regering wil een positieve boodschap brengen over de jeugd en duidelijk maken dat slechts een zeer kleine minderheid problemen opleveren met betrekking tot aspecten zoals veiligheid en leefbaarheid.

Het beste bewijs voor dit uitgangspunt is dat nu reeds geweten is dat het meest delinquent gedrag zich situeert in de leeftijdstranche 19-25 jaar en deze « jongeren » of beter gezegd, jonge volwassenen, buiten de bevoegdheid vallen van het optreden van een gespecialiseerde rechter, met name de jeugdrechter. Die zogenaamde « jeugddelinquentie » moet dan ook tot zijn juiste proporties herleid worden, dit wil zeggen, dat, zonder vandaag te beschikken over statistische gegevens, men kan stellen dat er per gerechtelijk arrondissement enkele tientallen jongeren zijn die zich aan zware misdrijven bezondigen. Het is op die probleemjongeren, waarvan, het kan niet genoeg herhaald worden, het aantal relatief beperkt is en

prise, que le gouvernement fédéral va concentrer son énergie.

Il est primordial que la politique relative à la délinquance juvénile repose sur une étude qualitative. Plusieurs études qualitatives, commandées par le ministre de la Justice, doivent permettre d'élaborer une politique intégrée qui comprenne tous les secteurs et acteurs politiques concernés, ce tant au niveau fédéral qu'au niveau des communautés.

## ***2. Objectif***

Aux termes de l'accord de gouvernement la lutte contre la délinquance juvénile constitue une priorité.

## ***3. Chaîne de sécurité***

La problématique de la délinquance juvénile nécessite des mesures préventives, des mesures répressives ainsi que des mesures de suivi.

### ***3.1. Mesures préventives***

Des relations croisées, tant quantitatives que qualitatives, entre l'enseignement, les organisations de jeunesse, les structures d'assistance à la jeunesse et l'administration de la justice pénale peuvent constituer un maillon préventif dans la chaîne de sécurité.

Projet 58: Garder un climat scolaire positif: le rôle du médiateur

Les écoles sont de plus en plus confrontées à des situations problématiques: violence entre élèves, entre élèves et professeurs, entre élèves et membres de la direction, mais également à des problèmes de drogue (consommation, deal et les délits d'acquisition), à des délits contre le patrimoine et d'autres nuisances non désirables pour la communauté scolaire.

Les interventions de la police et éventuellement, dans une phase ultérieure, du parquet et du juge de la jeunesse se heurtent à une importante résistante et perturbent le climat de la communauté scolaire. Pareilles interventions doivent être considérées comme «remède ultime» et il faut donc agir avec prudence. Afin de remédier aux phénomènes de nuisances, d'une part, et de répondre à la nécessité d'une intervention pertinente et équilibrée, il est indiqué de faire appel aux médiateurs.

Ces médiateurs ont un rôle de médiation en cas de conflit interne à l'école et assurent les relations croisées entre la communauté scolaire et les acteurs externes, comme le secteur social, les comités d'assistance spéciale à la jeunesse, la police et le parquet.

waarop de klassieke jeugdbeschermingsmaatregelen geen vat lijken te hebben, dat de federale regering zijn energie zal focussen.

Het is van het grootste belang dat het beleid ten overstaan van de jeugddelinquentie steunt op kwalitatief onderzoek. Meerdere kwalitatieve onderzoeken besteld door de minister van Justitie, moeten toelaten te komen tot een integraal beleid dat alle relevante beleidssectoren en -actoren omvat en dit zowel op federaal als op gemeenschapsniveau.

## ***2. Doelstelling***

Het federale regeerakkoord stelt de bestrijding van de jeugddelinquentie voorop.

## ***3. Veiligheidsketen***

Met betrekking tot de jeugddelinquentie is er nood aan preventie, repressie en nazorg.

### ***3.1. Preventie***

Een kwantitatieve en kwalitatieve dwarsverbinding tussen onderwijs, jeugdwerk, jeugdhulpverlening en strafrechtsbedeling kan binnen de veiligheidsketen preventief werken.

Project 58: Het bewaken van een positief schoolklimaat: de rol van de bemiddelaar

Scholen worden in toenemende mate geconfronteerd met probleemsituaties: geweld tussen leerlingen onderling, tussen leerlingen en leraars, tussen leerlingen en directie, maar ook drugsproblemen (gebruik, dealen en verwervingsmisdrijven), vermogenmisdrijven en andere voor de schoolgemeenschap ongewenste overlastsituaties.

Interventies van de politie en eventueel in een latere fase, van het parket en de jeugdrechter, botsen op heel wat weerstand en verstoren het leefklimaat in de schoolgemeenschap. Dergelijke tussenkomsten dienen als «ultimum remedium» beschouwd te worden en hoe dan ook omzichtig te gebeuren. Om tegemoet te komen aan enerzijds de overlastfenoemenen en anderzijds aan de noodzaak van een zorgvuldig en evenwichtig optreden, is het aangewezen een beroep te doen op bemiddelaars.

Deze bemiddelaars hebben een conflictbemiddelende rol intern de school en staan in voor de dwarsverbindingen tussen de schoolgemeenschap en externe actoren zoals de sociale sector, de comités bijzondere jeugdzorg, de politie en het parket.

Les médiateurs seront recrutés en dehors de la communauté scolaire. Mais ils doivent être familiarisés avec le milieu scolaire, posséder des connaissances dans le secteur social et le secteur de la justice et disposer des aptitudes requises.

#### Projet 59: Centre d'étude de la délinquance juvénile

Pour l'analyse du phénomène, on aura recours à l'étude scientifique menée au niveau universitaire et par la Plate-forme de Concertation pour la Justice et la Sécurité. Cette plate-forme fera l'inventaire des études scientifiques utiles et les traduira en termes politiques pour le ministre de la Justice. Il convient de remettre sur pied un Centre d'étude de la délinquance juvénile, ne fût-ce que pour mettre un terme à l'absence depuis des années de données statistiques fiables sur l'ampleur de la problématique et la façon d'y réagir.

#### Projet 60: Formation des unités de la police locale spécialisées en matière de jeunesse

Ces dernières décennies, on a négligé, ou du moins sous-estimé, la spécialité du service tout aussi essentiel de première ligne au sein de la justice. Il conviendra, à cet égard, de revaloriser les unités de la police locale spécifiquement formées en matière de jeunesse et de leur garantir des chances de promotion. Ces unités, qui sont les plus proches des jeunes et des quartiers à problèmes, devront veiller à faciliter les contacts mutuels, assurer une présence renforcée afin d'augmenter les possibilités d'intervention rapide et appropriée et d'élucider des délits.

Dans le cadre des accords Octopus, les ministres de la Justice et de l'Intérieur demanderont aux autorités locales de créer ces sections jeunesse là où elles n'existent pas encore.

### *3.2. Mesures répressives*

La répression est, il faut le souligner, l'ultime maillo. Elle ne trouve sa raison d'être que dans le constat d'insuffisance des prestations sociales pour prévenir la délinquance. Autrement dit, le seuil de performance des garde-fous sociaux détermine celui du dernier garde-fou: celui de l'administration de la justice pénale. Il est possible de prévenir dans une certaine mesure les frustrations existentielles ainsi que le manque de perspectives d'avenir qui sont à la base de nombreux actes de délinquance. Ces frustrations et ce manque sont dus à des inégalités, à des abus d'une position de force, à la création artificielle de besoins et au besoin de les satisfaire immédiatement, à l'insatisfaction par rapport au milieu et climat de vie. Par conséquent, d'autres départements tels que ceux chargés de l'emploi, des affaires sociales, de l'ensei-

De bemiddelaars zullen worden gerecruteerd extern de schoolgemeenschap. Zij moeten wel vertrouwd zijn met het schoolmilieu, kennis hebben van de sociale en de justitiële sector en over de vereiste vaardigheden beschikken.

#### Project 59: Studiecentrum voor jeugddelinquentie

Voor de aangehaalde analyse zal een beroep worden gedaan op wetenschappelijk onderzoek gevoerd op universitair niveau en door het Overlegplatform voor Justitie en Veiligheid. Dit overlegplatform zal het bruikbare wetenschappelijk onderzoek inventariseren en dit beleidsmatig vertalen ten behoeve van de minister van Justitie. De wederoprichting van een Studiecentrum voor Jeugddelinquentie is aangewezen, al was het maar om een einde te stellen aan het sedert jaren gebrek aan betrouwbare statistische gegevens over de omvang van en over de reactiewijze op de problematiek.

#### Project 60: Opleiding jeugdeenheden bij de lokale politie

De specialisatie van de even belangrijke eerste lijn binnen het justitieel optreden werd de laatste decennia verwaarloosd, minstens ondergewaardeerd. Hier toe dienen de speciaal opgeleide jeugdeenheden binnen de lokale politie te worden geherwaardeerd met behoud van promotiekansen. Deze jeugdeenheden die zich het dichtst bij de jongeren en de probleembuurten bevinden, zullen zorgen voor een grotere aanspreekbaarheid, een grotere aanwezigheid, met verhoogde kansen op adequaat en tijdig optreden en op opheldering van misdrijven.

In het kader van de Octopusakkoorden zullen de minister van Justitie en de minister van Binnenlandse Zaken de lokale overheid verzoeken deze jeugdsecties, waar ze nog niet bestaan, op te richten.

### *3.2. Repressie*

Repressief optreden, het moet benadrukt worden, is het einde van de rit. Het vindt slechts zijn bestaansreden in de vaststelling dat maatschappelijk onvoldoende werd gepresteerd om delinquentie te voorkomen. Of anders gesteld: de performantie van de sociale vangnetten bepaalt de input van het ultieme vangnet, de strafrechtsbedeling. Existentiële frustrations en uitzichtloosheid, die aan de oorspong van veel delinquentie liggen, kunnen voor een stuk belet worden. Zij hebben te maken met ongelijkheden, met misbruik van afhankelijkheden, met kunstmatig scheppen van behoeften en van de behoefte om hieraan onmiddellijk te voldoen, met onvrede met leefomgeving en leefklimaat. Het denken rond jeugdrecht verdient derhalve interactief te gebeuren met de bijzondere aandacht voor en vanwege andere departe-

gnement, de l'urbanisme, des transports et de la politique d'immigration, doivent participer de manière interactive à la réflexion concernant le droit de la jeunesse.

**Projet 61: Message clair et franc à l'égard des jeunes à problèmes dans une nouvelle loi portant réponse à la délinquance juvénile**

Pour être franc à l'égard du jeune à problèmes, il faut dire clairement que des mesures privatives de liberté peuvent lui être infligées, qu'en cas de charges suffisantes, il pourra être placé temporairement à des fins de protection, d'observation et d'orientation, mais qu'il bénéficiera également de meilleures garanties légales.

Les nouvelles réponses à la délinquance juvénile n'auront pas de connotation répressive, mais bien positive. Le but est de prévoir une sanction constructive, comportant une dimension de justice réparatrice à l'égard de la victime, dans le cadre de laquelle le placement, surtout celui en régime fermé, doit être le « remède ultime » et l'exception. Seule la stricte nécessité de défense sociale justifie une neutralisation temporaire, qui, compte tenu de l'âge du délinquant, doit passer aussi vite que possible, dans une structure de moins en moins résidentielle, à une rééducation individuelle adaptée à la norme en vue de son intégration sociale.

Les réponses apportées à la délinquance doivent toujours être fortement diversifiées, nuancées et adaptées à la situation spécifique de chaque jeune. Le principe de la proportionnalité ne pourra dès lors pas être maintenu de façon stricte. Toutefois, ce principe n'était quasiment pas d'application dans le modèle de la protection de la jeunesse. Il est donc demandé de réfléchir à ce principe de la proportionnalité et d'éventuelles réponses à la délinquance juvénile seront débattues avec les communautés. Le juge de la jeunesse pourra prendre, provisoirement à l'égard de jeunes et sous de strictes conditions, des mesures d'assistance, des mesures de mise en observation en résidence psychiatrique ou en centre thérapeutique pour toxicomanes, ou des mesures de détention dans un but de défense sociale. Il faut absolument éviter que des mineurs soient incarcérés en prison.

Compte tenu des compétences de communautés, il leur sera demandé d'accorder une attention particulière à la question de l'observation et de l'orientation en centres fermés ou non, outre le travail d'intérêt général relevant clairement de la sanction, l'éventail très diversifié de mesures alternatives, comme des mesures probatoires inspirées par la notion de justice réparatrice, des projets d'apprentissage et de formation. Les mineurs ne pourront être écroués en centre de détention que lorsque sera élaboré et approuvé un projet de loi relative à la situation juridique interne et

menten: werkgelegenheid, sociale zaken, onderwijs, stedenbouw, verkeer, migrantenbeleid.

**Project 61: Duidelijke en eerlijke boodschap voor de probleemjongere in een nieuwe wet houdende antwoorden op de jeugddelinquentie**

Eerlijkheid tegenover de jongere gebiedt eindelijk duidelijk te stellen dat hem vrijheidsbeperkende maatregelen kunnen worden opgelegd, dat hij, bij voldoende bezwaren, een voorlopige plaatsing ter beveiliging, observatie en oriëntatie kan ondergaan, maar ook, dat hem navenant betere rechtswaarborgen zullen worden toegekend.

De nieuwe antwoorden op jeugddelinquentie zullen geen repressieve, maar een positieve connotatie krijgen. Constructief sanctioneren, met een herstelrechtelijke dimensie naar het slachtoffer toe, waarbinnen de plaatsing, en zeker deze in gesloten regime, het « ultimum remedium » en de uitzondering vormt. Enkel de strikte noodzaak van beveiliging van de maatschappij verantwoordt een tijdelijke neutralisering die, gelet op de leeftijd van de delinquent, zo snel mogelijk dient omgebogen te worden naar een aangepaste, individuele reëducatie, binnen een structuur van afbouwende residentiële setting, met de sociale integratie tot doel.

De antwoorden op delinquentie behoren nog immer sterk gediversifieerd, genuanceerd en aangepast te zijn aan de specifieke situatie van de jongere. Het proportionaliteitsprincipe zal daarom niet strak kunnen aangehouden worden. Dit principe gold vrijwel niet binnen het jeugdbeschermingsmodel. De nieuwe antwoorden op jeugddelinquentie, verkregen na overleg met de gemeenschappen, zullen nu ook ondermeer bepalingen inhouden, waardoor de jeugdrechter, voorlopig ten aanzien van verdachte jongeren zowel maatregelen van hulp, als van in observatiestelling in residentiële psychiatrische of drugstherapeutische entiteit, als van maatschappijbeveilgende detentie onder strikte voorwaarden zal kunnen nemen. Het opsluiten van minderjarigen in de gevangenis dient absoluut te worden vermeden.

Kleinschalige beheersbare, intelligent gespreide centra, zullen een afdeling crisis-observatie en oriëntatie bevatten. Boven maatschappijbeveilende plaatsing na vonnis ten gronde, zal, waar mogelijk, een ruim gediversifieerd aanbod aan alternatieven worden verkozen, waaronder probatiemaatregelen van herstelrechtelijke inspiratie en het volgen van leer- en vormingsprojecten, naast de duidelijk sanctionerende taakvervulling ten dienste van de gemeenschap. De eerste minderjarige zal pas een detentiecentra kunnen betreden, wanneer een op te stellen

externe du détenu mineur. Il convient de conclure des accords entre le gouvernement fédéral et les communautés afin que dans chaque communauté 50 places soient disponibles en milieu fermé. Pour répondre à la délinquance juvénile, les juges de la jeunesse pourront se baser sur un véritable droit de la jeunesse doté d'un large éventail diversifié de nouvelles mesures contraintes prévues dans une nouvelle loi sur la jeunesse.

#### Projet 62: Spécialisation accrue du juge de la jeunesse

Le juge de la jeunesse spécialisé et le tribunal de la jeunesse demeurent les mieux placés et les mieux armés pour prendre en compte la problématique sous-jacente et le degré de dangerosité du jeune pour la société. La désignation de ces magistrats spécialisés ne peut, à l'avenir, plus uniquement dépendre d'une gestion fréquemment non rationnelle de la part du chef de corps, mais doit résulter d'une politique de ressources humaines motivée et contrôlée. La fonction ne requiert pas seulement une aptitude et une compétence, une formation continue et un perfectionnement, mais principalement une capacité empathique sur le plan humain.

#### Projet 63: Possibilité d'une intervention rapide

Il convient d'agir de façon opportune, non équivoque et résolue, ainsi que dans les meilleurs délais, c'est-à-dire peu après le délit.

Une intervention rapide et contrôlée par le tribunal de la jeunesse est possible en vertu du nouvel article *46bis* de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, mais reste malheureusement insuffisamment exploitée. Depuis que cet article a été inséré par la loi du 27 avril 1999, le ministère public peut convoquer le mineur par la remise d'un procès-verbal valant citation à comparaître devant le tribunal de la jeunesse dans un délai qui ne peut être inférieur à dix jours ni supérieur à deux mois. Ces délais sont idéaux afin de préparer dans les conditions optimales, peu après le délit, un travail d'intérêt général qui sera requis lors de l'audience. Cette peine est, à l'heure actuelle, insuffisamment exploitée.

#### 3.3. *Suivi*

Le suivi est indispensable dans le cadre de l'approche de la délinquance juvénile. La médiation axée sur la réparation doit permettre d'avoir une meilleure idée quant aux motifs de l'auteur et à l'expérience du dommage par la victime. La prise de conscience et la capacité de substitution du jeune

wetsontwerp betreffende de interne en externe rechtspositie van de gedetineerde minderjarige zal zijn gestemd. Er dienen tussen de federale regering en de gemeenschappen akkoorden te worden afgesloten die ertoe strekken dat in elke gemeenschap 50 plaatsen in gesloten instellingen voorhanden zijn. Om de jeugd delinquentie van antwoord te dienen zullen de jeugdrechters kunnen terugvallen op een volwaardig uitgebouwd jeugdrecht met een breed en gediversifieerd gamma aan nieuwe dwingende maatregelen voorzien in een nieuwe jeugdwet.

#### Project 62: Verder doorgevoerde specialisatie van de jeugdrechter

De gespecialiseerde jeugdrechter en jeugdrechtbank blijft verder het best geplaatst en gewapend om de achterliggende problematiek en de graad van gevvaarlijkheid voor de maatschappij van de jongere te beoordelen. De aanwijzing van deze gespecialiseerde magistraten kan niet alleen meer afhangen van meestal irrationele invullingen op het schaakbord van de korpschef, maar moet het gevolg zijn van een gemotiveerd en gecontroleerd human-resources beleid. De functie vereist niet alleen bekwaamheid en deskundigheid, permanente opleiding en bijscholing, maar bijna hoofdzakelijk menselijk empathisch vermogen.

#### Project 63: Snel optreden is mogelijk

Een aangepast optreden, dat kordaat is wegens zijn ondubbelzinnigheid, hoeft ook tijdig te gebeuren, dit wil zeggen relatief kort na het misdrijf.

Snel optreden met toetsing door de jeugdrechtbank is reeds mogelijk door toepassing van het nieuwe artikel *46bis* van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, maar nog onvoldoende geëxploiteerd. Sedert dit bij wet van 27 april 1999 ingevoegd artikel kan het openbaar ministerie de minderjarige bij proces-verbaal geldend als dagvaarding oproepen om vóór de jeugdrechtbank te verschijnen binnen een termijn die niet korter mag zijn dan 10 dagen en de twee maanden niet te boven mag gaan. Deze termijnen zijn ideaal om relatief kort na het misdrijf optimaal te werken aan de voorbereiding van een terzitting te vorderen taak ten bate van de gemeenschap. De potentie van deze sanctie wordt vooralsnog op onvoldoende wijze uitgebuit.

#### 3.3. *Nazorg*

In het raam van de aanpak van de jeugddelinquente mag de nazorg niet ontbreken. Herstelbemiddeling moet tot beter inzicht in de motieven van de dader en in de beleving van de schade door het slachtoffer leiden. Bewustwording en inlevingsvermogen van de jonge dader moet recidiverend gedrag voorkomen.

auteur doivent prévenir un comportement récidiviste. Dans ce processus, la victime ne doit pas avoir le sentiment d'être utilisée, mais doit se sentir reconnue et accompagnée dans sa souffrance.

## 7.7. Hooliganisme

### *1. Analyse*

Les compétitions nationales ou internationales de football donnent trop souvent lieu à des explosions de violence et à des délits liés au football.

### *2. Objectif*

L'accord de gouvernement vise à endiguer le hooliganisme.

### *3. Chaîne de sécurité*

Pour lutter contre le hooliganisme, il convient de prendre des mesures préventives et répressives efficaces. A ce propos, la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football est un instrument idéal.

#### *3.1. Mesures préventives*

Sans préjudice de l'obligation générale de tout organisateur de prendre toutes les mesures de précaution nécessaires afin d'éviter que des dommages ne soient causés à des personnes ou à des biens, les organisateurs de rencontres nationales et internationales de football doivent chaque année signer un accord, appelé accord de protocole, avec les autorités et les services de police.

Les organisateurs doivent désigner un responsable de la sécurité dûment mandaté ainsi que des stewards et des hôtesses en nombre suffisant. De plus, les organisateurs doivent prendre un certain nombre de mesures préventives telles que la création d'un règlement d'ordre intérieur, la possibilité pour les services de secours et de sécurité d'intervenir de manière efficace, l'identification lors de l'achat d'un ou de plusieurs tickets ou d'un abonnement et l'organisation de différents points de vente, l'organisation d'un contrôle d'accès, le placement de caméras commandées au départ du poste de commande et reliées à un système d'enregistrement central afin de tenir les images à la disposition des autorités.

Il a été demandé à l'union belge de football d'assurer une coordination permanente entre les divers organisateurs et, le cas échéant, de leur donner les moyens nécessaires pour satisfaire à leurs obligations.

Le ministre de l'Intérieur sera chargé de l'exécution de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football.

Het slachtoffer mag zich in dit proces niet gebruikt voelen maar in zijn leed erkend en begeleid worden.

## 7.7. Hooliganisme

### *1. Analyse*

Nationale of internationale voetbalcompetities monden maar al te vaak uit in uitbarstingen van geweld en aan voetbal gerelateerde misdrijven.

### *2. Doelstelling*

Het federaal regeerakkoord beoogt de indijking van het hooliganisme.

### *3. Veiligheidsketen*

Om het hooliganisme in te dijken moet op een doeltreffende manier preventief en repressief worden opgetreden. De wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden is daar vandaag een uitgelezen instrument toe.

#### *3.1. Preventie*

Onverminderd de algemene verplichting van elke organisator om alle noodzakelijke voorzorgsmaatregelen te nemen om schade aan personen en goederen te voorkomen dienen de organisatoren van nationale en internationale voetbalwedstrijden elk jaar een overeenkomst, het zogenaamde protocolakkoord, te sluiten met de politieoverheden en -diensten.

De organisatoren moeten voorzien in een behoorlijk gemanageerde veiligheidsverantwoordelijke en voldoende mannelijke en vrouwelijke stewards. Daarnaast dienen de organisatoren een aantal preventieve maatregelen te nemen zoals: het opstellen van een reglement van inwendige orde, ervoor te zorgen dat de hulp- en veiligheidsdiensten efficiënt kunnen optreden, de identificatie bij de aankoop van één of meer tickets of een abonnement en de uitbouw van verschillende verkooppunten, de organisatie van een toegangscontrole, de plaatsing van camera's die bediend worden vanuit de commandopost en verbonden zijn met een centraal registratiesysteem teneinde de beelden ter beschikking te houden van de overheid.

Van de nationale voetbalbond wordt verwacht dat ze een permanente coördinatie verzekeren van de diverse organisatoren en hen zonodig middelen ter beschikking stellen om aan hun verplichtingen te voldoen.

De minister van Binnenlandse Zaken zal de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden uitvoeren.

### *3.2. Mesures répressives*

En développant parallèlement aux sanctions pénales ordinaires un mécanisme de sanctions pénales administratives, la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football permet une collaboration et une plus grande concertation entre les instances administratives, d'une part, et les instances judiciaires, d'autre part. Pour endiguer le phénomène du hooliganisme, il convient de donner des directives précises à toutes les autorités pour le domaine où elles sont compétentes. Le ministre de la Justice établit à l'intention des procureurs généraux une circulaire sur l'application de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football. Il faudra veiller à ce que l'on se concerte afin de déterminer si la sanction pénale ou la sanction administrative est la plus appropriée pour atteindre le but fixé. Lors de cette concertation, il faudra tenir compte de l'effet dissuasif des mesures proposées ainsi que de la nécessité de garantir les droits de la victime.

Il faut également développer un instrument juridique pour lutter contre le hooliganisme lors des rencontres internationales de football. L'organisation de matches internationaux nous constraint à coordonner nos efforts pour pouvoir utiliser tous les moyens mis à notre disposition par les diverses autorités. Un mécanisme devrait être mis en place au niveau international pour reconnaître les directives d'interdiction dans tous les États membres de l'Union Européenne. Dans cette optique, le ministre de la Justice rédigera une circulaire particulière en vue de mettre en oeuvre les méthodes d'intervention les plus appropriées. A ce propos, un transfert de sanction aura lieu vers le pays d'origine, suivi d'une expulsion immédiate des hooligans et d'une interdiction de voyager en Belgique imposée aux personnes condamnées dans un contexte footballistique.

### Projet 64: Evaluation, développement et harmonisation de la prévention

Dans le cadre de la mise en place d'une réponse préventive et répressive au hooliganisme, la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football doit également être évaluée afin de vérifier si elle offre une réponse pertinente à la problématique du hooliganisme et si cette réponse est conforme à la volonté du législateur. Il importe en effet de vérifier si le développement d'une stratégie préventive ou répressive n'aboutit pas à l'émergence de nouveaux phénomènes. Il est certainement nécessaire de réprimer la violence dans les stades, mais il convient également de veiller à ce que cette violence ne s'exprime pas en dehors de ceux-ci. L'évaluation de la loi fera l'objet d'un étude scientifique après le championnat de l'Euro 2000.

### *3.2. Repressie*

Door naast de gewoonlijke strafsancties eveneens een mechanisme van administratieve strafsancties te ontwikkelen, bewerkstelligt de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden een samenwerking en een intensiever overleg tussen de administratieve en de gerechtelijke instanties. Wanneer men het hooliganisme wil indijken, moeten er precieze richtlijnen kunnen worden gegeven aan iedere overheid voor het gebied waarbinnen zij bevoegd is. De minister van Justitie stelt een omzendbrief voor de procureurs-generaal op over de toepassing van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden. Men zal erover moeten waken dat er overleg wordt gepleegd met het oog op het vinden van de meest geschikte manier om aan ofwel de administratieve ofwel de strafsanctie de voorkeur te geven om zo het vooropgestelde doel te bereiken. In dit overleg zal men rekening houden met het ontraden effect van de voorgestelde maatregelen en met de noodzaak de rechten van het slachtoffer te vrijwaren.

Ook inzake internationale voetbalwedstrijden moet over een juridisch instrument beschikt worden om het hooliganisme in te dijken. De organisatie van internationale wedstrijden noopt er ons toe dat wij op een gecoördineerde wijze alle middelen die de diverse overheden ter beschikking stellen, kunnen aanwenden. Er zou op internationaal niveau een mechanisme moeten worden uitgebouwd om de verbodsrichtlijnen te erkennen binnen alle lidstaten van de Europese Unie. In die optiek zal de minister van Justitie een bijzondere omzendbrief opstellen om de beste interventiewijzen te ontwikkelen. In deze optiek zal er een strafoverdracht aan het land van herkomst plaatsvinden, volgend op een onmiddellijke uitwijzing van daders en een verbod voor personen om naar België te reizen die in een voetbalcontext veroordelingen hebben opgelopen.

### Project 64: Evaluatie, verdere uitbouw en afstemming van de preventie

Wanneer men een preventief en een repressief antwoord wil formuleren op het hooliganisme, dan moet de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden eveneens getoetst worden om na te gaan of die op afdoende wijze een antwoord biedt op de problematiek die het hooliganisme stelt en of dat in overeenstemming met de wil van de wetgever is. Er moet dus worden nagegaan of de ontwikkeling van een preventieve of een represieve aanpak geen nieuwe verschijnselen in het leven roept. Het hooliganisme in de voetbalstadions indijken kan aanleiding geven tot verplaatsingseffecten buiten de voetbalstadions. De evaluatie van de wet zal na het Euro 2000-evenement aan wetenschappelijk onderzoek onderworpen worden.

## Projet 65: Matches de football nationaux et internationaux

Les matches de football nationaux et internationaux s'accompagnent souvent de déplacements de supporteurs pouvant donner lieu à certaines nuisances et à un certain nombre de problèmes de sécurité.

En vue d'une gestion optimale de ces événements, la concertation existante sera maintenue entre le ministre de l'Intérieur, le ministre des Transports, le ministre des Affaires étrangères, le ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, chargé de la Politique des grandes villes, les autorités locales et les partenaires privés, voire ouverte et étendue là où cela s'avère nécessaire. Le ministre de la Justice décidera avec le Collège des procureurs généraux des actions à entreprendre afin de prévoir une intervention policière répressive adéquate dotée d'un seuil de tolérance déterminé après mûre réflexion et de mettre en oeuvre la procédure de comparution immédiate.

Outre les antennes de justice, le ministre de la Justice portera à l'occasion de ces événements son attention sur des phénomènes tels que ceux liés aux drogues, à la fraude et aux délits commis individuellement ou en groupe.

Dans le cadre d'une politique de poursuites active en matière de contrôle antidoping, il conviendra de procéder à une harmonisation des procédures en vigueur en Flandre et en Wallonie et de désigner les services concernés qui seront chargés de la mettre en oeuvre. Les services de police compétents s'occuperont en priorité du trafic de drogues et de l'usage individuel de stupéfiants lié au football.

Les services policiers compétents élaborent un plan d'action relatif à la fraude portant sur les tickets permettant à l'acheteur en Belgique et à l'étranger de vérifier l'authenticité de ses tickets et de maintenir une tolérance zéro à l'encontre de la vente de tickets falsifiés. Les 'Computer Crime Units' de la police intégrée seront spécifiquement chargées de rechercher des informations relatives au hooliganisme et de tracer les circuits de fraude sur Internet.

### 7.8. Nuisances et criminalité liées à la drogue

L'accord de gouvernement prévoit que le gouvernement fédéral soumette au Parlement un rapport d'évaluation concernant la politique actuelle en matière de drogue. Ce rapport doit notamment évaluer la directive commune du 8 mai 1998 du ministre de la Justice et du Collège des procureurs généraux relative à la politique des poursuites en matière de détention et de vente au détail de drogues illicites, le rapport du 5 juin 1997 du groupe de travail parlementaire chargé de l'étude de la problématique de la drogue, ainsi que les expériences effectuées dans

## Project 65: Nationale en internationale voetbalevenementen

Nationale en internationale voetbalevenementen gaan zeer vaak samen met verplaatsingen van supporters die aanleiding kunnen geven tot een zekere overlast en tot een aantal veiligheidsproblemen.

Met het oog op een maximale beheersing van deze evenementen zal door de minister van Binnenlandse Zaken, de minister van Verkeer, de minister van Buitenlandse Zaken, de minister van Economie, Grootstedenbeleid en Wetenschappelijk Onderzoek, de lokale overheden en de private partners het bestaande overleg worden bestendigd en waar nodig worden opgestart en uitgebreid. De minister van Justitie zal met het College van procureurs-generaal de nodige acties treffen om een aangepast repressief politieoptreden met een weloverwogen tolerantiedempel te implementeren en het snelrecht operationeel door te voeren.

De minister van Justitie zal ter gelegenheid van deze evenementen naast de justitie-antennes aandacht besteden aan fenomenen zoals : drugs, fraude en individuele of groepsinbreuken.

Om een actief opsporingsbeleid inzake dopingcontrole voorop te stellen moet een harmonisatie tot stand worden gebracht tussen de procedures in Vlaanderen en in Wallonië en dienen de betrokken diensten die met de uitvoering ervan belast zijn te worden aangewezen. De drugshandel en het individueel voetbalgerelateerd drugsgebruik zullen door de bevoegde politiediensten prioritair worden behandeld.

Inzake ticketfraude wordt door de bevoegde politiediensten een actieplan opgesteld dat de koper toelaat, zowel in binnen- als in buitenland, de authenticiteit van zijn tickets te controleren en een nultolerantie hanteert tegen de verkoop van valse tickets. De Computer Crime Units van de geïntegreerde politie worden belast met een bijzondere opdracht naar opsporingen van informatie over hooliganisme en van fraudecircuits op het Internet.

### 7.8. Drugsoverlast en -criminaliteit

Het federaal regeerakkoord bepaalt dat de federale regering aan het Parlement een evaluatierapport zal voorleggen inzake het huidige drugsbeleid. In dit rapport dient onder meer de gemeenschappelijke richtlijn van 8 mei 1998 van de minister van Justitie en het College van procureurs-generaal over het vervolgingsbeleid inzake bezit en detailhandel van illegale verdovende middelen, het rapport van 5 juni 1997 van de parlementaire werkgroep belast met het bestuderen van de drugsproblematiek, alsmede de ervaringen in andere landen te worden geëvalueerd. Het federaal

d'autres pays. L'accord de gouvernement prévoit en outre que le gouvernement fédéral, en accord avec le Parlement, élaborera une politique cohérente en matière de drogue sur la base de cette évaluation.

Le ministre de la Justice a chargé ses services d'analyser les données recueillies auprès des divers services de police et parquets consultés à ce propos afin de vérifier si et comment la directive précitée relative à la politique des poursuites en matière de détention et de vente au détail de drogues illicites a été appliquée dans les différents arrondissements. De plus, l'exécution des recommandations du groupe de travail parlementaire en matière de drogue et les évolutions à l'étranger seront évaluées au moyen d'une mission d'étude externe à court terme émanant du ministre de la Justice. La politique actuelle en matière de drogue sera abordée, de même que les problèmes importants qui entrent dans la sphère de compétence des divers départements concernés aux différents niveaux. Il va donc de soi que les données suivantes devront être analysées et approfondies conformément aux constatations et aux recommandations contenues dans le rapport d'évaluation présenté le 12 janvier 2000.

À cette fin, il convient que le ministre de la Santé publique élabore un plan intégral précisant la politique à suivre en matière de drogue qui sera déposé en novembre 2000. Ce plan traitera de la problématique de la drogue dans son ensemble. Un groupe de travail composé de représentants des membres du Cabinet restreint et de représentants des différents ministres fédéraux est en train de le préparer. Ce plan doit prêter attention en particulier à l'évaluation de la situation actuelle en tant que réponse aux recommandations du groupe de travail parlementaire «drogues» (y compris la directive relative à la poursuite) et à la situation dans les pays limitrophes. Le plan politique comprendra des recommandations du gouvernement fédéral. Il sera débattu avec les communautés et les régions.

## **7.9. Accidents de la circulation ayant entraîné des lésions corporelles**

### **1. Analyse**

L'insécurité routière constitue un problème très grave. La Belgique fait partie des pays européens dont les routes sont les moins sûres. Le gouvernement fédéral actuel s'engage à réduire considérablement le nombre de morts et de blessés graves victimes de la circulation routière.

Il est difficile d'établir une différence entre les mesures spécifiques qui seraient prises en ce qui concerne les accidents de la circulation entraînant des dommages corporels et les mesures visant une diminution générale de l'insécurité routière. L'insécurité

regeerakkoord bepaalt verder dat de federale regering, in samenspraak met het Parlement, op basis van deze evaluatie een coherent drugsbeleid zal uitwerken.

De minister van Justitie heeft zijn diensten de opdracht gegeven de gegevens te verwerken, die na bevraging dienaangaande door de diverse politie-diensten en parketten werden bezorgd, om op die manier te kunnen nagaan of en hoe de hoger vermelde richtlijn inzake drugsbezit en detailhandel in de diverse arrondissementen wordt toegepast. Daarnaast worden de implementatie van de aanbevelingen van de parlementaire werkgroep inzake drugs en de ontwikkelingen in het buitenland geëvalueerd door middel van een externe kortlopende onderzoeksopdracht uitgaande van de minister van Justitie. Het huidige drugsbeleid komt daarin aan bod, met inbegrip van de knelpunten die zich situeren in de bevoegdheidssfeer van de diverse betrokken departementen op de verschillende niveaus. Het ligt dan ook voor de hand dat onderstaande gegevens nader zullen worden uitgewerkt en verdiept overeenkomstig de vaststellingen en aanbevelingen in het evaluatierapport, dat op 12 januari 2000 is voorgelegd.

Ten dien einde dient de minister voor Volksgezondheid een drugsbeleidsplan op te stellen dat in november 2000 zal worden neergelegd. Het drugsbeleidsplan behandelt de drugproblematiek in haar geheel. Een werkgroep, bestaande uit vertegenwoordigers van de leden van het Kerkabinet en vertegenwoordigers van de verschillende bevoegde federale ministers, bereidt het drugsbeleidsplan voor. Het beleidsplan dient in het bijzonder aandacht te hebben voor de evaluatie van de huidige toestand als antwoord op de aanbevelingen van de parlementaire werkgroep drugs (inclusief vervolgingsrichtlijn) en de stand van zaken in de ons omringende landen. Het beleidsplan zal aanbevelingen van de federale regering bevatten. Dit beleidsplan zal met de gemeenschappen en de gewesten besproken worden.

## **7.9. Verkeersongevallen met persoonlijk letsel**

### **1. Analyse**

Verkeersonveiligheid is een zeer ernstig probleem. België behoort bij de meest verkeersonveilige landen in Europa. Deze federale regering neemt het engagement op om het aantal verkeersdoden en zwaargewonden drastisch te reduceren.

Het is moeilijk een onderscheid te maken tussen de specifieke maatregelen die zouden worden genomen met betrekking tot verkeersongevallen die lichamelijk letsel veroorzaken en de maatregelen met het oog op een algemene vermindering van de onveilig-

routière ne peut être dissociée des sentiments d'insécurité qui représentent une menace pour la qualité de la vie quotidienne.

Le ministre des Transports et de la Mobilité veillera à élaborer une proposition globale qui a pour objectif de tenir compte des différents aspects de cette problématique et également de combattre l'insécurité dans les transports en général, à savoir l'insécurité routière et l'insécurité des transports ferroviaires.

Différents niveaux politiques sont impliqués dans la politique de mobilité: depuis le niveau fédéral jusqu'au niveau communal, en passant par les provinces ainsi que les régions et les communautés.

D'ailleurs, à l'avenir notre propre réglementation devra toujours plus tenir compte des normes (qui seront) adoptées au niveau européen.

Les projets qui devront être mis sur le métier en matière d'insécurité routière suivront quatre axes distincts, mais complémentaires, à savoir l'analyse, la prévention, la répression et le suivi.

Tant l'enregistrement que l'analyse des données relatives aux accidents de la circulation doivent être optimisés afin de pouvoir bénéficier d'un instrument de mesure nous permettant de fixer des priorités et d'évaluer l'efficacité des mesures prévues.

## ***2. Objectif***

L'accord de gouvernement fédéral prévoit de limiter le nombre d'accidents entraînant des dommages corporels.

## ***3. Chaîne de sécurité***

### ***3.1. Prévention***

Les objectifs prioritaires en matière de prévention se situent tant sur le plan du choix du mode de transport que sur la façon d'utiliser son véhicule.

L'utilisation partagée du domaine public (en rue ou sur les routes) doit être redéfinie pour rendre le trafic plus vivable pour tous les usagers: piétons, cyclistes et automobilistes. On s'applique à réaliser un cadre réglementaire qui établit une distinction entre l'utilisation de l'espace public dans et en dehors de l'environnement urbanisé: un code de la rue et un code de la route.

Une politique de prévention implique également que les voiries (sur le plan régional et communal) soient gérées avec une plus grande souplesse dans le

heid die verband houdt met het wegverkeer. Verkeersonveiligheid kan immers niet los gezien worden van de gevoelens van onveiligheid die een bedreiging vormen voor de kwaliteit van het dagelijks leven.

De minister van Mobiliteit en Vervoer zal toeziend op de uitwerking van een globaal voorstel dat beoogt rekening te houden met de verschillende aspecten van deze problematiek en tevens de onveiligheid in het vervoer in het algemeen aanpakt, met name in het wegverkeer en het spoorvervoer.

Verschillende beleidsniveau's zijn betrokken bij het mobiliteitsbeleid: van het federale tot het gemeentelijke niveau, met de gewesten en de gemeenschappen, en de provincies daartussenin.

Overigens zal onze eigen regelgeving in de toekomst steeds meer rekening moeten houden met de normen die aangenomen (zullen) worden op het Europese niveau.

De projecten die op touw gezet moeten worden inzake verkeersonveiligheid zijn gericht op 4 assen die elk op zich kunnen staan maar evengoed elkaar aanvullen: analyse, preventie, repressie en nazorg.

Zowel de registratie als de analyse van verkeersonveiligheidsgegevens moeten worden geoptimaliseerd, zodat we een meetinstrument ter beschikking krijgen dat ons in staat stelt prioriteiten te bepalen en de doeltreffendheid van de voorziene maatregelen te evalueren.

## ***2. Doelstelling***

Het federaal regeerakkoord voorziet in de beperking van de verkeersongevallen met lichamelijk letsel.

## ***3. Veiligheidsketen***

### ***3.1. Preventie***

Prioritaire doelstellingen inzake preventie liggen zowel op het vlak van de keuze van het vervoermiddel als op het vlak van de wijze waarop men zijn voertuig gebruikt.

Het gedeeld gebruik van het openbaar domein (in straten en op wegen) moet worden geherdefinieerd om het verkeer leefbaarder te maken voor alle gebruikers: voetgangers, fietsers en autobestuurders. Er wordt gestreefd naar de verwezenlijking van een regelgevend kader dat een onderscheid maakt tussen het gebruik van de publieke ruimte binnen en buiten de bebouwde omgeving: een straatcode en een wegcode.

Een preventiebeleid betekent ook dat de wegbeheerders (op gewestelijk en gemeentelijk vlak) meer soepelheid krijgen bij het gebruik van het wettelijk

cadre de l'utilisation des instruments légaux (zone 30, etc.) de manière à ce que les rues et les routes puissent être aménagées de façon appropriée. D'ici 2003, au moins tous les abords des écoles dans les zones d'habitation devront devenir des zones 30.

Il est primordial de stimuler l'utilisation des moyens de transport les plus sûrs. La politique de mobilité doit développer l'offre de transport public sur le plan quantitatif et qualitatif, et la rendre concurrentielle.

Pour exercer une influence sur le comportement des automobilistes et les inciter à faire preuve de « civisme dans le trafic », la politique de prévention doit développer des projets orientés prioritairement sur les usagers faibles, la vitesse, la conduite sous l'influence de l'alcool et de drogues et les jeunes automobilistes. A cette fin, il faut s'atteler à améliorer la formation des jeunes conducteurs, le contrôle de l'aptitude à conduire, les campagnes d'information et de sensibilisation de l'IBSR (Institut Belge pour la Sécurité Routière), l'utilisation adéquate des possibilités d'applications télématiques dans les véhicules, etc.

— En matière de formation, l'organisation des écoles de conduite doit être améliorée de façon significative et le contrôle exercé sur celles-ci doit se faire de manière globale, intégrant les différents aspects qui permettront d'améliorer la qualité des cours dispensés. Le contrôle de l'aptitude à la conduite est actuellement exercé de façon insatisfaisante. Il devrait à l'avenir dépendre d'une instance chargée spécifiquement de cette fonction. Les nouveaux conducteurs doivent être évalués tandis que les plus anciens doivent avoir l'occasion de réactualiser leurs connaissances. En matière de formation encore, une concertation avec les communautés devrait permettre d'envisager l'intégration de l'enseignement de la sécurité routière dans la formation scolaire. Ceci pourrait se faire avec l'aide de l'IBSR pouvant collaborer pour cela avec les communautés.

— Les campagnes de sensibilisation et d'information de l'IBSR doivent être poursuivies et encouragées, en collaboration étroite avec les régions et les communes.

— Dans le prolongement des projets mis sur la table au niveau européen, un soutien sera accordé aux initiatives belges en matière de télématique (par exemple en encourageant les expérimentations liées au projet ISA — Intelligent Speed Adaptation).

À la lisière du préventif et du répressif, les campagnes de prévention ne peuvent être prises au sérieux que si elles vont de pair avec une politique répressive coordonnée. Aussi, la fonction de police qui concerne plus particulièrement la surveillance et les contrôles en matière de sécurité routière doit être mise en exergue.

instrumentarium (zone 30, enzovoort) zodat ze straten en wegen op een adequate manier kunnen inrichten. Tegen 2003 moeten minstens alle schoolomgevingen in woonkernen als zone-30 zijn ingesteld.

Het is belangrijk het gebruik van de veiligste transportmiddelen te stimuleren. Het mobiliteitsbeleid moet het aanbod van openbaar vervoer kwantitatief en kwalitatief ontwikkelen, en het concurrentieel maken.

Om het gedrag van de automobilisten te beïnvloeden en ze ertoe aan te zetten zich te gedragen met meer « burgerzin in het verkeer » moet het preventiebeleid projecten ontwikkelen die vooral gericht zijn op kwetsbare weggebruikers, snelheid, sturen onder invloed van alcohol en drugs en jonge autobeëindelers. Hiervoor moet worden gewerkt aan de verbetering van de opleiding van de jonge autobestuurders, controle van de rijgeschiktheid, informatie-en sensibilisatiecampagnes van het BIVV (Belgisch Instituut voor de Verkeersveiligheid) en het adequaat gebruik van de mogelijkheden van telematicatoepassingen in de voertuigen enz.

— Inzake vorming moet de organisatie van de autorijscholen aanzienlijk verbeterd worden en de controle moet op een globale manier worden uitgevoerd met inachtneming van de verschillende aspecten die het mogelijk maken de kwaliteit van de verstrekte lessen te verbeteren. De controle van de rijgeschiktheid wordt momenteel uitgevoerd op een onbevredigende manier. Er moet een betere opvolging komen van nieuwe bestuurders en de mensen die al langer rijden moeten de kans krijgen om hun kennis opnieuw op peil te brengen. Nog steeds wat de opleiding betreft, zou overleg met de gemeenschappen het mogelijk moeten maken te denken aan de integratie van mobiliteitseducatie binnen de schoolopleiding. Dit zou kunnen gebeuren met de hulp van het BIVV.

— De sensibilisatie- en informatiecampagnes van het BIVV moeten worden voortgezet en aangemoedigd, in nauwe samenwerking met de gewesten en de gemeenten.

— In het verlengde van de projecten die op Europees vlak ter sprake komen, zal steun verleend worden aan Belgische initiatieven inzake telematica (bijvoorbeeld door de aanmoediging van experimenten in verband ISA, Intelligent Speed Adaptation)

Op de grens van preventie en repressie kunnen preventiecampagnes slechts ernstig worden genomen als ze gepaard gaan met een gecoördineerd repressiebeleid. De taak van de politie met betrekking tot toezicht en controle inzake verkeersveiligheid moet dan ook voldoende aandacht krijgen.

Cela implique une coordination dans le cadre du nouveau service de police intégrée, pour que les zones de police disposent d'une structure adaptée et spécialisée mais que soit garantie en même temps, la cohérence du traitement des infractions sur l'ensemble du territoire.

### *3.2. La répression*

Les priorités actuelles en matière de contrôle de la circulation routière, telles qu'elles sont détaillées par les circulaires du Collège des procureurs généraux, seront maintenues. Une attention spéciale sera réservée aux usagers faibles, à la lutte contre l'agressivité au volant, à la vitesse des cyclomoteurs, au respect de la mobilité des personnes handicapées, etc.

Les infractions de roulage devraient faire l'objet d'une catégorisation réaliste et efficace: dépénalisation pour les unes, perception immédiate de l'amende pour les autres, sanctions judiciaires, etc.

L'immobilisation du véhicule comme forme de sanction et moyen de lutte contre le stationnement sauvage et l'éventuelle requalification pénale de certains comportements au volant amenant à des accidents graves seront sérieusement envisagés.

La perception des amendes devra également être améliorée, en concertation avec le ministre des Finances. Les infractions les moins dangereuses peuvent parfaitement faire l'objet d'un traitement administratif accéléré, sans intervention des parquets. À l'instar de ce qui se fait dans d'autres pays, un système d'amendes « journalières » proportionnelles aux revenus du contrevenant, sera examiné.

### *3.3. Le suivi*

Des mesures seront prises en vue de répondre aux problèmes posés par les délinquants récidivistes en matière de roulage.

Un lieu devrait être créé où les citoyens pourraient déposer plaintes et suggestions en matière de sécurité routière. L'aide aux victimes de la route et à leur entourage doit également être améliorée, en concertation avec d'autres niveaux de pouvoir.

Enfin, la sécurité routière est un domaine dans lequel le développement d'une politique de médiation pénale et de mise en place de peines alternatives doit être encouragé. Les peines alternatives peuvent se traduire par le suivi de cours à l'éducation routière, la participation à des activités de sensibilisation voire des prestations d'intérêt général orientées vers la rééducation de blessés de la route, etc.

Dit implique coördinatie in het kader van de nieuwe geïntegreerde politie, opdat de politiezones een aangepaste en gespecialiseerde structuur zouden krijgen terwijl terzelfdertijd wordt gewaarborgd dat de inbreuken over het ganse grondgebied op een coherente manier worden aangepakt.

### *3.2. Repressie*

De huidige prioriteiten inzake controle van het wegverkeer, die beschreven staan in de omzendbrieven van het College van procureurs-generaal, zullen behouden blijven. Bijzondere aandacht zal gaan naar de zwakke weggebruikers, de bestrijding van agressief rijgedrag, de snelheid van bromfietsen, het respect voor de mobiliteit van gehandicapten, enz.

De verkeersovertredingen zouden moeten onderworpen worden aan een realistische en doeltreffende categorisering: depenalisering voor sommige overtredingen, onmiddellijke inning voor anderen, gerechtelijke sancties enz.

Het immobiliseren van een voertuig als een vorm van sanctie en een middel om wildparkeren tegen te gaan en de eventuele strafrechterlijke herkwalificatie van bepaalde vormen van verkeersgedrag die leiden tot zware ongevallen, worden ernstig overwogen.

De inning van boetes zal ook verbeterd moeten worden, in overleg met de minister van Financiën. Heel wat minder gevaarlijke verkeersovertredingen kunnen perfect administratief en sneller worden afgehandeld zonder tussenkomst van de parketten. Deze middelen zouden kunnen worden geïnvesteerd in herinrichtingsprojecten en het uitoefenen van toezicht. Naar het voorbeeld van andere landen wordt het systeem van « dagboetes » onderzocht.

### *3.3. Nazorg*

Er zullen maatregelen worden genomen tegen recidiverende daders van verkeersinbreuken.

Een meldpunt zou gecreëerd moeten worden waar de burgers problemen kunnen signaleren en suggesties kunnen indienen inzake verkeersveiligheid. Ook de hulp aan verkeersslachtoffers en hun omgeving moet worden verbeterd, in overleg met de andere beleidsniveau's.

Tot slot is de verkeersveiligheid een domein waarin de ontwikkeling van een strafrechterlijk bemiddelingsbeleid en de invoering van alternatieve straffen moet worden aangemoedigd. Alternatieve straffen kunnen de vorm aannemen van verkeersopvoeding, deelname aan sensibiliseringactiviteiten of werk van algemeen nut dat gericht is op de revalidatie van verkeersslachtoffers, enzovoort.

## 8. MOYENS D'ACTION

### 8.1. Une police moderne

#### *1. Introduction*

Afin de mettre en œuvre le plan fédéral de sécurité de manière efficace, de réaliser ses objectifs et de relever les défis dont certains sont à mettre en relation avec les évolutions et les tendances sociales actuelles, une organisation de police souple en mesure de répondre rapidement et efficacement aux problèmes inattendus ou aux opportunités inespérées s'avère indispensable.

L'accord fédéral de gouvernement prévoit l'exécution des accords Octopus. À cette fin, le ministre de la Justice et le ministre de l'Intérieur ont mis en place plusieurs groupes de travail. Ceux-ci seront amenés à travailler dans l'esprit des lignes politiques suivantes, à savoir : une police ancrée dans la société, une police qui se consacre au travail de police, une police qui se réoriente vers ses tâches essentielles, plus de policiers dans les rues et une méthode de travail professionnelle.

#### *2. Intégration dans la société*

Bien que beaucoup d'autres organisations publiques et privées jouent un rôle essentiel en matière de sécurité, la police est celle qui est de loin la plus importante dans notre société. La police a le devoir de protéger le citoyen et le citoyen doit se savoir protégé par la police. Dans le cas contraire, la police n'aurait plus aucune raison d'exister.

Il va de soi que la police tient un rôle particulier dans un État de droit démocratique. Pour s'en rendre compte, il suffit de considérer le monopole en matière d'usage de la force que la société lui attribue, monopole dont le contrôle est certes démocratique et qui ne constitue évidemment pas une habilitation à la violence arbitraire.

Sous la direction des autorités administratives et judiciaires, la police est la première responsable de la sécurité publique ainsi que du maintien de l'ordre et de la paix et elle doit donc pouvoir répondre à de grandes exigences. La police doit être joignable et pouvoir être mobilisée jour et nuit. Ses tâches ne se limitent pas au maintien de l'ordre public et de l'ordre pénal, mais s'étendent également à l'assistance.

Les évolutions sociales récentes, l'insécurité croissante et toutes sortes de nouveaux risques en matière de sécurité nous amènent à réfléchir sur les tâches de la police. C'est pourquoi une réorientation des tâches et de la méthode de travail de la police s'impose.

Une orientation active sur la société locale et une perception correcte des développements qui repré-

## 8. DE ACTIEMIDDELEN

### 8.1. Een moderne politie

#### *1. Inleiding*

Om het federaal veiligheidsplan efficiënt aan te pakken, om de doelstellingen die erin vervat zitten te realiseren en om het hoofd te bieden aan de uitdagingen, waarvan verschillende te maken hebben met relatief recente maatschappelijke evoluties en tendensen, is er behoefte aan een soepele politieorganisatie die snel en efficiënt kan inspelen op onverwachte problemen of onverhooppte kansen.

Het federaal regeerakkoord voorziet in de uitvoering van de Octopusakkoorden. Ten dien einde heeft de minister van Justitie en de minister van Binnenlandse Zaken verschillende werkgroepen opgericht. Deze werkgroepen dienen te arbeiden in de geest van de hierna volgende beleidslijnen. Deze zijn : een in de samenleving verankerde politie, een politie die politiewerk doet, een politie die zich terug oriënteert op haar kerntaken, meer blauw op straat en een bedrijfsgerichte aanpak.

#### *2. Verankerd in de samenleving*

Hoewel ook veel andere publieke en private organisaties een belangrijke rol spelen is de politie veruit de belangrijkste veiligheidsorganisatie in onze samenleving. De politie dient de burger te beschermen en de burger dient zich door de politie beschermd te weten. Zoniet heeft de politie geen enkele bestaansreden meer.

In de democratische rechtsstaat vervult de politie een bijzondere opdracht. Dat blijkt al uit het geweldsmonopolie dat de maatschappij aan deze organisatie verleent, een monopolie dat weliswaar democratisch wordt gecontroleerd en duidelijk geen vrijbrief voor willekeurig geweld is.

Onder leiding van de administratieve en de gerechtelijke overheden is de politie als eerste verantwoordelijk voor de openbare veiligheid, orde en rust. Dat stelt uiteraard hoge eisen. De politie moet dag en nacht bereikbaar en inzetbaar zijn. De taken zijn niet beperkt tot het handhaven van de openbare en de strafrechtelijke orde maar omvatten ook opdrachten in het kader van de hulpverlening.

Recente maatschappelijke ontwikkelingen, de groeiende onveiligheid en allerlei nieuwe veiligheidsrisico's nopen tot bezinning over de politietaken. Een heroriëntering van de taken en de werkwijze van de politie dringen zich dan ook op.

De belangrijkste voorwaarden voor efficiënt politiewerk zijn een actieve oriëntatie op de lokale samen-

tent une menace pour la sécurité constituent les conditions les plus importantes d'un travail de police efficace. À cet effet, il s'indique que la police soit bien ancrée dans la société. Cette intégration doit également se traduire de façon organisationnelle. Le concept de zone de police signifie pour le citoyen une police proche et reconnaissable. Le concept d'une responsabilité intégrale de la sécurité se limite pour les collaborateurs de police à un territoire clairement défini. L'agent de police ne sera pas seulement un conseiller et un gardien en matière de sécurité au niveau d'un territoire qu'il connaît parfaitement, il pourra quotidiennement se rendre compte des résultats de ses interventions et de celles de ses collègues.

### ***3. Réorientation vers les tâches essentielles***

La police est connue de tous et est, avec les services de secours comme les pompiers, un des seuls services de l'État qui se tient toujours à la disposition du citoyen. Les limites ne sont pas toujours clairement définies entre les tâches policières et celles qui doivent être accomplies par d'autres services, surtout dans le domaine de l'assistance. Une meilleure délimitation des tâches policières et une réorientation vers les tâches essentielles seraient en tout cas profitables au travail journalier de la police. D'autres services seront donc amenés à prendre leurs responsabilités et à veiller à ce qu'ils soient bien connus de tous et puissent facilement être contactés.

La police est tentée de répondre immédiatement à toutes les demandes, même si celles-ci entrent dans les compétences d'une autre organisation. Il s'agit là d'une réaction naturelle et le plus souvent légitime dans le contexte actuel. Il s'agit souvent de problèmes concrets et urgents pour lesquels il ne peut être fait appel à ce moment-là à aucune autre organisation car celles-ci ne peuvent être contactées, ne sont pas fiables ou ne sont tout simplement pas connues. C'est pourquoi le citoyen s'adresse à chaque fois à la police, celle-ci se voyant dans l'obligation d'assumer des tâches qui incombent à d'autres organisations. Cette situation ne pose pas de problèmes en soi, certainement pas lorsque l'affaire est traitée de manière professionnelle, et elle peut même, dans de nombreux cas, promouvoir l'image de la police. À partir du moment où les tâches essentielles de la police en pâtissent, l'accomplissement de tâches qui n'entrent pas dans ses propres attributions n'est par contre plus justifiable.

Projet 66: Tâches essentielles de la police

Sous-projet 66.1: Règlement policier

Il existe de nombreux conflits qui ne requièrent un règlement policier qu'en dernier ressort et pour lesquels le règlement extrajudiciaire constitue déjà la

levening en een goede kijk op de ontwikkelingen die de veiligheid bedreigen. Daartoe moet de politie stevig in de samenleving verankerd zijn, een verankering die ook organisatorisch moet worden vertaald. Het concept van de politiezone betekent voor de burger een nabije en herkenbare politie. Voor de politiemedewerkers beperkt het concept van de weliswaar integrale verantwoordelijkheid voor de veiligheid zich tot een duidelijk afgebakend territorium. De politieagent wordt niet alleen de veiligheidsadviseur en -bewaker van een gebied dat hij door en door kent, maar ziet bovendien dagelijks het effect van zijn optreden en dat van zijn collega's.

### ***3. Heroriëntering op kerntaken***

De politie is algemeen bekend en, samen met de hulpdiensten zoals de brandweer, één van de weinige overheidsinstanties die altijd klaar staan voor de burger. De grenzen tussen de politietaken en taken die eigenlijk door andere instanties moeten worden vervuld, zijn niet altijd even duidelijk. Dat geldt vooral op het vlak van de hulpverlening. In elk geval zou het dagelijkse politiewerk gebaat zijn bij een betere afbakening van de politietaken en een heroriëntering op de kerntaken. Dit impliceert uiteraard dat andere instanties hun verantwoordelijkheid opnemen en ervoor zorgen dat ze goed bekend en gemakkelijk te bereiken zijn.

De politie is geneigd om onmiddellijk aan alle vragen te voldoen, ook als het probleem in kwestie deel uitmaakt van het takenpakket van een andere organisatie. Dat is een natuurlijke en in de huidige context meestal ook terechte reactie. Het gaat immers vaak om concrete en dringende problemen, waarvoor op dat moment geen andere organisatie kan worden ingeschakeld, doordat die niet bereikbaar, niet betrouwbaar of gewoon niet bekend is. Zo komt de burger automatisch telkens opnieuw bij de politie terecht en ziet de politie zich verplicht om 'vreemde' taken op zich te nemen. Dat vormt op zich geen probleem, zeker niet als de zaak professioneel wordt aangepakt, en kan in veel gevallen het imago van de politie zelfs bevorderen. Zodra de kerntaken eronder lijden, is het vervullen van 'vreemde' taken echter niet langer verantwoord.

Project 66: Politie-kerntaken

Deelproject 66.1: Politiële afhandeling

Er zijn tal van conflicten die slechts in extremis een politiële afhandeling behoeven en waarin, nu al, de buitengerechtelijke afhandeling de regel is. Het is

règle. Il y a lieu d'examiner la possibilité d'étendre la technique des procès-verbaux simplifiés et de débattre de cette question dans le cadre de la concertation pentagonale.

#### Sous-projet 66.2: Gestion de la recherche

La magistrature et les services de police doivent aborder la question de la gestion de la recherche. Cela implique une discussion au niveau de la politique à suivre, in casu l'alignement de la capacité de recherche sur les priorités et inversement, mais également au niveau de la gestion, in casu l'organisation de l'instruction et l'exécution ainsi que le suivi des recherches et ce tant au sein d'un service que dans le cadre de l'instruction.

### 4. Plus de policiers dans les rues

La présence dans les rues d'agents de police en uniforme augmente sans aucun doute le sentiment de sécurité. Ce n'est pas un remède miracle, mais le fait est que les agents présents dans les rues pendant six heures consécutives sont bien plus efficaces que ceux qui ne s'y rendent pratiquement jamais. Les « assistants de prévention et de sécurité » ou les « sentinelles de quartier » dans certaines villes belges ne sont pas une alternative à l'agent expérimenté et bien formé qui effectue sa ronde.

Dans des circonstances normales, pendant la journée et en soirée, entre 6 et 22 heures, la patrouille d'un homme est idéale pour assurer la présence de la police, que ce soit à pied, à vélo, à vélomoteur, à moto ou même en patins. Dans certains quartiers, des patrouilles avec chien peuvent être utilisées. Le système nécessite évidemment des horaires flexibles et une focalisation sur les véritables missions de la police. Cette question doit bien évidemment faire l'objet d'une concertation avec les partenaires sociaux.

L'utilisation de caméras de surveillance peut limiter le besoin d'augmenter le nombre de policiers dans les rues. L'installation de ce type de caméras et la publicité qui l'entoure suffisent souvent à accroître, du moins temporairement, le sentiment de sécurité. Toutefois, la mise en oeuvre de ces caméras dans des espaces publics devrait être limitée à certains événements et/ou lieux.

### 5. Management policier

La police est une organisation importante et relativement complexe tant au niveau local que fédéral. Plus grande est l'organisation, plus grande est la nécessité de disposer d'une méthode de travail professionnelle et qui veille à la mise en oeuvre optimale des moyens disponibles. L'absence d'une telle stratégie conduit automatiquement au gaspillage, à la concurrence

noodzakelijk te onderzoeken of het mogelijk is de techniek van de verkorte processen-verbaal verder uit te breiden en dit binnen het vijfhoeksoverleg te bespreken.

#### Deelproject 66.2: Recherchemanagement

De magistratuur en de politiediensten moeten het recherchemanagement ter sprake brengen. Dit impliqueert een discussie zowel op beleidsniveau, in casu het afstemmen van de recherchecapaciteit op de prioriteiten en vice versa, als op het beheersniveau, in casu het organiseren van het onderzoek en het sturen op en opvolgen van de recherchecapaciteit in het onderzoek en dit binnen een dienst en binnen het onderzoek.

### 4. Blauw meer op straat

De aanwezigheid in het straatbeeld van politieagenten in uniform verhoogt ongetwijfeld het veiligheidsgevoel. Het gaat niet om een wondermiddel, maar het is een feit dat zes opeenvolgende uren op straat doorbrengen veel efficiënter werkt dan politieagenten die zich nauwelijks op straat begeven. De stads- of buurtwachten die sommige Belgische steden inzetten, zijn geen alternatief voor de ervaren, goed opgeleide agent die zijn ronde doet.

Overdag en 's avonds, tussen 6 en 22 uur, is eenmanspatrouille in normale omstandigheden de ideale manier om de aanwezigheid van de politie te verzekeren. Te voet, met de fiets, een bromfiets, een motor of zelfs op skeelers. In sommige buurten kunnen patrouilles met hond worden ingezet. Het systeem vereist natuurlijk flexibele werkuren en een doorgedreven toespitsing op de echte politietaken. Het is evident dat dit met de sociale partners moet worden overlegd.

Het gebruik van bewakingscamera's kan de behoefte aan meer politie op straat beperken. De installatie en de publiciteit die erover wordt gevoerd zijn vaak al voldoende om het veiligheidsgevoel minstens tijdelijk te verhogen. Niettemin wordt het inzetten van bewakingscamera's in de openbare ruimte best beperkt tot bepaalde evenementen en/of plaatsen.

### 5. Politioneel Management

Zowel op lokaal als op federaal niveau vormt de politie een belangrijke en relatief complexe organisatie. Hoe groter een organisatie is, hoe groter ook de behoefte aan een professionele werkwijze die ervoor zorgt dat de beschikbare middelen optimaal worden ingezet. Het ontbreken van een dergelijke strategie leidt automatisch tot verspilling, interne concurren-

rence interne, à la circulation déficiente, voire à la rétention consciente, des informations, au sous-emploi des capacités et à une baisse de motivation chez les collaborateurs.

Seul un modèle de gestion pratique permet de développer une politique de sécurité efficace, axée sur des objectifs clairs poursuivis par tous les collaborateurs, et ce dans l'intérêt de la population.

## 8.2. Réforme du droit pénal et amélioration de la procédure pénale

### 1. Introduction

Depuis de nombreuses années, la société souffre d'une forme grave de surréglementation. De surcroît, le droit pénal est trop souvent utilisé afin d'imposer des normes dans les domaines les plus divers. En conséquence, la loi distingue aujourd'hui pas moins de 15 000 infractions différentes. Il est évident que même avec la meilleure volonté du monde la police et la justice ne peuvent pas détecter et poursuivre toutes ces infractions. Le recours abusif au droit pénal réduit leur efficacité et les empêche pratiquement de fixer des priorités. Du fait de la surcharge, il est fréquent que des infractions graves qui déstabilisent la société ne soient pas traitées correctement.

### Projet 67: Réforme du droit pénal

La réforme et la simplification du droit pénal ont déjà été annoncées à plusieurs reprises. Il est évident que le Code pénal doit être entièrement adapté aux normes contemporaines et qu'il n'y a pas lieu de refaire une étude scientifique à cet égard. Le ministre de la Justice évaluera les études existantes. En raison de l'importance donnée au changement de la société, certaines infractions doivent être supprimées du Code pénal par le biais une « décriminalisation ». Certaines infractions ne devraient plus être sanctionnées pénalement. Un traitement purement administratif, associé à une amende, ou le retrait d'une autorisation déterminée peuvent être envisagés pour les contrevenants.

Le droit pénal n'a de sens que s'il a également une assise sociale. En outre, le dégraissage du droit pénal s'inscrit dans les intentions du gouvernement fédéral de se livrer à une évaluation et à une modernisation de la loi.

### Projet 68: Réduction de l'inflation du droit pénal

Trop souvent, le droit pénal est utilisé comme mécanisme répressif pour lutter contre des phénomè-

tie, gebrekkige doorstroming of zelfs bewust achterhouden van informatie, een onderbenutting van capaciteiten en minder gemotiveerde medewerkers.

Alleen een praktisch managementmodel maakt het mogelijk een efficiënt veiligheidsbeleid te ontwikkelen, gericht op duidelijke en door alle medewerkers nagestreefde doelstellingen en dit in het belang van de bevolking.

## 8.2. Hervorming van het strafrecht en een meer efficiënte strafprocedure

### 1. Inleiding

De samenleving lijdt al jaren aan een ernstige vorm van overreglementering. Bovendien wordt het strafrecht al te vaak gehanteerd om op de meest uiteenlopende domeinen normen af te dwingen. Daardoor onderscheidt de wet nu al niet minder dan 15 000 verschillende misdrijven. Het is evident dat politie en justitie die zelfs met de beste wil van de wereld onmogelijk allemaal kunnen opsporen en vervolgen. Het oneigenlijk gebruik van het strafrecht ondermijnt hun efficiëntie en maakt het ze haast onmogelijk om prioriteiten te stellen. Door de overbelasting kunnen ernstige misdrijven die de samenleving ontwrichten vaak niet behoorlijk worden aangepakt. Het strafrecht is amper nog beheersbaar en de strafprocedure blijft duidelijk in gebreke.

### Project 67: Hervorming van het strafrecht

De hervorming van het strafrecht is reeds meerdere malen in het vooruitzicht gesteld. Het is duidelijk dat het Strafwetboek volledig moet worden aangepast aan de normen van deze tijd en dat er terzake niet opnieuw wetenschappelijk onderzoek moet worden gedaan. De minister van Justitie zal de reeds bestaande wetenschappelijke studies evalueren. Omwille van de gewijzigde maatschappelijke relevantie moet door « decriminalisering » een aantal misdrijven uit het Strafwetboek worden verwijderd. Sommige misdrijven worden beter niet langer met een strafbepaling gesanctioneerd. Denk maar aan de zuiver administratieve afhandeling, gekoppeld aan een geldboete, of het ontnemen van een bepaalde vergunning aan mensen die de wet overtreden.

Het strafrecht heeft slechts zin indien het ook een maatschappelijk draagvlak heeft. De ontvettung van het strafrecht kadert bovendien in de wil van de federale regering om werk te maken van de wetsevaluatie en -actualisatie.

### Project 68: Terugschroeven van het inflatoire strafrecht

Al te vaak wordt teruggegrepen naar het strafrecht als beteugelend mechanisme om ongewenste feno-

nes indésirables. Cette option ne produit pas nécessairement le modèle le plus optimal pour contrôler certaines formes de comportement délinquant, ou si l'on veut, de criminalité. Le droit pénal doit être le remède ultime où les rares moyens disponibles peuvent être utilisés pour tendre vers une qualité maximale sans pour autant se perdre dans une quantité ingérable. En d'autres termes, l'aspiration à un degré de recherche et d'élucidation aussi élevé que possible est incompatible avec l'extension croissante du champ d'action de l'appareil répressif.

Le ministre de la Justice s'efforcera, à court terme, de réduire de façon substantielle l'inflation en matière pénale.

## *2. Une procédure pénale plus efficace*

L'amélioration de la procédure pénale sous-entend pour certaines infractions l'introduction d'un système de procédure accélérée efficace. En outre, les recommandations des différentes commissions d'enquête parlementaires sur la gestion des informateurs, les techniques de recherche particulières et la recherche proactive doivent être traduites en lois.

### Projet 69: Procédure accélérée

L'accord de gouvernement aspire à une administration de la justice rapide et humaine, concrétisée notamment par un renforcement de l'application de la procédure accélérée dans le respect des droits de la défense.

Dans cette matière, il importait d'agir sans délai. C'est pourquoi, après avoir évalué la procédure accélérée actuelle et en se fondant sur les informations fournies par le Service de la Politique Criminelle en 1997 et 1998 et sur l'analyse axée spécifiquement sur l'arrondissement de Bruxelles, le gouvernement fédéral a déjà pris une initiative législative qui a donné lieu à la loi du 28 mars 2000 insérant une procédure de comparution immédiate en matière pénale (*Moniteur belge* du 1<sup>er</sup> avril 2000).

La loi du 28 mars 2000 prévoit la possibilité de traiter rapidement les affaires pénales simples, suffisamment graves, il est vrai, pour justifier un mandat d'arrêt mais pas assez complexes pour requérir une instruction.

L'incidence de la nouvelle réglementation sur le fonctionnement des services judiciaires ainsi que les effets secondaires éventuels, en particulier au niveau des établissements pénitentiaires et des maisons de justice, feront l'objet d'une évaluation.

menen aan te pakken. Deze optie bewerkstelligt niet noodzakelijk het meest optimale model om tot de beheersing van bepaalde vormen van delinquent gedrag, of zo men wil, criminaliteit te komen. Het strafrecht dient het ultimum remedium te zijn, waarbij de schaarse beschikbare middelen kunnen worden aangewend om een maximale kwaliteit na te streven zonder dat zij verloren gaan in een onbeheersbare kwantiteit. Met andere woorden is het streven naar een zo groot mogelijke opsporings- en ophelderingsgraad niet in overeenstemming te brengen met het alsmaar uitbreiden van de actieradius van het beteugelingsapparaat.

De minister van Justitie zal op korte termijn de strafrechtelijke inflatie in belangrijke mate trachten terug te dringen.

## *2. Een meer efficiënte strafprocedure*

De strafprocedure efficiënter maken veronderstelt het invoeren van een doeltreffend systeem van snelrecht voor bepaalde misdrijven. Bovendien moeten de aanbevelingen van de verschillende parlementaire onderzoekscommissies in verband met het informantbeheer, de bijzondere opsporingstechnieken en de proactieve recherche vertaald worden in wetten.

### Project 69: Snelrecht

Het federaal regeerakkoord voorziet in een snelle en humane rechtsbedeling die onder meer moet worden bewerkstelligd door een versterking van de toepassing van het snelrecht met inachtneming van de rechten van de verdediging.

In deze materie was het van groot belang om zonder enig uitstel op te treden. De federale regering heeft daarom, na evaluatie van de huidige snelrechtprocedure op basis van de doorlichting die in 1997 en 1998 door de Dienst voor het Strafrechtelijk Beleid werd verricht en de analyse die specifiek voor het arrondissement Brussel werd gemaakt, reeds een wetgevend initiatief genomen dat geleid heeft tot de wet van 28 maart 2000 tot invoeging van een procedure van onmiddellijke verschijning in strafzaken *Belgisch Staatsblad* van 1 april 2000).

Deze wet van 28 maart 2000 voorziet in de mogelijkheid van een snelle behandeling van eenvoudige strafzaken, die weliswaar voldoende ernstig zijn om een aanhoudingsbevel te rechtvaardigen, maar onvoldoende complex om een gerechtelijk onderzoek te vorderen.

De weerslag van de nieuwe regeling op de werking van de justitiële diensten, evenals de eventuele secundaire effecten, in het bijzonder met betrekking tot de strafinrichtingen en de justitiehuizen, zullen worden geëvalueerd.

### ***3. Une politique criminelle cohérente***

Une politique cohérente doit être élaborée à tous les niveaux de l'administration de la justice pénale et s'intégrer dans son ensemble dans la politique sociale. La politique des poursuites détermine la politique de recherche. Le Collège des procureurs généraux, présidé par le ministre de la Justice, établit les lignes de force d'une politique des poursuites qui sera individualisée par la suite par le procureur du Roi au niveau de l'arrondissement judiciaire. Le ministre de la Justice qui, en collaboration avec le législateur, fixe les conditions essentielles dans lesquelles s'intègrent les dispositions pénales, est également responsable de la politique d'exécution des peines.

La cohérence entre les options politiques au niveau de l'administration de la justice pénale est déterminante pour combattre la segmentation qui est mise en évidence dans les commissions d'enquête parlementaires.

#### **8.3. Renforcement de la médiation pénale et des peines alternatives**

##### **8.3.1. Maisons de justice**

La mise en œuvre des résultats de la concertation octopartite concernant la réforme de l'organisation judiciaire a eu comme conséquence la création officielle du Service des maisons de justice le 13 juin 1999. L'instauration d'une maison de justice dans chaque arrondissement judiciaire s'inscrit dans le cadre d'une politique de décentralisation délibérée visant à augmenter l'efficacité et l'efficience de la Justice, à développer une approche humaine et à améliorer l'accessibilité. Les maisons de justice doivent être un lieu de dialogue et de concertation pour tous les groupes cibles concernés: professionnels, citoyens, auteurs et victimes.

Depuis l'établissement de la première maison de justice le 19 novembre 1997, onze autres maisons ont été ouvertes (Charleroi, Marche-en-Famenne, Neufchâteau, Nivelles, Tournai, Anvers, Bruges, Termonde, Gand, Hasselt et Courtrai).

##### **Projet 70: Maisons de justice**

Des maisons de justice doivent être ouvertes dans tous les arrondissements judiciaires et celles qui le sont déjà doivent disposer des ressources humaines et matérielles prévues.

Une fois toutes les maisons mises en place, celles-ci feront l'objet d'une évaluation. On examinera en même temps aussi comment développer et optimiser les compétences internes des assistants de justice et de la maison de justice dans son ensemble.

### ***3. Een coherent strafrechtelijk beleid***

In de strafrechtsbedeling dient op alle niveaus een beleid ontwikkeld te worden dat onderling coherent is, op elkaar aansluit en zich als geheel integreert in het sociaal beleid. Het opsporingsbeleid wordt bepaald door het vervolgingsbeleid. Het College van procureurs-generaal, onder voorzitterschap van de minister van Justitie, bepaalt de krachtlijnen van een vervolgingsbeleid dat verder geïndividualiseerd wordt door de procureur des Konings op het niveau van het gerechtelijk arrondissement. De minister van Justitie die samen met de wetgever tekent voor de randvoorwaarden waarbinnen de strafbepaling plaatsgrijpt, is ook verantwoordelijk voor het strafuitvoeringsbeleid.

De coherentie tussen de beleidsopties op de niveaus van de strafrechtsbedeling is bepalend om de segmentering of «eilandisering» zoals die tot uiting kwam in de parlementaire onderzoekscommissies, tegen te gaan.

#### **8.3. Versterken strafbemiddeling en alternatieve straffen**

##### **8.3.1. Justitiehuizen**

De implementatie van de resultaten van het Octopusoverleg inzake de hervorming van de gerechtelijke organisatie leidde op 13 juni 1999 tot de officiële oprichting van de Dienst Justitiehuizen. De oprichting van een justitiehuis in elk gerechtelijk arrondissement kadert in een bewuste decentralisatiepolitiek die tot doel heeft het verhogen van de efficiëntie en de effectiviteit van justitie, het ontwikkelen van de humane aanpak en het verbeteren van de toegankelijkheid. De justitiehuizen moeten een plaats zijn van dialoog en onderhandeling voor al de betrokken doelgroepen: professionelen, burgers, daders en slachtoffers.

Momenteel zijn sedert de opening van het eerste justitiehuis op 19 november 1997, 11 justitiehuizen geopend (Charleroi, Marche-en-Famenne, Neufchâteau, Nijvel, Doornik, Antwerpen, Brugge, Dendermonde, Gent, Hasselt en Kortrijk).

##### **Project 70: Justitiehuizen**

In alle gerechtelijke arrondissementen dienen justitiehuizen te worden geopend en moeten in de bestaande justitiehuizen de voorziene personele en materiële middelen worden verwezenlijkt.

Pas wanneer alle justitiehuizen zijn geïnstalleerd kan worden overgegaan tot een evaluatie ervan. Gelijktijdig zal eveneens worden onderzocht hoe de interne competenties van de justitieassistenten en de totaliteit van het justitiehuis verder kunnen worden ontwikkeld en geoptimaliseerd.

Une justice plus humaine, accessible, efficace et efficiente implique une participation active aux développements sur le terrain. C'est sur le terrain que les professionnels se rencontrent d'une part dans l'exercice de missions complémentaires à l'intention du même public cible et d'autre part dans la recherche de solutions pour les mêmes problèmes d'ordre judiciaire. L'amélioration de la qualité et la modernisation de la justice sont des besoins pressants et suppose une implication et une collaboration de tous les partenaires lors de l'élaboration du cadre général et du développement d'une approche cohérente et complémentaire des matières à problèmes majeurs.

Tant les délinquants que les victimes et leurs familles ont droit à un traitement correct, à une information digne de ce nom et au meilleur accès possible à la justice tout au long de la procédure. Le soutien apporté par les assistants de justice au personnel des tribunaux, aux parquets et aux établissements pénitentiaires prend de plus en plus d'ampleur lorsqu'il s'agit de mener des enquêtes, de rendre des avis ou de suivre l'exécution des sanctions et des mesures d'aide aux victimes.

Les maisons de justice permettront d'approfondir l'arsenal juridique des mesures et des peines alternatives; les mesures réparatrices extrajudiciaires et alternatives connaîtront davantage de possibilités de croissance dans le cadre judiciaire.

Depuis la réforme de l'État, les communautés et les régions prennent également des initiatives dans le cadre de leurs compétences qui relèvent toutefois des matières judiciaires, à savoir: les organismes d'assistance spéciales à la jeunesse, les comités d'assistance spéciale à la jeunesse, les services sociaux des tribunaux de la jeunesse, les commissions de médiation, l'aide sociale aux justiciables, les centres d'aide aux victimes, la médiation en cas de divorce, la médiation en matière de dettes, les refuges, les centres pour enfants maltraités, les équipes spécialisées des services d'aide aux arriérés mentaux et le fonds de liquidité.

Les contrats de sécurité et de société du ministère de l'Intérieur conclus avec de nombreuses villes et communes ont souvent trait à certains domaines relevant de la justice: les projets contre le décrochage scolaire, assistance aux victimes par les services de police, l'assistance à la concertation, l'aide sociale dans les quartiers, les projets liés à la drogue, les antennes de justice, la prévention du hooliganisme et le règlement des dommages au niveau de la police. Les assistants de police et de gendarmerie collaborent régulièrement et de plus en plus souvent au sein des services policiers.

Dans le cadre d'une gestion intégrale de la sécurité, toutes ces initiatives demandent une collaboration toujours plus intense entre la magistrature, le barreau,

Een meer humane, toegankelijke, efficiënte en effectieve justitie veronderstelt een actieve betrokkenheid op de ontwikkelingen in het werkveld. In het werkveld ontmoeten professionelen elkaar, in de uit-oefening van complementaire taken ten aanzien van hetzelfde doelpubliek en ter oplossing van dezelfde justitiële probleemgebieden. De nood aan kwaliteitsverbetering en vernieuwing op het justitiële veld is groot en veronderstelt de betrokkenheid en samenwerking van alle partners bij de uitbouw van het algemeen kader en het ontwikkelen van een coherente en complementaire aanpak van de relevante probleemgebieden.

Doorheen de hele procedure hebben zowel de delinquenten als de slachtoffers en verwanten recht op een correcte behandeling, een degelijke informatie en een zo goed mogelijke toegang tot justitie. De justitielijnen staan in toenemende mate het personeel van de rechtbanken, de parketten en de gevangenissen bij voor enquêting, adviesverlening, toezicht op de uitvoering van sancties of maatregelen voor slachtofferzorg.

Via het justitiehuis zal het justitiële instrumentarium van alternatieve maatregelen en straffen verder worden uitgediept en zullen de buitengerechtelijke en alternatieve herstelgerichte maatregelen binnen een gerechtelijk kader, meer kansen krijgen tot ontwikkeling.

Sinds de staatshervorming nemen ook de gemeenschappen en de gewesten initiatieven in het kader van hun bevoegdheden maar verwant aan justitiële materies, bijvoorbeeld: instellingen voor bijzondere jeugdzorg, comités voor bijzondere jeugdzorg, sociale diensten jeugdrechtbanken, bemiddelingscommissies, centra voor justitieel welzijnswerk, centra voor slachtofferhulp, echtscheidingsbemiddeling, schuldbemiddeling, vluchthuizen, centra voor kindermishandeling, gespecialiseerde forensische equipes op diensten voor geestelijke gezondheidszorg en het vereffeningsfonds.

De veiligheids- en samenlevingscontracten van het ministerie van Binnenlandse Zaken afgesloten met vele steden en gemeenten sluiten vaak aan op bepaalde justitiële materies zoals: spijbelprojecten, politiële slachtofferbejegening, overlegassistentie, straathoekwerk, drugsprojecten, justitieantennes, preventie van hooliganisme en schaderegeling op het niveau van de politie. Ook in regulier verband werken in toenemende mate politie- of rijkswachtassistenten binnen de politiediensten.

Al deze initiatieven vergen in het kader van een globaal veiligheidsbeleid een steeds intensere samenwerking tussen magistratuur, advocatuur, psychoso-

les travailleurs psychosociaux et le personnel médical, d'une part et les autorités administratives, l'ordre judiciaire, les organisations privées ou les justiciables, d'autre part.

Par le passé, la collaboration réciproque a toutefois connu des difficultés d'organisation, ce qui a entraîné un éparpillement de la réglementation, une visibilité imparfaite, une délimitation des compétences parfois très vague, une implantation de locaux à divers endroits, un manque de cohérence interne et externe, un appui logistique et un management réduit, des statuts et des dénominations différents pour le personnel et un cadre trop restreint au regard du nombre croissant de missions.

Le développement à l'avenir de ces maisons de justice devra, conformément à l'accord de gouvernement, prendre en considération la gestion intégrale de la sécurité, d'où la nécessité de développer une vaste concertation et une collaboration entre tous les acteurs concernés (sous la forme ou non d'accords de coopération). La maison de justice peut donc être le centre à partir duquel la prévention, la politique criminelle, l'aide sociale et la santé contribuent ensemble à développer une gestion intégrale de la sécurité au niveau régional.

#### Projet 71: Antennes de Justice

Afin d'améliorer l'accessibilité de la justice, on examinera dans quelle mesure les antennes régionales des maisons de justice peuvent répondre aux besoins d'un groupe de population encore plus large. En ce qui concerne l'antenne de justice, nous songeons à une éventuelle décentralisation des parquets dans certains quartiers. Dans l'esprit des accords Octopus, la sécurité pourra être intégralement gérée au niveau local par ces antennes; la concertation entre police, justice et aide sociale permettra de répondre de façon appropriée aux besoins locaux. À cet égard, la maison de justice et ses antennes sont les lieux indiqués étant donné que la police, la justice et l'aide sociale peuvent s'y rencontrer.

##### 8.3.2. Mesures et peines alternatives

###### 1. Introduction

L'approche de la criminalité doit davantage aller de pair avec une politique sociale et économique de nature générale qui s'attelle également de façon préventive à réduire les dysfonctionnements des dispositifs sociaux ainsi que des rapports et des comportements interpersonnels. Dans cette optique, les mesures et les peines alternatives sont un des moyens d'action importants.

ciale werkers en medici enerzijds en tussen de bestuurlijke overheden, de rechterlijke orde en de private organisaties of het justitieel anderzijds.

De onderlinge samenwerking wordt echter bemoeilijkt door de niet-georganiseerde historische ontwikkeling die leidde tot een versnippering in de reglementering, een gebrekkige zichtbaarheid, een soms zeer vage bevoegdheidsafbakening, een verspreide huisvesting, weinig interne en externe samenhang, beperkte logistieke en leidinggevende ondersteuning, verschillende personeelsstatuten en benamingen en een te beperkt personeelsbestand voor een groeiend aantal opdrachten.

De verdere uitbouw van deze justitiehuizen zal daarom in aansluiting met het federaal regeerakkoord rekening moeten houden met een integraal veiligheidsbeleid en daarom zal er ruim overleg en samenwerking (al dan niet onder de vorm van samenwerkingsakkoorden) met alle betrokken actoren moeten worden ontwikkeld. Het justitiehuis zal dan de plaats zijn waar preventie, strafrechtelijk beleid, welzijn en gezondheidszorg samenwerken aan een globaal op de regio toegespitst veiligheidsbeleid.

#### Project 71: Justitieantennes

Ten einde de bereikbaarheid en toegankelijkheid van de justitie nog te verbeteren zal worden onderzocht in welke zin regionale « justitiehuis-antennes » kunnen tegemoetkomen aan de behoeften van een nog grotere bevolkingsgroep. Bij het gegeven van de justitieantenne denken we aan de mogelijke decentralisatie van de parketten in bepaalde buurten. In de geest van de Octopusakkoorden zal via deze antennes een integraal veiligheidsbeleid worden gevoerd op lokaal vlak. Lokaal overleg tussen politie, justitie en de welzijnssector kunnen ertoe bijdragen dat er pasklare antwoorden worden geboden op lokale noden en behoeften. Het justitiehuis en zijn antennes zijn hiertoe de aangewezen plaatsen, omdat zij het kruispunt zijn waar politie, justitie en welzijn elkaar vinden.

##### 8.3.2. Alternatieve maatregelen en straffen

###### 1. Inleiding

De aanpak van criminaliteit moet veel meer aansluiting vinden met een algemeen sociaal en economisch beleid, dat ook preventief werkt aan het milde ren van disfuncties van maatschappelijke voorzieningen en van (inter)menselijke verhoudingen en gedragingen. Alternatieve maatregelen en straffen zijn in dat opzicht één van de belangrijke actiemiddelen.

## 2. Mesures et peines alternatives

De sérieuses réserves sont émises depuis longtemps déjà quant à l'efficacité du système pénal, et en particulier, quant à la privation de liberté. On sait depuis longtemps que la peine de prison est souvent inadéquate, voire contre-productive. L'efficacité de la peine de prison dans le cadre de la prévention de la récidive reste incertaine. La privation de liberté accentue par ailleurs la pression psycho-sociale et souvent économique sur les proches et rend difficile la réintégration. À cet égard, les mesures et peines alternatives semblent être une « alternative » particulièrement significative.

Cette forme de réaction au dépassement de la norme donne, (beaucoup) plus que l'application du droit pénal classique, la possibilité de réconcilier, sinon de mieux équilibrer les intérêts de la victime, de la société et de l'auteur. Le point de départ de cette approche est de préserver ou de soutenir une perspective d'avenir en évitant autant que possible des mesures d'exclusion sociale via la création des conditions qui donne au processus de réintégration plus de chance de réussite.

Les mesures et les peines alternatives partent d'un autre point départ en ce qui concerne le délit et la peine. Les fonctions classiques de la peine (mesure de rétorsion, prévention individuelle ou prévention de la récidive, prévention collective via la dissuasion, protection de la société) valent également pour ces sanctions. Ce sont bel et bien des moyens plus efficaces pour atteindre le but final, à savoir la réparation.

L'attention explicite de la problématique des victimes situe également le traitement pénal classique des délits dans un contexte réparateur. La recherche victimologique et la pratique démontrent que les victimes de délits ont besoin de reconnaissance des conséquences physiques, morales, financières et psycho-sociales de leur état de victime. Les victimes veulent être associées au traitement pénal de leur cas et attendent la réparation de leurs dommages matériels et immatériels.

En ce qui concerne cet aspect, les mesures et les peines alternatives ont un très grand potentiel. Elles offrent à l'auteur de délits des possibilités concrètes d'assumer de leur propre gré la responsabilité de réparer les dommages causés. Lorsqu'on fait appel à son sens des responsabilités, l'auteur de délits en tant que personne se voit respectée, bien que son acte est à juste titre répréhensible, ce qui lui permet de garder un lien avec son entourage social.

Le terme « alternatif » donne l'impression que ces réactions ont un rôle secondaire vis-à-vis de la peine de prison et de l'amende.

## 2. Alternatieve maatregelen en straffen.

Reeds langer dan vandaag bestaan er ernstige bedenkingen over de doeltreffendheid van het strafrechtssysteem, in het bijzonder van de vrijheidsberoving. De vaak onaangepastheid, zelfs contraproductiviteit, van de gevangenisstraf is al langer bekend. De effectiviteit ervan in functie van het voorkomen van recidive blijft zeer twijfelachtig. Vrijheidsberoving verhoogt daarenboven ook de psychosociale en dikwijls economische druk op de naaste omgeving en bemoeilijkt reintegratie. Alternatieve maatregelen en straffen lijken voor dit alles een bijzonder relevant « alternatief ».

Deze vorm van reactie op normovertreding geeft, (veel) meer dan de toepassing van het klassieke strafrecht, de mogelijkheid de belangen van het slachtoffer, van de samenleving én van de dader zo niet te verzoenen dan toch beter met elkaar in evenwicht te brengen. Uitgangspunt hierbij is het streven naar het vrijwaren of het ondersteunen van een positief toekomstperspectief via het zoveel mogelijk vermijden van sociale uitsluitingsmaatregelen en via het scheppen van voorwaarden die het reintegratieproces meer kans op slagen geven.

Alternatieve maatregelen en straffen refereren naar andere uitgangspunten betreffende misdrijf en straf. De klassieke functies van de straf (vergelding, individuele preventie of het voorkomen van recidive, collectieve preventie via afschrikking, de bescherming van de maatschappij) gelden weliswaar ook voor deze sancties. Wel zijn dit effectiever en efficiëntere middelen om het uiteindelijke doel namelijk het herstel, te bereiken.

Het nadrukkelijk onder de aandacht komen van de slachtofferproblematiek plaatst de klassieke strafrechtelijke afhandeling van delicten eveneens in een herstelgerichte context. Victimologisch onderzoek en de praktijk wijzen uit dat slachtoffers van misdrijven nood hebben aan erkenning van de fysieke, morele, financiële en psychosociale gevolgen van hun slachtofferschap. Zij willen betrokken zijn bij de strafrechtelijke afhandeling van hun zaak en zij verwachten herstel van hun materiële en immateriële schade.

Alternatieve maatregelen en straffen hebben ook wat dit aspect betrreft een zeer groot potentieel. Zij bieden de dader concrete mogelijkheden om uit vrije wil verantwoordelijkheid op te nemen voor herstel van de aangerichte schade. Met te appelleren aan zijn verantwoordelijkheidsgevoel blijft de persoon van de dader, ondanks terechte afwijzing van de daad, gerespecteerd en de band met zijn sociale omgeving behouden.

De term « alternatief » wekt onterecht de indruk dat deze reacties een ondergeschikte rol of plaats hebben ten aanzien van de gevangenisstraf en de geldboete.

Projet 72: Mesures alternatives en tant que peines autonomes

Pour que le recours aux peines de prison soit réellement un ultime remède, le gouvernement soutiendra une modification légale qui donne aux peines alternatives un caractère autonome (modification de l'article 7 du Code pénal). Le fait de reprendre dans l'énumération des peines, le travail d'intérêt général et la formation (moyennant accord du prévenu) signifie une réelle diversification de l'arsenal pénal. Le gouvernement fédéral prendra en outre les mesures nécessaires pour encourager l'application et le suivi des alternatives à la prison et l'amende, cela dans le respect des droits de la défense et à tous les stades de la procédure.

Projet 73: Médiation pénale

La médiation pénale permet à la victime de voir reconnue sa souffrance, et à l'auteur de prendre conscience, dans un cadre relationnel, des conséquences de ses actes, et de les assumer.

À l'heure actuelle, notre procédure pénale ne prévoit la médiation que lorsque les poursuites n'ont pas encore été entamées, et dans une optique qui évite de mettre l'action publique en mouvement.

Le gouvernement fédéral souhaite, dans l'optique de la recherche de véritables alternatives à la réaction répressive classique, élargir les possibilités de médiation pénale aux situations qui ont amené le parquet à entamer des poursuites et, le cas échéant, à saisir un juge d'instruction.

Projet 74: Systèmes de subsides

Les systèmes de subsides existants doivent faire l'objet d'une évaluation approfondie sur les aspects du cadre légal, le contenu et les résultats. Une politique de subsides clairement définie entre les autorités fédérales et les communautés et régions contribuera à mener à bien une politique de sécurité intégrale, où chaque autorité assumera ses propres responsabilités. En outre, une telle réglementation a l'avantage d'éviter le cumul des subsides.

Il est donc nécessaire de mener une politique intégrale dans toutes matières relevant à la fois de la justice et de la sécurité d'une part, et d'adopter une politique sociale et de santé intégrale et qualitative d'autre part, et ce tant à l'égard des auteurs que des victimes, des adultes que des mineurs.

*8.3.3. Politique en faveur des victimes*

1. Introduction

Ces dernières années, il est apparu très clairement que beaucoup de travail reste encore à faire en ce qui

Project 72: Alternatieve maatregelen als autonome straffen

Om van de gevangenisstraf werkelijk een ultimum remedium te maken, zal de federale regering een wetsontwerp ondersteunen dat de alternatieve straffen een autonoom karakter geeft door artikel 7 van het Strafwetboek te wijzigen. De opname van dienstverlening en vorming (mits akkoord van de betrokkene) in dit artikel betekent een werkelijke diversificatie van het strafarsenaal. De federale regering zal daarnaast de nodige maatregelen nemen om de toepassing en opvolging van alternatieven voor de gevangenisstraf en de geldboete te bevorderen, en dit op de verschillende echelons van de strafrechtsbedeling en met respect voor de rechten van de verdediging.

Project 73: Strafbemiddeling

Strafbemiddeling laat toe dat het leed van het slachtoffer erkend wordt en geeft de dader de mogelijkheid, binnen een relationeel kader, zich bewust te worden van de gevolgen van zijn daden en deze gevolgen op zich te nemen.

Momenteel voorziet onze strafprocedure enkel in de mogelijkheid tot bemiddelen indien de vervolgingsfase nog niet gestart is, waarbij het de bedoeling is vervolging te vermijden.

De federale regering wil, in haar zoektocht naar werkelijke alternatieven voor de klassieke repressieve reactie, de mogelijkheden tot strafbemiddeling uitbreiden tot situaties waarin het parket reeds tot vervolging is overgegaan en, indien dit het geval zou zijn, de onderzoeksrechter reeds gevat is.

Project 74: Subsidiesystemen

De bestaande subsidiesystemen dienen grondig te worden geëvalueerd naar wettelijk kader, inhoud en resultaten. Een duidelijk afgebakend subsidiebeleid tussen de federale overheden en de gemeenschappen en de gewesten zal er toe bijdragen dat er in de toekomst een integraal veiligheidsbeleid wordt gevoerd, waarin iedere overheid zijn eigen verantwoordelijkheden opneemt. Bovendien biedt een dergelijke regeling het voordeel dat cumulatie van subsidiegelden wordt vermeden.

Er is dus nood aan een integraal beleid ten opzichte van alles wat zich afspeelt in het grensbeleid tussen een justitieel- en veiligheidsbeleid enerzijds en een integraal en kwaliteitsvol welzijns- en gezondheidsbeleid anderzijds, en dit ten aanzien van zowel daders als slachtoffers, volwassenen als minderjarigen.

*8.3.3. Slachtofferbeleid*

1. Inleiding

De laatste jaren is overduidelijk gebleken dat er nog heel wat moet gewerkt worden aan de positie van

concerne la place de la victime dans le droit pénal. Cela peut se faire entre autre via une interprétation de nature réparatrice du taux de la peine et de la détention; une piste de réflexion qui a également été suivie par le gouvernement précédent. Mais nous devons aller plus loin. Au lieu de vouloir réaliser quelques initiatives axées sur les victimes, nous devons plutôt œuvrer à une culture au sein de laquelle l'idée de la réparation domine toutes les autres. Ce n'est qu'en partant de ce concept que l'on pourra formuler une réponse aux nombreuses attentes des citoyens. Notre pratique criminelle et pénitentiaire actuelle requiert chaque année d'importants investissements. Il est évident que le citoyen se pose alors des questions sur les résultats.

Le système pénal traditionnel tient trop à l'écart les victimes, les auteurs et la société du processus décisionnel quant à la façon dont la société réagira face aux délits commis. Il est très rare que la victime ait la possibilité d'exprimer clairement ses besoins.

Dans la politique criminelle et pénitentiaire, le concept de «réparation» doit avoir une place centrale. Cela implique que nous devons évoluer d'un droit pénal de rétorsion vers un droit réparateur. Il est évident que dans cette évolution, la victime apparaît comme une partie en tant que telle, qui a des besoins en matière d'information, de reconnaissance et de réparation de dommages matériels et immatériels.

#### Projet 75: Aide aux victimes

L'aide aux victimes n'étant pas la compétence exclusive du ministre de la Justice et du ministre de l'Intérieur, les accords de coopération passés en cette matière avec les communautés et les régions feront l'objet d'une évaluation et on examinera comment cette coopération peut être davantage opérationnelle dans le cadre d'une politique globale de sécurité.

À ce propos, les recommandations de la commission d'enquête parlementaire des enfants assassinés et disparus concernant l'aide aux victimes seront mises en ouvre et affinées. Le point central est une politique efficace et coordonnée en matière d'aide aux victimes. La coordination et l'harmonisation des différentes instances concernées par l'aide aux victimes permettront d'éviter le chevauchement des tâches et des missions.

Il faut accorder autant d'importance aux droits de la victime qu'à ceux du suspect ou du condamné. Ces droits de la victime sont : le droit d'être traité correctement, le droit de recevoir et de donner des informations, le droit à l'aide juridique, le droit à la réparation du préjudice, le droit à l'assistance et à la protection de la vie privée. En appliquant réellement les droits de la victime dans la pratique, les polices fédé-

het slachtoffer binnen het strafrecht. Dit kan onder meer via een herstelrechtelijke invulling van straftoe-meting en de detentie, een piste die ook door de vorige regering werd gevuld. Maar wij moeten verder gaan. Eerder dan te streven naar de realisatie van enkele slachtoffergerichte initiatieven moeten we werken aan een cultuur waarbinnen de herstelgedachte al het andere overkoepelt. Slechts vanuit dit concept kan een antwoord worden geboden op de vele verwachtingen die de burger in ons stelt. Onze huidige straf- en detentiepraktijk vraagt ieder jaar weer belangrijke investeringen. De burger mag zich terecht vragen stellen bij de output.

Het traditionele strafrechtssysteem houdt slachtoffers, daders en de maatschappij te veel buiten het beslissingsproces over hoe de maatschappij zal reageren op gepleegde misdrijven. Zelden heeft het slachtoffer de mogelijkheid om duidelijk te maken wat zijn/haar noden en behoeften zijn.

Bij het straf- en penitentiair beleid dient het begrip «herstel» centraal te staan. Dit betekent dat wij moeten evolueren van een vergeldend strafrecht naar een herstelrecht. Vooral het slachtoffer is hierbij een evidente partij, met behoefte aan informatie, erkenning en herstel van materiële en immateriële schade.

#### Project 75: Slachtofferzorg

Daar de slachtofferzorg geen exclusieve bevoegdheid is voor de minister van Justitie en de minister van Binnenlandse Zaken zullen de bestaande samenwerkingsakkoorden met de gemeenschappen en de gewesten inzake slachtofferzorg worden geëvalueerd en zal worden nagegaan hoe deze samenwerking in het kader van een globaal veiligheidsbeleid verder kan worden geoperationaliseerd.

In dat verband zullen de aanbevelingen van de parlementaire onderzoekscommissie vermoorde en vermiste kinderen inzake slachtofferzorg verder worden uitgevoerd en verfijnd. Centraal staat een doelmatig en gecoördineerd beleid inzake slachtofferzorg. Coördinatie en afstemming tussen de verschillende bij slachtofferzorg betrokken instanties zal overlappingen in taken en opdrachten vermijden.

Aan de rechten van slachtoffers moet hetzelfde gewicht worden gegeven als aan de rechten van de verdachte of de veroordeelde. Deze rechten van slachtoffers zijn: het recht op een correcte behandeling, op het krijgen en geven van informatie, op juridische bijstand, op herstel van de schade, op hulpverlening en op bescherming van de privacy. Door deze rechten van het slachtoffer daadwerkelijk in de prak-

rale et locale contribueront à rétablir la confiance des citoyens dans les institutions, ce qui améliorera également la prise de conscience générale des normes ainsi que le sentiment de sécurité.

#### Projet 76: L'accueil des victimes

L'accueil des victimes doit être davantage développé au niveau des parquets et des tribunaux. Il est nécessaire de définir clairement les tâches, les missions ainsi que le rôle de tous les acteurs concernés (assistants, conseillers adjoints, personnel administratif et magistrature). Parallèlement, la formation et la sensibilisation doivent améliorer la qualité de l'accueil des victimes. On tentera de mieux harmoniser les personnes et les moyens. Il est utile de prévoir une brochure d'information à l'intention des victimes en ce qui concerne les délits à caractère raciste.

#### Projet 77: Disparitions inquiétantes

La directive relative aux disparitions inquiétantes devra également faire l'objet d'une évaluation et d'une adaptation, les mesures employées actuellement étant trop souvent draconniennes. Nous devrons ainsi mettre au point les critères de disparition inquiétante, les modalités et les procédures de signalement, la description du rôle du magistrat de liaison et l'installation d'un système d'enregistrement uniforme.

#### Projet 78: Règlement des dommages

Les victimes ont droit à un règlement rapide et correcte du dommage et elles en ont besoin. Outre le règlement classique de la constitution de partie civile dans le cadre de la procédure pénale, il existe aujourd'hui de nombreuses autres initiatives. Songeons par exemple à la loi du 10 février 1994 relative à la médiation pénale, les lois modifiant les lois des 17 et 18 février 1997 relative à la commission d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence. Dans le cadre du Plan Global, des projets de médiation en matière de dédommagements et de réparation ont déjà été mis sur pied.

On devra veiller à ce que la législation sur la médiation pénale soit réellement appliquée au profit de la victime. À ce propos, la priorité doit être donnée aux mesures réparatrices.

#### Projet 79: Commission d'aide aux victimes

Il est tout à fait possible d'élargir et d'optimaliser la compétence et le fonctionnement de la commission

tijk om te zetten, zal de federale en lokale politie bijdragen tot het herstel van het vertrouwen van de burger in de instellingen, hetgeen bovendien het algemeen normbesef en het veiligheidsgevoel ten goede zal komen.

#### Project 76: Slachtofferonthaal

Er moet gestart worden met de verdere ontwikkeling van het slachtofferonthaal op parketten en rechbanken. Een duidelijke omschrijving van de taken en opdrachten en roldefiniëring van alle betrokken actoren zoals de assistenten, adjunct-adviseurs, administratief personeel en magistratuur is noodzakelijk. Hiermee samenhangend moeten vorming en het sensibiliseren de kwaliteit van het slachtofferonthaal verbeteren. Een betere afstemming van mensen en middelen dient te worden onderzocht. Met betrekking tot de racismemisdrijven is het nuttig een informatiebrochure voor slachtoffers te voorzien.

#### Project 77: Onrustwekkende verdwijning

Ook de evaluatie en de bijsturing, thans worden te dikwijs drakonische maatregelen gebruikt, van de richtlijn inzake de onrustwekkende verdwijning moet plaatsvinden. Zo zullen de criteria van een onrustwekkende verdwijning, de modaliteiten en de procedures voor een signalement, de omschrijving van de rol van de verbindingsmagistraat en de installatie van een uniform registratiesysteem op punt worden gesteld.

#### Project 78: Schaderegeling

Slachtoffers hebben recht en nood aan een snelle en correcte schaderegeling. Naast de klassieke regeling van de burgerlijke partijstelling in het kader van het strafproces bestaan er vandaag reeds tal van andere initiatieven. Denken we maar aan de wet van 10 februari 1994 betreffende de bemiddeling in strafzaken, de wijzigende wetten van 17 en 18 februari 1997 betreffende de commissie voor hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden. Ook werden in het kader van het Globaal Plan reeds een aantal schadebemiddelings- en herstelbemiddelingsprojecten opgestart.

Er moet streng over worden gewaakt dat de wetgeving op de bemiddeling in strafzaken ook daadwerkelijk slachtoffergericht wordt toegepast. Hierbij dient prioriteit te worden gegeven aan herstelgerichte maatregelen.

#### Project 79: Commissie voor hulp aan slachtoffers

De bevoegdheid en de werking van de commissie voor hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaa-

pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence. Il convient par ailleurs de ratifier la Convention européenne n° 116 relative à l'indemnisation des victimes. Un cadre légal sera ainsi créé pour indemniser les Belges victimes d'actes intentionnels de violence commis dans un des pays signataires de la Convention.

#### **8.4. Lutte contre la corruption et création d'un office fédéral anti-corruption**

##### **1. Analyse**

La corruption sous ses différentes formes nuit à la confiance du citoyen dans l'appareil de l'État et porte gravement atteinte au tissu économique de notre société.

##### **2. Objectif**

La corruption est non seulement une forme particulièrement préjudiciable de criminalité en col blanc ou de criminalité de « surface » qui porte atteinte à l'assise démocratique de l'État et qui dérègle les mécanismes de notre économie de marché mais elle est également un moyen fréquemment utilisé par les organisations criminelles pour s'infiltrer dans le monde légal et s'introduire dans le pouvoir réel. Le plan d'action contre la corruption doit redonner au citoyen le « sentiment de sécurité subjectif » en lui garantissant l'intégrité administrative à tous les niveaux de l'appareil de l'État. Il est tout aussi indispensable d'empêcher les effets néfastes de comportements corrupteurs qui conduisent à la désintégration de l'économie et de l'État de droit.

Les affaires de corruption peuvent rarement être considérées comme des cas isolés et par conséquent une lutte efficace contre cette forme de criminalité passe par une politique intégrée en la matière. Chaque maillon de la chaîne de sécurité est essentiel. Dans un système démocratique, il convient toutefois de préserver un équilibre sain entre les exigences d'une lutte efficace contre la corruption et le respect des droits civils et des libertés.

##### **Projet 80: Une approche intégrale et pluridisciplinaire de la corruption axée sur la prévention et la répression**

Il convient avant tout de situer cette approche dans le cadre du rapport Copernic « Modernisation de l'administration publique » et plus particulièrement au niveau de la réorganisation du cycle de contrôle financier. La fonction d'audit doit réservé de l'espace à l'attention préventive portée à la corruption. De

den kan worden uitgebreid en geoptimaliseerd. De ratificatie van het Europees Verdrag nr. 116 betreffende de schadeloosstelling van slachtoffers moet evenzeer worden uitgevoerd. Hierdoor wordt een wettelijk kader gecreëerd voor de schadevergoeding aan Belgen die het slachtoffer worden van een opzettelijke gewelddaad in één der landen die het verdrag ondertekenden.

#### **8.4. Bestrijden van corruptie en de oprichting van een federale anti-corruptiedienst**

##### **1. Analyse**

Corruptie in zijn diverse verschijningsvormen is nefast voor het vertrouwen van de burger in het staatsbestel en brengt ernstige schade toe aan het economische weefsel van onze samenleving.

##### **2. Doelstelling**

Niet alleen is corruptie een bijzonder schadelijke vorm van witteboorden- of bovenwereldcriminaliteit dewelke het democratisch staatsbestel in zijn grondvesten aantast en de mechanismen van onze marktconomie ontregelt, daarnaast is het een belangrijk instrument in handen van criminelle organisaties om te infiltreren in de legale bovenwereld en zich toegang te verschaffen tot reële macht. Het actieplan inzake corruptiebestrijding moet erop gericht zijn het 'subjectieve veiligheidsgevoel' van de burger te herstellen door hem de garantie van de bestuurlijke integriteit van het overhedsapparaat in al zijn geledingen te kunnen bieden. Even noodzakelijk is het een dam op te werpen tegen de uitwassen van corruptief gedrag die tot desintegratie van de economie en de rechtsstaat leiden.

Corruptiezaken kunnen zelden als geïsoleerde gevallen worden aanzien en de doelmatige bestrijding ervan vergt derhalve een geïntegreerd corruptiebeleid. Elke schakel van de veiligheidsketen is hier van wezenlijk belang. In een democratische bestel dient evenwel een gezond evenwicht te bestaan tussen de vereisten van een efficiënte corruptiebestrijding en het respect voor de burgerlijke rechten en vrijheden.

##### **Project 80: Een integrale en multidisciplinaire aanpak van de corruptie gericht op preventie en repressie**

Deze aanpak moet vooreerst worden gesitueerd binnen het Copernicusrapport « Modernisering van de Openbare besturen », meer in het bijzonder bij het herdenken van de financiële controlescyclus. Binnen de auditfunctie moet er ruimte zijn voor de preventieve aandacht voor corruptie. Ook de brugfunctie

même, la fonction de passerelle vers la justice doit être examinée dans cette optique. Ce projet sera réalisé par le ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'Administration, le ministre du Budget et le ministre de la Justice.

Sur le plan préventif, le gouvernement fédéral prendra les mesures suivantes:

Veiller à un climat politique favorable où la volonté de prêter attention au contrôle de l'intégrité et l'approche de la corruption sont formulées de manière claire et conséquente.

Développer un service public efficace et transparent qui responsabilise l'administration et la soumet à des contrôles externes. Cela implique notamment la transparence du processus décisionnel au niveau de l'autorité et une plus grande clarté quant aux responsabilités précises des fonctionnaires qui y sont associés. Les propositions de modernisation des administrations fédérales proposées par le ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'Administration témoignent de cette philosophie.

Supprimer la surabondance de lois et de règlements pour que le citoyen et les instances de contrôle puissent disposer d'une réglementation claire et transparente.

Développer un appareil de contrôle solide et fiable permettant de déceler et de s'attaquer de manière appropriée aux abus.

Récolter et centraliser l'information en matière de corruption, notamment par le biais d'une centralisation et d'une meilleure attribution des dossiers répressifs et via une obligation de dénonciation à l'office fédéral anti-corruption de manière à mettre en œuvre d'une analyse du phénomène.

Procéder à une étude scientifique sur le contrôle de l'intégrité et l'approche de la corruption en appui de la politique.

Les stratégies préventives suivantes seront introduites dans les différents départements:

Prêter attention à l'intégrité et à la corruption lors de la sélection et de la formation des agents, par le biais de critères de sélection spécifiques ou d'une enquête sur les antécédents des agents dans le cas de fonctions sensibles.

Optimiser la structure organisationnelle au travers d'un inventaire des services sensibles à la corruption, (faire) exécuter des audits préventifs, instaurer, si nécessaire, un système de rotation, renforcer le contrôle social par le « pride and peer control » et le « teamwork » et créer un service de médiation destiné au citoyen.

Optimiser la culture organisationnelle par la mise en place d'une plus grande ouverture en ce qui

naar justitie moet in dit licht worden bekeken. De minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van Openbare Besturen, de minister van Begroting en de minister van Justitie zullen dit opzet realiseren.

Op preventief vlak zal de federale regering volgende maatregelen nemen:

Het zorgen voor een gunstig politiek klimaat waarbij de bereidheid om aandacht te besteden aan integriteitsbewaking en de aanpak van corruptie duidelijk en consequent wordt geformuleerd.

De uitbouw van een goed werkende en transparante overheid, met externe controles op en responsabilisering van de openbare besturen. Dit houdt ondermeer in dat het besluitvormingsproces bij de overheid doorzichtiger wordt en dat meer duidelijkheid wordt geschapen over de precieze verantwoordelijkheden van de daarbij betrokken ambtenaren. De voorstellen tot modernisering van de federale administraties zoals voorgesteld door de minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van Openbare Besturen getuigen van deze filosofie.

Het wieden in het overaanbod van wetten en reglementen opdat de burger en controlerende instanties over een duidelijke en doorzichtige regelgeving zouden kunnen beschikken.

De uitbouw van een degelijk en betrouwbaar controleapparaat zodat misbruiken adequaat kunnen worden opgespoord en aangepakt.

Het verzamelen en centraliseren van informatie over corruptie, onder andere door een centralisering en een betere cedering van strafdossiers en via een meldingsplicht aan de federale anti-corruptiedienst zodat een fenomeenanalyse kan worden opgesteld.

Het voeren van wetenschappelijk onderzoek over integriteitsbewaking en de aanpak van corruptie ter ondersteuning van het beleid.

Binnen de verschillende departementen zullen volgende preventiestrategieën worden ingebouwd:

Aandacht voor de integriteit en corruptie bij de selectie en opleiding van personeelsleden. Dit kan gebeuren via bijzondere selectiecriteria of via een antecedentenonderzoek indien het om gevoelige functies gaat.

Het optimaliseren van de organisatiestructuur door het inventariseren van de corruptiegevoelige afdelingen, het (laten) uitvoeren van preventieve audits, het, waar nodig, installeren van een rotatiesysteem, het versterken van de sociale controle via « pride and peer control » en « teamwork » en de oprichting van een ombudsdiens voor de burger.

Het optimaliseren van de organisatiecultuur door het creëren van meer openheid rond problemen van

concerne les problèmes d'intégrité et de corruption, l'information externe et interne et la responsabilisation. C'est essentiel pour que chacun se sente responsable de tout ce qui se trouve dans sa sphère de compétence, clairement délimitée, et puisse, pour ce faire, être tenu pour responsable par l'organisation. Les fonctionnaires dirigeants doivent mener une politique claire quant au comportement espéré et montrer ainsi l'exemple.

**Elaborer des codes de comportement.** Ceux-ci doivent exprimer de manière claire quelles sont les exigences auxquelles un comportement intègre doit répondre et expliciter les prescriptions légales sur ce plan. Par ailleurs, il est impératif que ces codes soient également communiqués et enseignés à ceux à qui ils sont destinés.

Sur le plan répressif, dans le cadre de la réforme des polices, un groupe de travail élabore actuellement des propositions concernant l'organisation et les missions de l'Office fédéral anti-corruption. Ces propositions seront évaluées ultérieurement par le gouvernement fédéral.

#### Projet 81: Office fédéral anti-corruption

L'approche purement répressive de la corruption prendra forme, comme il se doit, dans le cadre de la politique pénale des autorités judiciaires et ce en fonction des options décidées en matière de politique criminelle par le ministre de la Justice. Dans ce domaine, un rôle instrumental important est réservé à un Office Central pour la Répression de la Corruption revitalisé et modernisé qui sera intégré dans la police fédérale. Cet office devra par conséquent renoncer à l'approche purement réactive du phénomène de corruption, suivie actuellement, et assimiler, conformément aux articles 95 et 102 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, une approche intégrée, un fonctionnement programmatique et une fonction de recherche proactive.

À cet égard, une analyse stratégique de l'utilisation des techniques policières particulières en matière de délits de corruption s'impose indéniablement car elle est de nature à augmenter de façon exponentielle les chances de détecter ces délits et d'accroître le 'taux d'élucidation'. Certes, les caractéristiques spécifiques du délit font qu'un équilibre extrêmement délicat doit être maintenu entre les exigences d'une répression efficace de la corruption et le respect des droits civils et des libertés inaliénables.

De plus, cet office est tenu de remplir sa mission d'appui opérationnel vis-à-vis des unités judiciaires déconcentrées et de constituer une documentation opérationnelle optimale. À cet égard, il convient également de maintenir une capacité de recherche

intégrité en corruptie, het geven van externe en interne voorlichting en het responsabiliseren. Dit is van belang opdat iedereen zich verantwoordelijk zou voelen voor alles wat zich binnen zijn, duidelijk afgeleide, bevoegdheidssfeer bevindt en daarvoor ook door de organisatie verantwoordelijk kan worden gesteld. Leidinggevenden dienen een duidelijk beleid te voeren inzake het te verwachten gedrag en oefenen op die manier een voorbeeldfunctie uit.

**Het uitwerken van gedragscodes.** Deze dienen in een duidelijke en klare taal uit te drukken aan welke eisen integer gedrag moet voldoen en wat de wettelijke voorschriften op dat vlak betekenen. Het is daarbij wezenlijk dat deze codes ook worden meegedeeld en onderwezen aan degenen voor wie ze bestemd zijn.

Op repressief vlak worden momenteel, in het kader van de politiehervorming door een werkgroep voorstellen uitgewerkt met betrekking tot de organisatie en de taken van de federale anti-corruptiedienst. Deze voorstellen zullen later door de federale regering worden geëvalueerd.

#### Project 81: De federale anti-corruptiedienst

Aan de louter beteugelende en repressieve aanpak van de corruptie zal, zoals het hoort, gestalte worden gegeven in het strafbeleid van de gerechtelijke overheden en dit in functie van de door de minister van Justitie uitgestippelde 'criminale politiek'. Een belangrijke instrumentele rol hierin is weggelegd voor een gerevitaliseerde en gemoderniseerde Centrale Dienst voor de Bestrijding van de Corruptie die ingebed zal worden in de federale politie. Deze dienst zal derhalve moeten afstappen van de huidige louter reactieve benadering van het corruptiefenomeen en zal zich in functie van de artikelen 95 en 102 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus een geïntegreerde aanpak, een programmatorische working en een proactieve recherchefunctie moeten eigen maken.

Hierbij dringt een strategische analyse omtrent de aanwending van bijzondere politietechnieken inzake corruptiemisdrijven zich onmiskenbaar op, daar de toepassing hiervan de «pakkans» of de «ophelddingsgraad» exponentieel kan verhogen. Weliswaar maken de specifieke karakteristieken van het misdrijf dat hier een uiterst delicate evenwichtsoefening moet worden uitgeoefend tussen de efficiëntie van het beteugelingsmodel en de onvervreemdbare burgerrechten en vrijheden.

Verder is het de plicht van deze dienst om hun opdracht van operationele ondersteuning naar de gedeconcentreerde gerechtelijke eenheden en het in vullen stellen van een operationele documentatie maximaal in te vullen. Binnen dit kader dient eveneens een

tactique pour des enquêtes supralocales particulièrement sensibles.

Il est dès lors évident que cette unité à vocation purement répressive et policière qui sera intégrée dans la police fédérale, doit se replier sur son 'core-business', à savoir la lutte anti-corruption qui nécessitera une réévaluation de la compétence et de la qualification du personnel. Parmi les nombreux dossiers traités actuellement, on se concentre beaucoup trop sur la fraude aux subventions et sur les infractions associées aux marchés publics qui ne donnent que très rarement lieu à des poursuites et auxquelles est donnée la qualification pénale de « corruption active et passive ». Pour regrouper les énergies sur le phénomène de la corruption, il faut se désengager des missions inhérentes aux autres programmes et les confier à l'Office Central de lutte contre la Délinquance Économique et Financière Organisée. Cela aura un effet secondaire positif en ce sens que l'on évitera en grande partie la double compétence.

## 8.5. Rappel à la norme

### 1. *Introduction*

Le plan fédéral des Sécurité n'autorise le rappel à la norme que dans des circonstances exceptionnelles et en particulier dans les (grandes) villes. La philosophie sous-jacente est que le rappel à la norme indique toujours un échec résultant d'une politique sociale inexiste ou déficiente ou de facteurs externes extrêmes qui n'ont pas pu être soumis à un contrôle suffisant.

Si on veut faire du rappel à la norme un instrument de sécurité utile présentant des résultats positifs, la mise en place de ce régime doit être orientée et réfléchie. En effet, sur la base d'études scientifiques et d'expériences menées en Belgique et à l'étranger, il y a lieu de constater que le rappel à la norme constitue un instrument ultime. On ne peut y recourir que si l'importance tant des problèmes que des résultats escomptés est suffisante, c'est-à-dire en fonction du principe de proportionnalité.

En outre, à plus ou moins court terme, le recours au rappel à la norme a des répercussions négatives importantes et presque inévitables. Par exemple: une augmentation spectaculaire du nombre de plaintes relatives à des interventions illicites de la police, le déplacement des problèmes vers d'autres quartiers, la persistance de la situation conflictuelle, excluant tout rapprochement entre les parties concernées, l'effet stigmatisant et marginalisant d'une approche qui met tout le monde dans le même sac et l'ébranlement de la confiance en la police et en la justice lorsque le prin-

zekere tactische recherchecapaciteit gehandhaaf te worden voor hoogdempelige bovenlokale onderzoeken.

Vanuit deze optiek hoeft het dan ook geen verder betoog dat deze eenheid met een zuiver repressieve en politiële roeping die zal worden ingebed in de federale politie, moet terugplooien op zijn « core business », met name de corruptiebestrijding, in functie waarvan de capaciteit en de kwalificatie van het personeel zal moeten worden opnieuw geëvalueerd. In de huidige constellatie wordt al te veel toegespitst op de subsidiesfraude en de misdrijven gepaard gaande met overheidsaanbestedingen die slechts zeer sporadisch resulteren in vervolgingen met de strafrechtelijke kwalificatie « active of passieve omkoping ». Om een optimale bundeling van energie op het corruptiefenomeen te bewerkstelligen is het nodig de overige programma's af te stoten en onder te brengen bij de Centrale Dienst voor Georganiseerde Economische en Financiële Delinquentie. Een gunstig neveneffect is dat een flink deel dubbelcapaciteit zal vermeden worden.

## 8.5. Normstellend optreden

### 1. *Inleiding*

In het federaal veiligheidsplan wordt het normstellend optreden enkel bruikbaar geacht in uitzonderlijke omstandigheden en inzonderheid binnen het (groot)stedelijke gebied. De onderliggende filosofie is dat het normstellend optreden altijd wijst op een mislukking, ofwel ten gevolge van afwezig of falend sociaal beleid, ofwel ten gevolge van extreme externe factoren, die men onvoldoende in de hand heeft kunnen houden.

Wil normstellend optreden een nuttig veiligheidsinstrument zijn met positieve resultaten is het nodig dit regime gericht en weloverwogen in te zetten. Op basis van wetenschappelijke studies en ervaringen in binnen- en buitenland, dringt zich immers de vaststelling op dat normstellend optreden een ultiem instrument is. Er mag uitsluitend naar worden gegrepen indien zowel de problemen als de verwachte resultaten voldoende groot zijn, het zogenaamde proportionaliteitsprincipe.

Bovendien duiken bij het gebruik van normstellend optreden op relatief korte termijn enkele belangrijke en vrijwel onvermijdelijke negatieve gevolgen op. Voorbeelden hiervan zijn: een spectaculaire toename van het aantal klachten over ongeoorloofd politieoptreden, de verplaatsing van de problemen naar andere wijken, het bestendigen van de conflictsituatie, waardoor elke toenadering tussen de betrokken partijen wordt uitgesloten, het stigmatiserend en marginaliserend effect van een aanpak die iedereen over dezelfde kam scheert en de aantasting van het vertrouwen in

cipe de proportionnalité n'est pas appliqué correctement.

## ***2. Rappel à la norme***

Comme il a été dit ci-avant, nous entendons appliquer le rappel à la norme dans des domaines spécifiques et pour une période déterminée et pour certains types d'infractions. Le vol de bicyclettes en est l'exemple par excellence. Il est toutefois essentiel que la police mène une action sur l'ensemble du territoire, y compris à l'égard de comportements indésirables sur lesquels on ferme trop souvent les yeux.

### Projet 82: Opération de coordination limitée dans le temps et dans l'espace

Afin de répondre à des situations de troubles graves de l'ordre public, apparaissant de façon récurrente dans une zone donnée, afin de réduire une insécurité réelle observée par des moyens quantitatifs et qualitatifs et supérieure au double (ou au triple) du taux de criminalité moyen des grandes villes.

Une procédure spécifique d'augmentation des moyens préventifs, répressifs et de suivi pourrait être mise en place pendant une période limitée. Cette procédure comportera une définition précise des objectifs et des moyens envisagés, elle comportera aussi une vaste politique de communication ainsi qu'une procédure d'évaluation stricte de l'impact des mesures, non seulement sur la criminalité, mais aussi sur la qualité de vie générale dans la zone concernée. Cette procédure ne pourrait être mise en place que pendant une période limitée qui doit être précisée lors de son lancement.

## **8.6. Coopération internationale**

### ***1. Introduction***

L'accord de gouvernement met l'accent sur une coopération internationale dans les domaines du crime organisé et de la criminalité en col blanc. Les rapports des Nations Unies font état d'une augmentation constante de l'activité des organisations criminelles. Ces groupes ne sont pas liés par des frontières nationales. Dès lors, la lutte contre ces organisations criminelles doit se faire dans un contexte européen, voire international.

La Traité d'Amsterdam et, récemment, le Sommet de Tampere marquent une étape significative dans la coopération entre les citoyens européens en ce qui concerne les questions de sécurité. En effet, l'Union

politie en justitie wanneer het proportionaliteitsprincipe niet correct wordt toegepast.

## ***2. Normstellend optreden***

Zoals hierboven gesteld willen we het normstellend optreden toepassen in specifieke gebieden en dit voor een gedetermineerde periode voor bepaalde misdrijven. Fietsdiefstal is een voorbeeld bij uitstek. Daarnaast is het echter essentieel dat de politie over het hele grondgebied optreedt, ook bij ongewenst gedrag dat tegenwoordig al te vaak door de vingers wordt gezien.

### Project 82: Coördinatieoperatie beperkt in de tijd en de ruimte

Om het hoofd te kunnen bieden aan situaties waarin de openbare orde ernstig verstoord wordt en die zich op een terugkerende wijze in een bepaalde zone voordoen en om een werkelijke onveiligheid, die werd vastgesteld door kwantitatieve en kwalitatieve middelen en die twee tot drie maal hoger ligt dan de gemiddelde criminaliteit van de grootsteden, te verminderen, kan een specifieke procedure tot verhoging van de preventieve, repressieve en nazorgmiddelen ingesteld worden voor een beperkte periode.

Deze procedure zal een precieze definitie bevatten van de beoogde doelstellingen en middelen, zij zal eveneens een veelomvattend communicatiebeleid als ook een strikte evaluatieprocedure omvatten van de impact van de maatregelen, niet alleen op de criminaliteit maar eveneens op de kwaliteit van het leven in het algemeen in de betreffende zone. Deze procedure kan slechts worden ingesteld gedurende een beperkte periode en moet worden gepreciseerd tijdens haar lancering.

## **8.6. Internationale samenwerking**

### ***1. Inleiding***

Het federaal regeerakkoord stelt een internationale samenwerking in de domeinen van de georganiseerde misdaad en de witteboordencriminaliteit voorop. De rapporten van de Verenigde Naties wijzen op een steeds groeiende activiteit van criminale organisaties. Deze groepen zijn niet gebonden door landsgrenzen. De strijd tegen deze criminale organisaties dient dan ook in Europees en zelfs in internationaal verband gevoerd te worden.

Het Verdrag van Amsterdam en de recente Top van Tampere was een nieuwe mijlpaal in de samenwerking tussen de burgers van Europa op het vlak van de veiligheid. De Europese Unie wil zich immers ontwik-

Européenne veut se développer en tant qu'espace de liberté, d'égalité et de justice qui garantit la libre circulation des personnes ainsi qu'en même temps la prévention et la lutte contre la criminalité.

Les instruments de coopération européens doivent non seulement être transparents, mais aussi être des instruments faciles à comprendre par les citoyens. La coopération doit fournir une réponse appropriée aux préoccupations concrètes de la population.

Notre pays doit s'orienter vers une coopération entre les services de police de l'Union Européenne en renforçant le rôle d'Europol. Il convient en outre de compléter ces initiatives en mettant sur pied un réseau judiciaire Eurojust entre les ministères publics des États membres. Aussi, la dimension internationale du parquet fédéral mérite-t-elle d'être renforcée pour évoluer finalement vers un parquet européen unique.

## ***2. Coopération internationale***

La coopération internationale et européenne devra surtout s'orienter vers des délits à caractère supranational, comme le crime organisé et la criminalité en col blanc. Il va de soi qu'en plus de ces priorités, les modèles criminels suivants doivent également être réprimés: le terrorisme international, la traite et l'exploitation des êtres humains, les délits commis à l'égard des enfants, le trafic de drogues et la détention illégale d'armes.

### **Projet 83: Délinquance financière**

Le crime organisé et la criminalité en col blanc tout comme le terrorisme international, la traite et l'exploitation des êtres humains, les délits à l'égard d'enfants, le trafic des stupéfiants et la détention illégale d'armes connaissent souvent des imbrications financières. Pour pouvoir lutter contre cette criminalité financière, il est nécessaire d'entamer une concertation entre les ministres de la Justice et les ministres des Finances de l'Union Européenne pour mettre en œuvre une meilleure coordination de tous les services compétents.

Outre cette concertation, il faudra également veiller à sécuriser la nouvelle monnaie, l'Euro, en harmonisant les dispositions et les procédures pénales. Une harmonisation de la réglementation concernant la délinquance financière s'impose également.

Une collaboration rapide, simple et renforcée entre la justice et la police belges et leurs partenaires étrangers est une condition essentielle pour une meilleure lutte contre les phénomènes susmentionnés. Cette collaboration renforcée ne doit toutefois pas vider de sa substance la protection du droit des citoyens. Les instruments de coopération doivent prévoir de nouvelles garanties juridiques pour les justiciables. À

kelen als een ruimte van vrijheid, gelijkheid en rechtvaardigheid, waarbij het vrije verkeer van personen gewaarborgd is in combinatie met het voorkomen en het bestrijden van criminaliteit.

Europese samenwerkingsinstrumenten moeten niet alleen transparant maar ook gemakkelijk te begrijpen zijn door de burger. De samenwerking moet een antwoord bieden op de werkelijke bezorgdheid van de mensen.

Ons land moet zich toespitsen op de samenwerking tussen de politiediensten van de Europese Unie via een versterkt Europol. Daarnaast en aanvullend moet een justitieel netwerk 'Eurojust' worden uitgebouwd tussen de openbare ministeries van de lidstaten. Daarom verdient de internationale dimensie van het federale parket versterking om uiteindelijk te evolueren naar één Europees parket.

## ***2. Internationale samenwerking***

De internationale en Europese samenwerking zal zich vooral moeten oriënteren op misdrijven met supranationaal karakter, zoals de georganiseerde misdaad en de witteboordencriminaliteit. Het spreekt voor zich dat naast deze prioriteiten ook de criminale figuren: internationaal terrorisme, de mensenhandel en -uitbuiting, misdrijven tegen kinderen, drugshandel en illegaal wapenbezit eveneens moeten bestreden worden.

### **Project 83: Financiële delinquentie**

Georganiseerde misdaad en witteboordencriminaliteit net als het internationaal terrorisme, de mensenhandel en -uitbuiting, de misdrijven tegen kinderen, de drugshandel en het illegaal wapenbezit hebben vaak een financiële verwevenheid. Om deze financiële criminaliteit te kunnen bestrijden, is het nodig dat er tussen de ministers van Justitie en de ministers van Financiën van de Europese Unie een overleg wordt opgestart om een betere coördinatie van alle bevoegde diensten te bewerkstelligen.

Naast dit overleg moet er ook werk worden gemaakt om de nieuwe munt, de Euro, te beveiligen door de strafrechtelijke bepalingen en procedures op elkaar af te stemmen. Een harmonisatie in regelgeving met betrekking tot de financiële delinquentie dringt zich eveneens op.

Snelle, eenvoudige en versterkte samenwerking tussen de Belgische justitie en politie en haar buitenlandse partners is een randvoorwaarde voor een betere bestrijding van de hogergenoemde verschijnselen. Deze versterkte samenwerking mag de rechtsbescherming van de burgers echter niet uithollen. Voor de rechtsonderhorige moeten nieuwe rechtswaarborgen uitgebouwd worden in de samenwerkingsinstru-

cet égard, des procédures transparentes, l'échange d'informations pouvant être « tracées » par les services de contrôle, le droit d'accès pour les citoyens à une information gérée au niveau européen sont indispensables.

Cette dimension européenne exige un changement de mentalités grâce auquel le cocooning traditionnel fera place à une culture de coopération entre les services de police européens et les autorités judiciaires. La complexité des instruments de coopération rend par ailleurs nécessaire une formation complémentaire à l'intention des fonctionnaires de police et des magistrats.

#### Projet 84: Les traités européens

Les règles et normes de l'Union Européenne devront être progressivement transposées dans la réglementation belge. Le plan fédéral de sécurité et les plans de sécurité au niveau zonal devront, si nécessaire et dans la mesure du possible, prendre en considération les priorités et le calendrier élaborés par le Conseil Européen des ministres de la Justice et des Affaires étrangères. En plus, le ministre de la Justice donnera les impulsions indispensables afin que l'ensemble des traités relatifs à l'internationalisation de la justice et de la police soient ratifiés dans les meilleurs délais.

#### 8.7. Blocage et saisie du patrimoine provenant d'activités criminelles et perception efficace des amendes

Bloquer et saisir d'une part le patrimoine provenant d'activités criminelles, et percevoir d'autre part d'une façon efficace les amendes constituent des moyens d'actions importants dans le cadre de la réalisation du plan fédéral de sécurité.

Le blocage et la saisie du patrimoine lié à des activités criminelles ont déjà été mentionnés dans le programme relatif à la criminalité en col blanc et, en particulier dans les projets relatifs à la privation d'avantages et à la recherche axée sur le butin.

#### Projet 85: Gel des patrimoines et législation relative à la privation de ceux-ci

Une législation relative à la privation du patrimoine a tout d'abord un caractère préventif, elle vise à éviter que des avoirs patrimoniaux issus d'activités criminelles ne s'infiltrent dans l'économie régulière. La privation de patrimoines suspects ou injustifiés répond à une sentiment général que le crime ne peut être impuni. Il est insupportable de voir que des délinquants continuent apparemment à profiter tranquillement de leur butin (même une fois incarcérés). Le

menten. Doorzichtige procedures, voor controlesdiensten traceerbare informatieuitwisseling en toegangsrecht van de burger tot op Europees vlak beheerde informatie, zijn daarbij onontbeerlijk.

Deze Europese dimensie vereist een mentaliteitsverandering, waarbij de traditionele cocoonvorming plaats maakt voor een wij-cultuur tussen Europese politiediensten en gerechtelijke overheden. De complexiteit van de samenwerkingsinstrumenten noodzaakt bovendien een aanvullende opleiding voor politie-ambtenaren en magistraten.

#### Project 84: Europese verdragen

Gradueel zullen de regels en de standaarden vanuit de Europese Unie in de Belgische regelgeving moeten worden ingevoerd. Het federaal veiligheidsplan en de zonale veiligheidsplannen zullen waar nodig en mogelijks wat haar prioriteiten betreft, rekening moeten houden met de prioriteiten en het tijdsschema dat op Europees vlak uitgewerkt wordt door de Raad van Ministers van Justitie en Buitenlandse Zaken. De minister van Justitie zal bovendien de nodige impulsen geven om alle verdragen die betrekking hebben op de internationalisering van justitie en politie snel te doen ratificeren.

#### 8.7. Blokkering en inbeslagneming van criminale vermogens en een efficiënte inning van de geldboetes

De blokkering en de inbeslagneming van criminale vermogens enerzijds en een efficiënte inning van de geldboetes anderzijds is een belangrijk actiemiddel in de realisatie van het federaal veiligheidsplan.

De blokkering en de inbeslagneming van criminale vermogens is in dit federaal veiligheidsplan reeds weergegeven in het programma witteboordencriminaliteit en meer in het bijzonder de projecten die betrekking hebben op de voordeelontneming en de buitgerichte recherche.

#### Project 85: Bevriezing van vermogens en een ontneemingswetgeving

Zo'n ontneemingswetgeving heeft primair een preventief karakter, inhoudende dat moet worden vermeden dat criminale vermogens de reguliere economie binnensluipen. De ontneeming van verdachte of niet te rechtvaardigen vermogens komt daarmee tegemoet aan een algemeen gevoel dat misdaad niet mag lonen. Het is velen terecht een doorn in het oog dat delinquenten ogenschijnlijk ongestoord van hun buit kunnen genieten (zelfs in de gevangenis). Bovendien is

but d'une législation relative à la privation de patrimoine est d'interdire au détenteur de (ré)investir ou de réutiliser des avoirs acquis de façon illicite en vue de commettre des infractions. En termes de prévention générale, cette législation entend dissuader la perpétration de délits en réduisant les perspectives d'avantages matériels. Bien que des données chiffrées font défaut pour mesurer cet effet préventif, il importe de mettre l'accent sur l'aspect de prévention fondamentale.

Le ministre de la Justice fera examiner également à cette fin la possibilité de geler des avoirs patrimoniaux suspects (injustifiés de prime abord) en dehors d'une condamnation (c'est-à-dire pendant la phase de l'information et de l'instruction judiciaire), même si on ne continue pas forcément des poursuites plus tard, et ainsi de les soustraire au libre consentement du préteud possesseur. Le déblocage ou le dégel de ces avoirs ne pourra avoir lieu que lorsque le préteud possesseur peut en prouver la provenance et l'acquisition sur des bases non criminelles. S'il ne peut être démontré que le patrimoine a été acquis de façon régulière, celui-ci sera finalement confisqué et sera versé au Trésor public.

Les Pays-Bas appliquent un système analogue, appelé « pluk-ze-wetgeving », assorti d'une saisie conservatoire, qui permet de saisir l'ensemble des biens (en ce compris les biens immeubles et les droits patrimoniaux), à savoir de recourir à une mesure de privation, lorsque la provenance criminelle est prouvée. L'action paulienne criminelle, qui y est liée, confie au ministère public la compétence d'invoquer la nullité d'actes juridiques conclus sans obligation par l'inculpé/le condamné au préjudice des droits de l'État (exemple: établir un écrit par lequel on se débarrasse de son patrimoine en ayant recours à un homme de paille avant que ce patrimoine ne soit saisi).

Aux États-Unis, il est même possible de saisir des biens, en ce compris les avoirs bancaires probablement obtenus sur des bases criminelles, indépendamment d'une procédure pénale, voire même en l'absence d'un suspect réel. Cette piste de réflexion sera, elle aussi, examinée plus en détail par le ministre de la Justice.

#### Sous-projet 85.1: Marchés publics

Les pouvoirs publics sont actuellement encore toujours obligés de conclure « à l'aveuglette » des marchés avec des entrepreneurs et des fournisseurs. Il apparaît ainsi que les pouvoirs publics collaborent involontairement et à leur insu dans un certain nombre de cas à des opérations de blanchiment de capi-

het doel van een ontnemingswetgeving het de gebruiker onmogelijk te maken om wederrechtelijk verkregen vermogens te (her)investeren of opnieuw te gebruiken om strafbare feiten te plegen. In algemeen preventieve zin wordt dus beoogd het plegen van delicten onaantrekkelijk te maken door het uitzicht op materieel voordeel te verkleinen. Hoewel geen exacte cijfers vorhanden zijn om deze preventieve werking te meten, is het belangrijk het principieel preventieve aspect te benadrukken.

In dat kader zal de minister van Justitie ook de mogelijkheid laten onderzoeken om, zonder dat er reeds een veroordeling is (dus tijdens een opsporings- of gerechtelijk onderzoek) en zelfs zonder dat achteraf noodzakelijkerwijze de vervolging wordt voortgezet, verdachte vermogens (waar dus op het eerste gezicht geen enkele verantwoording voor bestaat) te bevriezen (dus te ontnemen aan de vrije wilsbeschikking van degene die beweert eigenaar te zijn). Het vrijgeven of ontdooien ervan is dan enkel mogelijk wanneer de beweerde eigenaar de afkomst van het vermogen aantoon en bewijst dat dit niet op een misdagde manier is verworven. Kan niet aannemelijk gemaakt worden dat het vermogen op regelmatige basis werd verkregen, dan zal het uiteindelijk verbeurdverklaard worden en ten gunste van de Schatkist komen.

Ook Nederland kent een soortgelijk systeem, de « pluk-ze-wetgeving », met daaraan gekoppeld het zogenaamde « conservatoir beslag », waardoor de mogelijkheid wordt geboden alle voorwerpen (ook onroerende goederen en vermogensrechten) in beslag te nemen om, indien de criminale herkomst wordt aangetoond, te leiden tot een ontnemingsmaatregel. Daaraan gekoppeld bestaat ook de « strafrechtelijke actio pauliana » waardoor het openbaar ministerie de bevoegdheid kreeg de nietigheid in te roepen van rechtshandelingen die door de verdachte/veroordeelde onverplicht zijn aangegaan en waardoor de staat in zijn rechten is benadeeld (bijvoorbeeld, vooruitlopend op een inbeslagname doet men zijn vermogen op papier van de hand door inschakeling van een stro-man).

In de Verenigde Staten bestaat zelfs de mogelijkheid om goederen, inclusief banktegoeden, die waarschijnlijk op criminale wijze zijn verworven, in beslag te nemen, los van een concreet strafproces en zelfs los van een concrete verdachte. Ook deze piste zal door de minister van Justitie nader worden onderzocht.

#### Deelproject 85.1: Overheidsopdrachten

Op dit ogenblik moet ook de overheid nog altijd te dikwijls « geblinddoekt » met aannemers en leveranciers in zee gaan voor de uitvoering van overheidsopdrachten. Zo weten we dat de overheid ongewild en onwetend in een aantal gevallen meewerk aan operaties van witwassen van crimineel geld (bijvoor-

taux criminels (exemple: argent de la drogue blanchi par la construction d'immeubles). Ceci n'est plus acceptable.

En conséquence, les pouvoirs publics peuvent intervenir de façon préventive quand ils concluent des contrats importants. Aussi, la loi relative aux marchés publics doit-elle comporter une clause selon laquelle tout candidat-fournisseur d'un ouvrage important donne un droit de regard aux pouvoirs publics sur sa situation financière. Ainsi, les pouvoirs publics pourront disposer d'une radioscopie de la provenance des moyens et vérifier s'il n'existe aucun lien avec le crime organisé.

En ce qui concerne la perception efficace des amendes, il importe que le ministre de la Justice et le ministre des Finances initient des projets afin de réaliser des améliorations sensibles en la matière.

#### Projet 86: Percevoir efficacement les amendes

Le ministre de la Justice recherche, en collaboration avec les parquets et les services de police, les moyens de proposer immédiatement une transaction lors de la verbalisation d'un certain nombre de délits, en particulier les délits en matière de circulation. Il est évident que le citoyen en tant qu'auteur doit toujours avoir la possibilité d'avoir accès à la procédure normale en conservant ses droits de défense.

beeld: drugsgeld dat wordt witgewassen via bouwwerken). Dit is thans niet langer aanvaardbaar.

Wanneer dus de overheid zelf belangrijke contracten aangaat, kan ze ook preventief optreden. In de wet op de overheidsopdrachten moet daarom een clausule worden opgenomen dat iedere kandidaat-leverancier van een groot werk inzagerecht geeft aan de overheid in haar financiële toestand. Zo kan de overheid de herkomst van middelen screenen en nagaan of er geen banden zijn met de georganiseerde misdaad.

Met betrekking tot het efficiënt innen van geldboetes is het noodzakelijk dat de minister van Justitie en de minister van Financiën een projectmatig initiatief opstarten om hierin een aanzienlijke verbetering te realiseren.

#### Project 86: Efficiënt innen van geldboetes

De minister van Justitie onderzoekt met de parketten en de politiediensten de mogelijkheden om bij de verbalisatie van een aantal misdrijven, in het bijzonder de verkeersdelicten, onmiddellijk een voorstel tot minnelijke schikking te formuleren. Het spreekt voor zich dat de burger als dader steeds de mogelijkheid moet hebben om zich te wenden tot de normale rechtsgang met vrijwaring van al zijn rechten van verdediging.

## 9. DOMAINES DÉRIVÉS

### 9.1. La politique intégrale de la sécurité au niveau zonal et le plan zonal de sécurité

#### 1. *Introduction*

La politique intégrale de la sécurité au niveau zonal est « mise en scène » par le bourgmestre, assisté par son collège échevinal. Le conseil communal joue un rôle de contrôle. De nombreux conseils consultatifs communaux, en particulier le conseil de prévention, ont une tâche importante dans la politique de la sécurité au niveau de la zone. Pour développer la politique intégrale de la sécurité au niveau zonal, il faut tenir compte des priorités définies par le plan de sécurité fédéral, où il va de soi qu'il s'agit de créer les marges de manœuvre les plus larges pour répondre aux nécessités zonales en matière de sécurité. Il est toutefois essentiel d'harmoniser la politique de sécurité tant locale que fédérale au niveau du contenu et des réciprocités. Il importe d'inclure les niveaux fédéral, communautaire et provincial en termes de soutien à la politique à mener.

Les objectifs de la politique intégrale par zone sont multiples. En plus des objectifs généraux de contrôle et de réduction de l'insécurité objective et des sentiments d'insécurité, d'une part, et d'augmentation de la qualité de la vie dans la zone, d'autre part, il est nécessaire que la commune renforce d'une manière visible et mesurable les maillons de la chaîne de la sécurité qui sont contrôlés en tout ou en partie au niveau zonal.

#### 2. *Problématique*

La politique de la sécurité au niveau de la zone est actuellement confiée au conseil de prévention communal et au fonctionnaire de prévention communal. Le fonctionnement du conseil communal de prévention est en général le maillon le plus faible de la chaîne de la sécurité intégrale au niveau local.

Les grandes structures et la lenteur dans le fonctionnement prédominent souvent. L'approche intégrale fait défaut et la structure des services communaux de prévention est, de façon générale, relativement variable. Certains de ces services sont attachés à la police zonale et d'autres dépendent entièrement de l'administration communale. Seuls certains services de prévention bénéficient d'un statut plus ou moins autonome. Cette structure a, à son tour, un effet sur les objectifs et sur le fonctionnement des services de prévention.

Le rôle du fonctionnaire communal de prévention et son soutien au niveau administratif est encore

## 9. AFGELEIDE DOMEINEN

### 9.1. Het zonaal integraal veiligheidsbeleid en het zonaal veiligheidsplan

#### 1. *Inleiding*

De regie van het zonaal integraal veiligheidsbeleid ligt bij de burgemeester, hierin bijgestaan door zijn schepencollege. De gemeenteraad speelt haar controlierol. Tal van gemeentelijke adviesraden, de preventieraad op de eerste plaats, hebben een belangrijke taak in het zonaal veiligheidsbeleid. Bij het ontwikkelen van het zonaal integraal veiligheidsbeleid moet rekening gehouden worden met de prioriteiten uit het federaal veiligheidsplan, waarbij het vanzelfsprekend is dat er zeer veel ruimte moet zijn om specifiek in te spelen op de zonale veiligheidsbehoeften. Een inhoudelijke, wederzijdse afstemming tussen het lokale en federale integrale veiligheidsbeleid is echter essentieel. In termen van beleidsondersteuning zijn zowel het federale niveau, het gemeenschapsniveau en het provinciale niveau van belang.

De doelstellingen van het zonaal integraal veiligheidsbeleid zijn meervoudig. Naast de algemene doelstellingen van het beheersen en het terugdringen van de objectieve onveiligheid en van de onveiligheidsgevoelens en het verhogen van de kwaliteit van het leven in de zonale gemeenschap is het wenselijk dat de gemeente zich toelegt op het zichtbaar en meetbaar versterken van die onderdelen van de veiligheidsketen waar men zонаal geheel of gedeeltelijk greep op heeft.

#### 2. *Probleemstelling*

Het zonaal veiligheidsbeleid wordt vandaag vooral gedragen door de gemeentelijke preventieraad en de gemeentelijke preventieambtenaar. De werking van de gemeentelijke preventieraad is doorgaans de zwakste schakel in het lokaal integraal veiligheidsbeleid.

Grootschaligheid en logheid in werking zijn vaak troef. De integrale aanpak ontbreekt en de inbedding van de gemeentelijke preventiediensten is in het algemeen genomen vrij divers. Een aantal onder hen zijn toegevoegd aan de zonale politie en anderen zijn dan weer volledig opgenomen in de gemeentelijke administratie. Slechts een aantal preventiediensten kent een eerder autonoom statuut. Deze inbedding heeft dan weer een invloed op de doelstellingen en de werking van de preventiediensten.

De rol van de gemeentelijke preventieambtenaar en zijn bestuurlijke ondersteuning is evenzeer onduide-

moins clair. Trop souvent, ce fonctionnaire n'est pas en mesure de diriger effectivement le service de prévention.

L'appui que l'on peut attendre du Secrétariat Permanent à la Politique de Prévention n'est pas toujours aussi bien défini. Le soutien au niveau de la formation demeure par ailleurs également théorique. Les relations entre les conseillers zonaux au niveau du Secrétariat Permanent à la Politique de Prévention et les fonctionnaires communaux de prévention doivent s'améliorer. Une harmonisation des politiques et l'approche par le biais de programmes et de projets au niveau des politiques fédérales et zonales font souvent cruellement défaut.

En ce qui concerne les zones interpolices, l'harmonisation de la prévention est tout aussi inexisteante, mis à part dans certaines zones. L'agent communal de prévention n'est, quant à lui, pas impliqué dans la concertation pentagonale.

### *3. La politique intégrale de la sécurité au niveau zonal et le plan de sécurité zonal*

Afin de renforcer le développement d'une politique intégrale de la sécurité au niveau des zones, il importe de réaliser un nombre de modifications structurelles et de définir une méthodologie générale en ce qui concerne la rédaction du plan de sécurité zonal.

#### Projet 87: Prévention au niveau communal

Le ministre de l'Intérieur soumettra le fonctionnement des conseils et des services de prévention communaux, en ce compris le fonctionnaire communal chargé de la prévention et la relation de travail avec le Secrétariat Permanent à la Politique de Prévention à une évaluation objective.

Il conviendra surtout de viser la mise en place d'un système de mesure et de suivi qui permette d'évaluer la politique intégrale de la sécurité au niveau zonal. Il importe également mettre en place des formations instructives en matière de politique intégrale de la sécurité au niveau zonal, afin que les services de prévention communaux et les agents de prévention puissent tirer des enseignements des programmes, projets et sous-projets réussis dans d'autres zones. La communication interne et externe entre les conseils de prévention, les services de prévention, les agents de prévention et le Secrétariat Permanent à la Politique de Prévention d'une part, et les citoyens d'autre part, doit également être améliorée.

La fonctionnaire du prévention doit être étendue et professionnalisée. Il doit également pouvoir remplir sa mission de manière plus autonome.

Les autorités locales doivent prévoir une méthodologie solide et scientifiquement admise afin de per-

lijk. Al te dikwijls heeft deze preventieambtenaar niet de werkelijke leiding over de preventiedienst.

De steun die van het Vast Secretariaat voor het Preventiebeleid mag worden verwacht is niet altijd even goed omlijnd. Ook de ondersteuning qua vorming blijft theoretisch. De relaties tussen de binnen het Vast Secretariaat voor het Preventiebeleid bestaande zonale adviseurs en de gemeentelijke preventieambtenaren moeten verbeterd worden. Beleidsafstemming en de programma- en projectaanpak binnen de federale en zonale beleidscyclus zijn vaak zoek.

Op het niveau van de interpolitiezone is de afstemming qua preventiewerking, met uitzondering van een aantal interpolitiezones, evenzeer onbestaande. Degemeentelijke preventieambtenaar wordt evenmin betrokken in het vijfhoeksoverleg.

### *3. Het zonaal integraal veiligheidsbeleid en het zonaaal veiligheidsplan.*

Teneinde een beter en een zonaaal integraal veiligheidsbeleid op te bouwen is het noodzakelijk een aantal structurele wijzigingen te bewerkstelligen en een algemene methodologie te ontwerpen voor het opmaken van een zonaaal veiligheidsplan.

#### Project 87: Gemeentelijke preventie

De minister van Binnenlandse Zaken zal de werking van de gemeentelijke preventieraden en preventiediensten met inbegrip van de gemeentelijke preventieambtenaar en de werkrelatie met het Vast Secretariaat voor het Preventiebeleid aan een objectief evaluatieonderzoek onderwerpen.

Er zal vooral moeten gestreefd worden naar de implementatie van een meet- en opvolgingsysteem dat de evaluatie van het zonaaal integraal veiligheidsbeleid toelaat. Er is tevens nood aan de opbouw van een 'lerend zonaaal integraal veiligheidsbeleid' waarbij de gemeentelijke preventiediensten en preventieambtenaren van elkaar succesvolle programma's, projecten en deelprojecten kunnen leren. Ook de interne en externe communicatie tussen de preventieraden, preventiediensten, preventieambtenaren en het Vast Secretariaat voor het Preventiebeleid enerzijds en de burgers anderzijds moet worden verbeterd.

De functie van de preventieambtenaar moet verder uitgebreid en geprofessionaliseerd worden. Hij moet zijn taak eveneens op een autonome wijze kunnen uitoefenen.

De lokale overheden dienen een degelijke en wetenschappelijk aanvaarde methodologie op te

mettre aux villes et aux communes d'élaborer un plan de sécurité zonal opérationnel et mesurable en termes de résultats qui accorde une place aux expériences vécues au niveaux international, fédéral, communautaire et provincial. Ceci doit permettre au bourgmestre de disposer d'un inventaire de la gestion intégrale de la sécurité.

Les moyens mis à la disposition des autorités locales pour développer et mettre en œuvre la politique intégrale de la sécurité au niveau local sont étendus. La collaboration de la population locale est nécessaire afin de donner un sens et un contenu à la politique intégrale de la sécurité dans la zone. Elle s'inscrit également dans le cadre de nos efforts pour moderniser la citoyenneté participative et pour responsabiliser la société à la problématique de la sécurité. Les acteurs de la vie économique locale, tels que les promoteurs immobiliers, les banques, les sociétés de gardiennage et de sécurité, peuvent apporter une plus-value, à condition d'être prêts à des concertations avec les mandataires politiques locaux.

Pour que la politique intégrale de la sécurité soit concluante au niveau zonal, il convient de satisfaire aux conditions essentielles suivantes : l'ensemble des partenaires doivent être prêts à s'inscrire de manière responsable dans la logique de la gestion intégrale de la sécurité, en ce compris la chaîne de la sécurité, les autorités administratives et judiciaires doivent intervenir en termes de qualité en anticipant le plus possible les besoins et les aspirations des citoyens locaux et des entreprises locales, lesquels doivent être impliqués au maximum dans tous les aspects de la politique de la sécurité.

La mise en œuvre d'un plan de gestion intégrale de la sécurité au niveau zonal doit se faire par étapes. À cette fin, il importe de se préparer convenablement, d'analyser, de faire des choix, de mettre en œuvre, de contrôler ou de suivre l'exécution. Dans la phase préparatoire, le bourgmestre doit assumer son rôle de metteur en scène et accorder suffisamment d'autonomie à son conseil de prévention, à son service de prévention ainsi qu'à son agent de prévention afin qu'ils puissent mettre en pratique le plan de sécurité zonal. Le plan de sécurité zonal, tel que prévu par la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, doit être conforme, en tant que plan de police, au plan de sécurité national. Dans cette phase, il conviendra de déterminer un plan stratégique, une organisation en charge du projet, un chef de projet ainsi qu'un budget.

En ce qui concerne l'analyse, le bourgmestre doit pouvoir s'appuyer sur les Statistiques Criminelles Interpolicières Intégrées (SCII), et les alimenter en recourant à des informations provenant des statistiques des polices locales, du moniteur de sécurité et d'études scientifiques existantes.

zetten om de steden en de gemeenten toe te laten een werkbaar en naar resultaten toe een meetbaar zонаal veiligheidsplan uit te werken waarin plaats is voor leerervaringen uit het internationaal, federaal, gemeenschappelijk en provinciaal niveau. Dit moet de burgemeester toelaten te beschikken over een instrument van integrale veiligheidszorgrapportage.

De middelen waarover de lokale autoriteiten beschikken om het lokaal integraal veiligheidsbeleid te ontwikkelen en toe te passen zijn uitgebreid. De medewerking van de lokale bevolking is nodig om het zonale integrale veiligheidsbeleid zin en inhoud te geven. Dit kadert eveneens in ons streven naar een vernieuwd participatief burgerschap en het responsabiliseren van de samenleving voor de veiligheid. Ook het lokale bedrijfsleven, zoals de projectontwikkelaars, de banken, de bewakings- en beveiligingsondernemingen, kunnen een meerwaarde bieden op voorwaarde dat ze bereid zijn overleg te plegen met de lokale beleidsverantwoordelijken.

De randvoorwaarden om een zонаal integraal veiligheidsbeleid tot een succes te maken zijn : de bereidheid van alle partners om zich op een verantwoordevolle wijze in te schakelen in de logica van de integrale veiligheidszorg met inbegrip van de veiligheidsketen, een kwalitatief optreden van de bestuurlijke en justitiële autoriteiten waarbij maximaal wordt ingespeeld op de behoeften en verzuchtingen van de lokale burgers en het lokale bedrijfsleven en het maximaal betrekken van deze burgers en bedrijven bij alle aspecten van het veiligheidsbeleid.

Het opzetten van een zонаal integraal veiligheidsplan moet gebeuren door middel van een stappenplan. Dit impliceert een degelijke voorbereiding, analyse, keuze, implementatie en controle of opvolging. De burgemeester dient in de voorbereidingsfase zijn regie-rol op te nemen en zijn preventieraad, preventiedienst en preventieambtenaar voldoende autonomie te geven om het zонаal veiligheidsplan gestalte te geven. Het zонаal veiligheidsplan zoals voorzien bij de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politie, gescreetureerd op twee niveaus, dient als politieplan conform te zijn aan het nationaal veiligheidsplan. In deze fase dient een plan van aanpak, een projectorganisatie, een projectleider en begroting te worden opgezet.

Inzake analyse moet de burgemeester kunnen terugvallen op het cijfermateriaal afkomstig uit de GICS en deze verrijken met informatie uit de lokale politiestatistiek, de veiligheidsmonitor en het bestaande wetenschappelijk onderzoek.

En ce qui concerne les choix à faire, le bourgmestre doit tenir compte des marges budgétaires afin de définir à court, moyen et long terme, des programmes, des projets et des sous-projets qui s'inscriront dans le cadre des priorités de la problématique de sécurité locale, et de les concrétiser en collaboration avec la population, les entreprises locales et la police locale.

Un plan d'action peut être élaboré par programme, projet et/ou sous-projet au sein de la structure mise en place pendant la phase préparatoire et ce en fonction de l'analyse et du choix qui ont été faits. Les actions administratives, judiciaires et privées sont inventoriées et harmonisées en fonction du rôle spécifique de mise en scène et de la responsabilité finale portée par un des partenaires dans le cadre de la gestion intégrale de la sécurité au niveau local.

Pendant la phase d'évaluation, le bourgmestre se chargera du suivi, veillera aux conséquences sociales et à l'organisation des programmes, projets et sous-projets, sur la base d'un système de mesure et de suivi adapté.

#### ***4. La politique des grandes villes***

##### **1. Introduction**

L'actuel plan fédéral de sécurité et de politique pénitentiaire reprend de façon concertée la vision exprimée par le ministre de l'Économie, de la politique des grandes villes et de la Recherche Scientifique. La sécurité dans les grandes villes est l'enjeu principal de toute politique urbaine. L'insécurité est à la fois cause et symptôme des autres pathologies urbaines, elle est surtout l'indicateur des dysfonctionnements du système social urbain.

Il est clair que l'insécurité est en grande partie le fruit de l'évolution socio-économique. La vulnérabilité d'une partie de la population face aux changements socio-économiques explique aussi le comportement délictueux génératrice de l'insécurité. Le chômage, l'absence de lien social, l'exclusion, l'atomisation des individus ne justifient cependant qu'une partie de l'ampleur des phénomènes observés.

La multitude des facteurs cache en réalité une situation de conflit entre les valeurs de notre société et les moyens que la société donne aux individus pour partager ces valeurs. La réussite individuelle, la recherche d'un statut et d'une reconnaissance, le profit sont aujourd'hui des valeurs nettement plus conformes à la culture de masse que la solidarité, le travail et le sens du bien commun. Les modèles portés par les médias confortent les individus dans l'idée que les moyens importent peu au regard des buts.

Dans un contexte urbain, des pans entiers de la population ont le sentiment de ne pas avoir le même

In de keuzefase moet de burgemeester rekening houdend met de budgettaire ruimte om op korte, middellange en lange termijn programma's, projecten en deelprojecten te definiëren binnen de prioriteiten van de lokale veiligheidsproblematiek en deze met de lokale bevolking, het lokale bedrijfsleven en de zonale politie inhoud geven.

Binnen de tijdens de voorbereidingsfase ontwikkelde structuur kan op basis van de analyse en keuze per programma, project en/of deelproject een actieplan worden opgemaakt. Eigen aan de specifieke regie-rol met inbegrip van de eindverantwoordelijkheid die een welbepaalde partner in de lokale integrale veiligheidszorg krijgt toegewezen worden de bestuurlijke, justitiële en private acties geïnventariseerd en op elkaar afgestemd.

Tijdens de evaluatiefase zal de burgemeester de voortgang, de maatschappelijke effecten en de organisatorische inbedding van de programma's, projecten en deelprojecten controleren op basis van een aangepast meet- en opvolgingsysteem.

#### ***4. Het Grootstedelijk beleid***

##### **1. Inleiding**

In overleg met de minister van Economie, Grootstedenbeleid en Wetenschappelijk Onderzoek wordt zijn visie opgenomen in dit federaal veiligheids- en detentieplan. De veiligheid in de grootsteden vormt de inzet van elk stedelijk beleid. De onveiligheid is zowel de oorzaak als het gevolg van wat er op andere vlakken in grootsteden misloopt en vooral van wat er op sociaal vlak misloopt.

Het is duidelijk dat de onveiligheid grotendeels het resultaat is van een socio-economische evolutie. De kwetsbaarheid van een deel van de bevolking ten opzichte van de socio-economische veranderingen verklaart eveneens het ontstaan van afwijkend gedrag dat onveiligheid doet ontstaan. Werkloosheid, afwezigheid van een sociale band, uitsluiting, de afsplitsing van de individuen verklaren echter maar gedeeltelijk de omvang van de vastgestelde verschijnselen.

De veelheid van factoren verbergt in feite een conflictsituatie tussen de waarden van onze maatschappij en de middelen die dezelfde maatschappij aan haar leden biedt om deel te nemen aan deze waarden. Het individuele slagen, de zoektocht naar een statuut en erkenning en het winstbejag zijn waarden die vandaag de dag meer opgang maken in onze massacultuur dan waarden als solidariteit, het samenwerken en het gevoel van samenhorigheid. De beelden die de media aan de mensen verstrekken, versterken bij hen de idee dat de middelen belangrijker zijn dan het doel.

In een stedelijke context zijn er hele lagen van de bevolking die het gevoel hebben niet dezelfde toegang

accès aux conditions de la réussite sociale. Alors, se développent soit des stratégies parallèles qui visent à atteindre la réussite ou un statut valorisant par des activités illégales (phénomènes de bande, travail au noir, vols, trafics divers), soit des attitudes de fuite ou de rébellion (alcoolisme, drogues, suicides, vandalisme, émeutes ...).

Toute politique de sécurité doit donc d'abord être une politique d'égalité des chances. Cependant, aucune politique d'égalité des chances et aucune politique culturelle ne peuvent réussir sans des conditions minimales de sécurité.

L'erreur de l'approche strictement socio-économique de l'insécurité, c'est de n'avoir pas compris que les principales victimes de l'insécurité vivent parmi ceux qui en sont les responsables. Les politiques de rénovations urbaines, d'intégration sociale, de développement économique, d'accès au logement, de mobilité nécessitent que l'on mène de front une politique de sécurité. Personne ne laissera sa voiture dans un parking non surveillé pour prendre un train insécurisant, personne n'a envie d'investir dans un quartier si les matériaux du chantier risquent d'être volés en permanence, personne ne revendique de suivre des cours du soir dans un établissement « à risque ».

À côté de cette insécurité objective, vient s'ajouter un nouveau sentiment d'insécurité parfois véhiculé par les médias, souvent par la rumeur. Là où le sentiment d'insécurité domine, le contrôle social informel est encore plus faible, les liens sociaux se déchirent encore plus et favorisent l'éclosion de l'insécurité réelle. Toute politique de sécurité urbaine doit donc prendre en compte ce paramètre et s'appuyer aussi sur une politique de participation et de communication vers et avec les habitants.

Dans les grandes villes, l'engorgement du système pénal est hautement préjudiciable: le faible taux de résolution des affaires pénales est parfois préoccupant, le classement sans suite est trop fréquent, le taux de récidive est important chez ceux qui ont quand même fait l'objet d'une condamnation. Certaines initiatives du passé ont permis heureusement de remédier au faits précités: les contrats de sécurité et de société, rénovation urbaine, mesures judiciaires alternatives, prévention de la toxicomanie, etc. Malheureusement, elles resteront insuffisantes tant qu'elles ne seront pas pleinement intégrées dans une politique globale d'amélioration de la qualité de la vie dans nos villes.

De même, le respect de certains principes est essentiel pour réussir une politique globale de sécurité:

tot het sociale welslagen te hebben. Het is op die manier dat er zich parallelle strategieën ontwikkelen die ofwel een welslagen, ofwel het bereiken van een statuut door illegale activiteiten (bendevorming, zwartwerk, diefstal, allerhande zwendel) beogen. Ofwel ontstaat er een vluchtreactie, ofwel rebellie (alcoholisme, druggebruik, zelfmoord, vandalisme, oproer ...).

Vandaar dat ieder veiligheidsbeleid in de eerste plaats een beleid moet zijn dat de ontwikkeling van de gelijkheid van kansen beoogt. Een gelijke kansenbeleid en een cultureel beleid zijn evenwel onmogelijk zonder minimale veiligheidsvoorwaarden.

De vergissing van de puur socio-economische benadering van de veiligheidsproblematiek schuilt in het feit dat de slachtoffers van de onveiligheid midden in het milieu wonen van zij die het geweld veroorzaken. Het beleid van stadsvernieuwing, van sociale integratie, van economische ontwikkeling, van toegang tot de woonfunctie en van mobiliteit zetten er ons toe aan een allesomvattend beleid te voeren. Niemand zal immers zijn wagen achterlaten in een onbewaakte parking om een onveilige trein te nemen, niemand zal in een buurt willen investeren wanneer de bouwmaterialen die er net de renovatie mogelijk maken, om de haverklap gestolen worden, niemand zal naar de avondles willen gaan in een gebouw dat « risicovol » is.

Wanneer zich boven op dit objectieve onveiligheidsgevoel een nieuw onveiligheidsgevoel komt enten dat vaak door de media of door de geruchtmolen wordt aangedikt, wordt de situatie nog complexer. Daar waar het onveiligheidsgevoel overheerst, is de sociale controle immers nog het zwakst, is de sociale band nog meer verbroken, waardoor het gevoel van onveiligheid alleen maar versterkt wordt. Elk veiligheidsbeleid die die naam waardig wil zijn, moet bijgevolg met deze parameter rekening houden en moet eveneens geschraagd zijn op een beleid dat de inspraak van en de communicatie met de inwoners verhoogt.

In de grootsteden is het falen van het rechtssysteem nog het meest schrijnend: de ophelderingsgraad blijft zeer laag, het klasseren zonder gevolg gebeurt te vaak, de recidive blijft hoog bij degenen die al een veroordeling hebben opgelopen. Aan wat we hier constateren werd gelukkig in het verleden wat gedaan: zo waren en zijn er de veiligheids- en samenlevingscontracten, stadshernieuwing, alternatieve juridische maatregelen, drugpreventie, enz. Jammer genoeg blijven deze ontoereikend als ze niet ingepast worden in een geïntegreerde aanpak die de verbetering van de levenskwaliteit voor ogen heeft.

Zo is een respect van een aantal principes belangrijk voor het welslagen van de geïntegreerde aanpak:

— Pour répondre aux besoins réels, il faut les mesurer via un diagnostic.

— Prendre en considération l'ensemble des paramètres nécessaires à l'évaluation des besoins.

— Responsabiliser le niveau local.

— Mettre en commun l'ensemble des savoir-faire et des ressources, tant privées que publiques.

— Favoriser la participation de la population à la mise en place des actions.

— Respecter le principe de subsidiarité, afin d'éviter les doublons et la destruction des solidarités existantes, en agissant au niveau le plus approprié.

— Intégrer la dimension sécurité dans l'ensemble de la politique de la ville, par exemple en matière d'aménagement du territoire et de politique sociale.

— Agir transversalement, décloisonner.

— Évaluer en permanence, globalement et particulièrement.

— Communiquer.

Ces principes seront à respecter tant au niveau local, qu'au niveau supra-local.

### *1.1. Méthode d'élaboration du chapitre «Grandes villes» du plan fédéral de sécurité*

Ce chapitre se fonde sur l'accord de gouvernement. Elle s'inspire des contacts informels établis avec certaines autorités des 5 grandes villes (Anvers, Bruxelles, Charleroi, Gand, Liège).

Ce chapitre porte sur l'application du concept de gestion intégrée de la sécurité pour les grandes villes : maillon préventif, maillon répressif, suivi des victimes et des auteurs.

Bien que nous n'ayons, dans le cadre de la préparation de cette note, consulté que les cinq plus grandes villes, on peut convenir du fait que l'ensemble des grandes zones urbaines (villes, agglomérations, communautés urbaines) est concerné.

### *1.2. Spécificités de la sécurité en milieu urbain*

Parmi les neufs priorités du plan fédéral de sécurité, six trouvent à s'appliquer plus spécifiquement en milieu urbain :

— délits accompagnés de violences (vols avec violence, agressions, hold-up, racket.);

— traite des êtres humains (par exemple pour ce qui concerne l'exploitation de la prostitution, l'exploitation organisée de la mendicité, l'exploitation des clandestins par des bailleurs ou des négriers.);

— délinquance juvénile (faits qualifiés d'infraction commis par des mineurs d'âge);

— Een antwoord bieden op de echte problemen, zij moeten dus worden gemeten via een diagnose.

— Rekening houden met alle parameters die nodig zijn voor de evaluatie van de behoeften.

— Het lokale niveau responsabiliseren.

— Samenbrengen van alle deskundigheid en bronnen, zowel op privé als openbaar vlak.

— Aanmoedigen van de deelname van de lokale bevolking bij het opstellen van gezamenlijke acties.

— Het principe van de subsidiariteit eerbiedigen om dubbel gebruik te voorkomen en te vermijden dat de solidariteit verbroken wordt, handelen op het meest aangewezen niveau.

— De veiligheidsaanpak integreren in het stadsbeleid door een doordacht ruimtelijk beleid en aangepast sociaal beleid te voeren.

— Transversaal te werk gaan, ontzullen.

— Permanent blijven evalueren, zowel om een totaalbeeld te behouden als bij te kunnen sturen op plaatselijk vlak.

— Communiceren.

Deze principes moeten zowel op lokaal niveau als op bovenlokaal niveau nageleefd worden.

### *1.1. Methodologie van het «Grootstedenbeleid» binnen het federaal veiligheidsplan.*

Dit hoofdstuk is gebaseerd op de regeringsverklaring. Hij werd gevoed door de informele contacten van bepaalde autoriteiten van de vijf grootsteden Antwerpen, Brussel, Charleroi, Gent en Luik.

Dit hoofdstuk gaat over de geïntegreerde veiligheidszorg met betrekking tot de grootsteden : preventief en repressief luik, nazorg van de slachtoffers en van de daders.

Alhoewel we de vijf grootsteden hebben geconsulteerd, is het evident dat de grote stedelijke gebieden zoals steden, agglomeraties en gemeenten met een stedelijk karakter eveneens betrokken zullen worden.

### *1.2. Specificiteit van de veiligheid in het stedelijk milieu.*

Van de negen prioriteiten die genoemd worden in de regeringsverklaring, zijn er zes die specifiek voor de grootsteden gelden :

— Gewelddelicten (diefstallen met geweld, overvallen, hold-ups, ...).

— Mensenhandel en -uitbuiting zoals de exploitatie in de prostitutiemilieus, de exploitatie via bedelen, exploitatie van illegalen door verhuurders of koppelbazen.

— Jeugddelinquentie (inbreuken gepleegd door minderjarigen).

- le hooliganisme;
- l'approvisionnement et le trafic de drogue;
- les accidents de la circulation avec blessés ou décès.

Bien entendu, les villes sont confrontées à d'autres formes de délinquance dont le traitement mérite aussi d'être qualifié de prioritaire:

- Dégradations volontaires, vandalisme, destructions du bien public, incendies criminels;
- Atteintes à l'environnement, dépôts sauvages, pollutions;
- Vols (cambriolages, vols dans établissements, vols sur chantier, vols à l'étalage, pickpocketing, vols de/dans voitures.);
- Incivilités (troubles quotidiens de la quiétude, menaces, injures, insultes, petites dégradations volontaires);
- Rébellions en groupe;
- Coups et blessures volontaires (bagarres, différents familiaux);
- Mineurs en danger (décrochage scolaire, abandon familial);
- Recel, trafics d'armes, trafics de véhicules volés.

Outre ces infractions, d'autres spécificités existent et méritent une approche particulière:

— Les phénomènes observés la nuit diffèrent fondamentalement de ceux que l'on observe le jour. Ceci s'explique par le caractère particulier de la vie nocturne et par la structure de l'habitat. Il y a une absolue nécessité de prendre en compte ce paramètre et de l'étudier de façon plus approfondie. Les travaux du Forum Européen pour la sécurité urbaine sur le sujet mériraient d'être complétés par un guide de bonnes pratiques à l'usage des villes belges confrontées à cette problématique. Il importe de préciser que l'existence d'une vie nocturne n'est pas en soi un facteur d'insécurité et que celle-ci peut participer aussi au contrôle social informel.

— Les illégaux peuvent aussi être à la fois acteurs et victimes de circuits d'exploitation, notamment dans l'industrie du sexe.

— L'importance particulière du sentiment d'insécurité subjectif qui mérite un traitement tout à fait spécifique et non nécessairement lié au traitement de l'insécurité objective. Des modèles de stratégie de communication doivent par exemple être étudiés.

— Le caractère multiculturel des villes, qui implique de former les intervenants à cet aspect des choses (y compris les services de police et les parquets).

- Hooliganisme.
- Bevoorrading van en de handel in drugs.
- Verkeersongevallen met lichamelijk letsel of de dood tot gevolg.

De steden worden uiteraard nog geconfronteerd met andere vormen van geweld die evenezer prioritair dienen te worden behandeld, met name:

- Bewuste beschadiging van goederen, vandalisme, vernieling van openbaar materieel, opzettelijke brandstichting.
- Aanslag op het milieu, sluikstorten, vervuilingen.
- Diefstallen, inbraken, diefstal in gebouwen, opwerven, in uitstalramen, zakkenrollen, diefstal van en inbraken in auto's.
- Overlast zoals het verstören van de rust, bedreigingen, verwijten, kleine opzettelijke vernielingen.
- Rebelle in groep.
- Slagen en verwondingen zoals gevechten en familiale geschillen.
- Minderjarigen in gevaar in geval van schoolverzuim en wanneer zij thuis aan hun lot overgelaten worden.
- Heling en handel in wapens, handel in gestolen voertuigen.

Naast deze inbreuken bestaan er andere die een specifieke aanpak vergen:

— De fenomenen die zich 's nachts voordoen verschillen fundamenteel van deze overdag precies omdat het nacht is en door de structuur van het wooncomplex. Het is absoluut noodzakelijk dat deze parameter mee in rekening wordt gebracht en dat deze diepgaander wordt bestudeerd. De werkzaamheden van het Europees Forum voor de veiligheid in de grootsteden moet worden aangevuld met een gids met praktische tips die ten dienste staat van de Belgische steden die met dit fenomeen geconfronteerd worden. Het is van belang op te merken dat het bestaan van een nachtleven niet noodzakelijkerwijs een onveiligheidsfactor op zich is en dat 's nachts ook aan informele sociale controle kan worden gedaan.

— Illegalen kunnen tegelijkertijd dader en slachtoffer zijn en binnen het circuit van de seksuele exploitatie terechtkomen, meer bepaald de seksindustrie.

— Het belang van het subjectief onveiligheidsgevoel dat een bijzondere benadering vergt en dat niet noodzakelijkerwijs verbonden is met de aanpak van de objectieve onveiligheid. Modellen van communicatiestrategieën moeten worden bestudeerd.

— Het multiculturele karakter van de steden impliceert dat bij de opleiding van de tussenkomende personen rekening moet worden gehouden met dat aspect. Dat geldt ook voor de politiediensten en de parketten.

— La nécessité de formation (par le SPP par exemple) pour les nouveaux métiers de la sécurité (APS, PTP, éducateurs de rue, techniciens prévention).

## ***2. Objectifs généraux du plan concernant les grandes villes***

Partant du diagnostic qui précède, la finalité politique du chapitre urbain du plan fédéral de sécurité est de rendre les grandes villes viables, donc d'améliorer la qualité de vie des habitants. La sécurité constitue un des aspect de la qualité de vie que nous entendons améliorer. À cette fin, il convient de réaliser les objectifs suivants:

- réduire le nombre des crimes et délits faisant partie des phénomènes retenus parmi les neuf priorités fédérales;
- réduire le nombre des infractions habituelles et répétitives spécifiquement urbaines;
- augmenter les taux d'élucidation pour ces matières;
- constituer les synergies nécessaires horizontalement et verticalement;
- traiter le sentiment d'insécurité comme un phénomène à part entière;
- s'attaquer aux causes des phénomènes plutôt qu'aux symptômes.

### ***2.1. Phénomènes prioritaires***

Il convient donc d'étayer la liste des phénomènes prioritaires et d'effectuer certains regroupements. C'est pourquoi nous proposons la liste suivante:

1. Les délits accompagnés de violences (vols avec violence, agressions, hold-up, racket, armes).
2. La traite des êtres humains (l'exploitation de la prostitution, l'exploitation organisée de la mendicité, l'exploitation des clandestins par des bailleurs ou des négriers).
3. La délinquance juvénile (faits qualifiés d'infraction commis par des mineurs d'âge, insécurité scolaire) et les mineurs en danger (décrochage scolaire, abandon familial).
4. Le hooliganisme.
5. L'approvisionnement et le trafic de drogue.
6. Les accidents de la circulation avec blessés ou décès.
7. Les incivilités (troubles quotidiens de la quiétude, menaces, injures, insultes, petites dégradations volontaires).

— De noodzaak aan vorming voor de nieuwe veiligheidsberoepen (veiligheids- en preventiewerkers, aanwervingen in het kader van de doorstromingsprogramma's, straathoekwerkers en preventieambtenaren ...)

## ***2. Doelstellingen van het plan betreffende de grootsteden.***

Vertrekende van de voorgaande vaststellingen weten we dat de doelstellingen van het federale veiligheidsplan aangaande de grootsteden erop gericht zijn de grootsteden opnieuw leefbaar te maken. Veiligheid vormt één aspect van de leefkwaliteit die we verbeterd willen zien. De volgende doelstellingen moeten daartoe gerealiseerd worden:

- Verminderen van de misdrijven door de negen federale prioriteiten toe te passen.
- Verminderen van de delicten die typisch met grootsteden verbonden zijn.
- Verhogen van de ophelderingssgraad van de betrokken misdrijven.
- De nodige synergieën tot stand brengen, zowel verticaal als horizontaal.
- Het onveiligheidsgvoel geïntegreerd aanpakken.
- Eerder de oorzaken dan de gevolgen van deze verschijnselen aanpakken.

### ***2.1. Prioritaire verschijnselen***

Het zou dus gepast zijn om een lijst van de prioritaire verschijnselen op te stellen waarbij een zekere groepering kan worden gedaan. Vandaar dat wij de volgende lijst voorstellen:

1. gewelddelicten (diebstal met geweldpleging, aanrandingen, hold-up, gijzeling, wapendracht,...);
2. mensenhandel (exploitatie in het prostitutielieu, uitbuiting van clandestiene werknemers in het milieu van de koppelbazen en door bepaalde verhuurders);
3. de jeugddelinquentie (feiten die gekwalificeerd worden te zijn gepleegd door minderjarigen, onveiligheid op school...) en minderjarigen in gevaar (schoolverzuim, minderjarigen aan hun lot overgelaten in familiaal verband,...);
4. hooliganisme;
5. de bevoorrading en handel in drugs;
6. de verkeersongevallen met gewonden of doden;
7. de overlast (verstoring van de rust, bedreigingen, beledigingen, kleine opzettelijke beschadigingen...);

8. Les dégradations volontaires, vandalisme, destructions du bien public, incendies criminels.

9. Les atteintes à l'environnement, dépôts sauvages, pollutions.

10. Les vols (cambriolages, vols dans établissements, vols sur chantier, vols à l'étalage, pickpocketing, vols à la roulotte, vols de voitures.) et le recel, le trafics de véhicules volés.

11. Les rébellions en groupe et les phénomènes des groupes de jeunes violents.

12. Les coups et blessures volontaires (bagarres, différents familiaux).

Pour chacune de ces priorités, nous proposons un plan synthétique minimal. D'autres phénomènes, plus spécifiques, devront être pris en compte par les plans locaux de sécurité (alarmes, séjours illégaux, animaux, escroqueries, moeurs).

### **3. Moyens d'action**

Nous ne reprenons ici que des programmes spécifiques. Ils se réfèrent entre autre aux tribunaux d'exécution des peines et à la procédure accélérée. Cf. ci-dessus les programmes généraux.

#### *3.1. Diagnostic — analyse*

Utilisation des données du SGAP, du moniteur de sécurité, des études du VSPP, des données des SPJ-SAJ, des inspections scolaires, IBSR, statistiques des sociétés de transports en commun.

À faire:

Etude du phénomène des bandes, étude du profil des auteurs et des liens domiciles — lieux des faits.

Pour la traite des êtres humains: études conjointes polices locales et inspections emploi/logement.

Pour le hooliganisme: utilisation des rapports d'arbitrage, des chiffres des clubs.

Drogues: étude d'épidémiologie en matière d'usage de drogues, utilisation des critères du groupe «Pompidou», suivi des drogues de synthèse.

Circulation: utiliser les données des assurances, développer partenariat avec celles-ci.

Études de quartier.

8. moedwillige of opzettelijke beschadigingen, vandalisme, vernieling van openbaar goed, criminelle brandstichting;

9. aanslagen op het milieu, sluijkstorten, vervuilingen;

10. diefstallen (inbraken, diefstallen in gebouwen, op werven, in uitstalramen, zakkenrollerij, diefstal van voertuigen, ...) en het helen, het stelen van en de handel in voertuigen;

11. groepsrebellie en de verschijnselen van groepen van gewelddadige jongeren;

12. opzettelijke slagen en verwondingen (gevechten en familiale geschillen,);

Voor ieder van deze prioriteiten stellen wij een minimaal syntheseplan voor. Met andere verschijnselementen zal rekening moeten worden gehouden in de lokale veiligheidsplannen (alarminstallaties, illegaal verblijf, dieren, oplichtingen, zedenfeiten,...)

### **3. De actiemiddelen**

Hieronder worden slechts specifieke programma's opgesomd. Zij hebben onder meer betrekking op de strafuitvoeringsrechtbanken, de versnelde procedure. Zie hoger voor de algemene programma's.

#### *3.1. Diagnose — analyse*

Aanwending van de gegevens van de APSD, van de veiligheidsmonitoring, van de studies van het VSPP, van de gegevens van de dienst jeugdbescherming, van de jeugdbijstand, van de schoolinspecties, van het Belgisch Instituut voor Verkeersveiligheid, van de statistieken van de openbare vervoermaatschappijen.

Acties:

Studie van het bendeverschijnsel, studie van het profiel van de daders en van de band «woonplaats - plaats van de feiten».

Voor de mensenhandel: gezamenlijke studies plaatselijke politiediensten en inspecties werkgelegenheid/huisvesting.

Voor het hooliganisme: inzage van de scheidsrechtersverslagen, van de cijfers van de clubs,....

Drugs: epidemiologische studie inzake drugsgebruik, aanwending van de criteria van de Pompidou-groep, opvolging van de synthetische drugs.

Verkeer: de gegevens van de verzekeringsmaatschappijen analyseren, partnerschapsovereenkomsten met de verzekeringsmaatschappijen.

Buurtstudies.

### 3.2. Prévention

Exemples de programmes à appliquer en fonction des phénomènes observés :

Citycoaching, programme de rachat des armes, partenariat avec les sociétés de transport en commun, visites et informations préventives dans les lieux et chez les personnes à risque, prévention situationnelle (éclairage, caméras.), gardiens de parkings.

Médiations de quartier, conciliateurs, travail de rue.

Marquage des objets et création d'un registre performant des objets volés.

Concertations sur la mendicité.

Médiation scolaire, expériences intergénérationnelles, protection des abords des écoles.

Formation « sociétale » (avec les aspects multiculturels) au sein des écoles, partenariat avec le secteur associatif, prévention interactive de l'usage de toutes les drogues (y compris alcool et tabac).

Formations au respect de l'environnement (interactives) pour les enfants.

Fancoaching, stewards, partenariat avec les clubs, l'horeca et les joueurs.

Surveillance des points névralgiques, favoriser les infrastructures qui diminuent la vitesse dans les villes, protection des usagers faibles.

Prévention urbanistique pour les nouvelles infrastructures, lieux d'expression et de créativité, développement social de quartier en partenariat avec les habitants, community policing, chartes de quartier.

Protection des bâtiments publics et programmes de nettoyage systématique des tags.

Contrôle des entreprises de gardiennage et de surveillance.

Formations aux nouveaux métiers de la sécurité urbaine: conciliateurs, médiateurs, analystes criminels, éducateurs, animateurs, APS, agents d'ambiance, PTP, techniciens de prévention, parkings watchers.

### 3.3. Répression

Exemples de programmes à appliquer en fonction des phénomènes observés :

Antennes de justice, développement des mesures judiciaires alternatives, formation et conscientisation

### 3.2. Preventie

Voorbeelden van programma's die moeten worden toegepast in functie van de waargenomen verschijnselen.

Citycoaching, programma voor de terugkoop van wapens, partnerschap met de openbaar vervoermaatschappijen, preventief bezoek aan de risicotoplatsten en risicopersonen en aangepaste informatie, situatiegebonden preventie (verlichting, camera's ...), parkingbewakers.

Buurtbemiddeling, bemiddelaars, straatwerkers.

Merken van voorwerpen en opstelling en constante bijwerking van een lijst van gestolen voorwerpen.

Overleg in verband met het bedelen.

Schoolbemiddeling, experimenten inzake betrekkingen tussen verschillende generaties, bescherming van de onmiddellijke schoolomgeving.

Maatschappelijke vorming (met inachtneming van de multiculturele aspecten) in de scholen, partnerschap met het verenigingsleven, interactieve preventie van alle vormen van druggebruik (met inbegrip van alcohol en tabak).

Kinderen milieubewust maken (interactief).

Fancoaching, stewards, partnerschap met clubs, de horecasector en de spelers.

Bewaking van de knooppunten, meer infrastructuur voor snelheidsbeperking in de steden, bescherming van de zwakke weggebruikers ...

Stedenbouwkundige preventie voor nieuwe infrastructuur, buurtbemiddeling, ontmoetingsplaatsen en creativiteitsruimten, sociale ontwikkeling van de buurt in partnerschap met de bewoners, community policing, buurthandvesten.

Bescherming van de openbare gebouwen en programma's voor de systematische reiniging van tags.

Toezicht op de bewakings- en beveiligingsondernemingen.

Vorming voor de nieuwe veiligheidsberoepen: bemiddelaars, criminaliteitsanalisten, opvoeders, animators, veiligheids- en preventiewerkers, aanwervingen in het kader van de doorstromingsprogramma's, preventieagenten, parkingbewakers...

### 3.3. Repressie

Voorbeelden van programma's die moeten worden toegepast in functie van de waargenomen verschijnselen:

Justitieantennes, ontwikkeling van alternatieve gerechtelijke maatregelen, desbetreffende vorming en

des acteurs de la justice en cette matière, adaptation et simplification des procédures d'enregistrement des procès-verbaux par les services de police.

Places-formes de coordination entre services de police et inspections travail.

Responsabilisation des parents (lorsque la situation le permet), sanctions administratives pour les établissements mettant les mineurs en danger, centres de rééducation pour mineurs récidivistes avec de véritables projets de réinsertion et suivi individualisé.

Interdiction de stade, responsabilisation des clubs de foot (sanctions administratives).

Vidéo-surveillance mobile, brigades chargées de l'environnement au sein de la police.

Maintien et rétablissement de l'ordre public : adaptation des techniques d'interventions (formations), intégration dans les plans d'urgence et d'intervention, formation des autorités aux techniques de négociations en situation de crise.

Protection des victimes et des témoins, techniques policières spéciales, loi sur le blanchiment, sanctions administratives.

#### *3.4. Suivi des auteurs*

Exemples de programmes à appliquer en fonction des phénomènes observés :

Programme de réinsertion des condamnés et de préparation à la sortie de prison (la plupart des libérés se domicilient d'abord dans les grandes villes).

Abandon définitif du placement de mineurs en prison, mise en place de véritables programmes de socialisation et de formation pour les mineurs récidivistes et lieux d'enfermement adapté.

#### *3.5. Suivi des victimes*

Exemples de programmes à appliquer en fonction des phénomènes observés :

Formation des policiers.

Soutien psychologique et social aux victimes particulières (mœurs, victimes d'une exploitation, programme pour les victimes en milieu scolaire).

Aides aux victimes du hooliganisme prise en charge par les clubs.

bewustmaking van gerechtelijke medewerkers, aanpassing en vereenvoudiging van de procedures voor de registratie van processen-verbaal door de politiediensten.

Coördinatieplatforms tussen de politiediensten en de arbeidsinspecties.

Reponsabilisering van de ouders (indien mogelijk), administratieve sancties voor de inrichtingen die minderjarigen in gevaar brengen, heropvoedingscentra met degelijke herinschakelingsprojecten en individuele opvolging voor minderjarige recidivisten.

Verbod voor stadionbezoek, responsabilisering van de voetbalclubs (administratieve sancties).

Mobiele videobewaking, milieubrigades bij de politie.

Openbare ordehandhaving : aanpassing van de interventietechnieken (vormingen), integratie in de urgentie- en interventieplannen, vorming van de overheden op het vlak van onderhandelingstechnieken bij crisistoestanden.

Bescherming van de slachtoffers en de getuigen, speciale politietechnieken, wet op het witwassen, administratieve sancties.

#### *3.4. Opvolging van de daders*

Voorbeelden van programma's die moeten worden toegepast in functie van de waargenomen verschijnselfen :

Programma voor de herinschakeling van veroordeelden en de betrokkenen voorbereiden op hun ontslag uit de gevangenis (het merendeel van de vrijgelaatnen gaan eerst in een grote stad wonen).

Definitief vermijden van de plaatsing van minderjarigen in de gevangenissen, opstellen van degelijke programma's voor de socialisering en vorming van minderjarige recidivisten en aangepaste instellingen voor opsluiting.

#### *3.5. Opvolging van de slachtoffers*

Voorbeelden van programma's die moeten worden toegepast in functie van de waargenomen verschijnselfen :

Vorming van de politieagenten.

Psychologische en sociale steun aan slachtoffers van bijzondere delicten (zedenfeiten, uitbuiting, programma voor slachtoffers in de schoolomgeving....).

De clubs moeten instaan voor de bijstand aan de slachtoffers van hooliganisme.

### *3.6. Moyens d'action généraux*

Contrats de sécurité et de société, contrats de prévention, antennes de justice, antennes de police, mesures judiciaires alternative, bureaux d'aide aux victimes, tribunaux d'application des peines, politique de la ville, maisons d'accueil socio-sanitaires pour usagers de drogues, plans drogues.

Partenariat avec l'associatif: asbl de gestion des centres villes, secteur de l'aide à la jeunesse, maisons de quartiers, maisons de jeunes, comités de quartiers.

Partenariat avec le secteur privé: assurances, chambres de commerces et d'industries, commerçants, pharmaciens, secteur médical.

### *4. Les structures de concertation*

Outre les dispositifs prévus dans le cadre de la réforme des polices et les conseils consultatifs de prévention intégrée prévus dans le cadre des contrats de sécurité et de société, des groupes de travail doivent être constitués pour chacun des phénomènes prioritaires.

Ceux-ci doivent aborder tous les maillons de la chaîne de sécurité pour effectuer un travail cohérent. Ce type de coalition ne peut fonctionner cependant que si chacun considère l'autre comme un partenaire à égalité et que si chacun, dans sa fonction, s'applique à respecter les décisions prises. Toutefois, il faut absolument que chacun des milieux professionnels se concentre sur sa mission première: pas de policier qui devienne assistant social, pas d'éducateur de rue qui devienne policier, pas d'enseignant qui se transforme en magistrat. Chacun doit être professionnel et, pour l'être, doit connaître la mission de l'autre et la respecter. Le but n'est pas de «policiser» le travail social mais bien de trouver des solutions à un problème social (la sécurité urbaine) en mettant des savoir-faire en commun.

En outre, la participation des citoyens est un enjeux prioritaire de toute politique préventive. Il faut dépasser les visions du « citoyen-administré », comme celle du « citoyen-client ». Aujourd'hui, le citoyen manifeste sa volonté d'être associé aux réformes qui le concernent de près. D'où la nécessité de renforcer sa participation par le biais de différentes associations, comités de quartier, débats auxquels le citoyen n'est non seulement invité, mais auxquels il peut également participer. Il faut également lui mettre des moyens à disposition, afin qu'il puisse réagir au niveau local ou au niveau de son quartier. Ainsi sa propre sécurité et celle de ses concitoyens sera renforcée en respectant la législation actuelle et en sachant que la justice relève des compétences de l'État.

### *3.6. Algemene acties*

Veiligheids- en samenlevingscontracten, preventiecontracten, justitieantennes, politie-antennes, alternatieve gerechtelijke maatregelen, bureaus voor slachtofferhulp, strafuitvoeringsrechtbanken, stedelijk beleid, dienst jeugdbijstand en jeugdbescherming, opvangtehuizen voor druggebruikers, drugplan ...

Partnerschap met het verenigingsleven: vzw voor het beheer van de stadscentra, sector jeugdbijstand, buurthuizen, jeugdhuizen, wijkcomités.

Partnerschap met de privé-sector: verzekeringen, kamers voor handel en nijverheid, handelaars, apothekers, medische sector.

### *4. De overlegstructuren*

Naast de bepalingen voorzien in het kader van de politiehervorming en de geïntegreerde preventieraden in het kader van de veiligheids- en samenlevingscontracten, moeten er werkgroepen worden samengesteld voor elk van de prioritaire verschijnselen.

Deze werkgroepen moeten elke schakel van de veiligheidsketen aanpakken om een coherent werk te doen. Dit type van coalitie kan echter enkel maar slagen wanneer elkeen de ander beschouwt als een evenwaardige partner, en als iedereen, in zijn eigen functie, de genomen beslissingen respecteert. Toch moet iedere groep zich concentreren op zijn eerste taak: geen politieagent die sociaal assistent wordt, geen straathoekwerker die politieagent wordt, geen leerkracht die de rol van magistraat op zich neemt. Ieder moet op zijn terrein bezig zijn en moet daarvoor de taken kennen waarmee de anderen beroepsmatig bezig zijn en daar respect voor opbrengen. Het doel is dus niet om van het sociale werk politiewerk te maken maar om oplossingen te vinden voor een sociaal probleem (de veiligheid in de grootsteden) door onze knowhow samen te leggen.

Daarenboven is de medewerking van de burgers een prioritaire inzet van elk preventief beleid. Men moet de visie van de bestuurde burger loslaten en deze inruilen voor de burger als klant. Vandaag de dag dringen de burgers erop aan betrokken te worden bij de veranderingen die hen nauw aanbelangen. Vandaar dat het nodig is zijn deelname te versterken via verschillende verenigingen, buurtcomités, debatten waarbij de burgers niet alleen uitgenodigd worden maar waaraan ze ook zelf kunnen deelnemen. Verder moeten er hem ook middelen ter beschikking worden gesteld die het hem mogelijk maken om op lokaal of buurtniveau te reageren en zo zijn veiligheid en die van zijn medemensen te verhogen met respect voor de bestaande wetgeving en het besef dat justitie een overheidstaak blijft.

### *5. Les modifications réglementaires et légales*

La plupart des modifications légales (TAP, adaptation MJA, procédure accélérée.) sont non spécifiques aux villes.

Certains autres problèmes nécessitent une approche interministérielle comme celui de la prostitution.

De même, la loi sur les mesures administratives que peuvent prendre les conseils communaux doit absolument faire l'objet de circulaires précisant sa mise en oeuvre et donnant des exemples. Afin de soulager les services de police, il devrait être possible de conférer aux membres du personnel administratif la compétence de constater les phénomènes (souvent des incivilités) relevant des réglementations communales et pouvant faire l'objet de poursuites administrative.

Dans la même idée, une simplification des procédures d'enregistrement des PV est à mettre en oeuvre afin de faire gagner du temps aux policiers en intervention.

Enfin, au niveau interministériel, il y a nécessité de simplifier et de rendre cohérents les programmes gouvernementaux (contrats de sécurité et de société, PTP, APS, Renouveau urbain, plan drogues, SIF, plans sociaux intégrés, PISQ).

### *6. Revendications prioritaires des grandes villes*

Les grandes villes ont unanimement tenu à rappeler que l'ensemble des mesures prises à l'occasion du plan fédéral de sécurité ne trouveront une forme d'efficacité que si l'on résout le problème de l'engorgement des parquets et de la saturation des tribunaux. Il est aussi indispensable d'induire une culture multidisciplinaire au sein de la magistrature et des parquets.

De même, l'ensemble des grandes villes souhaitent que l'on amplifie et que l'on maintienne le volet socio-préventif des contrats de sécurité et de société. Une évaluation doit être faite, mais le principe d'un volet socio-préventif important doit être conservé. D'une manière générale, en raison des spécificités locales, les contrats de sécurité et de société doivent être pensés en lien avec les autorités locales et non avec les futures zones de police.

La caractéristique multiculturelle des grandes villes doit aussi être prise en compte, dans les programmes préventifs comme dans la réforme des polices (favoriser le recrutement multiculturel).

### *5. Reglementaire en wettelijke wijzigingen*

De meeste wijzigingen (strafuitvoeringsrechtbanken, aanpassing alternatieve gerechtelijke maatregelen, versnelde procedure) zijn niet specifiek van toepassing op de steden.

Andere problemen vragen om een interministeriële aanpak zoals met name de prostitutie.

Zo moeten ook de administratieve maatregelen die de gemeenteraden kunnen nemen absoluut in omszendbrieven gegoten worden die precies vertellen hoe de wetteksten concreet kunnen worden toegepast. Dat kan door het geven van voorbeelden. Om de werklast van de politiediensten te verlichten, zou het mogelijk moeten zijn dat de administratieve personeelsleden de bevoegdheid krijgen om feiten, meestal overlast, vast te stellen die van gemeentelijke orde zijn en die het voorwerp kunnen uitmaken van administratieve vervolgingen.

In dezelfde geest zou een vereenvoudiging van de opstelling van de processen-verbaal moeten kunnen worden doorgevoerd zodat het werk van de politieagenten wordt vereenvoudigd en zij meer in het straatbeeld aanwezig zouden kunnen zijn.

Tenslotte, op het interministeriële niveau, is het nodig om de regeringsprogramma's te vereenvoudigen en op elkaar af te stemmen (veiligheids- en samenlevingscontracten, aanwervingen in het kader van doorstromingsprogramma's, veiligheids- en preventiewerkers, stadsvernieuwing, drugplannen, ...).

### *6. Prioritaire eisen van de grootsteden*

De grootsteden willen gezamenlijk onderstrepen dat het geheel aan genomen maatregelen in het kader van het federaal veiligheidsplan geen enkel effect zullen sorteren wanneer er niets wordt gedaan aan de oververzadiging van de parketten en de verzadiging van de rechtbanken. Het is eveneens noodzakelijk om een multidisciplinaire cultuur tot leven te laten komen in de magistratuur en de parketten.

Zo willen de grootsteden ook dat men het socio-preventieve deel van de veiligheids- en samenlevingscontracten behoudt. Er dringt zich weliswaar een evaluatie op maar het socio-preventieve karakter moet bewaard blijven. Omwille van de plaatselijke eigenheden, moeten de veiligheids- en samenlevingscontracten samen met de plaatselijke besturen geconcieerd worden en dus niet met de toekomstige politiezones.

Het multiculturele aspect van de grootsteden moet eveneens in acht worden genomen, zowel in de preventieprogramma's als in de politiehervorming, waarbij de multiculturele aanwerving moet worden bevorderd.

De manière générale, pour les grandes villes, le recrutement policier doit être favorisé vu les difficultés à remplir les cadres. Il faut anticiper les problèmes liés à la mobilité prévue dans le cadre de la réforme des polices. À cet égard, une réflexion sur un élargissement des compétences des auxiliaires de police devrait être envisagée.

Enfin, les grandes villes tiennent à ce qu'on évite toute politique de saupoudrage dans la mise en oeuvre de moyens nouveaux.

## **7. Conclusion: 9 actions prioritaires**

1. Socio-économique: définition d'une stratégie socio-économique intégrée dans les quartiers sur 3 piliers, Équipements, Écoles, Emplois.

2. Urbanisme: mise en œuvre systématique de la prévention urbanistique par la qualité des lieux et espaces publics, du mobilier, de l'éclairage, des équipements et l'affectation des bâtiments.

3. Justice: fonctionnement rapide et efficace, remplir les cadres.

4. Police: favoriser le recrutement policier dans les villes et revaloriser certaines tâches policières (agents de quartier-îlots).

5. Incivilités: développer les sanctions administratives, assemerter des agents administratifs, former aux nouveaux métiers de la sécurité (APS, PTP, médiateurs, stewards).

6. Accessibilité: décentraliser et créer des services publics de médiation et de conciliation, les articuler avec le système judiciaire en vue de déjudiciariser le traitement des petits conflits.

7. Mineurs récidivistes: enfermement dans des structures adaptées avec un accompagnement sérieux en termes de formation et de projets de vie.

8. Participation: citoyenneté active, association des habitants aux décisions qui les concernent en matière de sécurité dans un but de cohésion sociale.

9. Réforme des polices: intégrer la problématique urbaine, rendre cohérents les instruments de planification.

L'élaboration de ces neufs actions prioritaires font l'objet d'un plan d'action séparé du ministre de l'Économie, de la Recherche scientifique, chargé de la politique des grandes villes.

Algemeen, wat de grootsteden betreft, moet de aanwerving van politiemensen versneld en zelfs vereenvoudigd worden, gezien de moeilijkheid om de personeelsformatie in te vullen. Er moet worden vooruitgegaan op de problemen die verband houden met de mobiliteit die gepland is in het kader van de politiehervorming. Hiertoe zou een uitbreiding van de bevoegdheden van de hulpagenten moeten kunnen worden overwogen.

Tenslotte willen de grootsteden eveneens dat er bij het toepassen van de nieuwe middelen geen versnippering plaatsvindt.

## **7. Besluit: 9 prioritaire acties**

1. Sociaal-economisch: definitie van een geïntegreerde sociaal-economische strategie in de wijken en dit volgens drie krachtlijnen Sociale structuren, Scholen, Tewerkstelling.

2. Stedenbouw: systematische stedenbouwkundige preventie door de kwaliteit van het straatbeeld, van de openbare ruimten, van het straatmeubilair, van de verlichting, van de uitrusting en van de bestemming van de gebouwen.

3. Justitie: snelle en efficiënte werking, invullen van de kaders.

4. Politie: de aanwerving van politiepersoneel bevorderen in de steden en sommige politietaken herwaarderen (wijkagenten).

5. Overlast: administratieve sancties uitwerken, administratief personeel beëdiggen, vorming voor de nieuwe veiligheidsberoepen (veiligheids- en preventiewerker, aanwervingen via doorstromingsprogramma, bemiddelaars, stewards, ...).

6. Toegankelijkheid: openbare en gedecentraliseerde diensten voor bemiddeling en verzoening creëren teneinde te vermijden dat kleine conflicten door de rechtbanken moeten worden behandeld.

7. Minderjarige recidivisten: opsluiting in aangepaste structuren en een degelijke begeleiding inzake vorming en het opbouwen van levensprojecten.

8. Participatie: actieve burgerlijke ingesteldheid, de inwoners betrekken bij de beslissingen die hen aangaan op het vlak van de veiligheid en dit met het oog op sociale cohesie.

9. Hervorming van de politiediensten: rekening houden met de stedelijke problematiek, zorgen voor coherente planningsinstrumenten.

De uitwerking van deze negen prioritaire acties maken het voorwerp uit van een afzonderlijk actieplan van de minister van Economie, Grootstedenbeleid en het Wetenschappelijk Onderzoek.

## 9.2. Les instruments de sécurité

### 1. Introduction

Outre les moyens classiques propres au budget de chaque département, il existe deux types d'instruments particuliers destinés à soutenir la gestion intégrale de la sécurité. Il s'agit:

- des contrats de sécurité et de société du ministre de l'Intérieur;
- des projets de sécurité du ministre de la Justice .

Ces instruments sont maintenus dans la gestion intégrale de la sécurité, mais une méthode de travail différente et une réorientation s'imposent.

### 2. Les contrats de sécurité et de société du ministre de l'Intérieur

Outre le maintien de l'ordre et la politique de sécurité, le ministre de l'Intérieur compte également dans ses attributions la politique fédérale en matière de prévention. Il est dès lors indispensable de définir le concept de prévention afin de l'introduire correctement dans une politique de sécurité intégrée d'une part, et en vue de délimiter les compétences relevant du ministère de l'Intérieur et des entités fédérales, d'autre part.

Il convient avant tout de distinguer deux aspects fondamentaux de ce que l'on entend généralement par prévention:

#### 1<sup>o</sup> la prévention policière

Elle recouvre les mesures spécifiques destinées aux services de police qui doivent réagir à une forme de criminalité bien définie. Il s'agit d'actions à court terme qui constituent un avertissement contre la délinquance potentielle et qui sont destinées à prévenir les victimes potentielles en leur recommandant certaines mesures. Ce type de prévention relève de la compétence exclusive des services d'ordre. Ce point ne sera pas développé.

#### 2<sup>o</sup> la prévention « sociale »

Ce type de prévention vise les causes de la criminalité. Il suppose de la part des autorités concernées une étude prospective ainsi qu'une recherche scientifique pluridisciplinaire, en vue d'une analyse de la criminalité en relation avec l'environnement dans lequel elle surgit. Il convient plus précisément de faire face à l'apparition, soit d'une nouvelle forme de criminalité, soit d'une criminalité qui évolue de manière telle qu'elle peut engendrer un véritable phénomène de criminalité.

Ce concept de prévention social est scindé en:

## 9.2. De veiligheidsinstrumenten

### 1. Inleiding

Naast de klassieke middelen eigen aan de begroting van elk departement zijn er twee type bijzondere instrumenten om de integrale veiligheidszorg te ondersteunen. Deze zijn:

- de veiligheids- en samenlevingscontracten van de minister van Binnenlandse Zaken
- de veiligheidsprojecten van de minister van Justitie

Deze instrumenten blijven in de integrale veiligheidszorg behouden doch een andere werkwijze en heroriëntatie dringen zich op.

### 2. De veiligheids- en samenlevingscontracten van de minister van Binnenlandse Zaken

Naast de ordehandhaving en het veiligheidsbeleid is de minister van Binnenlandse Zaken eveneens belast met het federaal beleid inzake preventie. Het is dan ook onontbeerlijk het concept preventie te omschrijven teneinde het enerzijds correct in te kaderen binnen een geïntegreerd veiligheidsbeleid en anderzijds met het oog op de afbakening van de bevoegdheden die vallen onder het ministerie van Binnenlandse zaken en de federale entiteiten.

Voorerst dienen twee fundamentele aspecten te worden onderscheiden van wat men doorgaans onder preventie verstaat:

#### 1<sup>o</sup> de politiële preventie

Ze impliceert de specifieke maatregelen voor de politiediensten die op een welbepaalde vorm van criminaliteit moeten reageren. Het betreft kortlopende acties die een waarschuwing inhouden tegen de potentiële delinquentie en die de potentiële slachtoffers moeten waarschuwen door hen bepaalde maatregelen aan te raden. Dit soort preventie is een exclusieve bevoegdheid van de ordediensten. Hierover zullen we het niet hebben.

#### 2<sup>o</sup> de « sociale » preventie.

Deze preventie beoogt de oorzaken van de criminaliteit. Ze veronderstelt vanwege de overheid in kwetsbare een prospectieve studie en een multidisciplinair wetenschappelijk onderzoek met het oog op een analyse van de criminaliteit in verhouding tot het algemeen kader waarbinnen ze opduikt. Er moet meer bepaald worden omgegaan met het optreden van hetzij een nieuwe vorm van criminaliteit, hetzij een criminaliteit die zodanig evolueert dat ze een waar misdaadfenomeen kan teweegbrengen.

Dit begrip sociale preventie is opgesplitst in:

— prévention primaire: l'influence générale exercée sur les facteurs socio-économiques ou psychologiques liés à l'apparition de la délinquance. Cette prévention vise une plus grande intégration du citoyen et son émancipation dans notre société;

— prévention secondaire: les diverses formes d'assistance développées afin d'enrayer certaines formes d'agissements criminogènes (par exemple, la médiation par les parents afin de lutter contre le problème de l'absentéisme scolaire);

— prévention tertiaire: la mise en œuvre de moyens spécifiques permettant de mettre fin à ou d'endiguer une situation délictueuse bien définie.

Le ministère de l'Intérieur, dans le cadre de la politique de sécurité et de prévention intégrée dont il a la charge, travaillera en concertation avec les communautés et régions.

Les thèmes abordés sont les suivants:

1. la préparation et la coordination des contrats de sécurité et de société ainsi que des contrats de prévention (*cf. infra*);

2. l'information des citoyens à propos de la problématique de sécurité locale et des moyens pour y remédier;

3. la prévention secondaire et tertiaire des phénomène de délinquance les plus importants (vols, atteintes à des personnes physiques, vandalisme, délinquance juvénile, «formation de bandes», ...) et le suivi des victimes;

4. la sécurisation des groupes cibles (personnes âgées, enfants et adolescents, commerçants, ...) ainsi que des lieux publics et semi-publics;

5. les missions confiées aux citoyens dans les commissariats de police;

6. la sécurisation des transports publics;

7. la prévention secondaire et tertiaire des toxicomanes;

8. le hooliganisme;

9. la technoprévention.

Les autres formes de prévention doivent être assurées par d'autres départements ou d'autres niveaux décisionnels (prévention par le biais du sport et de la culture, de la médiation sociale, prévention primaire de la toxicomanie, ...). Afin d'éviter la dispersion des actions de prévention, les tâches des différentes autorités en matière de prévention doivent être réparties. Les thèmes et les missions dévolus à chacun doivent

---

En remplacement de la page 121 du document distribué précédemment.

— primaire preventie: de algemene werking op de socio-economische of psychologische factoren aanstaande het opduiken van de delinquentie. Deze preventie beoogt een grotere integratie van de burger en zijn emancipatie in onze maatschappij;

— secundaire preventie: de diverse vormen van hulpverlening die worden ontwikkeld teneinde bepaalde vormen van criminaliserend optreden af te remmen (bijvoorbeeld de bemiddeling van de ouders om de spijbelproblematiek te bestrijden);

— tertiaire preventie: specifieke middelen opstellen waardoor een welbepaalde misdadige situatie kan worden beëindigd.

Het ministerie van Binnenlandse Zaken zal, in het kader van zijn geïntegreerd veiligheids- en preventiebeleid waarmee het belast is, samenwerken in overleg met de gemeenschappen en de gewesten.

De aangesneden thema's zijn de volgende:

1. de voorbereiding en coördinatie van de veiligheids- en samenlevingscontracten en van de preventiecontracten (*cf. infra*);

2. het informeren van de burgers over de lokale veiligheidsproblematiek en de middelen om deze op te lossen;

3. de secundaire en tertiaire preventie van de belangrijkste delinquentiefenomenen (diefstallen, aanrandingen op fysieke personen, vandalisme, jeugddelinquentie «bendevorming», ...) en het opvolgen van de slachtoffers;

4. het veiligstellen van de doelgroepen (oudere personen, kinderen en adolescenten, handelaars, ...) evenals de openbare of semi-openbare plaatsen;

5. de opdrachten toevertrouwd aan de burgers binnen de politiecommissariaten;

6. het veiligstellen van het openbaar vervoer;

7. de secundaire en tertiaire preventie van drugverslaafden;

8. het hooliganisme;

9. technoprevention.

Voor de andere vormen van preventie dient te worden ingestaan door andere departementen of beslissingsniveaus (preventie via sport en cultuur, sociale bemiddeling, primaire preventie van de drugverslaving, ...). Om te vermijden dat preventieacties versnipperd worden, moeten de taken van de verschillende overheden inzake preventie verdeeld worden. De thema's en opdrachten van eenieder moeten dui-

---

Ter vervanging van bladzijde 121 van het vroeger rondgedeelde stuk.

être clairement définis si l'on veut éviter le chevauchement d'initiatives ou le double emploi.

Le contrôle des instruments de prévention relève de la compétence des autorités politiques qui introduiront un certain nombre de garanties démocratiques destinées à préserver la liberté et la responsabilité de l'individu ainsi qu'à assurer l'encadrement des diverses tâches de prévention policières.

Les acteurs de la prévention devront agir dans un cadre déontologique strict et contrôlé, où une distinction claire sera établie entre les missions policières et les missions de prévention non policières.

Les futurs contrats de sécurité et de société, qui s'appelleront à l'avenir «contrats de sécurité et de prévention», tout comme les contrats de villes, feront l'objet de concertation entre les ministres compétents. Les compétences du ministre de l'Intérieur restent inchangées.

### *3. Les projets de sécurité du ministre de la Justice*

Il conviendra à l'avenir d'élaborer un système de mesure et de suivi effectif et utilisable ainsi qu'un modèle d'analyse coût-efficacité afin de pouvoir, préalablement à l'approbation par le ministre de la Justice des projets introduits, se forger une idée des objectifs et des résultats concrets visés par les villes et communes et, au travers elles, par les ASBL.

Les commissions d'évaluation et de suivi actuelles devront appliquer ce système de mesure et de suivi et organiser tous les trois mois, au lieu d'une fois par an au minimum, une réunion d'évaluation avec l'ensemble des acteurs concernés.

La non-réalisation des objectifs entraînera l'arrêt immédiat du projet.

La magistrature et le barreau seront mieux informés du contenu et des objectifs de ces projets.

Il est également impératif que l'ensemble des projets lancés dans le cadre de la législation actuelle en matière de subventions s'inscrivent parmi les neuf priorités retenues par le gouvernement fédéral.

Dans le domaine de compétence du ministre de la Justice, les projets en matière de mesures alternatives doivent également être appliqués à la problématique de la drogue, de la circulation ainsi qu'à celle des mineurs.

Une réorientation vers des projets en faveur des victimes et d'une «justice de proximité» s'impose

delijk worden afgelijnd indien men wil vermijden dat initiatieven mekaar overlappen of dat dubbel werk verricht wordt.

De controle van het preventieapparaat valt onder de bevoegdheid van de politieke overheid die een bepaald aantal democratische garanties zal inbouwen teneinde de vrijheid en de verantwoordelijkheid van het individu te vrijwaren en in te staan voor de omkadering van de verschillende politiële preventietaken.

De preventieactoren zullen binnen een strikt en gecontroleerd deontologisch kader moeten handelen waarbij een duidelijk onderscheid zal gemaakt worden tussen politietaken en niet-politiële preventietaken.

De toekomstige veiligheids- en samenlevingscontracten die in de toekomst «veiligheids- en preventiecontracten» zullen heten, net als de stadscontracten, maken het voorwerp uit van een overleg tussen de bevoegde ministers. De bevoegdheden van de minister van Binnenlandse Zaken blijven ongewijzigd.

### *3. De veiligheidsprojecten van de minister van Justitie*

Er dient in de toekomst een daadwerkelijk en bruikbaar meet- en opvolgingssysteem en een model voor de kosten-baten analyse worden opgesteld om voorafgaandelijk aan de goedkeuring van de ingediende projecten door de minister van Justitie zicht te hebben op de concrete doelstellingen en resultaten die de steden en de gemeenten en via hen de vzw's beogen.

De bestaande evaluatie- en opvolgingscommissies zullen dit meet- en opvolgingssysteem moeten toepassen en per drie maanden, in plaats van minimum éénmaal per jaar, met alle betrokken actoren een evaluatievergadering hebben.

Het niet bereiken van de doelstellingen zal de onmiddellijke stopzetting van het project tot gevolg hebben.

De magistratuur en de advocatuur zullen op een betere wijze geïnformeerd worden over de inhoud en bedoelingen van deze projecten.

Het is eveneens noodzakelijk dat alle projecten die in het kader van de bestaande subsidiewetgeving worden opgestart verplichtend zullen moeten aanleunen bij de negen door de federale regering weerhouden prioriteiten.

In de bevoegdheid van de minister van Justitie dienen de projecten inzake alternatieve maatregelen ook te worden toegepast in de drugs- en verkeersproblematiek net zo als voor minderjarigen.

Een heroriëntatie naar projecten voor slachtoffers en justitie-in-de-buurt dringt zich evenzeer op. Projec-

également. Tout projet qui ne s'inscrit pas dans le cadre de ces priorités n'est désormais plus accepté.

Une harmonisation claire de la politique sera effectuée avec les communautés et les régions.

Le ministre de la Justice insistera également pour pouvoir disposer en toute autonomie dans son budget des subsides prévus dans le Plan Global.

À peine d'arrêt immédiat du financement du projet, il conviendra de veiller à ce que les subsides alloués ne soient pas utilisés indûment pour l'acquisition d'outils de travail non pertinents.

ten die niet passen in deze prioriteiten worden niet langer aanvaard.

Met de gemeenschappen en de gewesten zal er een duidelijke beleidsafstemming worden opgesteld.

De minister van Justitie zal er evenzeer op aandringen om autonoom en op zijn begroting te kunnen beschikken over de subsidies die voorzien zijn in Globaal Plan.

Op straffe van onmiddellijke stopzetting van de subsidiëring van het project zal er moeten over gewaakt worden dat de toegekende subsidies niet onrechtmatig worden gebruikt voor het verwerven van werkingsmiddelen die niet ter zake doende zijn.

## 10. PLAN DE POLITIQUE PÉNITENTIAIRE

### 1. Problématique

Dans la note de politique générale du ministre de la Justice pour l'an 2000, l'idée de réparation est placée à l'avant-plan. Entre-temps, la réparation est devenue une notion à sens multiples. Quelques éclaircissements sont dès lors nécessaires.

Au cours de ces dernières années, le rôle et la position de la victime dans la procédure judiciaire a fait l'objet, à juste titre, d'une grande attention. Diverses initiatives ont été prises afin de rencontrer les besoins des victimes. Étant donné le sentiment qu'elles éprouvent généralement, à tort ou à raison, d'être reléguées au second plan, la tentation est forte de leur consacrer une grande partie de nos efforts. Or, l'objectif ne peut pas être de laisser évoluer notre droit pénal vers ce que l'on pourrait appeler un droit axé sur la victime. Un tel droit attribuerait une position dominante à la victime et garderait dans l'ombre les intérêts et les attentes légitimes de l'auteur principalement. Nous ne voulons pas remplacer une mauvaise politique par une autre ne valant pas mieux.

Dans notre optique, oeuvrer à la réparation signifie s'efforcer d'atteindre un équilibre, rechercher une réparation et, là où cela s'avère nécessaire, prévenir ou limiter les dommages. La criminalité doit être considérée comme une atteinte aux hommes, aux relations et à la société, plutôt que comme une violation des normes légales. Il faut permettre aux parties concernées, à savoir la victime, l'auteur et la société, de réparer les dommages, de rétablir la relation perturbée qui existe entre eux. Justice pourra être faite en définissant correctement les besoins et les obligations. Cette forme de justice est nécessaire à la réparation.

Nous voulons évoluer d'une justice répressive vers une justice réparatrice complémentaire. Dans sa forme idéale, la justice réparatrice sera fort éloignée de la justice répressive, où l'explication de la faute et le degré de la peine peuvent être vus comme les principales issues. La justice réparatrice souhaite se baser avant tout sur les attentes et les besoins des parties concernées et viser en priorité une réparation des dommages, de la relation perturbée entre l'auteur, la victime et la société.

La justice réparatrice ne fait pas abstraction de la défense sociale. En effet, l'idée de réparation implique la limitation des dommages et donc également la protection de la société. Force est de reconnaître que l'incarcération de certains citoyens, parfois même pour très longtemps, est un mal nécessaire dans l'intérêt de la sécurité publique.

La réparation doit également pouvoir intervenir dans un contexte optimal et dès lors serein. La mise en

## 10. HET DETENTIEPLAN

### 1. Probleemstelling

In de Beleidsnota 2000 van de minister van Justitie wordt de herstelgedachte op de voorgrond geplaatst. Het begrip herstel is ondertussen echter een vlag geworden die vele ladingen blijkt te dekken. Enige verduidelijking is dus wel noodzakelijk.

De laatste jaren is er, zeer terecht, veel aandacht geschenken aan de rol en de positie van het slachtoffer binnen het justitieel gebeuren. Verschillende initiatieven werden genomen om tegemoet te komen aan de noden van de slachtoffers. Gezien de achterstelling die slachtoffers doorgaans ervaren, terecht of ten onrechte, is de verleiding groot om hier in belangrijke mate aandacht aan te besteden. Maar het kan niet de bedoeling zijn om ons strafrecht te laten evolueren naar wat men een slachtoffergericht recht zou kunnen noemen. In een slachtoffergericht recht zal het slachtoffer een dominante positie toebedeeld krijgen en de legitime belangen en verwachtingen van vooral de dader in de schaduw houden. Wij willen niet de ene wanverhouding vervangen door een andere.

Werken aan herstel betekent in onze visie een streven naar evenwicht, een zoeken naar een herstel en waar nodig een preventie of beperking van schade. Criminaliteit moet worden gezien als een inbreuk op mensen, relaties en de samenleving, eerder dan als het overtreden van rechtsnormen. De betrokken partijen, met name het slachtoffer, de dader en de samenleving, moeten in de gelegenheid worden gesteld tot een herstel van schade, een herstel van de verstoorde relaties te komen. Gerechtigheid kan worden verkregen door een correcte vaststelling van behoeften en verplichtingen. Deze vorm van gerechtigheid is nodig om tot herstel te komen.

Wij willen evolueren van een vergeldend strafrecht naar een complementair herstelrecht. In zijn ideale vorm zal het herstelrecht ver verwijderd staan van het vergeldend strafrecht, waarin verklaring van schuld en strafmaat als belangrijkste uitkomst kunnen worden gezien. Het herstelrecht wil vooral uitgaan van de verwachtingen en de behoeften van de betrokken partijen en prioriteren streven naar een herstel van schade, van de verstoorde relatie tussen dader, slachtoffer en samenleving.

Binnen een herstelrecht wordt niet voorbijgegaan aan de bescherming van de maatschappij. Immers, de herstelgedachte impliceert het beperken van schade, en dus ook de beveiliging van de samenleving. Men moet inzien dat de opsluiting van sommige burgers, soms zelfs voor zeer lange tijd, in het belang van de openbare veiligheid een pijnlijke noodzaak is.

Herstel moet ook kunnen plaatsvinden binnen een optimaal en dus sereen klimaat. Belangrijk aan-

place d'un tel climat doit absolument passer par la dissipation du malaise social, lequel constitue un obstacle à la réparation.

Par ailleurs, l'idée de réparation implique une limitation des dommages au niveau de la détention. Le préjudice inévitablement provoqué par la privation de liberté doit être limité à un strict minimum. Il n'est pas du tout dans l'intérêt de la société que le détenu et son environnement social soient blessés et souffrent inutilement. Ce principe de limitation des dommages a déjà revêtu une forme concrète dans le projet élaboré par la « Commission Dupont » (voir project 88).

Enfin, la justice réparatrice implique également une culture du respect. Si l'on veut que les auteurs d'infractions fassent preuve de respect et d'attention à l'égard de leurs victimes et de la société, il convient de les respecter eux aussi en tant qu'hommes et en tant que citoyens. Ce respect doit transparaître dans la manière d'occuper le temps passé en détention.

Si notre objectif prioritaire est de rétablir la relation perturbée entre l'auteur, la victime et la société, nous devons introduire l'idée de réparation dans tous les stades du droit pénal.

#### Projet 88: La loi de principe pénitentiaire

La « Commission Dupont » met actuellement la dernière main à l'avant-projet de loi de principe pénitentiaire. Ce projet règle le statut juridique interne des détenus (leurs droits et obligations au sein de l'établissement, en ce compris le statut juridique formel, par rapport auquel on pense à l'introduction du droit de plainte).

Après une étude approfondie, cet avant-projet sera soumis à l'approbation du Parlement.

Quoi qu'il en soit, le processus d'application de cette loi de principe sera de longue haleine et nécessitera beaucoup d'efforts de la part de l'administration pénitentiaire. Cette loi règle en effet une matière négligée depuis plus de 100 ans. Afin d'instaurer progressivement les nouvelles idées en la matière, un certain nombre d'aspects importants de cet avant-projet devront d'ores et déjà être intégrés dans l'arrêté royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires. Nous visons plus précisément :

- l'introduction des Commissions de Surveillance (ce qui impliquera simultanément la suppression des Commissions administratives) qui seront investies d'une mission d'inspection et de médiation et qui seront également chargées du droit de plainte;

- une réglementation relative aux règlements d'ordre intérieur des établissements pénitentiaires qui devront dorénavant être soumis à l'approbation du ministre;

dachtpunt daarbij is het wegnemen van maatschappelijke onrust als obstakel voor herstel.

Anderzijds impliceert de herstelgedachte ook een schadebeperking op het niveau van de detentie. De schade die evident wordt veroorzaakt door de vrijheidsberoving moet tot een absoluut minimum worden beperkt. De samenleving heeft er geen enkel belang bij dat de gedetineerde en zijn sociaal netwerk onnodig gekwetst en beschadigd worden. Dit schadebeperkingsprincipe heeft reeds duidelijk vorm gekregen in het voorontwerp van de penitentiaire beginselenwet van de « Commissie Dupont » (zie project 88).

Tenslotte impliceert het herstelrecht ook een cultuur van respect. Als men wil dat daders van misdrijven ook aandacht en respect hebben voor hun slachtoffers en de samenleving, dan moeten zij zelf als mens en burger gerespecteerd worden. Dit respect moet ook blijken uit de wijze waarop de detentie wordt ingevuld.

Als we prioritair het herstel nastreven van de verstoerde relatie tussen dader, slachtoffer en samenleving, dan moeten we de herstelgedachte introduceren in alle stadia van het strafrecht.

#### Project 88: De penitentiaire beginselenwet

Momenteel wordt door de « Commissie Dupont » de laatste hand gelegd aan het voorontwerp van penitentiaire beginselenwet. Dit ontwerp regelt de interne rechtspositie van de gedetineerden (zijn rechten en plichten binnen de strafinstelling, met inbegrip van de formele rechtspositie, waarbij wordt gedacht aan de invoering van het beklagrecht).

Dit voorontwerp zal na grondige studie ter goedkeuring worden voorgelegd aan het Parlement.

Het proces van implementatie van deze beginselenwet zal in ieder geval van lange adem zijn en zal veel inspanningen vergen van de penitentiaire administratie. De wet regelt immers een materie die reeds meer dan 100 jaar verwaarloosd werd. Om het nieuwe ideeëngood geleidelijk aan in te voeren, zullen een aantal belangrijke aspecten van dit voorontwerp nu reeds ingeschreven worden in het koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende het algemeen reglement van de strafinrichtingen. Meer bepaald plannen wij :

- de invoering van de Commissies van Toezicht (wat tegelijk de afschaffing zal betekenen van de Bestuurscommissies) die zullen belast worden met een inspectie- en bemiddelingsopdracht en die tevens het beklagrecht voor hun rekening moeten nemen;

- een reglementering met betrekking tot de huis-houdelijke reglementen van de strafinrichtingen, die voortaan aan de minister ter goedkeuring zullen moeten worden voorgelegd;

— de nouvelles règles relatives aux vêtements personnels des détenus;

— une adaptation de la réglementation en matière de visite, où l'on s'efforcera de préserver les relations affectives des détenus (larges possibilités de visite dans des conditions humaines, souci des contacts entre les parents détenus et leurs enfants, visites sans surveillance entre certains détenus et leur partenaire);

— l'adaptation des règles relatives à l'utilisation du téléphone par les détenus.

#### Projet 89: Le tribunal de l'application des peines

Le ministre de la Justice a installé la « commission des Tribunaux de l'application des peines, le statut juridique externe et la fixation de la peine », également appelée commission « Holsters ».

Comme son nom l'indique, cette commission traite trois sujets si étroitement liés les uns aux autres qu'ils nécessitent une approche intégrée.

En ce qui concerne les tribunaux de l'application des peines, la commission élaborera un modèle prévoyant un tribunal comptant un seul (ou dans certains cas, plusieurs) juge(s). L'importance de la contribution d'experts dans le domaine de l'exécution des peines et des sciences légales du comportement est fortement soulignée.

#### Projet 90: Gestion de l'input dans les établissements pénitentiaires

Nul n'ignore que les prisons sont surpeuplées. La surpopulation pénitentiaire donne des résultats contre-productifs. En effet, si les conditions de détention sont indignes, il n'y a pas non plus de place pour le respect et la réparation. En outre, le recours à la peine d'emprisonnement doit être réduit au minimum et peut être motivé par une perspective de réparation, ce qui implique, comme précisé ci-dessus, la protection de la sécurité publique.

Nous sommes également convaincus qu'une extension de la capacité carcérale ne résoudra pas à terme le problème de la surpopulation. Des études ont démontré que cette capacité serait également rapidement occupée et qu'un nouveau besoin apparaîtrait. Et lorsque l'on considère le coût d'une cellule, le choix politique est rapidement fait. Nous souhaitons plutôt nous pencher sur la fixation de la peine et placer la question de la construction de prisons dans un contexte d'amélioration de l'hébergement des détenus.

Les possibilités que nous envisageons afin de limiter l'entrée en prison sont les suivantes.

— nieuwe regels met betrekking tot de persoonlijke kledij van gedetineerden

— een aanpassing van de bezoekregeling, waarbij aandacht zal uitgaan naar de bescherming van de affectieve relaties van gedetineerden (ruime bezoekmogelijkheden in menswaardige omstandigheden, zorg voor de contacten tussen gedetineerde ouders en hun kinderen, ongestoord bezoek tussen bepaalde gedetineerden en hun partner);

— aanpassing van de regels met betrekking tot het gebruik van de telefoon door gedetineerden

#### Project 89: De strafuitvoeringsrechtbank

De minister van Justitie heeft de commissie « Strafuitvoeringsrechtbanken, externe rechtspositie en straftoemeting » geïnstalleerd. De zogenaamde commissie « Holsters ».

Zoals de naam het zegt behandelt deze commissie drie thema's die zo nauw met elkaar verweven zijn dat ze op een geïntegreerde wijze dienen te worden aangepakt.

Wat de strafuitvoeringsrechtbanken betreft, zal de commissie een model uitwerken waarbij voorzien wordt in een rechtbank met één (of in bepaalde gevallen meerdere) rechter(s). Zeer uitdrukkelijk wordt de nadruk gelegd op het belang van de inbreng van deskundigen op het vlak van de strafuitvoering en de forensische gedragstheorieën.

#### Project 90: Beheersing van de input in de strafinrichtingen

Het is bekend dat onze gevangenissen overbevolkt zijn. En penitentiaire overbevolking werkt contraproductief. Als er geen menswaardige detentieomstandigheden zijn, dan is er ook geen ruimte voor respect en herstel. Daarenboven moet het gebruik van de gevangenisstraf tot een minimum worden beperkt, en kunnen worden gemotiveerd vanuit de herstelgedachte, wat, zoals gezegd, de bescherming van de openbare veiligheid impliceert.

Het is ook onze overtuiging dat een uitbreiding van de gevangeniscapaciteit op termijn niets oplaat aan de overbevolking. Studies hebben aangetoond dat ook deze capaciteit snel wordt ingevuld en dat een nieuwe behoefte aan cellen zal ontstaan. En als men de kostprijs van een cel in overweging neemt, is de beleidskeuze snel gemaakt. Wij willen eerder bezinnen over de straftoemeting, en de eventuele gevangenisbouw plaatsen binnen een context van verbetering van de huisvesting van gedetineerden.

We zien volgende mogelijkheden om de gevangenisinstroom te beperken.

### Sous-projet 90.1: La détention préventive

L'espoir que la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive réduirait également effectivement l'incarcération des inculpés ne s'est pas concrétisé.

Differentes possibilités pour parvenir à une utilisation responsable du moyen que constitue la détention provisoire doivent encore être étudiées par rapport à leur faisabilité. On envisagera également l'opportunité d'accorder une place à l'assignation à résidence (électronique ou non) dans l'instruction et on étudiera comment la liberté sous conditions peut être appliquée comme on le souhaite.

### Sous-projet 90.2: La fixation de la peine et son exécution

Dans la pratique de la justice réparatrice, l'emprisonnement doit être considéré comme le dernier recours. Les peines alternatives, comme on les appelle aujourd'hui, doivent constituer des modalités de réaction à part entière face à la délinquance. La peine d'emprisonnement doit devenir l'alternative à laquelle l'on peut recourir si les autres modalités de réaction offrent des garanties insuffisantes. Nous souhaitons dès lors continuer à soutenir les peines alternatives et poursuivre leur développement. L'une des premières actions qui s'impose est de procéder à une évaluation approfondie des projets en cours et de la politique de financement y afférante.

En ce qui concerne plus particulièrement l'amende pénale, le ministre de la Justice préparera un projet de loi afin que lors de la fixation ou de l'exécution des amendes pénales, les revenus de l'intéressé soient pris en compte.

Un moyen d'y parvenir serait d'imposer au juge l'obligation de multiplier le montant de l'amende pénale par un facteur déterminé en tenant compte du dernier chiffre disponible des impôts sur les personnes et impôts complémentaires dus à l'État ainsi que de tous les signes et indices relatifs au patrimoine réel du condamné, ou d'un de ces deux éléments seulement, tout en permettant au juge de tenir compte également de tous les éléments avancés par l'intéressé concernant sa situation sociale.

Une même obligation pourrait être imposée au procureur du Roi, lors de la fixation du montant de la transaction.

En ce qui concerne la peine d'emprisonnement, nous visons un système de quotas de la capacité carcérale, tout comme pour la détention préventive. En utilisant l'instrument que représente la « peine d'emprisonnement », nous devons apprendre à vivre avec la notion de « parcimonie ». Notre société ne peut pas garantir un nombre illimité d'incarcérations sans devenir inhumaine et contre-productive.

### Deelproject 90.1: De voorlopige hechtenis

De hoop dat de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis ook daadwerkelijk de opsluiting van verdachten zou gaan beperken werd niet bewaarheid.

Verschillende mogelijkheden om tot een verantwoord gebruik van het middel van de voorlopige hechtenis te komen zullen op hun haalbaarheid worden onderzocht. Ook zal worden overwogen of het wenselijk is dat het (al dan niet elektronisch) huis-arrest een plaats krijgt binnen het gerechtelijk onderzoek en zal worden bestudeerd hoe de vrijheid onder voorwaarden de gewenste toepassing kan krijgen.

### Deelproject 90.2: De straftoemeting en strafuitvoering

Binnen de herstelrechtelijke praktijk moet het op-leggen van een gevangenisstraf als « ultimum remedium » worden beschouwd. Wat we vandaag de alternatieve straffen noemen, moeten volwaardige reactiemodaliteiten vormen op delinquent gedrag. De gevangenisstraf moet het alternatief worden waar-naar men kan grijpen wanneer andere reactiemodaliteiten onvoldoende garanties bieden. Wij willen dan ook de alternatieve sancties blijven ondersteunen en verder uitbouwen. Een eerste actie die zich opdringt, is een grondige evaluatie van de lopende projecten en de daarbij horende subsidiëringsspolitiek.

Wat meer specifiek de strafrechtelijke geldboete betreft, zal de minister van Justitie een voorontwerp van wet voorbereiden om bij de vaststelling of de uitvoering van strafrechtelijke geldboetes, rekening te houden met het inkomen van de betrokkenen.

Dit zou, ondermeer kunnen gebeuren door de rechter de verplichting op te leggen het bedrag van de strafrechtelijke geldboete te vermenigvuldigen met een factor die wordt bepaald, rekening houdend met het laatste beschikbare cijfer van de aan de staat verschuldigde personenbelastingen en aanvullende belastingen en met alle tekens en indicien betreffende het reële vermogen van de veroordeelde of met één van beide elementen alleen en waarbij de rechter eveneens rekening kan houden met alle door de betrokkenen aangevoerde elementen over zijn sociale toestand.

Eenzelfde verplichting zou kunnen worden opgelegd aan de procureur des Konings, bij de vaststelling van het bedrag van de minnelijke schikking.

Wat de gevangenisstraf betreft, streven wij, net zoals binnen de voorlopige hechtenis, naar een quotering van de opsluitingscapaciteit. In het benutten van het instrument « gevangenisstraf » moeten wij leren leven met het begrip « schaarste ». Onze samenleving kan geen onbeperkt aantal opsluitingen garanderen zonder inhumaan en contraproductief te worden.

Le recul de la peine d'emprisonnement en tant que sanction sera concluant uniquement si l'idée de réparation devient le point de départ du règlement des litiges. Afin de concrétiser cette tendance, un groupe de travail instauré au sein de la « Commission des Tribunaux de l'application des peines, le statut juridique externe et la fixation de la peine » sera chargé de modifier l'article 195 du Code d'instruction criminelle. Cette disposition traite de la motivation du degré de la peine. Elle doit être adaptée de manière à ce que l'optique de la réparation devienne le fil conducteur lors de l'imposition d'une sanction.

En ce qui concerne l'exécution des peines, le gouvernement fédéral souhaite instituer des tribunaux de l'application des peines, lesquels pourront statuer sur toutes les matières relatives au statut juridique interne et externe des détenus. La distinction traditionnellement établie dans notre système pénal entre la fixation de la peine et l'exécution de la peine est ainsi maintenue, de même que la ligne de démarcation introduite par la loi du 5 mars 1998 sur la libération conditionnelle.

Le gouvernement fédéral estime que les décisions concernant les modalités de l'exécution des peines (suspension, interruption temporaire, libération conditionnelle et provisoire) appartiennent à un juge. Cet avis s'appuie notamment sur le système français du « juge de l'application des peines ». Le juge de l'application des peines sera assisté par des experts en psychologie et en psychiatrie ainsi que par des experts dans le domaine de la réinsertion sociale, comme c'est le cas dans les actuelles commissions de libération conditionnelle.

#### Sous-projet 90.3: L'internement

Dans l'optique d'une justice réparatrice, nous estimons que les patients psychiatriques, même s'ils ont commis un délit, doivent en principe être hébergés dans des institutions médicales spécialisées ou non. Notre objectif est de ne garder dans les établissements pénitentiaires que les internés pouvant être classés dans la catégorie des patients à haut risque, à savoir les patients dangereux et difficiles. Les patients présentant un risque moyen doivent être traités dans des unités d'observation qui devraient être développées en psychiatrie. Les patients à faible risque peuvent tout simplement être soignés dans des institutions médicales classiques.

Nous allons étudier le rapport de la « Commission Internement » et convenir avec le secteur concerné et les autorités compétentes des actions qui peuvent être envisagées dans ce sens.

Nous tenons toutefois à préciser clairement que la qualité des soins devant être dispensés par nos institutions aux patients à haut risque ne peut en rien différer de l'encadrement attentif offert en psychiatrie.

Het terugdringen van de gevangenisstraf als sanctie kan alleen slagen wanneer de herstelgedachte het uitgangspunt wordt bij het beslechten van geschillen. Om deze tendens te bewerkstelligen, zal een werkgroep binnen de « Commissie Strafuitvoeringsrechtbanken, externe rechtspositie en straftoemeting » worden belast met de wijziging van artikel 195 van het Wetboek van Strafvordering. Deze bepaling handelt over de motivering van de strafmaat. Zij moet in die zin worden aangepast dat de herstelgedachte de leidraad wordt bij het opleggen van een sanctie.

De federale regering wenst, op het vlak van de strafuitvoering te komen tot de instelling van strafuitvoeringsrechtbanken die alle aangelegenheden met betrekking tot de interne- en externe rechtspositie van de gedetineerden zullen beslissen. Daarmee wordt enerzijds de voor ons strafrechtssysteem traditionele scheidingslijn tussen straftoemeting en strafuitvoering gehandhaafd en trekt men de lijn, getrokken door de wet op de voorwaardelijke invrijheidsstelling van 5 maart 1998, door.

De federale regering meent dat de beslissingen inzake de modaliteiten van de strafuitvoering (schorsing, tijdelijke onderbreking, voorwaardelijke en voorlopige invrijheidsstelling) toekomen aan een rechter. Ze baseert zich hiervoor, ondermeer op het Franse systeem van de « *juge de l'application des peines* ». De rechter van de strafuitvoering zal worden bijgestaan door psychologisch — psychiatrisch deskundigen en door deskundigen inzake sociale reïntegratie zoals bij de actuele commissie voorwaardelijke invrijheidstelling.

#### Deelproject 90.3: De internering

Vanuit een herstelrechtelijk uitgangspunt stellen we dat psychiatrische patiënten, ook al hebben ze een misdrijf gepleegd, in principe thuis horen in al dan niet gespecialiseerde medische instellingen. Het is ons streefdoel om slechts die geïnterneerden in de strafinrichtingen te behouden die tot de high risk-patiënten kunnen worden gerekend. Bedoeld wordt zij die gevaarlijk en moeilijk behandelbaar zijn. De medium risk-patiënten horen thuis in forensische afdelingen die binnen de psychiatrie zouden moeten worden uitgebouwd. De low risk-patiënten kunnen zonder meer in de klassieke gezondheidszorg hun plaats vinden.

Wij zullen het rapport van de « Commissie Internering » verder bestuderen en met de sector en de bevoegde overheden overleggen welke acties in die zin kunnen worden gepland.

Wij willen wel duidelijk stellen dat de zorg die in onze instellingen aan de high risk-patiënten moet worden besteed kwalitatief in niets mag verschillen met de zorgzame omkadering binnen de psychiatrie.

## Projet 91: La réparation en détention

Les objectifs de la politique pénitentiaire doivent être redéfinis dans l'optique de la réparation.

### Sous-projet 91.1: Œuvrer activement à la réparation

Si l'on souhaite faire de la réparation une approche généralisée, il faut également disposer effectivement sur le terrain d'acteurs qui jouent un rôle très concret en la matière. Dans chaque établissement pénitentiaire, un conseiller adjoint «réparation», aussi appelé consultant en justice réparatrice, sera désigné. Ces consultants en justice réparatrice devront surtout examiner sur le terrain dans quelle mesure il est possible d'oeuvrer sur place dans le sens de la réparation. En principe, le consultant en justice réparatrice travaille en concertation avec la direction de la prison. En collaboration avec les services de formation de l'administration et des universités qui dirigent les projets en cours dans ce domaine, un profil sera élaboré ainsi qu'un programme de formation.

L'on peut déjà provisoirement annoncer que le consultant en justice réparatrice sera chargé des missions suivantes:

- dès la condamnation, informer les détenus de la responsabilité qu'ils portent vis-à-vis de leur victime: ce qu'ils doivent payer, quels sont les dommages immatériels rapportés par les Services d'accueil aux victimes, comment envisager une réparation symbolique;
- consigner les actions que souhaite entreprendre le condamné dans un plan de réparation, lequel fera partie intégrante d'un programme de détention et de reclassement;
- informer la victime du parcours pénitentiaire du condamné et des actions qu'il propose;
- servir d'interlocuteur aux victimes d'infractions dont l'auteur est détenu;
- contribuer à une culture du respect au moyen de la formation et de l'encadrement du personnel pénitentiaire;
- conseiller la direction locale en ce qui concerne les projets de réparation;
- œuvrer au règlement de la dette (c'est-à-dire viser à et planifier l'indemnisation effective des parties civiles dès le début de la détention).
- les projets de réparation en cours dans 6 établissements pénitentiaires (Hoogstraten, Louvain central, Louvain secondaire, Jamioulx, Andenne et Tournai) seront prolongés d'au moins un an car ils doivent fournir la base à l'introduction dans tous les autres établissements de la méthode de travail axée sur la réparation.

## Project 91: Herstel in detentie

De doelstellingen van het penitentiair beleid moeten opnieuw worden geformuleerd vanuit de herstelgedachte.

### Deelproject 91.1: Actief werken aan herstel

Als we de veralgemening van de herstelbenadering waar willen maken, moeten we op het terrein ook effectief actoren hebben die zeer concreet met deze materie bezig zijn. In elke strafinrichting zal een adjunct-adviseur «herstel», ook herstelconsulent, worden aangesteld. Deze herstelconsulanten moeten vooral op het terrein onderzoeken in welke mate ter plaatse herstelgericht kan worden gewerkt. De herstelconsulent werkt in principe in lijn met de gevangeisdirectie. Samen met vormingsdiensten van de administratie en de universiteiten die de lopende herstelprojecten leiden, zal een profiel worden ontworpen en zal een vormingsprogramma worden uitgewerkt.

Voorlopig kan men alvast stellen dat de herstelconsulent met volgende opdrachten moet worden belast:

- de gedetineerden van bij de veroordeling informeren over de verantwoordelijkheid die zij dragen ten opzichte van hun slachtoffer: wat moeten ze betalen, welke immateriële schade wordt er gerapporteerd door Slachtofferonthaal, hoe kan eventueel worden gedacht aan symbolisch herstel.
- de acties die de veroordeelde wil ondernemen vastleggen in een herstelplan, dat integraal deel moet uitmaken van een detentie- en reclasseringssplan.
- het slachtoffer informeren over het detentietraject van de veroordeelde en van de acties die door de gedetineerde worden voorgesteld.
- een aanspreekpunt zijn voor slachtoffers wiens dader in de inrichting verblijft.
- bijdragen tot een cultuur van respect via de vorming en begeleiding van penitentiair personeel.
- adviseren van het lokaal management met betrekking tot de omschrijving van herstelprojecten.
- werken aan schuldvereffening dit is actief de betaling van de burgerlijke partijen nastreven en plannen van bij het begin van de detentie.
- De lopende herstelprojecten in zes strafinstellingen (Hoogstraten, Leuven Centraal, Leuven Hulp, Jamioulx, Andenne en Tournai) zullen met minstens één jaar worden verlengd, want zij moeten de voedingsbodem leveren voor de introductie van het herstelgericht werken in al de andere inrichtingen.

#### Sous-projet 91.2: Une détention utile et humaine

La pensée de la réparation ne peut se concrétiser que dans une culture basée sur le respect. Ceci suppose une détention utile dans des conditions dignes, sans souffrance et dommages supplémentaires et où les relations affectives des détenus sont préservées. Nous estimons dès lors nécessaire de nous porter garants :

— d'une collaboration intensive avec les communautés, lesquelles sont compétentes pour l'aide sociale aux justiciables. Nous procéderons dès lors à une évaluation des efforts déjà réalisés et nous plaiderons en faveur d'une optimisation là où cela s'avérera nécessaire;

— que tout sera mis en oeuvre pour la normalisation du statut social des détenus (l'accord de gouvernement précise que la préoccupation principale du gouvernement est que l'ensemble de la population bénéficie d'une protection sociale efficace), ce qui est d'ailleurs le seul moyen de permettre au condamné d'assumer sa responsabilité sociale, également vis-à-vis de la victime;

— de l'extension des projets de protection et de promotion des relations affectives des détenus.

#### Sous-projet 91.3: La surveillance électronique

Dans le même esprit de réparation, la surveillance électronique sur une base volontaire peut offrir une alternative à part entière à la peine d'emprisonnement. Tant que la sécurité de la société peut être garantie, la surveillance électronique permet à la fois de limiter les effets néfastes de la détention, de réparer les préjudices éventuels causés à la victime et de rétablir la relation entre l'auteur et la société.

#### Sous-projet 91.4: La libération conditionnelle

La libération conditionnelle, l'une des principales modalités d'exécution des peines, sera réexaminée en profondeur. Elle doit correspondre parfaitement à l'idée de réparation.

Nous tenons enfin à signaler que nous allons commencer à rendre opérationnel le département clinique du Centre Pénitentiaire de Recherche et d'Observation Clinique (Ceproc). Cet établissement scientifique devra dans certains cas formuler un avis concernant notamment la libération conditionnelle de condamnés.

#### Projet 92: Une organisation pénitentiaire au service de la réparation

L'organisation pénitentiaire doit être suffisamment performante pour rendre ces objectifs de politique opérationnels. Nous notons la nécessité :

#### Deelproject 91.2: Zinvolle en humane detentie

De herstelgedachte kan slechts gerealiseerd worden in een cultuur van respect. Dit veronderstelt een zinvolle detentie in humane omstandigheden, zonder onnodige toevoeging van leed en schade en met bescherming van de affectieve relaties van gedetineerden. Daarom is het noodzakelijk dat wij ons garant stellen voor:

— een intensieve samenwerking met de gemeenschappen die bevoegd zijn voor het justitieel welzijnswerk. Wij zullen daarom de reeds geleverde inspanningen evalueren en waar nodig een optimalisering bepleiten.

— een streven naar de normalisering van het sociaal statuut van de gedetineerden (in het regeerakkoord staat dat de hoofdbekommernis van de regering een goede sociale bescherming is voor de hele bevolking). Slechts op deze manier kan men trouwens de veroordeelde de middelen geven om zijn sociale verantwoordelijkheid op te nemen, ook naar het slachtoffer toe.

— de verdere uitbreiding van de projecten ter bescherming en bevordering van de affectieve relaties van gedetineerden.

#### Deelproject 91.3: Elektronisch toezicht

In dezelfde geest van herstel kan elektronisch toezicht, op vrijwillige basis, een volwaardig alternatief bieden voor de gevangenisstraf. Zolang ook de veiligheid van de samenleving kan worden gegarandeerd, kan het elektronisch toezicht zowel ruimte bieden voor beperking van detentieschade, voor herstel van eventuele schade aan het slachtoffer, als voor een herstel van de relatie tussen dader en samenleving.

#### Deelproject 91.4: De voorwaardelijke invrijheidstelling

De voorwaardelijke invrijheidstelling, een van de voornaamste strafuitvoeringsmodaliteiten, zal grondig worden herbekeken. Zij moet naadloos aansluiten bij de herstelgedachte.

Tenslotte willen wij vermelden dat wij zullen starten met de operationalisering van het klinisch departement van het Penitentiair Onderzoeks- en Klinisch Observatiecentrum (POKO). Deze wetenschappelijke instelling zal in bepaalde gevallen advies moeten verlenen inzake onder andere de voorwaardelijke invrijheidstelling van veroordeelden.

#### Project 92: Een penitentiaire organisatie ten dienste van het herstel

De penitentiaire organisatie moet voldoende performant zijn om deze beleidsdoelstellingen te operationaliseren. Wij noteren de noodzaak aan:

— d'une répartition efficace et d'une gestion adéquate des moyens restreints;

— d'une gestion des ressources humaines globale, qui recouvre l'ensemble du secteur de la gestion du personnel: définition et surveillance de la mission et des objectifs de la politique pénitentiaire en matière de personnel, description du cadre et du profil, gestion de la sélection, promotions professionnelles, formation, perfectionnement, règlement disciplinaire, gestion du personnel, encadrement de la carrière, évaluation, bref tout ce qui est nécessaire pour une gestion moderne de la qualité et des compétences au sein d'un service public;

— un staff qui se profile comme une unité de « management de qualité ».

Nous souhaitons amener l'administration pénitentiaire à effectuer une première évaluation de sa propre organisation en fonction des attentes susmentionnées.

Nous attendrons également les conclusions du ministre de la Fonction publique et de la modernisation de l'administration en ce qui concerne le statut du personnel de la fonction publique ainsi que l'audit externe effectué sous l'autorité du Premier Ministre.

— een efficiënte verdeling en adequaat beheer van de schaarse middelen.

— een omvattende HRM-zuil, die de volledige sector van het people-management overspannt: omschrijven en bewaken van missie en doelstellingen van het penitentiair personeelsbeleid, kader- en profielomschrijving, beheer van de selectie, jobpromotie, training, vorming, vervolmaking, tuchtregeling, personeelsadministratie, loopbaanbegeleiding, evaluatie, kortom alles wat nodig is voor een modern kwaliteits- en competentiemanagement binnen een overheidsdienst.

— een stafdienst die zich profileert als een unit « kwaliteitsmanagement ».

Wij willen de penitentiaire administratie aanzetten tot een eerste evaluatie van de eigen organisatie in functie van hogerstaande verwachtingen.

We zullen ook de conclusies van de minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van Openbare Besturen afwachten wat betreft het statuut van het overheidspersoneel, evenals de externe audit die onder het gezag van de Eerste Minister zal worden uitgevoerd.

**ANNEXE 1:  
PROJETS ET SOUS-PROJETS**

Annexe 1: Aperçu des projets et des sous-projets

Domaine

Projet Sous-projet	Régie Acteur(s)	Project Deelproject	Regie Actor(en)
<b>Fondement scientifique et instruments de mesure et de suivi</b>			
1. Création d'une Plate-forme de concertation pour la Justice et pour la Sécurité	Justice Intérieur Economie Politique des grandes villes et Recherche scientifique	1. De oprichting van een Overleg platform voor Justitie en Veiligheid	Justitie Binnenlandse Zaken Economie Grootstedenbeleid en Wetenschappelijk Onderzoek
2. Institut National de Criministique et de Criminologie	Justice	2. Nationaal Instituut voor Criministiek en Criminologie	Justitie
3. Laboratoires et centres de références	Justice Economie Politique des grandes villes et Recherche scientifique	3. Laboratoria en excellentiecentra	Justitie Economie Grootstedenbeleid en Wetenschappelijk Onderzoek
4. Application du «Balances Scorecard» dans le cadre de la gestion intégrale de la sécurité	Justice Intérieur	4. Het opzetten van de Balanced Scorecard in het raam van de integrale veiligheidszorg	Justitie Binnenlandse Zaken
<b>Administration de la justice rapide et humaine</b>			
5. Assistance judiciaire	Justice	5. Rechtsbijstand	Justitie
6. Service d'accueil et guichet électronique	Justice	6. Onthaaldienst en electronisch loket	Justitie
7. Ecoute et accueil des victimes		7. Luisterbereidheid en opvang slachtoffers	
7.1 Accueil des victimes	Justice	7.1 Slachtofferonthaal	Justitie
7.2 Première assistance en faveur des victimes	Justice	7.2 Slachtofferbejegening	Justitie
7.3 Dernier hommage à rendre au défunt	Justice Intérieur Autorités locales	7.3 Waardig afscheid nemen	Justitie Binnenlandse Zaken Lokale overheid
7.4 Droits des victimes	Justice	7.4 Slachtofferrechten	Justitie
8. Analyse de l'ampleur et des causes de l'arriéré	Justice	8. Analyse omvang en oorzaken achterstand	Justitie
9. Répartition du volume de travail et mobilité	Justice Fonction publique et Modernisation de l'Administration	9. Verdeling werkvolume Justitie en mobiliteit	Justitie Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Besturen
10. Réforme de la procédure judiciaire		10. Herziening gerechtelijke procedure	
10.1 Procédure en matière d'opposition et de requête unilatérale	Justice	10.1 Procedure op verzet en op éénzijdig verzoekschrift	Justitie
10.2 Délais fixés pour le dépôt des conclusions	Justice	10.2 Termijnen neerleggen conclusies	Justitie
10.3 Arbitrage et médiation	Justice	10.3 Arbitrage en bemiddeling	Justitie
11. Davantage de performance lors de l'expertise judiciaire	Justice	11. Meer performantie in de gerechtelijke expertise	Justitie

**BIJLAGE 1:  
PROJECTEN EN DEELPROJECTEN**

Bijlage 1: Overzicht projecten en deelprojecten.

Domein

Projet Sous-projet	Régie Acteur(s)	Project Deelproject	Regie Actor(en)
12. Automatisation	Justice Fonction publique et Modernisation de l'Administration	12. Automatisering	Justitie Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Besturen
13. Administration dynamique	Justice Fonction publique et Modernisation de l'Administration	13. Dynamische administratie	Justitie Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Besturen
14. Télécommunication	Justice Fonction publique et Modernisation de l'Administration Télécommunications et Entreprises et Participations publiques	14. Telecommunicatie	Justitie Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Besturen Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties
15. Greffiers et secrétaires de parquet	Justice Fonction publique et Modernisation de l'Administration	15. Griffiers en parketsecretaris	Justitie Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Besturen
16. Référendaires et juristes de parquet	Justice Fonction publique et Modernisation de l'Administration	16. Referendarissen en parketjuristen	Justitie Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Besturen
17. Approche des délits graves liés à l'environnement	Justice Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement	17. De aanpak van zware milieudelicten	Justitie Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu
<b>PREVENTION</b>			
<b>Programme fédéral relatif aux délits accompagnés d'actes de violence</b>			
18. Prévention de noyaux durs de jeunes	Communautés Régions Autorités locales	18. Preventie harde kernjongeren	Gemeenschappen Gewesten Lokale overheid
19. Prévention de la violence au sein des familles	Egalité des chances Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement Justice Communautés Régions	19. Preventie geweld in gezinnen	Gelijke Kansen Consumentenzaken Volksgezondheid en Leefmilieu Justitie Gemeenschappen Gewesten
20. Violence dans les transports en commun et violence provenant de chiens dangereux	Régions Intérieur Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement Justice Communautés	20. Geweld in het openbaar vervoer	Gewesten Binnenlandse Zaken Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu Justitie Gemeenschappen
21. Violence provenant de chiens dangereux	Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement Intérieur Justice Autorités locales	21. Geweld door middel van gevaarlijke honden	Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu Binnenlandse Zaken Justitie Lokale overheid
<b>Programme fédéral relatif à la criminalité en col blanc</b>			
37. Recherche scientifique	Justice	37. Wetenschappelijk onderzoek	Justitie
<b>PREVENTIE</b>			
<b>Het federale programma gewelddelicten</b>			
18. Preventie harde kernjongeren	Gemeenschappen Gewesten Lokale overheid	18. Preventie harde kernjongeren	Gemeenschappen Gewesten Lokale overheid
19. Preventie geweld in gezinnen	Gelijke Kansen Consumentenzaken Volksgezondheid en Leefmilieu Justitie Gemeenschappen Gewesten	19. Preventie geweld in gezinnen	Gelijke Kansen Consumentenzaken Volksgezondheid en Leefmilieu Justitie Gemeenschappen Gewesten
20. Geweld in het openbaar vervoer	Gewesten Binnenlandse Zaken Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu Justitie Gemeenschappen	20. Geweld in het openbaar vervoer	Gewesten Binnenlandse Zaken Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu Justitie Gemeenschappen
21. Geweld door middel van gevaarlijke honden	Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu Binnenlandse Zaken Justitie Lokale overheid	21. Geweld door middel van gevaarlijke honden	Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu Binnenlandse Zaken Justitie Lokale overheid
<b>Het federale programma witteboordencriminaliteit</b>			
37. Wetenschappelijk onderzoek	Justitie	37. Wetenschappelijk onderzoek	Justitie

Projet Sous-projet	Régie Acteur(s)	Project Deelproject	Regie Actor(en)
38. Fraude aux subventions sur le plan national et international	Justice Affaires étrangères Coopération au développement Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement Communautés	38. Internationale en nationale subsidiefraude	Justitie Buitenlandse Zaken Ontwikkelingssamenwerking Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu Gemeenschappen
<b>Programme fédéral relatif à la traite et exploitation des êtres humains</b>			<b>Het federale programma mensenhandel en -uitbuiting</b>
45. Statistiques criminelles et analyse de la criminalité	Justice Intérieur	45. Criminele statistiek en criminaliteitsanalyse	Justitie Binnenlandse Zaken
<b>Programme fédéral relatif aux délits sexuels</b>			<b>Het federale programma sexuele misdrijven</b>
50. Inventaire de la recherche scientifique sur les délits à caractère sexuel	Justice	50. Inventarisatie van het wetenschappelijk onderzoek	Justitie
51. Capacité à se défendre et formation en matière de prévention de l'abus sexuel	Communautés Régions	51. Weerbaarheid en vorming inzake het voorkomen van sexueel misbruik	Gemeenschappen Gewesten
52. La « première ligne » : détection et dénonciation ou orientation	Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement Justice Communautés Régions Autorités locales	52. De 'eerste lijn': detectie en melding of doorverwijzing	Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu Justitie Gemeenschappen Gewesten Lokale overheid
53. Actions spécifiques en faveur des personnes nécessitant des soins	Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement Justice Communautés Régions	53. Specifieke acties ten aanzien van zorgbehoefenden	Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu Justitie Gemeenschappen Gewesten
<b>Programme fédéral relatif à la délinquance de jeunes à problèmes</b>			<b>Het federale programma delinquentie door probleemjongeren</b>
58. Garder un climat scolaire positif: le rôle du médiateur	Intérieur	58. Het bewaken van een positief schoolklimaat: de rol van de bemiddelaar	Binnenlandse Zaken
59. Centre d'étude de la délinquance juvénile	Justice Communautés Régions	59. Studiecentrum voor jeugddelinquentie	Justitie Gemeenschappen Gewesten
60. Formation des unités de la police locale spécialisées en matière de jeunesse	Intérieur Justice	60. Opleiding jeugdeenheden bij lokale politie	Binnenlandse Zaken Justitie
<b>Programme fédéral relatif au hooliganisme</b>			<b>Het federale programma hooliganisme</b>
64. Evaluation, développement et harmonisation de la prévention	Intérieur Justice	64. Evaluatie, verdere uitbouw en afstemming van de preventie	Binnenlandse Zaken Justitie
<b>Programme fédéral relatif aux accidents de la circulation ayant entraîné des lésions corporelles</b>			
<b>REPRESION</b>			<b>REPRESSIE</b>
<b>Programme fédéral relatif aux délits accompagnés d'actes de violence</b>			<b>Het federale programma gewelddelicten</b>
22. Répression de noyaux durs de jeunes	Justice	22. Repressie hardekernjongeren	Justitie

Projet Sous-projet	Régie Acteur(s)	Project Deelproject	Regie Actor(en)
<b>Programme fédéral relatif au crime organisé</b>			<b>Het federale programma georganiseerde misdaad</b>
27. Etablir le profil de la criminalité organisée	Justice Intérieur Finances Affaires sociales et pensions Economie, politique des grandes villes et Recherche scientifique Emploi	27. Het in kaart brengen van de georganiseerde misdaad	Justitie Binnenlandse Zaken Financiën Sociale Zaken en Pensioenen Economie, Grootstedenbeleid en Wetenschappelijk Onderzoek Werkgelegenheid
28. Recherche scientifique	Justice	28. Wetenschappelijk onderzoek	Justitie
29. Coopération internationale	Justice Intérieur Affaires étrangères Agriculture et classes moyennes Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement	29. Internationale samenwerking	Justitie Binnenlandse Zaken Buitenlandse Zaken Landbouw en Middenstand Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu
30. Trafic d'hormones	Justice Agriculture et classes moyennes Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement	30. Hormonenhandel	Justitie Landbouw en Middenstand Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu
31. Techniques de recherche particulières	Justice	31. Bijzondere opsporingstechnieken	Justitie
32. Ecoutes, prise de connaissance et enregistrement de communications et de télécommunications privées	Justice Télécommunication, Entreprises et Participations publiques	32. Afluisteren, kennisnemen en opnemen van privé-communicatie en telecommunicatie	Justitie Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties
33. Saisie de patrimoines d'origine criminelle	Justice	33. Inbeslagname van criminele vermogens	Justitie
34. Etude de l'instauration d'un régime de repentis — la protection des témoins — le témoin anonyme	Justice	34. De studie naar de invoering van een spijtoptantenregeling — de bescherming van getuigen — de anonieme getuige	Justitie
35. Qualité d'officier de police judiciaire	Justice Finances	35. Hoedanigheden van officier van gerechtelijke politie	Justitie Financiën
36. Vol et trafic de véhicules - vol de bicyclettes	Justice Intérieur Mobilité et Transports Acteurs privés	36. Diefstallen van en zwendel in voertuigen	Justitie Binnenlandse Zaken Mobiliteit en Verkeer Private actoren
<b>Programme fédéral relatif à la criminalité en col blanc</b>			<b>Het federale programma witteboordencriminaliteit</b>
39. Plate-forme permanente de concertation en matière de délinquance financière et économique	Justice Economie Politique des grandes villes et Recherche scientifique Finances Acteurs privés	39. Permanent overlegforum inzake financiële en economische delinquentie	Justitie Economie, Grootstedenbeleid en Wetenschappelijk Onderzoek Financiën Private actoren
40. Privation des avantages	Justice	40. Voordeelontneming	Justitie
41. Recherche axée sur le butin	Justice Intérieur	41. Buitgerichte recherche	Justitie Binnenlandse Zaken
42. Elaboration d'une coopération judiciaire performante en matière pénale	Justice	42. Uitwerken van een performante internationale justitiële samenwerking in strafzaken	Justitie

Projet Sous-projet	Régie Acteur(s)	Project Deelproject	Regie Actor(en)
43. Criminalité informatique	Justice Economie Politique des grandes villes et Recherche scientifique Télécommunications, Entreprises et Participations publiques	43. Informaticacriminaliteit	Justitie Economie, Grootstedenbeleid en Wetenschappelijk Onderzoek Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties
44. Criminalité liée à l'Environnement		44. Milieucriminaliteit	
44.1 Législation transparente et cohérente en matière d'environnement	Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement Justice Régions	44.1 Transparante en coherente milieuwetgeving	Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu Justitie Gewesten
44.2 Services d'inspection spécialisés efficaces sur le terrain	Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement Intérieur Finance Economie Régions Communautés	44.2 Efficiënte en gespecialiseerde inspectiediensten op het terrein	Consumentenzaken Volksgezondheid en Leefmilieu Binnenlandse Zaken Financiën Economie Gewesten Gemeenschappen
44.3 Concertation et harmonisation de la politique en matière de criminalité liée à l'Environnement	Justice Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement Régions	44.3 Overleg en beleidsafstemming inzake milieucriminaliteit	Justitie Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu Gewesten
44.4. Surveillance et contrôle des délits liés à l'environnement commis en mer et des délits internationaux en matière d'environnement	Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement Economie Politique des grandes villes et Recherche scientifique Justice	44.4. Toezicht en controle op milieudelicten op zee en op internationale mileudelicten	Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu Economie Grootstedenbeleid en Wetenschappelijk Onderzoek Justitie
44.5. Programmes de formation	Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement Justice Economie Politique des grandes villes et Recherche scientifique Fonction publique et Modernisation de l'Administration Communautés Régions	44.5 Vormings- en opleidingsprogramma's	Consumentenzaken Volksgezondheid en Leefmilieu Justitie Economie Grootstedenbeleid en Wetenschappelijk Onderzoek Ambtenarenzaken en Modernisering Openbare Besturen Gemeenschappen Gewesten
Programme fédéral relatif à la traite et exploitation des êtres humains		Het federale programma mensenhandel en -uitbuiting	
46. Echange d'informations	Justice	46. Informatieuitwisseling	Justitie
Programme fédéral relatif aux délits sexuels		Het federale programma sexuele misdrijven	
54. Appel de Lausanne	Justice	54. Oproep van Lausanne	Justitie
Programme fédéral relatif à la délinquance juvénile		Het federale programma jeugddelinquentie	
61. Message clair et franc à l'égard des jeunes à problèmes dans une nouvelle loi portant réponse à la délinquance juvénile	Justice Communautés	61. Duidelijke en eerlijke boodschap voor de minderjarige in een nieuwe wet met antwoorden op de jeugddelinquentie	Justitie Gemeenschappen

Projet Sous-projet	Régie Acteur(s)	Project Deelproject	Regie Actor(en)
62. Spécialisation accrue du juge de la jeunesse	Justice	doorgevoerde specialisatie van de jeugdrechtter	Justitie
63. Possibilité d'une intervention rapide	Justice	63. Snel optreden is mogelijk	Justitie
<b>Programme fédéral relatif au hooliganisme</b>			
65. Matches de football nationaux et internationaux	Intérieur Justice Mobilité et Transports Affaires étrangères Politique des grandes villes Communautés Régions Autorités locales Acteurs privés	65. Nationale en internationale voetbalevenementen	Binnenlandse Zaken Justitie Mobiliteit en Vervoer Buitenlandse Zaken Grootstedenbeleid Gemeenschappen Gewesten Lokale overheid Private actoren
<b>SUIVI</b>			
<b>Programme fédéral relatif aux délits accompagnés d'actes de violence</b>			
23. Gardiennage et sécurité chez les indépendants	Intérieur Justice Agriculture et Classes moyennes Communautés Régions Autorités locales Acteurs privés	23. Bewaking en beveiliging van zelfstandige ondernemers	Binnenlandse Zaken Justitie Landbouw en Middenstand Gemeenschappen Gewesten Lokale overheid Private actoren
24. Organisations sectaires nuisibles	Justice Intérieur Finances Emploi Défense Fonction publique et Modernisation de l'Administration Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement Communautés Régions	24. Schadelijke sektarische organisaties	Justitie Binnenlandse Zaken Financiën Werkgelegenheid Landsverdediging Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Besturen Volksgezondheid en Leefmilieu Gemeenschappen Gewesten
25. Plate-forme de concertation permanente en matière de sécurité des entreprises	Justice Intérieur Acteurs privés	25. Permanent overlegplatform bedrijfsbeveiling	Justitie Binnenlandse Zaken Private actoren
26. Armes	Justice Intérieur Economie et Recherche scientifique	26. Wapens	Justitie Binnenlandse Zaken Economie en Wetenschappelijk Onderzoek
<b>Programme fédéral relatif à la traite et exploitation des êtres humains</b>			
47. Rapport annuel du Centre d'Egalité des Chances et de la lutte contre le Racisme	Justice	47. Jaarrapport Centrum voor Gelijkheid van Kansen en voor Rascismebestrijding	Justitie
48. Adaptation des circulaires communes relatives à la délivrance des permis de séjour et de travail aux victimes de la traite des êtres humains	Intérieur	48. Aanpassing van de gemeenschappelijkecomzendbrieven met betrekking tot de afgifte van verblijfs- en arbeidsvergunningen aan slachtoffers van mensenhandel	Binnenlandse Zaken
<b>Het federale programma hooliganisme</b>			
<b>NAZORG</b>			
<b>Het federale programma gewelddelicten</b>			
<b>Het federale programma mensenhandel en -uitbuiting</b>			

Projet Sous-projet	Régie Acteur(s)	Project Deelproject	Regie Actor(en)
49. Mineurs étrangers non accompagnés	Intérieur Justice Communautés	49. Niet-begeleide minderjarige vreemdelingen	Binnenlandse Zaken Justitie Gemeenschappen
<b>Programme fédéral relatif aux délits sexuels</b>			<b>Het federale programma seksuele misdrijven</b>
55. Initiatives à l'égard des victimes	Justice Intérieur Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement Communautés Régions Autorités locales	55. Initiatieven voor slachtoffers	Justitie Binnenlandse Zaken Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leef-milieu Gemeenschappen Gewesten Lokale overheid
56. Initiatives à l'égard des auteurs	Justice Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement Affaires sociales Pensions	56. Initiatieven voor daders	Justitie Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leef-milieu Sociale Zaken en Pensioenen
57. Eviter des troubles au sein de la société	Justice	57. Vermijden van onrust in de samenleving	Justitie
<b>Une police moderne</b>			<b>Een moderne politie</b>
66. Tâches essentielles de la police		66. Politie-kerntaken	
66.1 Règlement policier	Justice Intérieur	66.1 Politiële afhandeling	Justitie Binnenlandse Zaken
66.2. Gestion de la recherche	Justice	66.2 Recherchemanagement	Justitie
<b>Simplification du droit pénal et amélioration de la procédure pénale</b>			<b>Vereenvoudiging van het strafrecht en een meer efficiënte strafprocedure</b>
67. Simplification du droit pénal	Justice	67. Hervorming van het strafrecht	Justitie
68. Réduction de l'inflation du droit pénal	Justice	68. Terugschroeven van het inflatoire strafrecht	Justitie
69. Procédure accélérée	Justice	69. Snelrecht	Justitie
<b>Renforcement de la médiation pénale et des peines alternatives</b>			<b>Versterking van de strafbemiddeling en de alternatieve straffen</b>
<b>Maisons de justice</b>			<b>Justitiehuizen</b>
70. Maisons de justice	Justice Communautés	70. Justitiehuizen	Justitie Gemeenschappen
71. Antennes de justice	Justice	71. Justitieantennes	Justitie
<b>Mesures et peines alternatives</b>			<b>Alternatieve maatregelen en straffen</b>
72. Mesures alternatives en tant que peines autonomes	Justice	72. Alternatieve maatregelen als autonome straffen	Justitie
73. Médiation pénale	Justice	73. Strafbemiddeling	Justitie
74. Système de subsides	Justice Communautés Régions	74. Subsidiesystemen	Justitie Gemeenschappen Gewesten
<b>Politique en faveur des victimes</b>			<b>Slachtofferzorg</b>
75. Aide aux victimes	Justice Intérieur Communautés Régions Autorités locales Acteurs privés	75. Slachtofferzorg	Justitie Binnenlandse Zaken Gemeenschappen Gewesten Lokale overheid Private actoren

Projet Sous-projet	Régie Acteur(s)	Project Deelproject	Regie Actor(en)
76. Accueil des victimes	Justice	76. Slachtofferonthaal	Justitie
77. Disparitions inquiétantes	Justice	77. Onrustwekkende verdwijning	Justitie
78. Règlement des dommages	Justice	78. Schaderegeling	Justitie
79. Commission d'aide aux victimes	Justice Communautés Régions	79. Commissie voor hulp aan slachtoffers	Justitie Gemeenschappen Gewesten
<b>Lutte contre la corruption et création d'un office fédéral anti-corruption</b>		<b>Bestrijden van corruptie en de oprichting van een federale anti-corruptiedienst</b>	
80. Approche intégrale et pluri-disciplinaire de la corruption axée sur la prévention et la répression	Fonction publique et Modernisation de l'Administration Budget Justice	80. Een integrale en multidisciplinaire aanpak van de corruptie, gericht op preventie en repressie	Ambtenarenzaken en en Modernisering van de Openbare Besturen Begroting Justitie
81. Office fédéral anti-corruption	Justice Intérieur	81. De federale anti-corruptiedienst	Justitie Binnenlandse Zaken
<b>Rappel à la norme</b>		<b>Normstellend optreden</b>	
82. Opération de coordination limitée dans le temps et dans l'espace	Justice Intérieur Politique des grandes villes Autorités locales	82. Coördinatieoperatie beperkt in tijd en ruimte	Justitie Binnenlandse Zaken Grootstedelijke Beleid Lokale overheid
<b>Coopération internationale</b>		<b>Internationale samenwerking</b>	
83. Délinquance financière	Justice Finances	83. Financiële delinquentie	Justitie Financiën
84. Traités européens	Justice Affaires étrangères	84. Europese Verdragen	Justitie Buitenlandse Zaken
<b>Blocage et saisie du patrimoine provenant d'activités criminelles et perception efficace des amendes</b>		<b>Blokkeren en inbeslagname van criminale vermogens en een efficiënte inning van geldboetes</b>	
85. Gel des patrimoines et législation relative à la privation de ceux-ci	Justice	85. Bevriezing van vermogens en een ontnemingswetgeving	Justitie
85.1 Marchés publics	Justice Finances	85.1. Overheidsopdrachten	Justitie Financiën
86. Percevoir efficacement les amendes	Justice Finances	86. Efficiënt innen van geldboetes	Justitie Financiën
<b>Politique intégrale de la sécurité au niveau zonal et plan zonal de sécurité - politique des grandes villes</b>		<b>Het lokaal integraal veiligheidsbeleid en het lokaal veiligheidsplan - het grootstedelijk beleid</b>	
87. Prévention au niveau communal	Intérieur Communautés Autorités locales	87. Gemeentelijke preventie	Binnenlandse Zaken Gemeenschappen Lokale overheden
<b>Plan de politique pénitentiaire</b>		<b>Het detentieplan</b>	
88. Loi de principe pénitentiaire	Justice	88. De penitentiaire beginselwet	Justitie
89. Tribunal de l'application des peines	Justice	89. De strafuitvoeringsrechtbank	Justitie
90. Gestion de l'input dans les établissements pénitentiaires		90. Beheersing van de input in de strafinrichtingen	Justitie
90.1. Détention préventive	Justice	90.1 De voorlopige hechtenis	Justitie
90.2. Fixation de la peine et son exécution	Justice	90.2 De straftoemeting en strafuitvoering	Justitie

Projet Sous-projet	Régie Acteur(s)	Project Deelproject	Regie Actor(en)
90.3 Internement	Justice Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement Affaires sociales Communautés Régions	90.3. De internering	Justitie Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu Sociale Zaken Gemeenschappen Gewesten
91. Réparation en détention		91. Herstel in detentie	
91.1. Oeuvrer activement à la réparation	Justice	91.1 Actief werken aan herstel	Justitie
91.2 Détention utile et humaine	Justice Communautés Régions	91.2. Zinvolle en humane detentie	Justitie Gemeenschappen Gewesten
91.3 Surveillance électronique	Justice	91.3 Electronisch toezicht	Justitie
91.4 Libération conditionnelle	Justice	91.4 De voorwaardelijke invrijheidstelling	Justitie
92. Organisation pénitentiaire au service de la réparation	Justice Fonction publique et Modernisation de l'Administration	92. Een penitentiaire organisatie ten dienste van het herstel	Justitie Ambtenarenzaken en Modernisering van Openbare Besturen

**ANNEXE 2:  
L'ACCORD DE GOUVERNEMENT**

**3. Une société sûre**

Le renforcement de la sécurité et un meilleur fonctionnement de la justice sont parmi les préoccupations prioritaires des gens. Mais une politique de sécurité ne se résume pas seulement à la lutte contre la criminalité. Un grand nombre de facteurs (chômage, la situation dans les grandes villes, l'insécurité routière, la propreté du cadre de vie, .) contribuent à alimenter le sentiment d'insécurité dans le chef de nos concitoyens.

La lutte contre l'insécurité passe par l'amélioration de l'efficacité de la Justice et des services de police. Elle nécessite également une politique de réhabilitation urbaine, une politique de l'emploi qui doit conduire à l'intégration sociale des personnes et des populations marginalisées ou exclues. De même, une plus grande accessibilité de tous à tous les services de l'État et notamment à celui de la Justice sera organisée.

Dans la limite des compétences fédérales, le gouvernement procédera rapidement à l'exécution intégrale des accords Octopus. Il établira un plan global de sécurité et s'attachera à la mise en œuvre d'une nouvelle politique en matière pénitentiaire et d'exécution des peines.

**L'exécution des accords Octopus**

Afin de ne pas laisser le pays s'enliser dans une crise d'autorité politique et morale grave, huit partis démocratiques ont dépassé au printemps 1998 les clivages traditionnels majorité/opposition pour mettre en chantier une réforma approfondie de la police et de la justice. Le gouvernement souhaite mener à bien la concrétisation de ces accords Octopus. Ces accords doivent être intégralement respectés et leur mise en œuvre fera l'objet d'un calendrier de travail précis et d'une évaluation budgétaire rigoureuse.

Le gouvernement prendra également les mesures nécessaires pour mettre en œuvre les recommandations non réalisées des commissions d'enquête parlementaire sur les enfants assassinés et disparus, les tueurs du Brabant, la criminalité organisée en Belgique et la traite des êtres humains.

Pour ce qui concerne la réforme de la Justice, le gouvernement, en accord avec le Parlement, prendra toutes les dispositions pour mettre rapidement en place le Conseil Supérieur de la Justice.

Pour ce qui concerne la réforme des police, le gouvernement a la ferme volonté de la mettre en œuvre pour le 31 mars 2001. L'objectif de cette réforme est la concrétisation d'une structure policière intégrée à deux niveaux permettant une collaboration étroite et motivée des différents corps de police et garantissant la sécurité de tout un chacun. Un contrôle démocratique par des mécanismes fiables et transparents constitue la finalisation de cette réforme. À cet égard, le gouvernement procédera rapidement à la mise en place des comités P et R et de la Commission spéciale d'accompagnement parlementaire permanente de contrôle des services de police.

L'inspection générale de la police, étendue à des personnes externes, sera adaptée afin d'accueillir et de traiter les plaintes individuelles.

La concrétisation des accords «Octopus» nécessitera le concours de tous les acteurs liés de près ou de loin au monde de la Justice. Le gouvernement en appelle à leur entière collaboration et engagement.

**BIJLAGE 2:  
HET FEDERAAL REGEERAKKOORD**

**3. Een veilige samenleving**

Meer veiligheid en een betere werking van het gerecht zijn voor de bevolking prioritair. Een veiligheidsbeleid kan echter niet worden herleid tot het bestrijden van de criminaliteit alleen. Een groot aantal factoren (werkloosheid, de toestand in de grote steden, verkeersonveiligheid, de vervuiling van de leefomgeving, ...) dragen bij tot het gevoel van onveiligheid bij onze medeburgers.

Voor het bestrijden van de onveiligheid is er een efficiëntere werking nodig van het politie- en justitieapparaat. Tegelijk zal er echter ook een stadsvernieuwingsbeleid en een vernieuwde werkgelegenheidspolitiek moeten worden gevoerd die zal moeten leiden tot een maatschappelijke integratie van personen en bevolkingsgroepen die gemarginaliseerd of uitgesloten zijn. Ook zal er moeten gewerkt worden aan een grotere toegankelijkheid tot alle overheidsdiensten, inzonderheid deze van het gerecht.

Binnen de perken van haar federale bevoegdheden zal de regering snel werk maken van een integrale uitvoering van de Octopusakkoorden. Zij zal eveneens een algemeen veiligheidsplan opstellen en zorgen voor de tenuitvoerlegging van een nieuw beleid inzake strafinrichtingen en uitvoering van de straffen.

**De uitvoering van de Octopusakkoorden**

Om te vermijden dat het land in een ernstige morele en politieke crisis zou verglijden, hebben acht politieke partijen in het voorjaar 1998 de traditionele breuklijn tussen meerderheid en oppositie en een diepgaande hervorming van politie en gerecht uitgetekend. De regering wil de uitvoering van deze Octopusakkoorden tot een goed einde brengen. Deze akkoorden moeten op alle punten nageleefd worden. De uitvoering ervan zal onderworpen worden aan een precieze kalender en een strikte budgettaire evaluatie.

De regering zal ook de nodige maatregelen nemen om de nog niet uitgevoerde aanbevelingen van de parlementaire onderzoekscommissie vermoorde en vermiste kinderen, de parlementaire onderzoekscommissie belast met het onderzoek naar een structuurleid met het oog op de bestrafing en de uitroeiing van de mensenhandel, de parlementaire onderzoekscommissie Bende van Nijvel bis en de parlementaire onderzoekscommissie georganiseerde criminaliteit in België in praktijk te brengen.

Wat de hervorming van de Justitie betreft, zal de regering — samen met het Parlement — alle schikkingen treffen om de Hoge Raad voor de Justitie onverwijld van start te laten gaan.

Inzake de politiehervorming is het de vaste wil van de regering deze op 31 maart 2001 van start te laten gaan. De doelstelling van de hervorming is de totstandkoming van een geïntegreerde politiedienst op twee niveaus, waardoor een hechte en gemotiveerde samenwerking ontstaat tussen de verschillende politiekorpsen en de veiligheid van eenieder wordt gegarandeerd. Een democratische controle via betrouwbare en doorzichtige kanalen is het sluitstuk van de hervorming. Daartoe zal de regering overgaan tot een snelle installatie van de vernieuwde Comités P & I en de Bijzondere commissie belast met de parlementaire begeleiding van de Vaste Comités van Toezicht op de politie- en inlichtingendiensten.

De algemene inspectie van de politie uitgebreid met externen, zal zodanig aangepast worden dat zij individuele klachten kunnen ontvangen en behandelen.

De concretisering van de Octopusakkoorden vereist de samen- en medewerking van alle actoren die van ver of dichtbij bij de politie en het gerecht betrokken zijn. De regering doet beroep op hun volle medewerking en inzet.

#### L'établissement d'un plan de sécurité

Le gouvernement fédéral dressera, avant la fin de l'année, un plan de sécurité qui s'inspirera du concept de la gestion intégrée de la sécurité. Cette gestion intégrée de la sécurité se traduira par une chaîne constituée successivement d'un maillon préventif, d'un maillon répressif et du suivi des victimes et des auteurs.

Le plan de sécurité sera étayé par des apports scientifiques et se traduit par deux objectifs: une réduction effective de toutes les formes de criminalité et un accroissement substantiel du taux d'élucidation des infractions.

Le plan comprendra les priorités suivantes:

- diminuer le nombre de délits accompagnés de violences
- circonscrire et combattre la criminalité organisée
- mieux dépister et réprimer la criminalité en col blanc
- lutter contre la traite des êtres humains et autres formes d'exploitation
- prévenir au maximum les délits sexuels
- combattre la délinquance juvénile
- endiguer le hooliganisme
- limiter les troubles et la criminalité liés à l'approvisionnement et au trafic de drogue
- réduire les accidents de la circulation

Pour chacune de ces priorités, des instruments spécifiques seront mis au point et des moyens seront prévus. Les principaux moyens d'action du plan de sécurité sont:

(1) une police moderne, ancrée dans la société et orientée vers les véritables tâches policières fondamentales. À cet égard, l'on aura recours à un management actualisé et à une approche professionnelle: les agents de la police locale autonome seront d'avantage présents dans la rue au service et à l'écoute du citoyen. En effet, une présence accrue d'agents dans les quartiers favorise le sentiment de sécurité du citoyen et combat préventivement la criminalité. À cet égard, les citoyens doivent avoir accès 24h/24h à un service de police.

(2) une simplification du droit pénal; liée à une procédure pénale plus efficace

(3) l'application stricte des normes relatives à certaines infractions; une réponse adaptée et rapide à chaque infraction, soit de manière préventive, soit de manière répressive.

(4) la lutte contre la corruption, les comportements corrupteurs et l'estompe de la norme par la création d'un service anti-corruption renforcé au sein de la police criminelle fédérale.

(5) l'intensification des efforts en matière de construction et d'aménagement sûrs, de sécurité de quartier et de gestion des risques en particulier dans les quartiers les plus touchés.

(6) une coopération internationale contre le crime organisé et la criminalité en col blanc

(7) le renforcement de la médiation pénale et des peines alternatives

(8) la mise en place d'un système efficace de saisie et de confiscation du patrimoine d'origine criminelle; une meilleure perception des amendes.

Mis à part le plan de sécurité fédéral, des plans de sécurités locaux seront établis prioritairement pour les grandes villes. Ces plans locaux prendront en compte le volet « sécurité » des contrats de sécurité et de société. Chaque intervenant, agent de police ou

#### Het opstellen van een veiligheidsplan

De federale regering zal voor het einde van het jaar een veiligheidsplan opstellen, dat volgens het concept van de integrale veiligheidszorg zal werken. Deze veiligheidszorg concretiseert zich in een keten, die achtereenvolgens bestaat uit een preventieve schakel, een repressieve schakel en de nazorg voor slachtoffers en daders.

Het plan zal wetenschappelijk worden onderbouwd en beoogt twee doelstellingen: een daadwerkelijke daling van alle vormen van criminaliteit en een wezenlijke verhoging van de lage ophelderringraad van misdrijven.

Het plan zal zich daarbij toespitsen op volgende prioriteiten:

- gewelddelicten terugschroeven;
- de georganiseerde misdaad in kaart brengen en bestrijden;
- de witteboordcriminaliteit beter opsporen en doen dalen;
- bestrijden van mensenhandel en andere vormen van uitbuiting;
- seksuele misdrijven maximaal voorkomen;
- jeugddelinquentie bestrijden;
- het hooliganisme indijken;
- drugsoverlast en -criminaliteit inperken;
- de verkeersongevallen met persoonlijk letsel beperken;

Voor elke van deze prioriteiten zal het plan voorzien in specifieke instrumenten en actiemiddelen. De belangrijkste actiemiddelen van het veiligheidsplan zijn:

(1) een moderne politie, verankerd in de samenleving en geïnspireerd op de echte politiekerntaken; daartoe zal werk worden gemaakt van een vernieuwd management en een bedrijfsgerichte aanpak; doel hiervan is dat de agenten van de autonome lokale politiediensten meer op straat aanwezig zijn, ten dienste van en luisterbereid ten aanzien van de burgers; een verhoogde aanwezigheid van agenten in de wijken verhoogt het veiligheidsgevoel van de burgers en zal de criminaliteit preventief tegengaan; per politiezone moeten de burgers 24u op 24u toegang hebben tot een politiepost.

(2) een vereenvoudiging van het strafrecht, gekoppeld aan een meer efficiënte strafprocedure,

(3) normstellend optreden, een snelle en aangepaste aanpak van iedere overtreding, en dit of preventief of repressief.

(4) het bestrijden van corruptie, corruptief gedrag en normvervaging door de oprichting binnen het kader van de federale politie van een versterkte anti-corruptiedienst,

(5) het opdrijven van de inspanningen rond veilig bouwen en inrichten, wijkveiligheid en risicobeheersing en dit vooral in de meest getroffen wijken,

(6) internationale samenwerking tegen georganiseerde misdaad en de witteboordcriminaliteit,

(7) het versterken van de strafbemiddeling en de alternatieve straffen,

(8) de efficiënte blokkering en inbeslagname van criminale vermogens en de efficiënte inning van de geldboetes.

Naast het federaal veiligheidsplan zullen, prioritair voor de stedelijke gebieden, lokale veiligheidsplannen worden opgesteld. Deze lokale plannen zullen de veiligheids- en samenlevingscontracten in acht nemen. Elke interventiën, politieagent of sociaal

travailleur social, remplira sa tâche dans le strict respect des règles déontologiques spécifiques. Le renforcement de l'efficacité de l'appareil répressif doit aller de pair avec une meilleure protection des droits fondamentaux des individus confrontés à cet appareil répressif. En particulier, des mesures seront prises pour combattre les abus du droit d'enquête et les dénonciations malveillantes.

#### Une nouvelle politique pénitentiaire d'exécution des peines

Beaucoup de nos concitoyens sont convaincus qu'une fois condamnés, certains criminels dangereux sont prématûrement remis en liberté. Pour répondre à ces inquiétudes, des tribunaux d'application des peines seront mis en place; parallèlement, la compressibilité des peines pour les coupables d'infractions odieuses telles que les violences et assassinats commis sur les enfants, les personnes âgées, les membres des forces de l'ordre et les travailleurs exposés à la criminalité de par leur profession, sera nettement limitée. Dans le même esprit, le gouvernement soutiendra l'appel de Lausanne visant à déclarer les crimes organisés à l'égard des enfants comme crimes contre l'humanité devenant par là des crimes imprescriptibles.

Il serait fait en sorte que les justiciables soient jugés dans des délais raisonnables au sens de la Convention européenne des droits de l'Homme. Dans le but d'augmenter la sécurité juridique, l'instauration d'un délai de prescription pour l'exécution des jugements et arrêts sera examinée.

Enfin, le gouvernement oeuvrera à une modernisation de la politique pénitentiaire, en recourant pleinement, entre autres, à des alternatives à la privation de liberté, telles que la résidence forcée électronique, médiation pénal et les travaux d'intérêt général dont il faut renforcer l'effectivité. La législation sur la détention préventive sera également revue. Enfin, en coopération avec les communautés, de nouvelles places dans des centres fermés et semi-ouverts seront créées pour les jeunes délinquants multirécidivistes qui ont gravement troubé l'ordre public.

#### Une administration de la Justice plus rapide et humaine

Pour de nombreux concitoyens, le coût d'un procès et un obstacle majeur. Or, la Justice doit être un service humain, accessible à tous. Dans ce but, le budget de l'aide légale devra être augmenté et ce, dans un premier temps pour ce qui concerne l'aide de première ligne. Il conviendra également d'envisager une prise en charge des frais de défense et de Justice qui pourrait prendre la forme d'une assurance ou d'une mutuellisation. À cet égard, il sera tenu compte des polices d'assurance défense en Justice qui existe aujourd'hui.

Une des principales causes de la perte de confiance dans la Justice est le manque de considération, d'écoute, de prise en compte de la victime dans le processus pénal. Dans ce but, le système existant sera amélioré. Le gouvernement et le Parlement procéderont rapidement à une évaluation de la loi Franchimont et réaliseront en fonction de cette évaluation les aménagements nécessaires permettant de renforcer le rôle et l'information de la victime dans le processus pénal.

La lutte contre l'arriéré judiciaire qui provoque des drames humains doit être renforcée immédiatement. Dans cette optique, parallèlement à la conclusion des plans de gestion prévus dans les accords Octopus, le gouvernement prendra en concertation avec les autorités judiciaires, les mesures suivantes:

(a) procéder à une analyse objective et permanente de l'ampleur et des causes de l'arriéré judiciaire par le Conseil Supérieur de la Justice;

(b) veiller à une meilleure répartition du volume de travail entre magistrats ainsi qu'à un accroissement de leur mobilité;

(c) mener rapidement une enquête approfondie sur la situation des Cours et tribunaux à Bruxelles afin qu'avant la fin de l'année, sur base de cette enquête, le gouvernement puisse prendre les

werker zal daarbij zijn taak uitvoeren met strikte naleving van zijn deontologie. De versterking van het repressieapparaat zal wel gepaard gaan met een beter bescherming van de fundamentele rechten van de burgers die er mee worden geconfronteerd. Inzonderheid zullen maatregelen worden genomen om misbruik van het recht van onderzoek en valse aanklachten tegen te gaan.

#### Een nieuw strafuitvoerings- en gevangenisbeleid

Talrijke medeburgers zijn er van overtuigd dat een aantal gevraaglijke misdadigers na hun veroordeling voortijdig worden vrijgelaten. Om deze onrust weg te nemen zullen strafuitvoeringsrechtbanken worden opgericht. Tegelijk zal voor personen die zich schuldig hebben gemaakt aan afschuwelijke misdaden, zoals geweldpleging en moord op kinderen, bejaarden, politie en werknemers die beroepsmatig met criminaliteit in contact staan, de samendrukbaarheid van de straf sterk worden ingeperkt. In dezelfde geest zal de regering steun verlenen aan de Oproep van Lausanne om georganiseerde misdrijven tegen kinderen aan te merken als misdrijven tegen de mensheid, waardoor die misdrijven niet kunnen verjaren.

Er zal ook voor gezorgd worden dat de rechtsonderhorigen berecht worden binnen redelijke termijnen zoals voorzien in de Europese Conventie van de Rechten van de Mens. Om diezelfde rechtzekerheid te bevorderen zal eveneens de invoering onderzocht worden van een verjaringstermijn voor de uitvoerbaarheid van rechterlijke uitspraken.

Tenslotte zal de regering werk maken van een modernisering van het gevangenisbeleid, waarbij onder meer alternatieven voor vrijheidsberoving zoals onder andere het elektronisch huisarrest, de strafbemiddeling en de gemeenschapsdienst zullen aangemoedigd worden. De wet op de voorlopige hechtenis zal eveneens worden herzien. Tenslotte zal in samenwerking met de gemeenschappen bijkomende plaatsen in gesloten en halfopen centra gecreëerd worden voor zwaar recidiverende jonge delinquenten, die de openbare orde ernstig verstoren.

#### Een snelle en humaine rechtsbedeling

Voor talrijke mensen vormt de kostprijs van een proces een grote hinderpaal. Het gerecht moet een voor iedereen toeganekelijke en humane overheidsdienst zijn. Daartoe zal de begroting voor rechtsbijstand worden verhoogd en dit in de eerste plaats wat de eerstelijnsrechtshulp betreft. Ook zal een tenlastenlegging van de gerechts-, verdedigings- en bijstandskosten onder de vorm van een verzekering of onderlinge verdeling worden overwogen. Hierbij moet rekening worden gehouden met de bestaande rechtsbijstandclauses in de verzekeringpolissen.

Eén van de voornaamste oorzaken van het verlies aan vertrouwen in het gerecht is het gebrek aan begrip, luisterbereidheid en opvang ten aanzien van het slachtoffer in het strafproces. Daartoe zal het bestaande systeem worden verbeterd. Ook zullen de Regering en het Parlement zo snel mogelijk de Wet Franchimont evalueren op basis waarvan de nodige aanpassingen over de rol van en de informatie aan het slachtoffer in het strafproces zullen worden doorgevoerd.

De strijd tegen de gerechtelijke achterstand -die menselijke drama's veroorzaakt- dient onverwijd versterkt te worden. Naast het afsluiten van de beleidsplannen zoals voorzien in de Octopusakkoorden zal de Regering, in overleg met de gerechtelijke overheden, daartoe volgende maatregelen nemen:

(a) door de Hoge Raad voor Justitie een bestendige en objectieve analyse laten uitvoeren van de omvang en de oorzaken van de gerechtelijke achterstand;

(b) zorgen voor een betere verdeling van het werkvolume onder de magistraten en van een verhoging van hun mobiliteit

(c) dringend een doorlichting van de rechtbanken, hoven en parketten te Brussel laten verrichten op basis van dewelke de regering voor het einde van het jaar de nodige maatregelen zal treffen

mesures et les réformes nécessaires au bon fonctionnement de la Justice;

(d) l'élargissement du système des référendaires et la revalorisation du statut et des tâches des greffiers et des secrétaires de parquet;

(e) introduire un certain nombre de réformes fondamentales dans le cadre de la procédure judiciaire (réforme de la procédure d'opposition et de l'expertise judiciaire, délais fixés pour le dépôt des conclusions pour les avocats, tableau des services des audiences, élargissement des possibilités d'introduction d'une procédure par requête);

(f) alléger le travail des tribunaux par un recours plus fréquent aux amendes administratives (par exemple infractions routières), à l'arbitrage (par exemple en matière de consommation), et aux procédures par consentement mutuel (par exemple, le divorce via le notaire ou l'Officier de l'État civil);

(g) l'examen et la réorientation des programmes d'investissements principalement dans le domaine de l'informatique et le renforcement de la formation, y compris la formation permanente;

(h) la création de sections spécialisées dans les parquets et les tribunaux pour lutter contre les délits graves dans le domaine de l'environnement.

Il conviendra également de renforcer l'application des procédures accélérées dans le respect des droits de la défense. Une évaluation du système actuel sera effectuée. Si la nécessité de cette réforme est confirmée, le gouvernement mettra sur pied un type de procédure de comparution immédiate pour certaines formes de criminalité telles que les violences manifestes et infractions graves en particulier dans les cas de flagrants délits. Dans ce cas; il sera fait un large usage des peines alternatives et éventuellement de mesures sociales. En outre, l'accent sera mis sur la réparation des dommages.

en hervormingen zal doorvoeren, om een goede werking van de Justitie te verzekeren

(d) het uitbreiden van het stelsel van de referendarissen en de opwaardering van het statuut en de taken van de griffier en de parketsecretarissen

(e) het grondig herzien van de gerechtelijke procedure (hervorming van de procedure op verzet, hervorming van de gerechtelijke expertise, termijn van neerlegging van conclusies van de advocaten, tabel van het zittingsblad, uitbreiding van de mogelijkheden om een procedure bij gewoon verzoekschrift in te leiden,...)

(f) het ontlasten van de rechtkassen door meer gebruik te maken van administratieve boetes (bijvoorbeeld gewone verkeersovertredingen), van arbitrage (bijvoorbeeld consumentengeschillen), en van procedures bij onderlinge toestemming (bijvoorbeeld echtscheidingen via notaris of de ambtenaar van de burgerlijke stand);

(g) het doorlichten en heroriënteren van de investeringsprogramma's, en dit in eerste instantie in de informatica, en versterking van de opleiding, inclusief de permanente vorming

(h) de oprichting van gespecialiseerde afdelingen in de parketten en rechtkassen ter bestrijding van de zware milieudelicten.

De toepassing van het snelrecht met inachtneming van de rechten van de verdediging moet worden versterkt. Een doorlichting van het huidig stelsel zal worden verricht. Indien hieruit de noodzaak van een aanpassing bevestigd wordt, zal de Regering een vorm van onmiddellijke verschijning invoeren in het bijzonder in geval van openlijke geweldpleging, zware inbreuk en in het bijzonder betrapping op heterdaad. Hierbij zal ruim gebruik gemaakt worden van alternatieve straffen en sociale begeleiding. Tevens zal de nadruk worden gelegd op het herstel van de aangebrachte schade.